

AVIS AUX LECTEURS

- A partir du 1^{er} mars 1978, le prix de l'abonnement annuel au Bulletin de la Banque Nationale de Belgique est porté à 400 francs (à majorer éventuellement de 6 p.c. de T.V.A.) pour la Belgique et le Luxembourg et à 500 francs pour les autres pays.

Le prix du numéro séparé est porté, à partir de cette même date, à 40 francs (à majorer éventuellement de 6 p.c. de T.V.A.) pour la Belgique et le Luxembourg et à 50 francs pour les autres pays.



Bulletin

de la

Banque Nationale de Belgique

LIII^e Année

Tome I N^o 2 - Février 1978

Publication mensuelle

SOMMAIRE :

- 3 **Préambule du rapport présenté par le Gouverneur de la Banque Nationale de Belgique à l'Assemblée générale des actionnaires.**
- 39 **Mesure de politique monétaire. Communiqué du 1^{er} février 1978.**
- 40 **Courbe synthétique des principaux résultats de l'enquête mensuelle de la Banque Nationale - Résultats du mois de janvier 1978.**
- 1 **Statistiques.**
- 153 **Législation économique.**
- 161 **Bibliographie relative aux problèmes économiques et financiers intéressant la Belgique.**

Les articles signés traduisent les opinions de l'auteur et n'engagent pas la Banque.

Les opinions exprimées dans les articles non signés ont l'accord du Comité de Direction de la Banque.

La reproduction d'extraits de ce *Bulletin* est autorisée, à condition que la source soit indiquée.

PREAMBULE DU RAPPORT PRESENTE
PAR LE GOUVERNEUR
DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE
A L'ASSEMBLEE GENERALE DES ACTIONNAIRES

Une conjonction de conditions favorables aux pays industrialisés, exceptionnelle dans l'histoire, leur avait ouvert le champ d'un progrès matériel facile et extraordinairement rapide, au cours des années soixante et des premières années septante.

*La crise dans
les pays
industrialisés.*

En peu de temps, ces conditions se sont altérées. Un faisceau de changements synchrones, dont certains sont d'ailleurs issus des développements de cette période euphorique, a détérioré la situation immédiate de ces pays, en particulier de l'Europe, et assombri leurs perspectives de croissance. Tous traversent une période difficile, faite d'incertitude et d'instabilité, marquée par le dérèglement des mécanismes et chargée de problèmes nouveaux par leur intensité, auxquels les recettes d'action accoutumées, mal adaptées, ne donnent pas de bonnes solutions.

Les années 1973 ou 1974, suivant les pays, ont été caractérisées par un essoufflement de l'essor. En grande partie de nature conjoncturelle, cet affaiblissement a été renforcé par le ressac de la vague des dépenses qui avait précédé. Celle-ci s'est brisée contre des obstacles que sa poussée elle-même avait dressés : les hausses inflationnistes de coûts et de prix, le suréquipement mondial auquel s'étaient laissé entraîner trop de secteurs, et la décélération inévitable des achats des ménages qui avaient antérieurement précipité leurs dépenses pour devancer le renchérissement des biens de consommation durables et des immeubles.

Les effets de ce contrecoup des emballements antérieurs ont encore été accentués par le retour à la paix dans le monde : pour la première fois depuis le milieu des années trente, la dépense a cessé, pendant une période assez longue, de se doper scandaleusement des retombées économiques d'opérations militaires d'envergure.

Mais en même temps s'affaiblissait l'action, plus fondamentale et moins directement perceptible, d'autres facteurs qui avaient sous-tendu également le progrès matériel des années soixante.

La baisse généralisée du taux de natalité et, par conséquent, le ralentissement, voire dans certains cas, l'arrêt de la progression démogra-

phique, commençaient à réduire une des forces motrices de la croissance des besoins.

L'expansion des marchés subissait aussi les répercussions d'une saturation relative des besoins de biens comme les voitures, les gros appareils ménagers, la télévision, les produits synthétiques. Le rythme du progrès de ces consommations, singulièrement rapide en Europe dans les années soixante, s'est fortement infléchi. L'effet d'accélération que la diffusion massive de ces biens avait exercé s'est donc anémié, voire perdu, notamment pour les dépenses d'investissement des secteurs dont la croissance n'est pas stimulée avec la même intensité par d'autres consommations encore en net accroissement.

Ces divers effets dépressifs n'ont pu être compensés, comme on en avait nourri l'espoir, par un élargissement suffisant des marchés qu'offrent les pays en voie de développement. Certes, la satisfaction des énormes besoins potentiels de ceux-ci donnerait carrière aux activités des économies industrialisées. Jusqu'à présent, les faits ont été conduits par d'autres logiques. D'une part, préoccupés par leurs besoins intérieurs, les pays plus riches n'ont peut-être pas consacré à la coopération les efforts nécessaires. D'autre part, de nombreux pays en voie de développement ne sont pas parvenus au stade du décollage vers la croissance, ou accusent même des reculs, soit que leur infrastructure administrative soit demeurée tout à fait déficiente, soit que les cadres nationaux ne se soient pas trouvés à la hauteur des responsabilités qu'ils ont assumées, soit que les mentalités traditionnelles des populations fassent obstacle aux progrès matériels, soit encore que le revenu soit réparti de façon tellement inégale que l'épargne, expatriée, de quelques-uns démunisse de pouvoir d'achat le plus grand nombre. D'autres se sont éloignés, par option politique, des pays occidentaux. Enfin, certains pays en voie de développement se posent de plus en plus en concurrents sévères des pays industrialisés, dans certaines activités importantes; ils ont importé des équipements d'une technologie moderne, où s'emploie une main-d'œuvre locale qui doit se satisfaire de salaires dérisoires au regard des normes occidentales et ne connaît pas de sécurité sociale.

L'apparition de ces pays comme fournisseurs de produits finis, de haute technicité, constitue les prémices d'une nouvelle division internationale du travail. Sans doute ces nouveaux fournisseurs limitent-ils encore leur concurrence à quelques secteurs, tels que les textiles et la confection, l'électronique et la sidérurgie. Sans doute aussi leur développement pourrait-il, en longue période, être bénéfique pour l'acti-

tivité générale des anciens pays, encore qu'il ne soit pas certain que les nouveaux venus à l'industrialisation s'ouvrent largement aux productions de leurs devanciers. En tout état de cause, aujourd'hui et pour un temps indéterminé, ceux-ci voient des pans entiers de leurs industries menacés par les nouveaux concurrents, perdent des marchés, des emplois et des revenus; si d'autres de leurs activités profitent de l'effet de retour des dépenses d'investissement des nouveaux venus, cet effet n'est que partiel et lent; il ne se répartit pas, entre les pays industrialisés, en proportion de ce que chacun perd par ailleurs; là où il se produit, il est moins ressenti que ne le sont les pertes subies. Prenant conscience de l'éventualité d'un vaste déplacement de centres de production, les vieux pays sont, dès à présent, confrontés avec l'énorme problème de la réallocation interne des facteurs de production, source de désinvestissements pénibles et d'investissements coûteux. L'œuvre de reconversion qui devra résoudre ce problème appelle un effort considérable d'imagination et de prévision, ainsi qu'une volonté dynamique de réalisation et de changement; cette œuvre requiert la collaboration de toutes les parties intéressées, aussi bien des secteurs qui peuvent se croire encore dans une situation privilégiée que de ceux qui sont déjà en difficulté. Pour ceux-là comme pour ceux-ci, les choses ne pourront plus être ce qu'elles ont été.

Rien ne sert, à cet égard, de conforter les opinions publiques dans des leurreurs : bien des piliers de la voie qui portait les nations industrialisées dans leur marche, que l'on voulait toujours plus facile, vers une toujours plus grande prospérité, ont été ébranlés par tous ces changements. Encore les pays industrialisés se seraient-ils sans doute adaptés plus facilement à l'action lente de ces mutations si la crise du pétrole n'avait pas, violemment, traversé leur destinée.

L'abrupte montée du coût relatif des huiles minérales a infligé à ces pays industrialisés un quadruple handicap, dont les conséquences n'ont plus cessé de peser sur eux. Le premier, celui qui a été le plus généralement aperçu, a été l'accélération de l'inflation; un prix dominant, celui de l'énergie, dont les pays riches ont un besoin incompressible et font un large gaspillage, subissait une hausse énorme; celle-ci allait donner au mouvement ascendant des coûts déjà en cours, l'impulsion d'un choc brutal dont les ondes, multipliées, se sont propagées longtemps. Le deuxième, simultané, a été une altération des termes de l'échange; ceux-ci sont devenus plus favorables aux exportateurs de pétrole; le renchérissement relatif de ce produit leur a attribué une part plus importante du revenu mondial, au détriment notamment des pays industrialisés; ceux-ci sont appauvris par la diminution,

toutes autres choses égales, du revenu réel, produit de leur activité, dont ils peuvent disposer pour leurs consommations et investissements propres; l'opinion publique n'a pas pris conscience de cette altération qui, cependant, persiste encore. Le troisième résulte de ce que les possibilités de développement de certains des principaux exportateurs de pétrole, pays désertiques, sont pratiquement nulles; le seul emploi qu'ils ont pu donner à leur extraordinaire revenu est de l'épargner et de le placer sur des marchés étrangers; ainsi, en 1974, le revenu des pays non pétroliers s'est brusquement trouvé amputé d'un montant de 60 milliards de dollars; les pays industrialisés ont subi, directement ou indirectement, l'effet déflationniste de cette réduction. Le quatrième, lié au précédent, est l'apparition d'un « déficit pétrolier »; ensemble, les balances courantes des pays importateurs de pétrole se sont détériorées, par défaut de recettes, du montant non redépensé par les exportateurs d'huiles minérales; sans doute, globalement et « ex post », le placement du surplus de ceux-ci a-t-il exactement couvert le « déficit pétrolier ». Mais les enchaînements dynamiques de la mise en équilibre des balances globales des paiements ont des incidences essentiellement différentes suivant que les dépenses courantes sont couvertes par des recettes gagnées en revenu, ou qu'elles doivent être largement financées par des endettements; de même, les répercussions que ce processus d'ajustement a sur la création du revenu ne sont pas égales dans l'un et l'autre cas. L'affectation, à des placements, du surplus des pays exportateurs de pétrole ne s'est pas opérée suivant des critères qui auraient tenu compte des besoins de financement particuliers à chaque pays, atteint de façon spécifique dans sa situation extérieure par la crise du pétrole. Pour équilibrer leur balance des paiements, certains pays ont dû amputer leurs réserves de change; d'autres ont dû relâcher le soutien des cours de leur monnaie. Même ceux d'entre eux qui ont, provisoirement, trouvé les crédits nécessaires, se sont efforcés de redresser leur balance courante par crainte d'un endettement excessif.

Sans doute le « déficit pétrolier » s'est-il atténué depuis 1974; il s'est cependant maintenu à un niveau extrêmement important. Son existence est source de division entre les nations industrialisées. Méconnaissant la solidarité internationale, chaque pays a apprécié la mesure dans laquelle il pouvait accepter de subir une partie de ce déficit. La plupart d'entre eux se sont efforcés de réduire leur part en menant des politiques qui visaient à accroître le surplus ou à éliminer le déficit de leurs paiements avec les pays non producteurs de pétrole. Ce faisant, ils ont déplacé le fardeau vers d'autres.

Les mutations profondes des conditions de fonctionnement des économies industrialisées, qui viennent d'être décrites, ont accentué l'hétérogénéité des situations nationales. En raison de ses structures économique et socio-politique propres, chaque pays a subi avec une intensité différente chacune des diverses manifestations de la crise, que ce soit le ralentissement de l'expansion et le chômage, ou l'inflation, ou encore le déficit extérieur en revenu ou en capitaux.

En même temps, ces mutations ont accentué l'hétérogénéité interne, sectorielle, de chaque économie nationale. En effet, les altérations en cours ont affecté avec une intensité extrêmement variable les diverses activités. Dès lors, dans un même pays, là où « tout va comme auparavant », les comportements anciens nés des facilités d'un essor exceptionnel se sont prolongés et ont continué à sécréter l'inflation par les coûts, ou celle plus directe des prix de vente; ici, au contraire, où « tout va mal », le sous-emploi de travailleurs et l'effritement ou la disparition de la rentabilité d'entreprises ont provoqué une réduction du revenu accompagnée d'un fléchissement de la demande, propageant une onde déflationniste. La coexistence de ces deux déséquilibres a gêné les responsables de la politique économique dans de nombreux pays, dont les choix devenaient des sortes de dilemmes. Certes, il était socialement inadmissible, économiquement trop coûteux, et politiquement impossible, de laisser la demande s'affaiblir et le chômage se généraliser, jusqu'au moment où ce correctif aveugle de l'inflation aurait détruit jusqu'aux supports des comportements qui engendreraient cette dernière. Mais, dans le même temps, il se révélait malaisé de restaurer le plein emploi en accélérant la croissance par une action de relance suffisamment puissante; l'inflation, tenace là où elle subsistait dans l'économie nationale, se ranimerait, s'accélérait en s'étendant et, comme l'expérience l'avait prouvé, redeviendrait un fauteur de chômage; ce risque paraissait d'autant plus grand à chaque pays, placé isolément devant ses choix de politique économique, qu'il supportait les dommages qu'un emballement de la hausse des prix, s'il lui était particulier, causerait à sa compétitivité. En outre, beaucoup de pays souffraient déjà d'un déséquilibre extérieur et des problèmes de change qui en étaient le corollaire, soit qu'ils pâtissent du déficit pétrolier, soit que leur structure les rendît particulièrement vulnérables au ralentissement de la demande mondiale et à la recrudescence de la concurrence, soit que l'inflation intérieure y fût plus intense qu'ailleurs, soit qu'ils fussent victimes, pour quelque raison que ce fût, de fuites de capitaux; ce déficit effectif de leur balance des paiements atrophiait davantage les facultés de ces pays de mener des politiques

globales de relance. Au demeurant, partout, l'amplitude du chômage révélait que le mal était, pour une part importante, de nature structurelle; le sous-emploi trouvait, par conséquent, ses origines, non pas seulement dans l'insuffisance de la demande, mais aussi dans des changements profonds, plus difficiles à cerner et à mesurer; or, les types d'actions à entreprendre pour réduire cette composante structurelle devaient évidemment être déterminés en fonction de la nature et de l'intensité des causes; celles-ci n'ayant, nulle part, semble-t-il, été analysées avec assez de rigueur et de précision, les mesures appropriées ne purent être sérieusement étudiées; dans la plupart des pays, des propositions sommairement étayées furent mises en avant; certains Etats eurent recours à des palliatifs partiels.

Confrontées avec une accumulation de problèmes, obligées de mener simultanément la lutte sur les multiples fronts de l'inflation des coûts et de la déflation de la demande, du chômage, du déséquilibre extérieur courant, de la fuite ou de l'afflux de capitaux, de la dérive des monnaies, des difficultés budgétaires, de l'ébranlement de secteurs entiers de la production, les autorités nationales ont tenté, partout, d'élaborer des stratégies qu'elles ont souvent dû modifier elles-mêmes, en l'espace de quelques années, contraintes de changer le cap par à-coups et d'adapter les priorités de leur action aux événements mouvants.

L'objectif de l'équilibre des balances courantes, parfois imposé par les créanciers, a souvent été choisi par nécessité. Ce choix se conciliait d'ailleurs avec le souci d'améliorer l'emploi, pourvu que l'activité nationale se redressât sous l'impulsion des exportations. Dès lors, trop de pays, industrialisés ou en voie de développement, ont pris des mesures de restriction, ou ont étrié leurs efforts de relance de la demande intérieure. Ils se sont efforcés de promouvoir leurs exportations et de freiner leurs importations. Ainsi, le cours des politiques nationales, qui se contrecarraient mutuellement trop souvent, n'a finalement eu d'autres effets que de laisser aller les tendances latentes à la stagnation qui pesaient sur la demande dans le monde, et d'accentuer le désordre. Les vicissitudes des monnaies qui, souvent inutiles, eussent été évitées avec fruit dans beaucoup de cas, n'en sont qu'un exemple.

Mais il était évident que l'impératif d'harmoniser, sur le plan international, l'ensemble des politiques ne s'imposait pas comme une préoccupation majeure, alors même que l'élaboration d'une action cohérente, à l'intérieur de chaque nation, procédait le plus souvent d'une démarche difficile et hésitante. Aucune approche commune, coordonnée, n'a pu

apporter des solutions valables à des problèmes qui avaient, cependant, de toute évidence, définitivement dépassé la dimension nationale.

Le ressort qu'avait été, pour l'investissement industriel, la phase d'internationalisation des économies, s'est détendu. Résultat à la fois des progrès technologiques, notamment dans le domaine des communications, et des actions politiques dont la réussite avait largement libéré les échanges de produits, de capitaux, de connaissances et les déplacements des hommes, cette internationalisation avait ouvert aux perspectives de développement, le champ de la grande dimension. La création de la Communauté Economique Européenne a été un des fleurons de ces actions politiques, plus encore que les réalisations, cependant plus vastes dans l'espace, de l'Organisation Européenne de Coopération Economique, entre 1948 et 1953, ou que celles de l'Accord Général sur les Tarifs Douaniers et le Commerce, ou que celles du Fonds Monétaire International, pendant l'ère de Bretton Woods. Aujourd'hui, le système monétaire organisé au niveau international s'est effondré; les obstacles douaniers sont insidieusement redressés; l'intégration des économies du Marché commun piétine; des mentalités latentes, ravivées par les difficultés de l'heure, paralysent les efforts de coopération internationale. Les tentations du nationalisme économique ressurgissent et menacent le développement encore possible des échanges internationaux qui demeurent cependant, dans la plupart des pays industrialisés, un des soutiens puissants de leur prospérité, encore grande mais menacée.

La Communauté Economique Européenne elle-même s'est retrouvée divisée en Etats, dont chacun n'est qu'une fraction d'un petit continent, mais qui ont tous une monnaie propre, gérée en toute souveraineté par un pouvoir préoccupé de ses responsabilités immédiates au niveau national.

On s'était complu à espérer que les membres de la Communauté, après la période confuse des années 1973 à 1976, reprendraient conscience de ce que, pour eux, le retour à une croissance différant peut-être de la précédente par son rythme et ses stimulants, mais durable et ordonnée, ne pouvait être assuré qu'au prix d'un effort de cohésion qui leur aurait rendu les avantages de la grande dimension. Au contraire, morcelées, l'économie européenne et ses monnaies se sont trouvées secouées par des décisions de politique économique qui ignoraient, dans la plupart des cas, les visions d'ensemble. S'accordant sur un point, les Européens ont attendu qu'un nouvel essor leur soit apporté par le dynamisme des « locomotives » américaine et japonaise, les autorités allemandes maintenant leur attitude de prudence. Pourtant, certaines quantifications effectuées par les services de l'Organisation de Coopération et de Développement

Economiques avaient révélé la faiblesse de l'écho qu'éveille, dans la croissance de l'Europe, une expansion autonome des économies américaine et japonaise. Au surplus, l'accélération, en 1977, de la reprise américaine, jointe à l'aggravation du déficit pétrolier des Etats-Unis, a provoqué, en fin d'année, une dépréciation du dollar qui a inquiété les Européens.

Les seuls efforts nouveaux de coopération qui ont été entrepris sur le plan communautaire, en dehors de la sauvegarde du « serpent », réduit à six membres, ont été purement défensifs et ont porté essentiellement sur deux secteurs : l'acier et le textile.

*
**

L'évolution des pays industrialisés en 1977.

Pour l'ensemble des pays de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques, la croissance annuelle des produits nationaux bruts avait atteint, en moyenne, 5,5 p.c. pour les six années 1959-1964 et 5 p.c. pour les cinq années suivantes. Elle était revenue à 4,5 p.c. pour les quatre années 1970-1973; elle n'a plus été que de 2 p.c. pour la moyenne des quatre années 1974-1977.

La crise a été particulièrement sévère pendant le premier semestre de 1975, en infligeant à ce groupe de pays une diminution de plus de 4 p.c. du produit national. Assez vive à ses débuts, la reprise dont ont bénéficié les derniers mois de cette année et le début de 1976, s'est essoufflée très tôt. Elle avait été déclenchée par le soutien qu'avaient apporté à la dépense globale l'élargissement des déficits budgétaires ainsi que, et surtout, la reconstitution des stocks. Mais le schéma des cycles précédents ne s'est pas reproduit : les impulsions données par ces deux catégories de dépenses n'ont pas été prolongées, au total, par la consommation des ménages, ni par les investissements des entreprises, ni par une action de multiplicateur du commerce extérieur dans les pays en excédent.

Dès lors, les faits ont démenti l'optimisme des espoirs nourris pour 1977. Le progrès des produits nationaux bruts réels de l'ensemble des pays industrialisés n'a été que de 3,5 p.c. environ. La production industrielle n'a dépassé que de quelque 3 p.c. le maximum antérieur de 1974. Le volume de l'emploi ne s'est pas élevé assez pour atténuer le chômage, qui a encore atteint 16,5 millions de personnes.

Pour la période allant de 1959 à 1976, l'évolution dans la Communauté Economique Européenne est similaire à celle qui vient d'être décrite

pour une zone plus large. Mais en 1977, les rythmes de croissance diffèrent : le progrès de 2,5 p.c. environ du produit de la Communauté, dont les membres les plus favorisés ne réalisent qu'une avance de l'ordre de 3 p.c., reste bien au-dessous de celui des Etats-Unis — à peu près 5 p.c. — et de celui du Japon — 6 p.c.

En même temps se modifie la répartition du « déficit pétrolier ». En 1977, celui-ci atteint encore quelque 40 milliards de dollars. Sous l'effet de son expansion intérieure vigoureuse, l'économie américaine enregistre une aggravation significative du solde négatif de sa balance des paiements courants; ni la dimension du pays, qui le rend relativement peu dépendant du monde extérieur, ni la stabilité, pendant une grande partie de l'année, du cours moyen pondéré du dollar n'ont empêché que ce déficit passe de 1,4 milliard à 17,5 milliards de dollars de 1976 à 1977. Au contraire, la Communauté Economique Européenne a pu atténuer son déséquilibre extérieur, grâce notamment à l'élimination ou à la diminution des déficits courants du Royaume-Uni, de l'Italie et de la France, et à la persistance de l'excédent allemand. La situation d'un certain nombre de pays du Nord et du Sud de l'Europe s'est détériorée. Au Japon, la croissance s'est accompagnée d'une augmentation substantielle du surplus courant, dont elle était d'ailleurs pour partie le résultat. L'ensemble des pays non industrialisés, non exportateurs de pétrole, a été moins déficitaire.

Cette année encore, les mouvements de capitaux n'ont compensé qu'en partie les déséquilibres de balances des paiements courants; dans certains pays, ils les ont même aggravés. Dès lors, les cours du change ont de nouveau subi des fluctuations, dont certaines ne se justifiaient nullement par les évolutions économiques respectives. Ces fluctuations se sont accentuées dans les derniers mois de l'année, avec le nouvel accès de faiblesse du dollar. Encore les variations des cours ont-elles été tempérées par des interventions régulatrices des banques centrales, même dans les pays ayant adopté le régime des changes flottants. Les réserves officielles des pays membres de la Communauté Economique Européenne se sont accrues de 34 milliards de dollars en 1977, au lieu de 2 milliards en 1976; pour le Japon, les chiffres sont de 6,2 et 3,8 milliards de dollars.

L'atténuation de l'inflation s'est ralentie dans la majorité des pays industrialisés. Dans le groupe des pays membres de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques, la hausse moyenne de l'indice des prix du produit national, qui avait atteint 11,9 p.c. en 1974

et avait été ramenée à 7,6 p.c. en 1976, s'est maintenue à 7,5 p.c. en 1977. Les chiffres correspondants pour les Etats-Unis sont de 9,7 p.c., 5,3 p.c. et 5,5 p.c. et pour la Communauté Economique Européenne, de 10,7 p.c., 9,3 p.c. et 9 p.c.; ce dernier pourcentage, moyenne de l'année, recouvre un mouvement de baisse qui s'est produit pendant celle-ci. Les rythmes de l'inflation propres aux divers pays demeurent encore marqués par une assez forte dispersion autour de leur moyenne générale; ces écarts eux-mêmes restent une source de difficultés dans les relations internationales.

*
**

L'année 1977
en Belgique.

Comme dans les autres pays d'Europe, le climat conjoncturel s'est détérioré en Belgique à partir du deuxième trimestre de 1976, si l'on excepte un léger redressement, de courte durée, au début de 1977. La croissance du produit national brut n'a pas atteint la moitié de celle de 1976. La production industrielle a stagné au-dessous du maximum de 1974.

Les impulsions venant des marchés extérieurs se sont affaiblies sensiblement : la contraction des échanges mondiaux a entraîné un ralentissement dans la progression du volume des exportations de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise. Parmi les dépenses intérieures, mesurées en prix constants, seuls les investissements des pouvoirs publics ont augmenté dans la même mesure qu'en 1976. Les ménages n'ont plus accru leur demande de logements et ils ont ralenti le progrès de leur consommation. Les entreprises industrielles, confrontées avec une nouvelle diminution de l'utilisation des capacités de production, ont encore réduit leurs investissements en capital fixe.

Les pertes d'emploi dans l'industrie n'ont pas été compensées par les recrutements du secteur tertiaire. Dès lors, le chômage s'est encore étendu : le nombre dessaisonnalisé des chômeurs complets à aptitude normale est passé, en décembre, d'une année à l'autre, de 6,9 à 8,4 p.c. de l'effectif total des assurés contre le chômage; les chômeuses interviennent pour 55 p.c. environ dans cette augmentation et pour 60 p.c. dans le nombre total des chômeurs ainsi définis; pour les chômeurs de moins de vingt-cinq ans, ces deux pourcentages sont respectivement de 33 p.c. et de 40 p.c.

La détente s'est confirmée dans l'évolution des prix; elle résulte à la fois de l'affaiblissement de la demande, du mouvement des cours mondiaux des produits de base, de meilleures conditions atmosphériques pour les productions agricoles et de l'appréciation du cours moyen pondéré

du franc belge. L'indice des prix des produits agricoles au départ de la ferme a baissé dans une mesure qui a plus qu'annulé la hausse sensible de 1976. Celui des prix de gros des produits industriels finis ne s'est relevé que de 2,2 p.c., entre novembre 1976 et novembre 1977, au lieu de 3,8 p.c. pendant les douze mois précédents; ainsi, les indices de disparité des prix de gros entre la Belgique et ses principaux concurrents ont évolué en faveur de celle-là. Le renchérissement des prix à la consommation a encore atteint 6,3 p.c. du début à la fin de 1977; proportionnellement, la montée de ces prix, qui avaient haussé de 7,6 p.c. en 1976, reste plus vigoureuse que celle de la catégorie précédente.

L'augmentation des salaires s'est poursuivie; si elle a été un peu moins forte que l'année précédente, c'est en raison de la décélération de la hausse des prix à la consommation : la progression du gain moyen brut par heure prestée est revenue de 10,9 p.c., de septembre 1975 à septembre 1976, à 9,6 p.c. dans les douze mois qui ont suivi. Les contributions sociales à charge des employeurs se sont accrues en 1977. L'amélioration de la productivité paraît s'être ralentie, à en juger par les indications concernant les neuf premiers mois. Il est dès lors probable que l'alourdissement des coûts salariaux par unité produite dans l'industrie a été, en 1977, un peu plus prononcé que pendant l'année précédente.

La balance des paiements courants de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise s'est légèrement détériorée; il est vrai que l'amélioration passagère des perspectives, dans les tout premiers mois de l'année, a provoqué une reprise temporaire des importations. Calculé sur la base des transactions, c'est-à-dire après rectification pour les mouvements de créances et dettes commerciales vis-à-vis de l'étranger, le déficit des dix premiers mois a été de 15 milliards, contre 13 milliards pour la même période de 1976. Si les réserves de change de la Banque ont néanmoins progressé de quelque 20 milliards pendant ces dix premiers mois, c'est essentiellement parce que l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise a bénéficié d'entrées nettes de capitaux étrangers, sous la forme d'investissements directs, en ce compris les prêts que les entreprises résidentes ont obtenus de l'étranger, et d'avoirs en comptes en francs convertibles constitués par des non-résidents auprès des banques. Pendant les deux derniers mois, au moment de la perturbation des marchés des changes, les détenteurs de ces avoirs en comptes ont effectué des retraits, les résidents ont remboursé des emprunts en devises et les délais de paiement des opérations sur marchandises se sont modifiés au détriment de l'Union Economique Belgo-

Luxembourgeoise. Ces divers mouvements ont provoqué un affaiblissement du cours du franc par rapport au mark allemand, nécessitant des interventions de soutien de la Banque qui se sont élevées à 30 milliards. Cette spéculation des dernières semaines de l'année était provoquée par la baisse du dollar et la force relative du mark allemand et non par une faiblesse du franc belge. Au contraire, celui-ci est resté ferme tout au long de l'année : l'indice du cours de change effectif, moyenne pondérée par les exportations, calculé sur la base des années 1975-1976, est passé de 105,4 en janvier à 107 en octobre, puis à 109,5 au début de janvier 1978.

Le déséquilibre des finances publiques a été aggravé par la stagnation de l'activité industrielle, par l'inflexion des prix et par l'augmentation des dépenses, encore supérieure à celle du produit national par suite notamment de l'extension du chômage. Les charges fiscale et parafiscale se sont cependant alourdies; elles ont absorbé 42 p.c. environ du produit national brut en 1977, contre 41 p.c. environ en 1976. Néanmoins, les besoins de financement nets de l'Etat au sens large — pouvoir central, pouvoirs locaux et sécurité sociale — ont atteint quelque 205 milliards cette année, contre 170 milliards pour la précédente; ce déficit financier a absorbé, en 1977, une fraction un peu plus importante du produit national brut. Pour le Trésor seul, l'endettement net a atteint 167 milliards en 1977, contre 133 milliards en 1976, tandis que le solde brut à couvrir — amortissements de la dette compris — se montait à 231 milliards, contre 204 milliards.

Bien que les emprunts à long terme émis par le Trésor aient rapporté environ 200 milliards et que le marché ait couvert un accroissement de près de 21 milliards de la dette flottante, le recours à la Banque a été indispensable. A aucun moment de l'année, le Trésor n'a pu se dégager entièrement vis-à-vis de cette dernière; l'élargissement saisonnier de son déficit l'a obligé à accroître de 13,7 milliards, de la fin de décembre à la fin de mai, ses engagements vis-à-vis de la Banque; il a pu les réduire ensuite de 29,4 milliards de la fin de mai à la fin d'octobre; dans les deux derniers mois, une nouvelle augmentation de 33,6 milliards a été nécessaire. Ce dernier mouvement avait une double origine; tout d'abord, l'exécution des budgets n'a pas laissé un excédent important; ensuite, l'offre de fonds s'est raréfiée sur le marché monétaire, par suite des sorties de capitaux qu'entraînait la poussée de fièvre sur les changes; cette contraction s'est reportée sur le Trésor, les intermédiaires financiers y ayant fait face en réduisant leurs portefeuilles d'effets publics à court terme; par ce biais, la Banque, prêteur en dernier ressort, a été obligée d'enrayer, elle-même,

un mécanisme correcteur, qui aurait agi sinon par resserrement du volume des liquidités intérieures.

Les appels de l'Etat aux marchés des fonds se sont effectués jusqu'en novembre dans un climat de détente des taux d'intérêt. En effet, pendant cette période, la reconstitution des réserves de change de la Banque entraînait une création de liquidités en direction des banques, alors que l'ensemble des intermédiaires financiers n'étaient pas l'objet d'une demande pressante de la part des entreprises; de plus, l'évolution du marché des changes a permis à la Banque de poursuivre l'action de baisse des taux à court terme qu'appelait la situation conjoncturelle. Le taux moyen pondéré de ses interventions sur le marché monétaire, qui avait dépassé 11 p.c. à la fin d'octobre 1976 et avait été ramené à un peu plus de 9 p.c. à la fin de décembre, a été replié jusqu'à 5,75 p.c. à la fin d'octobre 1977; les taux d'escompte et d'avances, respectivement de 9 et 10 p.c. à la fin de décembre 1976, ont été abaissés à 6 p.c. à la fin de juin. L'allègement du coût des crédits, qui a été obtenu de la sorte, a été général; cependant, il a été beaucoup plus marqué pour les taux à court terme que pour ceux à long terme, qui avaient d'ailleurs peu varié en 1976. Les nouvelles tensions qui ont agité le marché des changes à partir de novembre ont amené la Banque à réagir pour consacrer, dans les faits, la décision des autorités de maintenir inchangée la position officielle du franc dans l'éventail des monnaies du « serpent ». Deux majorations des taux officiels d'escompte et d'avances ont porté ceux-ci à 9 p.c. à la mi-décembre; le relèvement du taux moyen pondéré a été moins accentué : ce taux est resté au-dessous de 8 p.c. Dès les premiers jours de janvier, les sorties de capitaux ayant cessé et, avec celles-ci, les interventions de régularisation sur le marché des changes, la Banque a indiqué clairement son intention de revenir, dès que possible, à sa politique d'argent moins cher : ses deux taux ont été abaissés de 0,50 p.c. le 5 janvier. Le 19 du même mois, une nouvelle diminution de 1 p.c. a eu lieu.

Le repli du niveau général des taux d'intérêt, qui s'est produit en 1977, et, plus encore, le mouvement des écarts entre taux à long et à court terme ont déterminé des glissements significatifs dans la composition des épargnes financières qui se sont formées. La part des placements à court terme rémunérés s'est réduite, au profit des encaisses monétaires, d'une part, des avoirs à long terme, d'autre part. Les encaisses se sont reconstituées; en 1976, leur accroissement avait été contenu, les entreprises et les particuliers ayant comprimé leurs trésoreries pour profiter

de la hausse importante des taux à court terme. Les placements longs, dont la rémunération est restée stable pendant tout le premier semestre et a fléchi faiblement au second semestre, ont été favorisés aussi longtemps que le public a anticipé un abaissement des taux.

En cours d'année, les dispositions relatives au financement, par la Banque, de l'Etat et des intermédiaires financiers ont été revues.

Par une convention du 15 juillet, la ligne de crédit directe que la Banque ouvre à l'Etat a été portée de 20,6 à 37 milliards; ce montant comprenait une tranche de 6 milliards, qui était octroyée pour compenser la perte de ressources que le Trésor subissait, simultanément, en annulant à due concurrence l'encours existant des certificats de trésorerie dits de la « tranche B », détenus à ce moment par le Fonds des Rentes. La même convention a précisé les modalités, et organisé la publicité, des concours temporaires que la Banque peut consentir au Trésor par l'intermédiaire du Fonds des Rentes.

Le système des plafonds de réescompte, qui était en vigueur depuis 1969, a été aménagé. La nouvelle formule, d'application depuis le 2 novembre, uniforme pour tous les intermédiaires financiers, accorde à chacun d'eux une ligne de crédit de réescompte en fonction de ses besoins de trésorerie suscités, d'une part, par des circonstances accidentelles et saisonnières et, d'autre part, par l'utilisation de crédits qu'il a accordés à des entreprises et particuliers. Les plafonds sont désormais calculés en appliquant des coefficients distincts, respectivement aux dépôts à moins d'un an, aux marges disponibles sur les crédits à court terme ouverts aux entreprises et aux particuliers et aux encours déjà utilisés de crédits à court et long terme; ces coefficients pourront être modifiés de façon sélective, en fonction de l'orientation de la politique monétaire. L'introduction de la nouvelle formule s'est traduite par un élargissement immédiat des plafonds existants, qui avaient déjà été majorés en janvier, et par l'attribution de plafonds à de nouveaux intermédiaires financiers.

*
**

nationale et à toutes les formes du protectionnisme, dominé dans ses prix par l'étranger, étroitement lié aux marchés de la Communauté, la Belgique n'a été épargnée ni par les diverses causes, ni par les divers aspects de la crise des pays industrialisés et elle a ressenti les effets de la stagnation relative de l'Europe. Elle subit, au surplus, les conséquences de faiblesses spécifiques dont sa situation économique actuelle porte les stigmates. Mais sa structure comporte encore, heureusement, bien des points forts, états de la prospérité du pays, aujourd'hui, et de sa reconversion, demain.

Pour ses approvisionnements en énergie et en matières premières, la dépendance de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise est extrêmement élevée. Celle-ci importe plus de 80 p.c. de son énergie primaire et cet état de fait, physique, ne se modifiera pas avant que des mesures visant à réduire l'importance relative des huiles minérales comme source d'énergie ne sortent leurs effets; elle se range parmi les pays qui ont été le plus durement handicapés par la crise du pétrole. Un quart de ses achats à l'étranger est constitué par des produits auxquels jamais une production nationale ne pourra être substituée; toutes les matières premières minérales, sauf le charbon et une petite quantité de fer, toutes les matières agricoles, à l'exception des betteraves sucrières et de la moitié du froment et de l'orge nécessaires, sont fournies par l'étranger. Aussi, les exportations de cette économie transformatrice contiennent-elles 40 p.c. de produits importés; quant aux dépenses intérieures, elles comportent 30 p.c. de marchandises et de services venant d'ailleurs, tels quels ou avant d'être manufacturés. Toute hausse des prix des produits importés se répercute, par conséquent, largement sur les prix des biens fabriqués dans le pays.

Cette sensibilité des coûts et des prix en Belgique au renchérissement des importations est une des données que ne peut ignorer la politique des changes.

De même, le fait que soit dépensé à l'étranger près d'un tiers des revenus consacrés à payer des investissements et des consommations, privés et publics, est une des données que ne peut ignorer la politique de croissance. Celle-ci doit assurer le développement d'activités qui procurent des recettes d'exportations de biens ou de services; car, si des activités orientées exclusivement vers des besoins intérieurs peuvent créer des revenus et assurer des emplois, la dépense de ces revenus, née de ces emplois, nécessitera que le pays dispose de moyens de payer à l'étranger à concurrence de près d'un tiers de cette dépense; dès lors, sauf à se bercer de l'illusion d'un impos-

sible endettement extérieur illimité, il faut bien reconnaître que ce pouvoir de payer à l'étranger est fourni par des activités exportatrices.

Le niveau de l'activité nationale est fonction des possibilités d'écoulement de la production de biens et de services. L'importance relative que l'exportation revêt dans ces possibilités mesure la dépendance dans laquelle la prospérité du pays est vis-à-vis de l'étranger. Entre un quart et un tiers de la valeur ajoutée par l'industrie, l'agriculture et les services ensemble, est exporté; la moitié de la valeur ajoutée par l'industrie. Peut-être cette dépendance sera-t-elle atténuée à long terme, dans les limites cependant qu'assigne la nécessité, qui vient d'être rappelée, de fournir à l'étranger. En tout état de cause, avant que cette transformation structurelle ait été accomplie, l'économie demeurera contrainte de s'adapter aux évolutions de la demande mondiale et devra être apte à rencontrer la concurrence des producteurs d'ailleurs.

L'ouverture vers l'extérieur ne s'arrête pas aux relations commerciales. Elle s'étend aussi de plus en plus aux mouvements de capitaux. En effet, l'intégration internationale inéluctable des marchés financiers accroît la mobilité de fonds de plus en plus vastes, susceptibles de se déplacer sous l'incitant des disparités de taux d'intérêt ou des anticipations de changements de cours du change; et ces paris se sont développés avec la disparition du système généralisé des changes fixes.

Dans ce pays de vieille industrialisation, les activités les plus frappées par la concurrence des nouveaux venus bénéficiant de coûts salariaux bas, ou par l'évolution des habitudes de consommation, ou par le changement des procédés de fabrication, sont celles qui occupaient et occupent encore une place de choix dans la structure industrielle. Malgré des améliorations déjà réalisées, la plupart des produits traditionnels sont restés d'un type trop standard; les prix auxquels ils peuvent s'écouler sur les marchés mondiaux sont fixés par la concurrence internationale plutôt que déterminés par leurs propres coûts de production. Sans doute une rénovation industrielle majeure s'est-elle produite dans les années soixante; mais elle a été le fait d'investisseurs étrangers importants; les choix que ceux-ci font dans la localisation de leurs essaimages sont plus sujets à révision que les investissements de nationaux; la perte de certains des avantages comparatifs de l'économie belge, à cet égard, pourrait exercer un effet négatif sur l'expansion industrielle dans la mesure où elle est assurée par des étrangers.

Le vieillissement des structures industrielles appelle des solutions difficiles, coûteuses d'efforts de reconversion. Comme cette altération ne se manifeste pas en elle-même mais par ses conséquences sur l'activité, sur la rentabilité des entreprises et sur l'emploi, les autorités sont sollicitées de toutes parts de pallier ces conséquences bien plus que de chercher et d'appliquer des remèdes plus fondamentaux.

Un de ces palliatifs à portée de la main, fausse solution pour un petit pays, est le recours à des formules malthusiennes de protectionnisme. Générer l'importation ou privilégier artificiellement l'exportation, ce serait déclencher des réactions en chaîne, contribuer ainsi à une paralysie du commerce mondial, qui étoufferait surtout les petits pays très exportateurs.

Un autre palliatif est de reporter vers l'Etat la charge de toutes les conséquences des difficultés et celle de solutions. On sollicite de l'Etat, collectivité des citoyens, qu'il appuie des efforts nécessaires mais aussi qu'il apporte des aides moins justifiées. On veut qu'il subventionne, qu'il couvre les pertes, qu'il endosse les risques, qu'il crée les emplois nécessaires par ses propres activités de producteur de services, en même temps qu'il finance généreusement les investissements de relance; c'est, pièce par pièce, imputer à l'Etat un surcroît de dépenses au total énorme. Or, obéré par les obligations qui lui ont été antérieurement imposées, paralysé par les séquelles toujours plus lourdes de ces obligations, confronté, au temps de la prospérité déjà, avec des problèmes de financement, l'Etat n'a pas les moyens qu'exigeraient toutes les œuvres qu'on voudrait lui voir accomplir. Considérer, implicitement, facilement, qu'il est de la responsabilité de l'Etat de se procurer les ressources indispensables, par l'impôt ou par l'emprunt, voire par la monnaie, c'est ignorer ou feindre d'ignorer que, dès à présent, la gestion des finances de la collectivité, telle qu'elle est agencée, pose non seulement des problèmes financiers, mais surtout suscite des inquiétudes d'ordre économique. Car, dès aujourd'hui, les budgets des pouvoirs publics, par leurs dimensions, par leur gonflement continu et par leur déficit chronique, exercent sur la croissance et l'emploi des incidences qui sont loin d'être toutes favorables. La question sera reprise plus loin.

Certains mettent en cause la valeur extérieure du franc. Sans doute peut-on ne plus se souvenir des conséquences déplorables qu'ont eues pour le commerce international, dans les années trente, des dévaluations compétitives; mais il n'est pas possible de négliger les enseignements d'un passé récent. Les dépréciations monétaires auxquelles les gouvernements

de pays industrialisés ont dû consentir, ou dont ils ont fait un instrument de politique économique, n'ont pas été, dans les conditions du monde contemporain, un support de la croissance de ces économies. Elles y ont certainement aggravé l'inflation, cause de perturbations intérieures, notamment parce qu'elle modifie de façon occulte la répartition des revenus et des patrimoines. De plus, ces dépréciations n'ont pas empêché que la balance des paiements courants des pays qui y ont eu recours se dégrade au moins autant que celle d'autres pays qui n'ont pas abaissé la valeur externe de leur monnaie. En 1976, par rapport à 1970, le cours moyen pondéré de la livre sterling est à l'indice 62 par rapport à celui du franc belge, la lire à 60, le dollar à 82 et le franc français à 97. La période est assez longue pour que s'exercent les effets de ces modifications du change. Or, en 1976, toujours par rapport à 1970, le produit intérieur brut en volume du Royaume-Uni n'est qu'à l'indice 89 par rapport à celui de la Belgique, et ceux de l'Italie à 95, des Etats-Unis à 94, de la France à 100; mais, exprimés en monnaies nationales, les prix de gros des produits industriels finis britanniques se retrouvent à 161 par rapport à ceux de la Belgique, les prix italiens à 154, les prix américains à 110 et les prix français à 104; quant aux soldes de la balance des paiements courants, mesurés chacun en pourcentage des recettes de 1970 et 1976, ils se sont détériorés d'une année à l'autre de 5,7 p.c. pour l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise, de 9,3 p.c. pour le Royaume-Uni, de 9,6 p.c. pour l'Italie, de 4,7 p.c. pour les Etats-Unis et de 7,3 p.c. pour la France. Si l'on étend les comparaisons à la République Fédérale d'Allemagne et aux Pays-Bas, on constate que le cours moyen pondéré du mark est en 1976, par rapport à 1970, à l'indice 124, au regard de celui du franc belge, et celui du florin à l'indice 108. Sur les mêmes bases, les indices du produit intérieur brut en volume sont de 91 pour le premier pays et de 99 pour le second, par rapport à celui de la Belgique; les indices des prix de gros des produits industriels finis sont de 99 et de 104 par rapport à celui de la Belgique; quant aux soldes de la balance des paiements courants, mesurés comme ci-dessus, ils se sont améliorés de 0,5 p.c. pour l'économie allemande et de 8,1 p.c. pour l'économie néerlandaise.

Le maintien d'un taux de change fixe ne peut être recherché et obtenu au détriment de l'expansion économique et du progrès social. Le principe est évident. Il convient donc de supputer, dans chaque pays, compte tenu de ses données spécifiques, quelles seraient les conséquences pour l'expansion économique, base du progrès social, d'une mutation de la

valeur externe de la monnaie. Les exemples qui ont été cités concordent : ils montrent que le rythme de croissance répond à d'autres facteurs que les variations du taux de change. Quant aux répercussions de celles-ci sur les prix, on sait la signification que les hausses ont pour le progrès social, par leurs effets internes, et pour l'expansion, par leurs répercussions sur la compétitivité de l'économie et la balance courante.

Or, dans le cas particulier de la Belgique, dont on a souligné ci-avant la perméabilité des coûts et des prix aux mouvements de hausse importés, une dépréciation du franc belge renchérirait immédiatement tous les prix à l'importation d'un pourcentage supérieur à celui de la dépréciation. Dans l'immédiat, l'effet de cette hausse sur les coûts intérieurs et sur les prix à la consommation ne serait que partiel, puisque, au départ, il serait proportionnel à l'importance relative des importations dans les dépenses nationales. Mais l'effet initial serait amplifié ensuite par deux mécanismes multiplicateurs qui s'entretiennent réciproquement : d'une part, l'indexation automatique des salaires et, d'autre part, les processus moins mécaniques mais fort efficaces de l'élargissement, souvent plus que proportionnel, des marges bénéficiaires, en valeur, d'entreprises de production, de distribution et d'autres services, actives sur le marché intérieur. Ces enchaînements entraîneraient tous les coûts, de telle manière que, au bout de quelques mois, les industries exportatrices qui auraient maintenu inchangé le prix en francs belges de leurs fournitures pour accroître le volume de leurs ventes, verraient leurs bénéfices sur ces opérations amputés du pourcentage de la dépréciation, puis éventuellement au-delà de ce pourcentage; au bout de quelques mois également, les industries exportatrices qui auraient maintenu inchangé le prix en devises de leurs ventes, verraient disparaître le bénéfice supplémentaire, en francs, que la dépréciation leur aurait apporté tout d'abord, puis, selon toute vraisemblance, diminuer leurs bénéfices antérieurs.

Sans doute le raisonnement est-il global. Mais, par le fait même qu'il représente un modèle général à toute l'industrie, il est opposable à tous les cas particuliers. Car, s'il est vrai qu'une manipulation monétaire pourrait avoir des conséquences meilleures ou plus durables pour des secteurs qui utilisent relativement peu de matières et d'énergie importées, il est tout aussi vrai, dès lors, que ses effets défavoriseraient d'autant plus les autres secteurs.

Sans doute aussi le raisonnement part-il de l'hypothèse que les hausses de coûts et de prix relancées par une dépréciation du franc ne seraient

pas arrêtées par des dispositions *ad hoc*. A défaut de celles-ci, chacun s'efforcerait de maintenir inchangé son revenu réel propre, en dépit de l'amointrissement global du revenu réel disponible pour la consommation et l'investissement intérieurs. Cette diminution résulterait, comme on l'a rappelé, de la détérioration des termes de l'échange, corollaire de l'opération. Dans aucun pays, celle-ci n'a réglé par elle-même la répartition du manquant entre les multiples parties prenantes. Ce rôle est précisément dévolu au train de mesures dites d' « austérité » qui doivent, en principe, accompagner une décision de dépréciation pour que celle-ci ne soit pas rendue inutile par des hausses ultérieures et, dès lors, nocive. Des exemples étrangers apportent leur témoignage : des pays qui ont méconnu ce principe ont dû ensuite recourir à des mesures d'autant plus dures et, partant, d'autant moins équitables dans leur partage des restrictions, qu'elles avaient été longtemps différées.

Mais si, dans un pays, il est politiquement possible d'obtenir cet effort, cette « austérité », à l'occasion d'une manipulation monétaire, il est alors infiniment plus sage d'éviter celle-ci, coup de dés dont les risques cumulatifs de toute nature, d'ailleurs difficiles à mesurer, ont généralement été sous-estimés. Dans un pays largement ouvert et dépendant, il est particulièrement hasardeux d'ouvrir cette boîte de Pandore, d'où peuvent surgir un désordre aggravé des prix et des coûts, une désaffection pour les placements intérieurs, désorganisant les financements, des encouragements à la spéculation future, des contre-mesures dans d'autres pays; toutes ces séquelles internes ou internationales, immédiates ou dérivées, peuvent dans la suite rendre néfaste aux intérêts majeurs du pays une opération aléatoire. La facilité de solutions indolores prédispose au laxisme plutôt qu'elle n'apporte les remèdes nécessaires aux difficultés fondamentales et les solutions durables des problèmes structurels.

Il est plus efficient de rechercher les voies vraies des redressements nécessaires.

L'inflation demeure un handicap pour l'activité économique. C'est faire un pas dans la bonne voie que de la combattre.

Sauf exception localisée dans quelques activités, l'inflation qui subsiste aujourd'hui n'est plus la conséquence d'un excès de la demande sur les possibilités de l'offre, mais une sorte d'inflation par les coûts qui se serait généralisée : les revenus tendent tous à croître, souvent sans référence à la productivité de ceux qui en bénéficient; le cas des marges bénéficiaires

calculées en pourcentages des prix de revient en est un exemple parmi bien d'autres. Elle s'est institutionnalisée à mesure que les comportements devenaient stéréotypés et que l'économie de marché s'estompait et s'hybridait de cartellisation. Lorsqu'ils en ont la faculté, les syndicats de patrons, de travailleurs et d'indépendants organisent, au mieux des intérêts de leurs membres, la domination du marché où ceux-ci écoulent leurs produits et services et où ils exercent l'activité dont ils tirent leurs revenus. Sur les marchés dominés, les mouvements de prix tendent à devenir irréversibles; ils se gonflent facilement de toutes les augmentations de revenus que peuvent obtenir ou imposer les travailleurs, les patrons et les indépendants.

La fermeté de la demande, l'absence de concurrence étrangère privilégiée, actuellement encore, certains secteurs où peuvent s'exercer ces effets de domination; leur privilège demeure de pouvoir reporter sur d'autres, en aval, à travers leurs prix, les accroissements des revenus de leurs propres facteurs de production, de même aussi que les augmentations de coûts de toute nature que font peser sur eux d'autres secteurs ou l'étranger, de même encore que tout ou partie de leurs propres charges fiscales. Ils mettent ainsi en action des impulsions inflationnistes.

D'autres secteurs sont placés aujourd'hui dans de tout autres conditions que les précédents, soit qu'ils pâtissent d'un effritement de la demande, soit qu'ils rencontrent une plus vive concurrence internationale, soit que leurs prix leur soient imposés par des marchés mondiaux déprimés; ces secteurs, dépressifs, subissent, sans pouvoir les reporter plus loin, les hausses de prix transmises par les précédents; en même temps, les rémunérations qu'ils allouent sont entraînées, du fait de l'indexation, par les hausses de prix que les autres secteurs ont provoquées, ainsi que par l'exemple des majorations de salaires obtenues dans ces autres secteurs. Dès lors, les entreprises des secteurs dépressifs dont la rentabilité s'effrite ou disparaît, diminuent leurs investissements d'extension et réduisent l'emploi. Les hausses engendrées par les secteurs abrités ont induit le chômage.

Ce ne sont pas des mesures monétaires globales, qu'elles agissent par la limitation d'agrégats ou par les taux, qui peuvent être mises en œuvre pour freiner cette inflation. Des restrictions agissant, en fait, sur la demande, atteindraient moins les secteurs privilégiés que les autres; elles freineraient sans doute moins les coûts des uns que l'activité des autres.

Les mesures à prendre ressortissent sans doute à une politique des prix. Une surveillance des prix, imposée par voie réglementaire ou négociée

par voie de convention, agit avec efficacité pour certains produits, certains services, mais elle risque de perdre de cette efficacité si elle prétend exercer un contrôle trop extensif. Elle se préoccupe surtout des hausses. Or, les éléments de baisse des coûts — non négligeables du côté de l'importation — devraient être correctement reportés dans les prix, là où la rentabilité actuelle justifie ce report que la réglementation devrait encourager.

A mesure que les produits se rapprochent du consommateur, ils se diversifient davantage et les services se personnalisent, rendant malaisée l'application des réglementations. Et cependant, l'évolution des prix à la consommation a une importance stratégique pour les coûts, non seulement en raison des pratiques de l'indexation mais aussi en raison du climat de hausse qu'elle crée, entraînant des réajustements spontanés de revenus non salariaux. S'il est impossible d'empêcher, uniquement par des règlements détaillés, que s'élargisse l'écart entre les prix de gros des produits industriels ou agricoles et les prix à la consommation, c'est peut-être en rendant, d'autorité, plus d'occasions à la concurrence de jouer son rôle que pourrait être contenue l'inflexion particulière aux prix à la consommation. Trop de pratiques et trop de réglementations, les unes et les autres d'esprit corporatif, entravent sans doute le jeu de l'économie de marché, là où il serait particulièrement opportun aujourd'hui.

Pour les prix industriels aussi, le mouvement ascendant serait moins vigoureux si, dans un esprit de solidarité nationale, les divers facteurs de production actifs dans les secteurs dont la productivité progresse encore, acceptaient de diffuser à l'économie le bénéfice de cette amélioration; celui-ci se traduirait dans les prix de vente, au lieu d'être réservé aux parties prenantes du secteur, qui l'affectent à accroître leurs revenus. Le pouvoir d'achat de l'ensemble de la population augmenterait, sans qu'ait lieu l'inflation des revenus nominaux dont souffrent les secteurs dépressifs. L'investissement et la consommation seraient encouragés.

A mesure que s'atténuerait la poussée inflationniste, l'instrument des taux d'intérêt pourrait être activé davantage. L'action que la Banque a menée, de ce côté, en 1977, a été décrite. Si l'abaissement des taux n'est qu'un facteur mineur des décisions d'investir, pour les entreprises, et de s'endetter en vue de consommer, pour les ménages, il allège considérablement les charges financières qui pèsent sur la rentabilité nette de beaucoup d'entreprises. Il peut également faciliter la décision de construire.

Certaines dépenses de l'Etat ont contribué plus particulièrement à soutenir la demande en 1977. Ainsi, celles qu'il a consacrées, à charge du

Trésor, aux allocations de chômage et à la prépension ont atteint 41 milliards, et les engagements d'investissements du seul pouvoir central se sont élevés à 120 milliards environ. Mais l'ampleur du déficit budgétaire courant gêne la poursuite d'une politique de relance qui prendrait appui sur les dépenses publiques.

D'aucuns attribuent à ce déficit courant le rôle d'un stimulant de l'inflation; d'autres le considèrent, au contraire, comme justifié par la situation conjoncturelle. En toute hypothèse, il crée des besoins de financement qui s'ajoutent à ceux qui résultent déjà des opérations budgétaires en capital et des charges d'amortissement de la dette. Quémendeur de ressources financières tout au long de l'année, le Trésor manifeste une demande de fonds inélastique aux taux, renforçant ainsi l'action des facteurs qui gênent le repli souhaitable de ces taux, particulièrement sur les marchés à long terme. La croissance de l'endettement du Trésor alourdit d'ailleurs, d'année en année, la charge des intérêts supportée par le budget courant; le gonflement de cette charge contractuelle rétrécit la marge de manœuvre du Gouvernement dans l'élaboration des budgets ultérieurs. En outre, l'ampleur de ses besoins met le Trésor dans l'impossibilité d'obtenir du marché des rentes et du marché monétaire, sauf pendant de courtes périodes, tous les financements qui lui sont indispensables; il ne peut plus que recourir au prêteur en dernier ressort. Ainsi, la Banque est obligée de consentir à l'utilisation anormalement longue des lignes de crédit qu'elle a ouvertes à l'Etat; les conventions prévoyaient cependant que ces facilités serviraient de simple volant de trésorerie. Dans certaines circonstances, ce devoir d'aider le Trésor énerve singulièrement l'exercice, par la Banque, de sa fonction de régulateur de la création de liquidités en direction du marché monétaire.

Si les incidences financières de l'accroissement permanent de l'endettement de l'Etat sont donc bien perceptibles, les répercussions de ce déficit sur l'économie nationale, plus précisément sur l'inflation des prix et sur la demande, s'apprécient plus difficilement. Mais celles que le budget lui-même exerce sont infiniment plus importantes, en raison de la dimension qu'il a atteint, tant du côté des recettes que du côté des dépenses, relativement au produit national, surtout si l'on considère tout le secteur Etat au sens large.

L'évaluation précise et détaillée des incidences du budget est particulièrement malaisée, tant ces effets ont été rendus complexes par la diversification des recettes et la ramification des dépenses en toutes direc-

tions. Globalement, il apparaît cependant clairement que, dans la situation actuelle, le prélèvement de la masse des recettes fiscales et parafiscales a les effets déflationnistes sur la dépense que lui avait attribués, jadis, la pensée keynésienne, et, dans le même temps, les effets inflationnistes qui ont été reconnus bien plus tard, lors de l'analyse de l'inflation par les coûts. La fiscalité apporte ainsi sa contribution à l'état de « stagflation ». Il est impossible de quantifier chacune des deux pesées opposées qu'elle exerce. Mais on sait que cette dualité de forces s'explique par l'hétérogénéité, décrite ci-avant, des situations sectorielles. La charge fiscale que les secteurs abrités peuvent encore reporter, en tout ou en partie, demeure l'occasion de hausses de prix, tandis qu'ailleurs, elle réduit des revenus disponibles, ceux des ménages qui ne peuvent plus la compenser en obtenant des accroissements suffisants de revenus, et ceux des entreprises dans les secteurs dépressifs. Quant aux dépenses de l'Etat, dont l'augmentation, plus rapide que celle du produit national, fut un facteur d'expansion dans les années d'inflation par la demande, leurs incidences globales sont sans doute moins discernables. Cependant, elles ne s'exercent pas de façon intégrale dans le sens de l'expansion, contrairement aux enseignements reçus. Une partie des paiements que l'Etat effectue peuvent aboutir à renforcer l'épargne et non à soutenir la dépense. C'est le cas, notamment, du côté des transferts, du versement des intérêts de la dette; ces revenus, qui atteignent actuellement près de 130 milliards, sont largement capitalisés, directement ou indirectement, par des bénéficiaires qui s'efforcent de conserver la valeur réelle de leurs épargnes. C'est sans doute le cas également d'une partie des transferts d'autre nature, lorsqu'ils s'effectuent au profit de ménages dont les autres revenus eux-mêmes ne sont pas entièrement consommés; les facultés des ménages d'épargner sont grandes en Belgique, si l'on en juge par les comparaisons avec l'étranger.

Au total, beaucoup d'obscurité entoure ce faisceau de forces multiples par lesquelles la masse des recettes et des dépenses de l'Etat agit, dans le sens de l'expansion ou du freinage, sur la consommation et l'investissement, sur l'épargne, sur les prix. Une des résultantes pousse en permanence les prix, avec plus ou moins d'intensité; l'autre influence la demande globale dans un sens qui est sans doute moins anticyclique que l'on avait espéré.

Dans l'immédiat, les présomptions que l'on peut avoir de l'incidence des finances publiques justifient la prudence du Gouvernement, qui ne laisse pas toutes les dépenses s'enfler des majorations demandées de toutes

parts; elles justifient également la recommandation, formulée de divers côtés, d'éviter tout alourdissement nouveau de la charge fiscale globale, déjà très élevée; elles justifient enfin les efforts que le Gouvernement fait pour assurer une perception plus correcte de l'impôt, en vue d'en répartir plus équitablement le poids. Pour l'avenir, ces présomptions devraient être vérifiées à la lumière des enseignements que pourrait apporter une recherche pragmatique mais profonde des conséquences de l'agencement des budgets de l'Etat; les choix qu'implique la réorganisation annoncée de la gestion des finances publiques s'effectueraient, dès lors, sur la base de données claires.

Dans cette période de croissance ralentie, le fléchissement des investissements a retenu l'attention. Dans les entreprises, les dépenses consacrées à l'équipement n'ont pas cessé de se réduire, en volume, depuis 1974. Les intentions d'investir, annoncées pour 1978, font espérer un redressement, mais celui-ci sera la conséquence, dans la majorité des industries, de la réalisation de programmes de rationalisation et de modernisation. L'hésitation des responsables de l'investissement inquiète, en Belgique comme dans les autres pays industrialisés. Dans l'immédiat, la stagnation de ces dépenses prive la demande globale du soutien de leurs effets multipliés; elle traduit aussi, de façon évidente, la dégradation des perspectives de croissance et, partant, de celles du maintien de l'emploi. Le développement des investissements dans les activités « non profit making » a ses limites dans un pays transformateur dépendant de l'étranger. La reconversion, imposée au pays par les changements dans la localisation internationale des centres de production, ne pourra pas s'opérer sans un effort d'investissement accru, dans les secteurs compétitifs vis-à-vis de l'étranger.

Un ensemble d'aides publiques existent déjà; elles facilitent l'investissement en allégeant les charges financières qu'il entraîne. Une bonne partie de ces aides ont aujourd'hui pour effet utile de soutenir les efforts défensifs d'entreprises des secteurs en difficulté. Ces aides ne sont pas d'une efficacité telle qu'elles assurent la croissance dans des circonstances difficiles.

Certes, le facteur fondamental de la décision d'investir reste l'allure générale de la demande émanant de l'ensemble des marchés que dessert l'économie belge : aussi longtemps que les installations existantes demeureront partiellement inactives, les chances qu'elles soient encore développées resteront faibles. Mais ces chances seraient plus certainement saisies, là

où elles existent encore aujourd'hui, et ultérieurement quand elles se manifesteront d'une façon plus générale, si un climat plus propice à la décision d'investir était créé.

La décision d'investir n'est qu'une des manifestations de la décision plus fondamentale d'entreprendre. C'est celle-ci qui conditionne le devenir d'une économie en progrès, dans quelque système que ce soit. Mais les occasions d'investir deviennent tendanciellement moins nombreuses dans les anciens pays, déjà développés, tandis que les vocations d'entrepreneur se font plus rares. Le vieillissement de la population, entraînant celui des cadres supérieurs, a créé un environnement plus propice au conservatisme du gestionnaire prudent qu'au dynamisme du créateur audacieux. L'esprit pionnier s'est émoussé dans le confort ouaté. Le découragement sourd de la morosité ambiante. Les incertitudes de l'heure grossissent les risques que court l'entrepreneur, public autant que privé, d'une mauvaise allocation des ressources mises en œuvre dans une économie qui reste « de marché », aussi longtemps qu'elle sera ouverte sur l'étranger. D'autant plus que ces risques se sont amplifiés à mesure que l'activité a nécessité des investissements plus coûteux relativement à la valeur du produit.

Bien sûr, tous ces facteurs offrent peu de prises à l'action des autorités, surtout dans un petit pays. Mais celles-ci pourraient prendre un certain nombre de mesures de portée plus modeste, qui favoriseraient l'éclosion de nouvelles vocations d'entreprendre dans le secteur privé. L'entreprise est enserrée, dès sa naissance, dans des réglementations de toute nature, dont la finalité est, sans aucun doute, légitime; mais les dispositions réglementaires qui répondent à ces préoccupations pourraient être organisées autrement que sous la responsabilité dispersée de pouvoirs nombreux qui superposent leurs interventions, trop souvent entachées de travers bureaucratiques. La décision d'entreprendre pourrait aussi être facilitée si le calcul économique, hasardeux dans les circonstances actuelles, n'était pas encore rendu plus incertain par des changements importants et fréquents des charges qui pèsent sur la rentabilité de l'entreprise. En cas d'échec, le risque d'entreprendre demeure sanctionné par une rentabilité médiocre, voire nulle, pour ceux qui l'ont pris; le retrait de leurs capitaux devient de plus en plus coûteux; dans certains cas, il est interdit au nom de la fonction sociale, incontestable, de l'entreprise; dans d'autres cas, cependant, c'est cette fonction sociale qui justifie l'aide de la collectivité à des entreprises qui auraient périclité à défaut de cet appui, leur gestion passée n'ayant pas été exempte de faiblesses. Il est d'autant plus vrai

que l'exercice efficient de cette fonction sociale mérite rémunération; or, celle-ci est trop contestée. Pourtant, le résultat de l'entreprise par lequel s'exprime la réussite de la gestion, constitue la base financière de son développement ultérieur, soit qu'il soit la source de l'épargne interne de l'entreprise, soit qu'il témoigne, pour celle-ci, d'une prospérité qui lui vaudra l'association de nouveaux capitaux. Au cours des dernières décennies, ceux-ci ont plutôt été fournis par des créanciers; de nombreux facteurs ont privilégié le recours des entreprises à l'endettement, entre autres le régime fiscal; en huit ans, leurs engagements envers les seuls intermédiaires financiers, multipliés par 2,5, ont augmenté plus que leur épargne interne; leur structure financière s'est progressivement altérée et les conséquences de cette dégradation apparaissent aujourd'hui.

L'entreprise est une entité en soi; sa continuité transcende les intérêts contingents de ses propriétaires, de ses cadres, de son personnel et du Trésor; elle est porteuse d'avenir pour l'emploi et le revenu de générations successives; dès lors, son devenir doit être assuré. Les prélèvements de toute nature qui amputent exagérément sa rentabilité sapent une des bases du développement de l'entreprise. Les autorités de certains pays ont allégé les charges fiscales qui pèsent sur celle-ci. Le Gouvernement belge s'est engagé dans cette voie avec circonspection. Les facultés d'autofinancement plus larges que les détaxations restitueraient à l'entreprise ne devraient pas être enlevées aussitôt à celle-ci par les autres parties prenantes, quelles qu'elles soient; le respect de ce principe pourrait conditionner l'octroi des allègements fiscaux.

Le Gouvernement a entrepris, avec les milieux économiques et sociaux, l'examen d'un programme de politique industrielle, destiné à faciliter le redéploiement nécessaire des activités, en stimulant l'investissement, en l'orientant dans des directions nouvelles, en ranimant la créativité du secteur privé et en complétant les efforts de celui-ci par des initiatives publiques. On peut exprimer l'espoir que cette réflexion en commun débouchera sur un consensus, au-delà des oppositions doctrinales, et que l'accord sur les grandes lignes d'un programme d'action sera suivi, à bref délai, par des réalisations très concrètes.

Toutefois, l'accélération du rythme de croissance ne suffira pas, à elle seule, à rétablir la situation de plein emploi. Les prévisions les plus objectives, envisageant cette hypothèse d'une expansion retrouvée, admettent la persistance d'un chômage important au cours des prochaines années.

L'apparition d'une composante structurelle dans le chômage remonte à la fin des années soixante. Echappant aux diagnostics pendant les années de haute conjoncture, ce phénomène nouveau a été révélé ensuite par l'ampleur qu'il a prise. Il a pour origine un ensemble de facteurs d'intensité très diverse; certains suscitent des déséquilibres sectoriels, dont les solutions seront particulièrement difficiles.

Le renchérissement relatif du coût du travail, par rapport à celui du capital, a provoqué la substitution progressive du second facteur au premier, partout où elle était possible. La productivité apparente de la main-d'œuvre s'en est trouvée augmentée, mais au détriment des chances d'emploi, surtout dans l'agriculture et l'industrie. Ces effets de l'évolution des coûts respectifs sur l'emploi peuvent être palliés, par les pouvoirs publics, très partiellement et temporairement, par l'octroi d'aides de diverse nature ou d'avantages fiscaux aux entreprises qui utilisent proportionnellement plus de main-d'œuvre. Ces effets peuvent être atténués plus durablement par un ralentissement de l'inflation de toutes les catégories de revenus. Il est à craindre qu'ils ne se renforcent de tout alourdissement des coûts de la main-d'œuvre.

L'arrivée à l'âge de l'emploi des jeunes, plus nombreux, des générations nées dans les années d'après-guerre, n'est évidemment qu'un phénomène temporaire. Pendant quelques années encore, il demeurera cependant un des facteurs de l'aggravation actuelle du chômage des moins de 25 ans. Ses effets ont été renforcés par ceux d'un autre changement : l'effectif de la population d'élèves dans l'enseignement supérieur croît plus lentement que pendant les années soixante et, dès lors, l'allongement du temps réel de la scolarité s'est ralenti.

Un problème beaucoup plus durable est posé par l'activation de la population féminine, dont le taux d'activité était resté plus bas en Belgique que dans la plupart des pays européens et qu'aux Etats-Unis. Toutes choses restant égales, la mise au travail des nouvelles candidates nécessiterait une création exceptionnellement vigoureuse d'emplois, d'autant plus malaisée que, pour les femmes, la demande d'emplois se porte, de façon plus que proportionnelle, vers des secteurs de services; ceux-ci sont déjà encombrés par le reflux de la main-d'œuvre masculine dégagée par les progrès de la productivité dans l'industrie. Aucune proposition de solution n'a été formulée à propos de ce problème spécifique du chômage féminin, constaté jusqu'à présent, plutôt qu'étudié avec précision, notamment dans ses implications sectorielles. Les autorités s'efforcent opportu-

nément de réduire le nombre de cas où des allocations de chômage sont obtenues abusivement au regard des critères, cependant assez larges, de la réglementation actuelle. Ces abus ne sont d'ailleurs pas exclusivement le fait des femmes. De toute façon, fussent-ils éliminés que le problème fondamental du chômage de celles-ci ne serait pas résolu pour autant. La formule du travail à temps partiel a été avancée par les uns; leur argumentation n'a sans doute pas suffi à démontrer que ses avantages l'emportent sur ses inconvénients, car elle a été rejetée a priori par d'autres. Le remède de la réduction du temps de travail, qui fait appel à des calculs arithmétiques globaux, même s'il était retenu, n'aplanirait pas tous les obstacles à l'emploi féminin.

Il semble convenu d'être discret sur celles des causes structurelles qui tiennent à l'absence de mobilité professionnelle de la population active. Les métiers et professions très divers que celle-ci exerce ou demande à exercer sont loin de constituer un ensemble homogène. Le « marché » de l'emploi, si marché il y a, est fait d'un ensemble très divers de compartiments isolés. L'offre de main-d'œuvre nationale demeure insuffisante dans des activités rebutantes, « salissantes » ou socialement peu considérées et il n'y a pas pléthore générale de candidats convenables à des fonctions qui exigent, à quelque niveau que ce soit, un effort de formation professionnelle ardu; les tâches délaissées doivent encore être exécutées, quand c'est possible, par des travailleurs immigrés, dont on critique ensuite la présence. D'autres métiers ou professions sont, au contraire, encombrés de demandes, parce qu'ils ont la réputation d'offrir un travail facile, qu'ils assurent la stabilité de l'emploi, ou qu'ils sont accessibles moyennant une formation relativement moins exigeante que d'autres. Ces disparités pourraient être atténuées si la hiérarchie des rémunérations, toujours basée sur des critères de valeur anciens, pouvait être modifiée dans le sens d'une revalorisation relative de celles qui sont allouées pour des tâches nécessaires mais peu attrayantes; la rigidité de l'échelle des revenus fait obstacle à un réajustement de ce genre; cette sclérose est due à la volonté manifestée de toutes parts de maintenir les écarts existant entre le revenu de l'un et celui de tous les autres. Des pénuries sectorielles qui réapparaîtraient rapidement si le niveau général de l'emploi se relevait, pourraient être réduites si la main-d'œuvre en excès ailleurs était capable et acceptait de s'imposer les recyclages adéquats; encore faudrait-il que ceux-ci soient organisés de façon efficace.

Au surplus, l'appareil d'enseignement, conçu dans des circonstances déjà dépassées, devrait être partiellement transformé, à tous les niveaux,

et adapté aux besoins de la formation dont les mutations en cours accélèrent l'évolution.

Il reste, en tout état de cause, que certains déséquilibres sectoriels entre offre et demande d'emplois pourraient subsister encore longtemps : par ceux-ci se manifesterait une des contradictions de l'organisation sociale, qui autorise l'individu à conserver son autonomie la plus grande dans le choix de sa formation et de la carrière qui en découle mais qui, simultanément, reconnaît à chacun le droit à l'emploi correspondant à son choix et l'indemnise si cet emploi fait défaut. Souligner la contradiction, c'est rappeler la nécessité d'une meilleure information des jeunes, à la recherche d'orientation.

*
* *

La politique
monétaire.

Dans le contexte favorable d'une croissance rapide, assurée par des facteurs spontanés d'expansion qui se renforçaient mutuellement, la politique budgétaire soutenait la demande globale dès que celle-ci manifestait des signes d'essoufflement; elle organisait la redistribution d'un revenu national toujours grandissant. La politique monétaire s'efforçait de contenir les dépenses dans les limites des ressources disponibles, afin de préserver l'équilibre extérieur en revenu et de maintenir une stabilité suffisante des prix; elle manœuvrait les taux d'intérêt à court terme quand il fallait agir sur les mouvements de fonds avec l'étranger.

Bien sûr, la politique monétaire était loin d'être toute puissante. Mais, quelles qu'aient été les limites de l'action des autorités — maintes fois soulignées dans les précédents Rapports de la Banque —, celles-ci pouvaient espérer, par des mesures globales, influencer dans une certaine mesure telle ou telle variable économique dont l'évolution apparaissait, à un moment donné, comme prioritaire.

Actuellement, le contexte économique est altéré. Il n'y a guère de problèmes posés par cette altération, qui soient susceptibles d'être résolus par des mesures monétaires traditionnelles; on l'a exposé dans les pages précédentes.

Les responsables le ressentent dans leur action. Même en l'absence de contraintes extérieures, celle-ci n'a guère d'instruments à sa disposition pour stimuler l'activité économique dans un climat d'incertitude générale. L'épargne financière, d'une part, et les différentes catégories de dépenses,

d'autre part, répondent peu à des abaissements du niveau général des taux d'intérêt, cependant utiles à l'allègement des charges des secteurs endettés.

La politique monétaire ne peut guère agir non plus sur le type d'inflation intérieure qui subsiste.

Ce n'est donc pas elle qui détermine les parts respectives des prix et des volumes dans l'évolution actuelle de la dépense nominale. Ce sont les autres « politiques » au sens large : la politique des revenus, la politique des prix et, à certaines conditions, la politique budgétaire.

Dans le contexte actuel, la contribution la plus efficace que la politique monétaire puisse apporter à la croissance équilibrée est d'abriter la monnaie des vicissitudes extérieures.

Depuis près de cinq ans, les relations monétaires internationales forment un système hybride : s'y juxtaposent des monnaies plus ou moins flottantes, et des groupes de monnaies, liées entre elles par des changes fixes, qui subissent conjointement les variations des premières.

Les pays qui ont fait l'expérience des monnaies flottantes se sont aperçus que la spéculation n'était pas stabilisatrice et que l'effet de dissuasion attendu des fluctuations de cours du change ne se produisait le plus souvent qu'après des variations fort substantielles. Ils ont mesuré en outre le danger de laisser le cours du change abandonné aux dispositions des marchés; sauf peut-être pour les très grands pays peu ouverts sur l'extérieur, la perte de valeur des monnaies atteintes de faiblesse a enfermé les économies dans le cercle vicieux : dépréciation extérieure, hausse des prix, dépréciation extérieure, et ainsi de suite.

Dans ces conditions, des petites économies ouvertes ont eu intérêt à accrocher les cours de leurs monnaies à un élément qui leur apporte les avantages d'une fixité relative. La zone de change communément appelée « serpent » répond, dans une grande mesure, à ce critère. Les relations commerciales de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise avec les autres pays qui composent cette zone représentent quelque 40 p.c. de l'ensemble du commerce extérieur de l'Union. Le pays dominant de la zone, à savoir la République Fédérale d'Allemagne, est un pays qui pro-page peu d'inflation.

Certes, dans les périodes où le mark allemand a fait l'objet d'une demande mondiale, les variations conjointes des monnaies des pays du « ser-

pent » par rapport à toutes les autres, ont entraîné une appréciation du franc en même temps que la perte de réserves de change officielles. Toutefois, ces mouvements ont pu être contenus, soit, comme en octobre 1976, que les autorités allemandes aient procédé à une très légère réévaluation de leur monnaie, soit qu'elles soient intervenues sur les marchés des changes en achetant des dollars et aient mené une politique monétaire interne visant à arrêter l'afflux de capitaux, comme en 1977.

On a souligné ci-avant que les circonstances actuelles, privant la politique monétaire d'une partie de son efficacité sur les données intérieures, l'avaient laissée agissante du côté de l'équilibre monétaire extérieur. Menacé à certaines périodes, celui-ci a cependant été assuré.

Il est vrai, toutefois, que la situation fondamentale de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise n'est plus exceptionnelle, comme elle l'était il y a quelques années : avant la crise pétrolière, le surplus courant de l'Union était, proportionnellement, un des plus élevés. Bien d'autres pays industrialisés ont connu des détériorations plus pernicieuses, surtout ceux que la crise pétrolière a surpris dans une situation déjà précaire.

Ce sont des éléments réels et non monétaires qui ont rendu moins favorable la position extérieure de l'économie belge. Le renchérissement des huiles minérales a fait disparaître le surplus. Les difficultés spécifiques de secteurs dont les ventes à l'étranger représentaient une part importante des exportations, ont provoqué l'apparition d'un déficit courant, d'ailleurs peu grave; ces secteurs sont handicapés parce qu'ils subissent une concurrence intensive de pays non européens, ou parce que la demande pour leurs produits progresse moins vite que l'ensemble du commerce mondial.

Comme, dans d'autres circonstances, les altérations de la valeur intérieure de la monnaie, celles de la balance des paiements courants sont aujourd'hui le syndrome de difficultés fondamentales, l'évidence par laquelle celles-ci se manifestent.

Seul un effort profond de reconversion des activités permettra de corriger ces changements substantiels qui pourraient porter atteinte à la position relative et à la prospérité du pays. Et cet effort devra prendre appui sur d'autres assainissements, d'autres redressements, d'autres mo-

dernisations qui, tous ensemble, renforceront les points faibles de l'économie nationale.

L'information large et franche de tous, par tous les responsables à tous les niveaux, éclairera la réflexion et facilitera les actions ardues.

Le 25 janvier 1978.

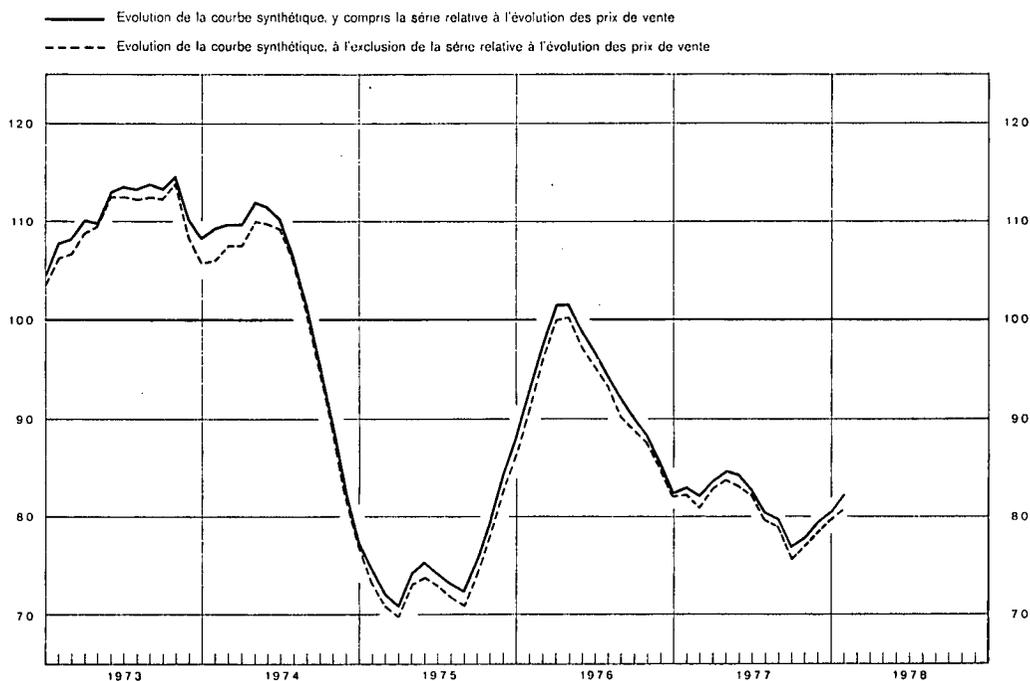
MESURE DE POLITIQUE MONETAIRE

Communiqué du 1^{er} février 1978

La Banque Nationale de Belgique a décidé de réduire de 1 p.c. ses taux officiels d'escompte et des avances à partir du 2 février 1978, lesquels sont ainsi ramenés de 7,50 p.c. à 6,50 p.c.

COURBE SYNTHETIQUE DES PRINCIPAUX RESULTATS DE L'ENQUETE MENSUELLE DE LA BANQUE NATIONALE

RESULTATS DU MOIS DE JANVIER 1978



Commentaire :

La valeur chiffrée de la courbe synthétique comprenant l'indicateur sur l'évolution des prix a augmenté pour la quatrième fois consécutive en janvier 1978 : elle a atteint 82,17 points, contre 80,53 points en décembre 1977.

Cette augmentation résulte d'une hausse de la plupart des indicateurs concernant l'industrie manufacturière.

La courbe synthétique ne comprenant pas l'indicateur sur l'évolution des prix (trait interrompu) a moins progressé (de 79,71 à 80,64 points).

STATISTIQUES

LEGISLATION ECONOMIQUE

**BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX PROBLEMES
ECONOMIQUES ET FINANCIERS
INTERESSANT LA BELGIQUE**

STATISTIQUES

TABLE DES MATIERES

	Numéros des tableaux		Numéros des tableaux
I. — Population et comptes nationaux.		IX. — Balance des paiements de l'U.E.B.L.	
1. Population	I - 1	1. Chiffres annuels	IX - 1
2. Répartition du produit national entre les facteurs de production	I - 2	2. Soldes trimestriels	IX - 2
3. Valeur ajoutée brute, aux prix du marché, par branche d'activité	I - 3	3. Recettes et dépenses trimestrielles et soldes mensuels cumulés	IX - 3
4. Affectation du produit national :		4. Opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les banques belges et luxembourgeoises et opérations de change à terme ...	IX - 4
a) Estimations à prix courants	I - 4a	5. Exportations et importations	IX - 5
b) Indices des estimations aux prix de 1970	I - 4b	6. Monnaies utilisées pour les règlements d'importations et d'exportations	IX - 6
II. — Emploi et chômage.		X. — Marché des changes.	
Demandes et offres d'emploi	II	1. Cours d'intervention appliqués par les banques centrales participant à l'arrangement sur le rétrécissement des marges	X - 1
III. — Agriculture et pêche.		2. Cours officiels arrêtés par les banquiers réunis en (chambre de Compensation à Bruxelles) :	
1. Production agricole	III - 1	a) Chiffres annuels	X - 2a
2. Pêche maritime	III - 2	b) Chiffres trimestriels et mensuels	X - 2b
IV. — Industrie.		3. Marché du dollar U.S. à Bruxelles	X - 3
0. Résultats des enquêtes sur la conjoncture	IV - 0	4. Cours de change effectifs	X - 4
1. Indices de la production industrielle	IV - 1	XI. — Finances publiques.	
2. Indices de la product. manufact.-industr. par secteur	IV - 2	1. Recettes et dépenses de trésorerie résultant des opérations budgétaires	XI - 1
3. Energie	IV - 3	2. Résultat de caisse du Trésor et son financement	XI - 2
4. Métallurgie	IV - 4	3. Besoins nets de financement du Trésor et leur couverture	XI - 3
5. Construction	IV - 5	4. Recettes fiscales (par année civile)	XI - 4
6. Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E.	IV - 6	5. Détail des recettes fiscales	XI - 5
V. — Services.		XII. — Créances et dettes dans l'économie belge.	
1. Transports :		1. a) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1974	XII - 1a
a) Activités de la S.N.C.B. et de la Sabena	V - 1a	b) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1975	XII - 1b
b) Navigation maritime	V - 1b	2. Mouvements des créances et des dettes en 1975	XII - 2
c) Navigation intérieure	V - 1c	3. a) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1974 (totaux sectoriels)	XII - 3a
2. Tourisme. — Nuits passées par les touristes en Belgique	V - 2	b) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1975 (totaux sectoriels)	XII - 3b
3. Commerce intérieur :		4. Mouvements des créances et des dettes en 1975 (totaux sectoriels)	XII - 4
a) Indices des ventes	V - 3a	XIII. — Organismes principalement monétaires.	
b) Ventes à tempérament	V - 3b	1. Bilans intégrés des organismes principalement monétaires	XIII - 1
4. Activité des chambres de compensation	V - 4	2. Bilans de la Banque Nationale de Belgique, des organismes publics monétaires et des banques de dépôts :	
VI. — Revenus.		a) Banque Nationale de Belgique	XIII - 2a
1. Rémunérations des travailleurs	VI - 1	b) Organismes publics monétaires	XIII - 2b
2. Gains horaires bruts moyens des ouvriers dans l'industrie	VI - 2	c) Banques de dépôts	XIII - 2c
3. Traitements mensuels bruts moyens des employés dans l'industrie	VI - 3	d) Ensemble des organismes principalement monétaires	XIII - 2d
VII. — Indices des prix.		3. Origines des variations du stock monétaire auprès des organismes principalement monétaires	XIII - 3
1. Indices des prix mondiaux	VII - 1	4. Stock monétaire :	
2. Indices du Hamburgisches Welt-Wirtschafts-Archiv par produit	VII - 2	a) Auprès des organismes principalement monétaires	XIII - 4a
3. Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3	b) Total	XIII - 4b
4. Indices des prix à la consommation en Belgique :		5. Avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires	XIII - 5
a) Base 1971 = 100 et base 2 ^e semestre 1974 - 1 ^{er} semestre 1975 = 100 (Ventilation en 4 groupes)	VII - 4a	6-7. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers et à l'étranger :	
b) Base 2 ^e semestre 1974 - 1 ^{er} semestre 1975 = 100 (Ventilation d'après le classement de l'Office Statistique des Communautés européennes)	VII - 4b	— Destination économique apparente	XIII - 6
VIII. — Commerce extérieur de l'U.E.B.L.		— Forme et localisation	XIII - 7
1. Tableau général	VIII - 1	8. Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires aux entreprises et particuliers et à l'étranger et logés à la Banque Nationale de Belgique	XIII - 8
2. Exportations selon la nature des produits	VIII - 2		
3. Importations selon l'usage des produits	VIII - 3		
4. a) Indices des valeurs unitaires moyennes	VIII - 4a		
b) Indices du volume	VIII - 4b		
5. Orientation géographique	VIII - 5		

Numéros
des tableaux

Numéros
des tableaux

- 9. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires aux entreprises et particuliers et à l'étranger **XIII - 9**
- 10. Bilans de la Banque Nationale de Belgique **XIII - 10**
- Situations hebdomadaires de la Banque Nationale de Belgique **XIII - 10**
- 11. Comptes de chèques postaux **XIII - 11**
- 12. Situation globale des banques **XIII - 12**
- 13. Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux **XIII - 13**

XIV. — Intermédiaires financiers autres que principalement monétaires.

- 4. Principaux actifs et passifs du Fonds des Rentes ... **XIV - 4**
- 5. Caisse Générale d'Épargne et de Retraite :
 - a) Caisse d'épargne - Opérations des ménages **XIV - 5a**
 - b) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Épargne **XIV - 5b**
 - c) Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite **XIV - 5c**
 - d) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurance sur la Vie **XIV - 5d**
- 6. Société Nationale de Crédit à l'Industrie **XIV - 6**
- 7. Situation globale des caisses d'épargne privées **XIV - 7**
- 8. Crédit Communal de Belgique **XIV - 8**
- 9. Compagnies d'assurances sur la vie **XIV - 9**

XV. — Actifs financiers.

- 1. Actifs financiers détenus par les pouvoirs publics et par les entreprises et particuliers **XV - 1**
- 2. Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers **XV - 2**
- 3. Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers :
 - a) Actifs non monétaires à un an au plus (variations) **XV - 3a**
 - b) Actifs non monétaires à un an au plus auprès des intermédiaires financiers nationaux (encours) **XV - 3b**
- 4. Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers. Actifs à plus d'un an **XV - 4**
- 5. Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers. Actifs en francs belges et monnaies étrangères auprès des intermédiaires financiers nationaux :
 - a) Variations **XV - 5a**
 - b) Encours **XV - 5b**
- 6. Principales modalités d'épargne des particuliers disponibles à l'intérieur du pays **XV - 6**

XVI. — Emissions et dettes du secteur public.

- 1. Emissions en francs belges à plus d'un an **XVI - 1**
- 2. Principales émissions à plus d'un an du secteur public **XVI - 2**
- 3. Dettes de l'Etat :
 - a) Situation officielle **XVI - 3a**
 - b) Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds **XVI - 3b**
- 4. Recensement des dettes en francs belges à plus d'un an du secteur public :
 - a) Ventilation par débiteurs **XVI - 4a**
 - b) Ventilation par détenteurs **XVI - 4b**

XVII. — Valeurs mobilières du secteur privé et crédits aux entreprises et particuliers.

- 1. Evolution de l'activité, du niveau des cours et du taux de rendement des valeurs boursières **XVII - 1**
- 2. Rendement des sociétés par actions — chiffres annuels **XVII - 2**

- 3. Rendement des sociétés par actions — chiffres cumulés **XVII - 3**
- 4. Emissions des sociétés — chiffres annuels **XVII - 4**
- 5. Emissions des sociétés — chiffres mensuels **XVII - 5**
- 6. Engagements des entreprises et particuliers envers les intermédiaires financiers belges **XVII - 6**
- 7. Inscriptions hypothécaires **XVII - 7**

XVIII. — Marché monétaire.

- 1. Marché de l'argent au jour le jour **XVIII - 1**
- 2. Localisation des effets commerciaux escomptés par les banques de dépôts et des acceptations bancaires **XVIII - 2**
- 3. Plafonds de réescompte et quotas mensuels d'avances en compte courant des banques à la Banque Nationale de Belgique **XVIII - 3**

XIX. — Taux d'escompte, d'intérêt et de rendement.

- 1. a) Barème officiel des taux d'escompte et d'avances de la Banque Nationale de Belgique **XIX - 1a**
- b) Taux spéciaux de la Banque Nationale de Belgique **XIX - 1b**
- c) Taux moyen pondéré de la Banque Nationale de Belgique **XIX - 1c**
- 2. Taux de l'Institut de Récompte et de Garantie ... **XIX - 2**
- 3. Taux de l'argent au jour le jour **XIX - 3**
- 4. Taux des certificats de trésorerie et des certificats du Fonds des Rentes **XIX - 4**
- 5. Taux de dépôts en francs belges dans les banques ... **XIX - 5**
- 6. Taux d'intérêt appliqués sur livrets ordinaires à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite **XIX - 6**
- 7. Taux de rendement de titres à revenu fixe, cotés à la Bourse de Bruxelles **XIX - 7**
- 8. Taux des bons de caisse et obligations émis par les institutions publiques de crédit **XIX - 8**

XX. — Banques d'émission étrangères.

- 1. Taux d'escompte **XX - 1**
- 2. Banque de France **XX - 2**
- 3. Bank of England **XX - 3**
- 4. Federal Reserve Banks **XX - 4**
- 5. Nederlandsche Bank **XX - 5**
- 6. Banca d'Italia **XX - 6**
- 7. Deutsche Bundesbank **XX - 7**
- 8. Banque Nationale Suisse **XX - 8**
- 9. Banque des Règlements Internationaux **XX - 9**

Graphiques.

- P.N.B. calculé par l'analyse des dépenses **I - 4**
- Demandes et offres d'emploi **II**
- Enquêtes sur la conjoncture **IV - 0**
- Indices de la production industrielle **IV - 2**
- Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E. **IV - 6**
- Rémunérations des travailleurs — Indice du gain moyen brut par heure prestée **VI - 1**
- Indices des prix de gros en Belgique **VII - 3**
- Indices des prix à la consommation en Belgique **VII-4a-b-c**
- Commerce extérieur de l'U.E.B.L. **VIII**
- Recettes fiscales par année civile **XI - 4**
- Origines des variations du stock monétaire auprès des organismes principalement monétaires **XIII - 3**
- Fréquence d'utilisation des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux **XIII - 13**
- CGER — Dépôts : excédents ou déficits des versements sur les remboursements **XIV - 5a**
- Indices des cours des valeurs belges au comptant **XVII - 1**

PRINCIPALES ABREVIATIONS UTILISEES

B.I.R.D.	Banque Internationale de Reconstruction et de Développement.
B.I.T.	Bureau International du Travail.
B.N.B.	Banque Nationale de Belgique.
B.R.I.	Banque des Règlements Internationaux.
C.A.D.G.	Caisse Autonome des Dommages de Guerre.
C.E.C.A.	Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.
C.E.E.	Communauté Economique Européenne.
CGER	Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.
C.N.C.P.	Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
DULBEA	Département d'Economie Appliquée de l'Université Libre de Bruxelles.
FABRIMETAL	Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques.
F.A.O.	Food and Agriculture Organization.
F.E.B.	Fédération des Entreprises de Belgique.
F.E.C.O.M.	Fonds Européen de Coopération Monétaire.
F.M.I.	Fonds Monétaire International.
I.N.C.A.	Institut National de Crédit Agricole.
I.N.S.	Institut National de Statistique.
IRES	Université Catholique de Louvain — Institut de Recherches Economiques.
I.R.G.	Institut de Réescompte et de Garantie.
M.A.E.	Ministère des Affaires Economiques.
O.C.C.H.	Office Central de Crédit Hypothécaire.
O.C.P.	Office des Chèques Postaux.
O.C.D.E.	Organisation de Coopération et de Développement Economiques.
O.N.D.	Office National du Ducroire.
ONEM	Office National de l'Emploi.
O.N.S.S.	Office National de Sécurité Sociale.
O.N.U.	Organisation des Nations Unies.
R.T.B.	Radiodiffusion-Télévision Belge.
R.T.T.	Régie des Télégraphes et des Téléphones.
SABENA	Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne.
S.N.C.B.	Société Nationale des Chemins de fer belges.
S.N.C.I.	Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
S.N.L.	Société Nationale du Logement.
U.E.B.L.	Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.

SIGNES CONVENTIONNELS

—	la donnée n'existe pas.
.....	non disponible.
p.c.	pour cent.
p	provisoire.
r	chiffre rectifié.
e	estimation.
...	zéro ou quantité négligeable.
p.m.	pour mémoire.

COMMUNICATION RAPIDE DES DONNEES

Les abonnés qui le désirent, peuvent obtenir la communication de la « Courbe synthétique des principaux résultats de l'enquête mensuelle de la Banque Nationale » et des données figurant aux tableaux VI-1, IX-3 et 4, X -4, XIII-3, 4a et b, 5 et 13, XV-1 à 5, XVII-6, XVIII-1, 2 et 3 et XIX-3 dès qu'elles sont établies. Les demandes sont à adresser à la Banque Nationale de Belgique, Service de Documentation, boulevard de Berlaimont 5, 1000 Bruxelles. Ces demandes préciseront quels sont, parmi les tableaux énumérés ci-dessus, ceux que l'abonné désire recevoir.

I. — POPULATION ET COMPTES NATIONAUX

1. — POPULATION

(milliers)

Sources : I.N.S. et Ministère de l'Emploi et du Travail.

	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976
	<i>(à fin d'année)</i>							
Population totale	9.660	9.651 ³	9.695	9.727	9.757	9.788	9.813	9.823
Population en âge de travailler (15 à moins de 65 ans)	6.088	6.081 ³	6.116	6.151	6.183	6.234		
dont : Hommes	3.032	3.028 ³	3.049	3.069	3.088	3.119		
Femmes	3.056	3.053 ³	3.067	3.082	3.095	3.115		
	<i>(estimations à fin juin)</i>							
Population active ¹	3.761	3.732	3.767	3.778	3.831	3.892	3.913	3.940
dont : Agriculture	191	173	162	151	144	139	136	128
Industries extractives et manufacturières	1.296	1.239	1.237	1.219	1.227	1.233	1.165	1.119
Bâtiments et construction	307	298	299	287	285	292	293	297
Transports	272	237	245	252	260	266	268	265
Commerce, banques, assurances et services	1.554	1.661	1.704	1.733	1.777	1.819	1.839	1.866
Chômeurs complets ²	88	69	67	84	87	94	168	224
Ouvriers frontaliers	53	55	53	52	51	49	44	41

¹ Non compris les forces armées. Nouvelle série depuis 1970.

² Y compris les chômeurs en formation et en réadaptation professionnelle.

³ Population recensée.

I - 2. — REPARTITION DU PRODUIT NATIONAL ENTRE LES FACTEURS DE PRODUCTION

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975
A. Rémunération des salariés ¹ :								
1. Salaires et traitements des travailleurs assujettis à la sécurité sociale	285,5	317,5	368,1	418,7	468,4	543,0	660,4	757,1
2. Rémunération des travailleurs assujettis à certaines dispositions spéciales en matière de sécurité sociale	20,7	22,6	22,4	23,6	24,9	29,6	31,7	35,4
3. Contribution des employeurs à la sécurité sociale	63,5	71,3	84,4	97,6	114,1	132,1	156,7	183,8
4. Rémunération des travailleurs non assujettis à la sécurité sociale	121,9	132,3	139,3	159,8	189,6	214,1	255,9	316,4
5. Corrections et compléments	23,2	25,5	25,9	28,9	33,3	36,6	43,7	42,0
Ajustement statistique	- 2,8	- 1,7	- 4,5	- 6,4	1,4	- 0,4	-10,1	-37,0
<i>Total ...</i>	<i>512,0</i>	<i>567,5</i>	<i>635,6</i>	<i>722,2</i>	<i>831,7</i>	<i>955,0</i>	<i>1.138,3</i>	<i>1.297,7</i>
B. Revenu des entrepreneurs individuels et des sociétés de personnes :								
1. Agriculture, horticulture et sylviculture ¹	30,2	34,6	29,6	32,2	43,2	46,6	38,4	45,6
2. Professions libérales ¹	26,3	28,7	32,3	34,9	40,1	46,6	53,1	61,9
3. Commerçants et artisans indépendants ¹	122,3	130,5	139,5	141,6	148,5	159,6	169,1	181,8
4. Revenu des sociétés de personnes ²	8,9	10,1	10,8	10,7	11,6	13,1	14,0	11,9
Ajustement statistique	- 1,0	- 0,6	- 1,5	- 2,0	0,4	- 0,1	- 2,4	- 8,4
<i>Total ...</i>	<i>186,7</i>	<i>203,3</i>	<i>210,7</i>	<i>217,4</i>	<i>243,8</i>	<i>265,8</i>	<i>272,2</i>	<i>292,8</i>
C. Revenu de la propriété échéant aux particuliers ¹ :								
1. Intérêts	43,1	51,4	60,9	67,5	73,6	87,6	117,2	131,8
2. Loyers (réellement perçus ou imputés)	40,8	43,1	44,1	45,2	47,2	47,7	52,9	63,0
3. Dividendes, tantièmes, dons	22,1	27,2	36,6	41,1	43,1	58,9	82,0	78,0
<i>Total ...</i>	<i>106,0</i>	<i>121,7</i>	<i>141,6</i>	<i>153,8</i>	<i>163,9</i>	<i>194,2</i>	<i>252,1</i>	<i>272,8</i>
D. Bénéfices non distribués des sociétés ²	21,4	26,6	31,2	25,3	30,6	37,5	37,7	17,2
E. Impôts directs des sociétés de toutes formes juridiques	21,0	25,9	30,9	36,3	41,6	54,6	65,1	71,9
F. Revenu de la propriété et de l'entreprise échéant à l'Etat :								
1. Loyers imputés	4,8	5,1	5,8	6,8	7,4	8,2	10,6	13,3
2. Intérêts, dividendes, bénéfices	3,9	4,0	6,3	1,7	- 3,6	- 6,7	- 4,7	- 8,1
<i>Total ...</i>	<i>8,7</i>	<i>9,1</i>	<i>12,1</i>	<i>8,5</i>	<i>3,8</i>	<i>1,5</i>	<i>5,9</i>	<i>5,2</i>
G. Intérêts de la dette publique	-31,7	-37,6	-43,1	-46,4	-51,8	-59,2	-73,2	-82,6
Revenu national net au coût des facteurs	824,1	916,5	1.019,0	1.117,1	1.263,6	1.449,4	1.698,1	1.875,0
H. Amortissements	98,9	108,9	124,6	137,8	149,4	161,9	191,2	211,1
Revenu national brut au coût des facteurs	923,0	1.025,4	1.143,6	1.254,9	1.413,0	1.611,3	1.889,3	2.086,1
I. Impôts indirects	138,9	153,1	165,2	177,2	185,5	206,4	240,5	260,5
J. Subventions	-16,0	-18,8	-17,0	-17,5	-20,4	-25,4	-25,0	-26,6
Produit national brut aux prix du marché	1.045,9	1.159,7	1.291,8	1.414,6	1.578,1	1.792,3	2.104,8	2.320,0

¹ Avant taxation.

² Après taxation.

I - 3. — VALEUR AJOUTEE BRUTE, AUX PRIX DU MARCHE, PAR BRANCHE D'ACTIVITE

(Estimations à prix courants)

(milliards, de francs)

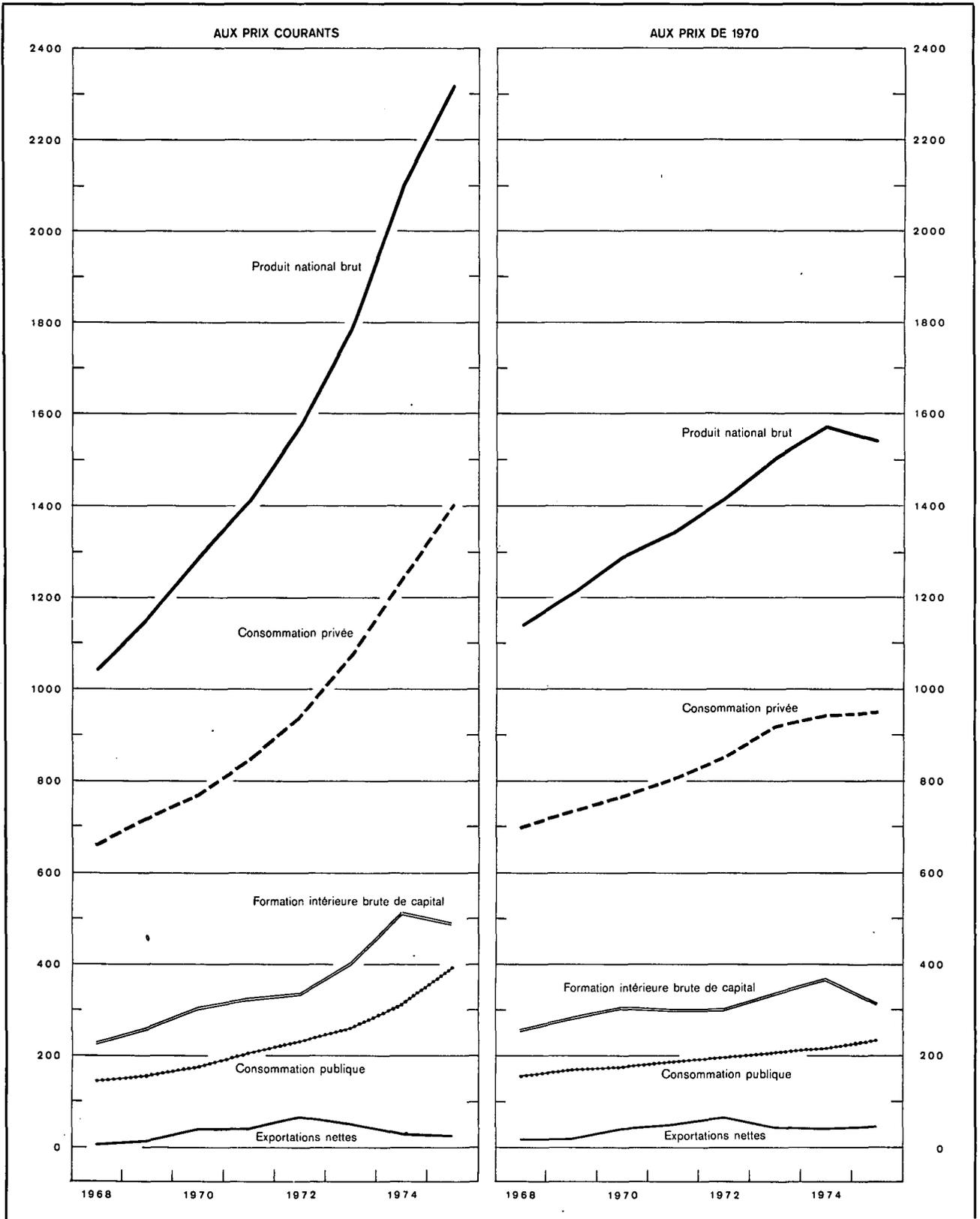
Source : I.N.S.

	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975
1. Agriculture, sylviculture et pêche ...	46,7	51,2	46,0	49,0	61,1	66,3	58,4	66,0
2. Industries extractives	11,2	11,0	12,0	13,5	13,1	11,7	15,4	16,4
3. Industries manufacturières :								
a) Denrées alimentaires, boissons et tabac	64,2	69,8	75,7	79,4	88,5	95,6	109,8	121,3
b) Textiles	23,8	26,0	27,6	29,2	32,2	34,5	37,5	30,6
c) Vêtements et chaussures	14,0	15,4	16,5	17,9	20,8	20,5	23,4	24,5
d) Bois et meubles	15,1	17,2	18,1	19,8	23,2	26,6	29,0	28,7
e) Papier, impression, édition	17,1	19,0	20,6	22,3	23,8	27,5	34,1	35,6
f) Industrie chimique et activités connexes	26,8	33,4	38,8	42,6	48,3	54,8	64,6	61,7
g) Terre cuite, céramique, verre et ciment	16,6	18,9	21,2	22,0	24,1	27,4	31,3	31,2
h) Fer, acier et métaux non ferreux	26,8	38,6	43,4	35,4	38,8	56,3	79,4	56,6
i) Fabrications métalliques et constructions navales	81,5	93,6	110,7	116,3	129,4	143,3	168,7	173,9
j) Industries non dénommées ailleurs	31,4	36,3	38,9	39,8	46,6	55,0	66,8	73,5
<i>Total de la rubrique 3 ...</i>	<i>317,3</i>	<i>368,2</i>	<i>411,5</i>	<i>424,7</i>	<i>475,7</i>	<i>541,5</i>	<i>644,6</i>	<i>637,6</i>
4. Construction	67,0	71,8	88,6	95,1	102,2	118,6	147,0	164,7
5. Electricité, gaz et eau	25,1	27,9	29,4	36,0	40,0	49,9	52,2	64,5
6. Commerce, banques, assurances, immeubles d'habitation :								
a) Commerce	181,7	201,5	222,9	265,1	287,5	325,8	379,3	411,1
b) Services financiers et assurances	33,2	37,6	41,1	44,5	51,4	63,1	75,2	83,8
c) Immeubles d'habitation	54,6	58,0	61,3	64,3	68,8	73,9	85,8	101,3
<i>Total de la rubrique 6 ...</i>	<i>269,5</i>	<i>297,1</i>	<i>325,3</i>	<i>373,9</i>	<i>407,7</i>	<i>462,8</i>	<i>540,3</i>	<i>596,2</i>
7. Transports et communications	76,1	83,3	92,6	104,8	119,1	137,1	173,6	186,0
8. Services	234,9	256,6	285,0	321,5	368,1	423,0	489,8	579,3
9. Correction pour investissements par moyens propres	2,1	2,4	2,9	3,1	3,2	3,3	4,3	4,3
10. Consommation intermédiaire d'intérêts imputés correspondant aux services gratuits rendus par les intermédiaires financiers	- 9,2	-10,5	-11,7	-12,7	-15,5	-19,0	-23,4	-25,5
11. T.V.A. déductible sur la formation de capital	—	—	—	-10,2	-14,1	-20,7	-25,9	-25,0
Ajustement statistique	- 3,2	- 7,7	- 0,7	3,6	0,1	- 0,5	4,0	24,9
Produit intérieur brut aux prix du marché	1.037,5	1.151,3	1.280,9	1.402,3	1.560,7	1.774,0	2.080,3	2.289,4
12. Paiements nets de revenus aux facteurs de production dus par le reste du monde	8,4	8,4	10,9	12,3	17,4	18,3	24,5	30,6
Produit national brut aux prix du marché	1.045,9	1.159,7	1.291,8	1.414,6	1.578,1	1.792,3	2.104,8	2.320,0

I - 4. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DES DEPENSES

(milliards de francs)

Source : I.N.S.



I - 4a. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975
A. Consommation privée :								
1. Produits alimentaires	161,5	173,4	185,4	193,9	210,1	231,0	263,0	289,2
2. Boissons	34,0	36,8	40,9	45,2	50,9	59,4	62,1	69,4
3. Tabac	14,4	14,9	15,4	17,1	18,3	20,3	22,8	25,3
4. Vêtements et effets personnels ...	59,0	63,0	65,8	74,4	82,7	92,3	107,2	116,1
5. Loyers, taxes, eau	68,3	72,6	77,7	83,5	89,8	98,3	115,6	136,4
6. Chauffage et éclairage	33,7	35,4	39,5	41,3	46,5	52,5	64,6	78,0
7. Articles ménagers durables	58,7	65,6	72,1	87,4	97,8	119,7	145,0	149,2
8. Entretien de la maison	30,6	33,3	35,5	38,7	41,7	49,0	55,4	61,7
9. Soins personnels et hygiène	49,6	53,6	60,4	67,4	77,4	90,4	105,7	124,6
10. Transports	64,0	70,5	73,9	80,6	95,1	107,5	124,8	149,5
11. Communications : P.T.T.	4,8	5,3	5,8	6,3	7,3	8,3	8,9	11,3
12. Loisirs	54,9	59,6	66,0	74,6	84,5	95,5	105,9	117,4
13. Enseignement et recherches	1,5	1,6	1,7	1,8	1,9	2,1	2,5	3,0
14. Services financiers	16,4	18,8	20,0	21,5	25,3	32,0	37,9	40,9
15. Services divers	4,5	4,9	5,2	5,9	7,0	8,2	9,0	10,0
16. Dépenses personnelles à l'étranger	16,6	18,9	20,5	23,8	26,5	34,5	37,8	42,9
17. Moins : dépenses des non-résidents en Belgique	- 14,9	- 17,1	- 18,8	- 20,0	- 21,1	- 26,8	- 29,7	- 34,0
Ajustement statistique	5,2	7,3	2,0	3,4	- 1,4	0,8	6,0	15,1
<i>Total ...</i>	<i>662,8</i>	<i>718,4</i>	<i>769,0</i>	<i>846,8</i>	<i>940,3</i>	<i>1.075,0</i>	<i>1.244,5</i>	<i>1.406,0</i>
B. Consommation publique :								
1. Rémunérations et pensions	101,1	112,0	125,1	142,4	167,9	193,9	231,8	285,2
2. Achats courants de biens et services	34,9	39,1	40,3	48,1	51,9	55,8	63,8	85,3
3. Intérêt imputé des bâtiments admi- nistratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics	4,8	5,2	5,8	6,8	7,4	8,2	10,6	13,3
4. Loyer payé	1,0	1,1	1,3	1,3	1,5	1,6	1,9	2,6
5. Amortissement des bâtiments admi- nistratifs et des établissements d'en- seignement des pouvoirs publics ...	1,2	1,3	1,5	1,8	2,0	2,1	2,8	3,5
6. Amortissement mobilier et matériel	1,0	1,1	1,3	1,4	1,6	1,8	2,0	2,2
<i>Total ...</i>	<i>144,0</i>	<i>159,8</i>	<i>175,3</i>	<i>201,8</i>	<i>232,3</i>	<i>263,4</i>	<i>312,9</i>	<i>392,1</i>
C. Formation intérieure brute de capital :								
1. Agriculture, sylviculture et pêche .	6,3	6,9	7,5	6,2	8,3	10,8	12,9	12,8
2. Industries extractives	1,9	2,1	2,2	2,6	2,8	2,3	2,5	2,1
3. Industries manufacturières	49,3	57,7	73,5	76,9	73,1	80,7	110,1	107,4
4. Construction	6,5	6,6	8,5	6,0	6,3	8,4	8,3	6,0
5. Electricité, gaz et eau	13,4	13,5	15,7	19,6	23,7	19,5	23,4	31,5
6. Commerce, banques, assurances ...	19,3	22,0	26,3	33,1	35,8	42,2	48,7	48,9
7. Immeubles d'habitation	58,1	62,4	71,8	61,8	68,9	94,4	129,6	140,0
8. Transports et communications ...	23,8	25,0	27,4	32,3	35,9	43,4	47,2	57,5
9. Pouvoirs publics et enseignement .	34,7	38,0	45,4	56,5	62,4	59,5	66,1	77,6
10. Autres services	5,5	7,0	8,8	10,9	11,6	13,4	19,1	18,8
11. Variations de stocks	8,9	20,1	19,6	18,5	9,5	25,5	45,3	- 17,5
Ajustement statistique	1,8	2,7	0,8	1,3	- 0,5	0,3	2,5	5,3
<i>Total ...</i>	<i>229,5</i>	<i>264,0</i>	<i>307,5</i>	<i>325,7</i>	<i>337,8</i>	<i>400,4</i>	<i>515,7</i>	<i>490,4</i>
D. Exportations nettes de biens et services :								
1. Revenus des facteurs reçus du reste du monde	28,5	38,2	54,1	61,3	67,6	96,3	170,0	173,4
2. Exportations de biens et services .	401,6	482,7	561,9	608,8	683,0	846,4	1.116,4	1.061,8
Exportations totales ...	430,1	520,9	616,0	670,1	750,6	942,7	1.286,4	1.235,2
3. Revenus des facteurs versés au reste du monde	20,1	29,8	43,2	49,0	50,2	78,0	145,5	142,8
4. Importations de biens et services .	400,4	473,6	532,8	580,8	632,7	811,2	1.109,2	1.060,9
Importations totales ...	420,5	503,4	576,0	629,8	682,9	889,2	1.254,7	1.203,7
Exportations nettes ...	+ 9,6	+ 17,5	+ 40,0	+ 40,3	+ 67,7	+ 53,5	+ 31,7	+ 31,5
Produit national brut aux prix du marché	1.045,9	1.159,7	1.291,8	1.414,6	1.578,1	1.792,3	2.104,8	2.320,0

I - 4b. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Indices des estimations aux prix de 1970)

Source : I.N.S.

	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975
A. Consommation privée :								
1. Produits alimentaires	94	96	100	102	103	106	110	108
2. Boissons	85	92	100	106	113	124	122	127
3. Tabac	95	98	100	104	108	112	111	105
4. Vêtements et effets personnels ...	96	99	100	108	115	120	125	127
5. Loyers, taxes, eau	95	98	100	103	106	109	111	114
6. Chauffage et éclairage	90	94	100	100	115	127	126	132
7. Articles ménagers durables	85	94	100	113	121	142	158	153
8. Entretien de la maison	95	98	100	103	106	110	114	112
9. Soins personnels et hygiène	89	94	100	106	114	125	131	137
10. Transports	90	98	100	101	112	118	122	131
11. Communications : P.T.T.	90	96	100	105	108	111	115	113
12. Loisirs	88	94	100	104	110	118	121	122
13. Enseignement et recherches	95	97	100	103	105	108	111	113
14. Services financiers	93	98	100	104	117	138	142	136
15. Services divers	94	98	100	109	123	136	134	133
16. Dépenses personnelles à l'étranger	84	96	100	105	109	134	136	143
17. Moins : dépenses des non-résidents en Belgique	83	95	100	96	95	113	116	124
<i>Total ...</i>	<i>91</i>	<i>96</i>	<i>100</i>	<i>105</i>	<i>111</i>	<i>120</i>	<i>123</i>	<i>124</i>
B. Consommation publique :								
1. Rémunérations et pensions	90	95	100	104	112	119	124	127
2. Achats courants de biens et services	95	103	100	109	112	112	110	132
3. Intérêt imputé et amortissement des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics; loyer payé; am- ortissement sur mobilier et matériel du pouvoir central	87	92	100	110	116	121	139	162
<i>Total ...</i>	<i>91</i>	<i>97</i>	<i>100</i>	<i>106</i>	<i>112</i>	<i>117</i>	<i>121</i>	<i>130</i>
C. Formation intérieure brute de capital :								
1. Agriculture, sylviculture et pêche .	96	99	100	74	95	114	121	111
2. Industries extractives	96	105	100	110	117	93	88	71
3. Industries manufacturières	77	87	100	98	91	97	116	104
4. Construction	86	83	100	68	70	89	79	52
5. Electricité, gaz et eau	98	96	100	116	136	106	108	130
6. Commerce, banques, assurances ...	84	92	100	118	124	138	139	125
7. Immeubles d'habitation	89	92	100	79	83	105	121	113
8. Transports et communications ...	102	101	100	110	119	138	133	153
9. Pouvoirs publics (à l'exclusion de l'enseignement)	87	91	100	114	119	99	90	93
10. Enseignement	97	97	100	101	104	102	108	124
11. Autres services	72	88	100	114	116	126	154	135
<i>Total ...</i>	<i>84</i>	<i>93</i>	<i>100</i>	<i>98</i>	<i>98</i>	<i>110</i>	<i>121</i>	<i>102</i>
D. Exportations nettes de biens et services :								
1. Revenus des facteurs reçus du reste du monde	57	74	100	108	113	150	235	213
2. Exportations de biens et services .	79	91	100	106	117	134	142	129
Exportations totales ...	77	89	100	107	117	135	151	136
3. Revenus des facteurs versés au reste du monde	51	72	100	108	105	152	252	220
4. Importations de biens et services .	81	93	100	105	114	136	146	131
Importations totales ...	79	92	100	105	113	137	154	138
Produit national brut aux prix du marché (prix de 1970)	88,2	93,9	100,0	104,0	110,0	116,9	121,7	119,5

Références bibliographiques :

Population : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Publications du Centre National de Calcul Mécanique*. — *Recensement général de la population, de l'industrie et du commerce au 31 décembre 1970*. — *Annuaire démographique (O.N.U.)*. — *Revue internationale du Travail (B.I.T.)*. — *Annuaire des Statistiques du Travail (B.I.T.)*. — *Ministère de l'Emploi et du Travail* : « Aperçu de l'évolution active belge pour la période 1948-1960 » et « Estimation de la population active belge au 30 juin des années 1950, 1955, 1957, 1960 à 1975 ».

Comptes nationaux : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Séries statistiques de Bruxelles (DULBEA)*. — *Servic de Conjoncture (IRES)*. — *International Financial Statistics (F.M.I.)*. — *Principaux indicateurs économiques (O.C.D.E.)*. — *Données statistiques (Conseil de l'Europe)*. — *Yearbook of national accounts statistics (O.N.U.)*. — *Statistiques Economiques belges 1960-1970*. — *Eurostat (Office Statistique des Communautés européennes)*.

II. — EMPLOI ET CHOMAGE

DEMANDES ET OFFRES D'EMPLOI

(milliers d'unités)

Source : ONEM.

	Demandes d'emploi 1									Offres d'emploi	
	Chômeurs complets indemnisés				Chômeurs occupés par les pouvoirs publics	Autres chômeurs inscrits obligatoirement		Demandeurs d'emploi libres inoccupés		reçues 2	insatisfaites 1
	à aptitude normale		à aptitude partielle ou très réduite	Total		ayant moins de 25 ans	ayant 25 ans ou plus	ayant moins de 25 ans	ayant 25 ans ou plus		
	ayant moins de 25 ans	ayant 25 ans ou plus									
1970	8,9	17,2	45,2	71,3	6,3	4,0	1,5	2,7	2,4	17,8	23,9
1971	10,5	15,9	44,5	70,9	6,8	5,3	2,7	3,2	2,5	14,9	13,4
1972	15,9	24,4	46,5	86,8	6,9	8,1	3,4	3,9	2,9	14,8	8,5
1973	17,4	26,1	48,2	91,7	8,2	9,4	3,7	3,6	2,8	14,9	14,2
1974	24,4	30,8	49,5	104,7	8,5	10,5	3,4	3,2	2,3	13,0	13,5
1975	57,3	64,6	55,5	177,4	10,8	17,0	4,6	5,0	3,8	10,6	4,1
1976	74,5	97,0	57,0	228,5	15,9	21,3	5,4	6,2	5,1	11,5	4,1
1977	84,9	121,9	57,5	264,3	21,5	23,1	6,9	7,3	6,0	11,5	3,4
1975 4 ^e trimestre	80,2	81,0	57,2	218,4	12,4	14,9	4,9	6,5	4,8	11,0	3,3
1976 1 ^{er} trimestre	78,8	89,7	57,1	225,6	13,0	6,4	5,0	5,4	4,7	13,3	3,9
2 ^e trimestre	68,2	92,4	56,8	217,4	16,0	6,2	5,1	4,6	4,5	12,9	4,3
3 ^e trimestre	67,9	98,9	56,8	223,6	17,3	49,7	5,4	7,1	5,3	9,6	4,5
4 ^e trimestre	83,1	107,0	57,5	247,6	17,3	22,9	6,0	7,7	6,0	10,2	3,6
1977 1 ^{er} trimestre	86,5	115,4	58,4	260,3	17,8	7,4	6,2	6,5	5,5	13,3	3,6
2 ^e trimestre	76,7	116,3	57,2	250,2	21,1	7,0	6,4	5,6	5,3	13,2	3,9
3 ^e trimestre	79,2	123,0	57,2	259,4	22,9	52,1	7,0	8,1	6,1	9,3	3,4
4 ^e trimestre	97,1	133,0	57,1	287,2	24,1	26,1	8,0	9,0	7,1	10,0	2,8
1977 Janvier	90,5	115,8	58,9	265,2	16,9	8,5	6,1	7,0	5,7	11,0	3,6
Février	86,4	115,2	58,3	259,9	17,6	7,2	6,2	6,4	5,5	14,1	3,9
Mars	82,5	115,3	57,9	255,7	18,8	6,5	6,3	6,0	5,5	14,7	3,4
Avril	79,4	115,8	57,4	252,6	20,2	6,0	6,4	5,8	5,5	12,8	3,6
Mai	77,0	117,0	57,3	251,3	21,1	5,8	6,4	5,5	5,5	13,0	4,0
Juin	73,6	116,1	56,9	246,6	22,0	9,3	6,5	5,5	5,0	13,9	4,0
Juillet	79,5	122,1	57,7	259,3	22,4	46,8	6,8	7,0	5,4	6,8	3,5
Août	79,2	122,3	57,1	258,6	22,9	55,8	6,8	8,1	6,0	9,1	3,5
Septembre	79,1	124,6	56,8	260,5	23,5	53,7	7,3	9,3	6,8	12,0	3,1
Octobre	86,6	129,2	56,8	272,6	23,9	41,2	8,0	9,3	7,1	11,6	2,8
Novembre	101,2	134,0	57,5	292,7	24,3	22,7	8,1	9,2	7,2	9,4	2,8
Décembre	103,4	135,8	57,2	296,4	24,2	14,3	7,9	8,6	7,0	9,2	2,7
1978 Janvier	102,7	139,7	57,0	299,4	24,2	11,5	8,2	8,3	7,1	11,2	3,0

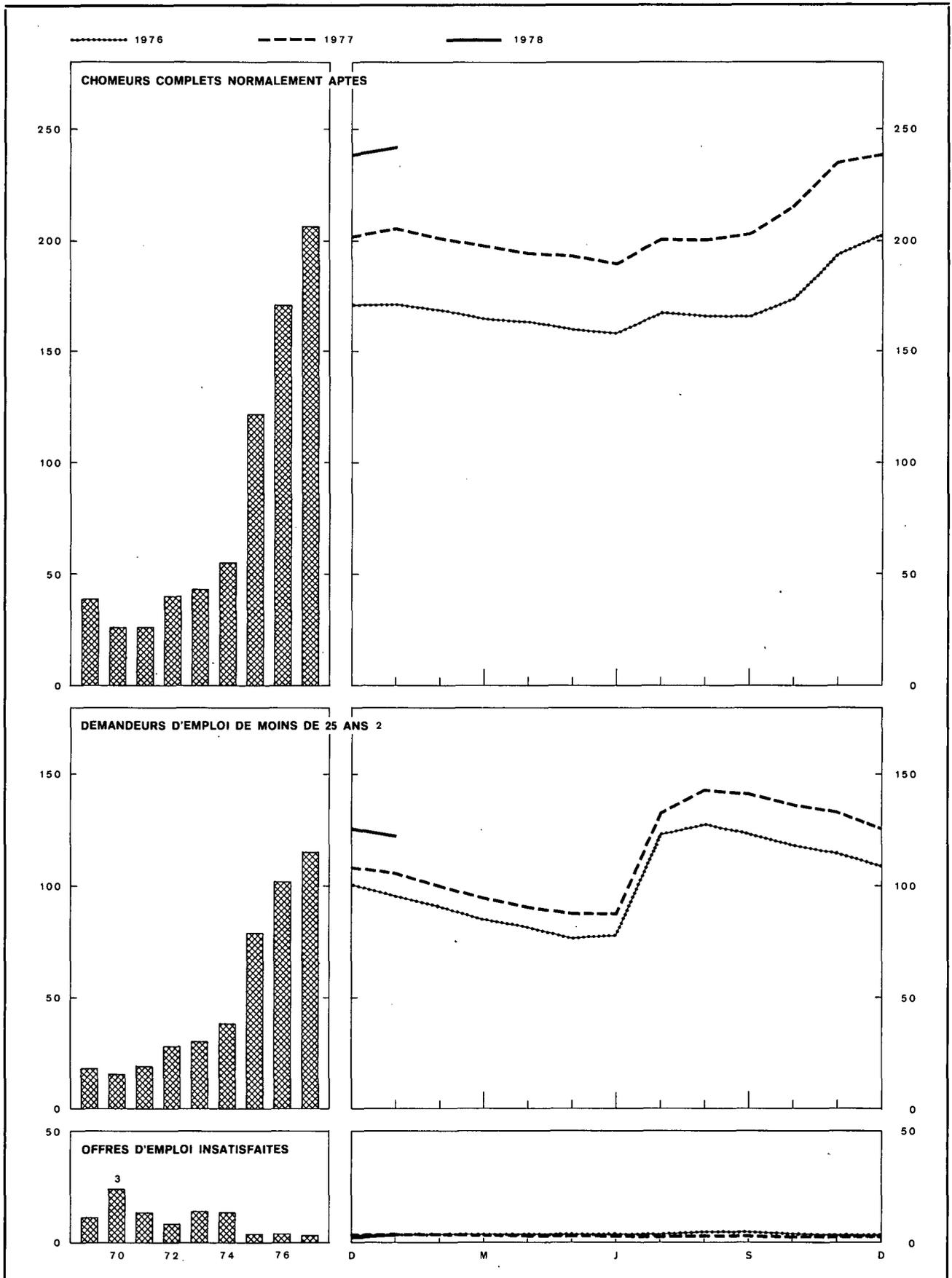
¹ Pour les données annuelles ou trimestrielles : moyenne mensuelle des données à fin de mois. Pour les données mensuelles : fin de mois.

² Il s'agit des offres reçues pendant le mois. Pour les données annuelles ou trimestrielles : moyenne mensuelle des offres reçues pendant l'année ou le trimestre.

II - DEMANDES ET OFFRES D'EMPLOI ¹

(milliers d'unités)

Source : ONEM.



¹ Pour les données annuelles : moyenne mensuelle des données à fin de mois. Pour les données mensuelles : fin de mois.
² Chômeurs complets normalement aptes, demandeurs d'emploi libres inoccupés et autres chômeurs inscrits obligatoirement.

Références bibliographiques : Bulletin mensuel de l'ONEM. — Bulletin de statistique de l'I.N.S. Statistiques Sociales de l'I.N.S. — Annuaire statistique de la Belgique. — Revue du Travail. — Service de Conjon-

³ Nouvelle série suite à l'entrée en vigueur, le 1-1-1970, de l'arrêté royal du 5 décembre 1969 relatif à la déclaration de licenciements collectifs et à la notification des emplois vacants. Cet arrêté impose notamment aux entreprises qui occupent au moins 20 travailleurs de notifier à l'ONEM tout emploi vacant depuis trois jours ouvrables au moins.

ture (IRES). — Informations statistiques (C.E.C.A.). — Annuaire des Statistiques du Travail (B.I.T.).

III. — AGRICULTURE ET PECHE

1. — PRODUCTION AGRICOLE

Sources : Ministère de l'Agriculture (production végétale). — I.N.S. (superficie agricole utilisée, nombre d'animaux et production animale).

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977 p
Superficie agricole utilisée ¹ (milliers d'hectares)								
Froment	181	193	204	193	190	176	195	176
Autres céréales panifiables	26	32	30	25	22	15	24	} 232
Céréales non panifiables	255	229	228	230	224	210	202	
Betteraves sucrières	90	93	101	104	105	120	96	92
Autres plantes industrielles	11	16	11	11	12	13	13	
Pommes de terre	46	42	37	43	40	36	38	41
Autres plantes et racines tuberculifères ..	34	31	28	27	27	27	25	
Prés et prairies	795	782	768	762	753	742	735	726
Cultures maraîchères	25	25	24	27	29	30	27	
Cultures fruitières	20	19	18	17	16	16	15	
Divers	57	64	72	73	79	95	99	
Total ...	1.540	1.529	1.521	1.512	1.497	1.480	1.469	1.444
Production végétale ² (milliers de tonnes)								
Froment	708	878	916	976	1.004	677	891	p 734
Avoine	194	278	244	246	222	228	129	p 104
Orge	525	588	637	716	699	426	610	p 673
Autres céréales	123	168	149	156	142	123	128	p 89
Betteraves sucrières	3.868	4.873	4.319	5.136	4.465	4.913	4.600	p4.500
Pommes de terre	1.373	1.373	1.106	1.201	1.460	1.049	714	p1.249
Nombre d'animaux ¹ (milliers d'unités)								
Vaches laitières	995	967	964	1.000	1.005	994	989	987
Autres bovidés	1.892	1.873	1.861	1.963	2.043	2.005	1.990	1.993
Porcs	3.728	3.912	4.283	4.634	5.034	4.647	4.890	4.892
Production animale								
Livraisons de lait aux laiteries (millions de litres)	2.355	2.339	2.510	2.480	2.580	2.579	2.611	
Abattages (poids net de la viande - milliers de tonnes)	695	729	753	798	884	848	837	

¹ Recensement au 15 mai de chaque année.

² Estimations sur base des rendements à l'hectare.

III - 2. — PECHE MARITIME

(milliers de tonnes)

Source : I.N.S.

	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976
Flotte de pêche ¹ (tonnage brut)	29,5	32,2	24,1	23,2	22,8	24,0	23,9	24,0
Produits de la pêche débarqués en Belgique par la flotte belge :								
Harengs et assimilés	1,0	1,3	0,7	1,5	2,2	0,7	2,3	1,5
Poissons ronds	31,4	27,3	29,5	30,7	22,9	22,0	18,8	15,7
Poissons plats	10,2	10,8	9,3	9,2	9,7	9,1	8,2	} 13,6
Autres	4,9	4,4	3,9	3,8	4,5	3,5	3,3	
Crustacés et mollusques	2,3	2,5	1,8	2,1	2,9	2,9	3,4	3,6

¹ Recensement au 31 décembre.

Références bibliographiques : Revue de l'Agriculture (Ministère de l'Agriculture). — Statistiques agricoles (I.N.S.). — Annuaire statistique de la Belgique. — Statistiques Economiques belges 1960-1970.

IV. — INDUSTRIE

IV - 0. — ENQUETES SUR LA CONJONCTURE

RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE DANS L'INDUSTRIE *

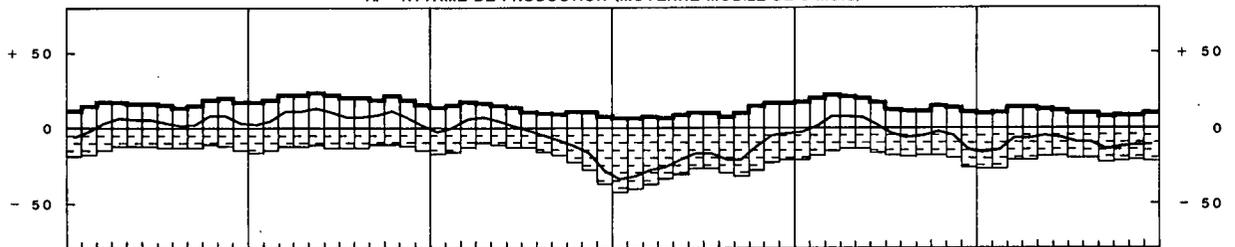


Pourcentage des réponses « en hausse » pour les questions A, B et C

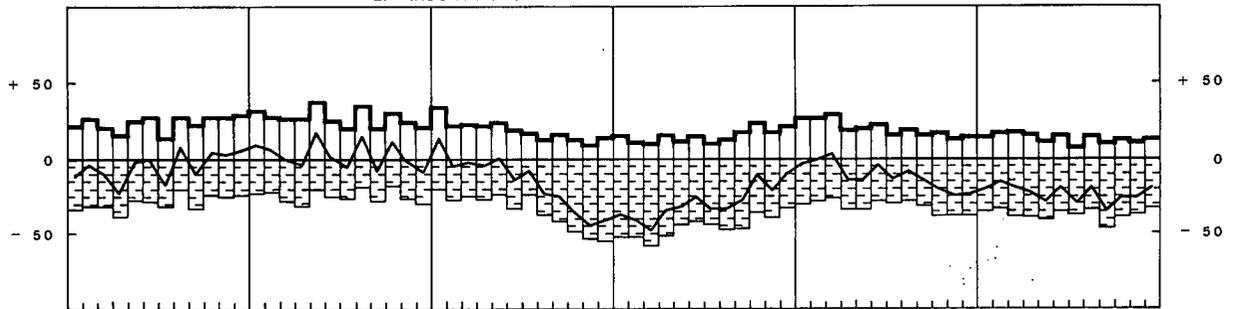
Pourcentage des réponses « en baisse » pour les questions A, B et C

Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement « en hausse » et « en baisse » pour les questions A, B et C

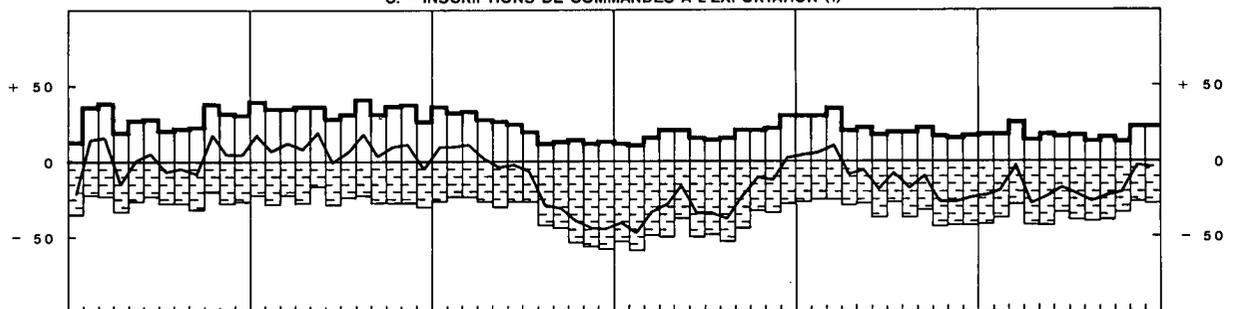
A. — RYTHME DE PRODUCTION (MOYENNE MOBILE DE 3 MOIS)



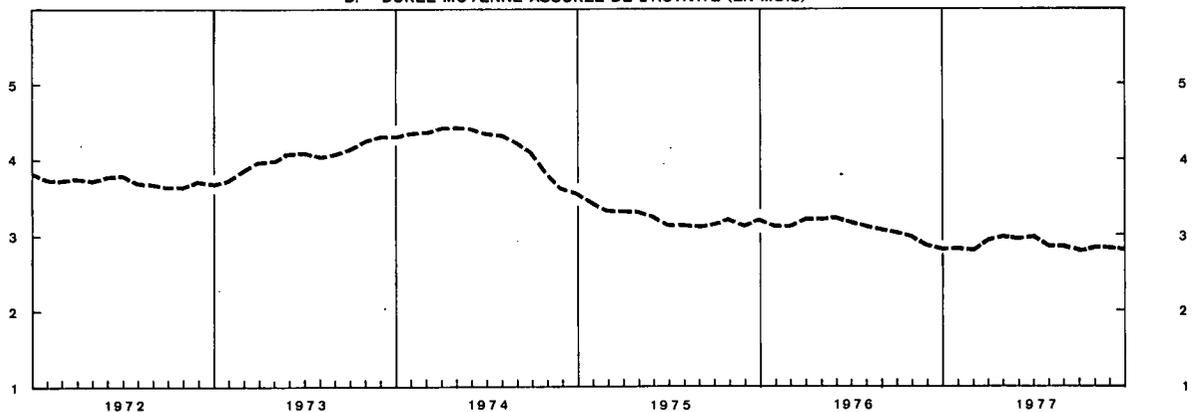
B. — INSCRIPTIONS DE COMMANDES MARCHÉ INTERIEUR (1)



C. — INSCRIPTIONS DE COMMANDES A L'EXPORTATION (1)



D. — DUREE MOYENNE ASSUREE DE L'ACTIVITE (EN MOIS)

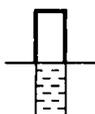


* Ces données comprennent les secteurs suivants : agglomérés de ciment, bois, céramiques de construction, ciment, chimie, cuir, fabrications métalliques, métaux non ferreux, papier, raffineries de pétrole, sidérurgie, terre cuite, textile et verre. Les réponses des participants sont

pondérées par les chiffres d'affaires et indiquent pour les questions A, B et C la variation par rapport au mois précédent.

1 Mouvements saisonniers éliminés.

RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE DANS L'INDUSTRIE *

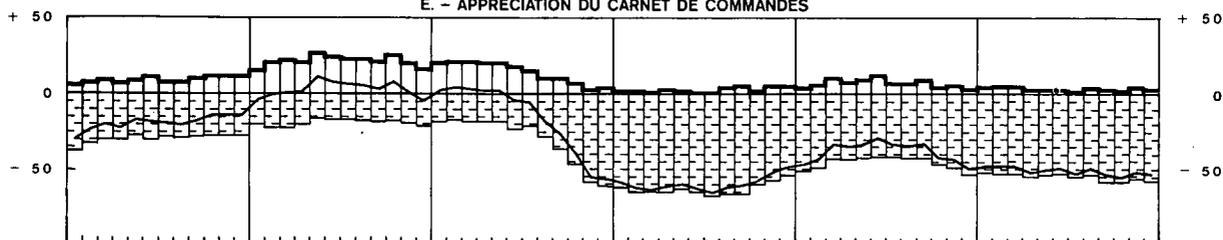


Pourcentage des réponses « en hausse » pour les questions G, H et J
 Pourcentage des réponses « supérieur à la normale » pour les questions E, F et I

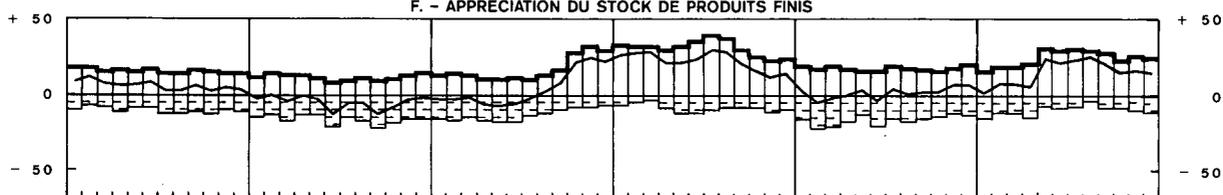
Pourcentage des réponses « en baisse » pour les questions G, H et J
 Pourcentage des réponses « inférieur à la normale » pour les questions E, F et I

Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement « en hausse » et « en baisse » pour les questions G, H et J
 Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement « supérieur » et « inférieur » à la normale pour les questions E, F et I

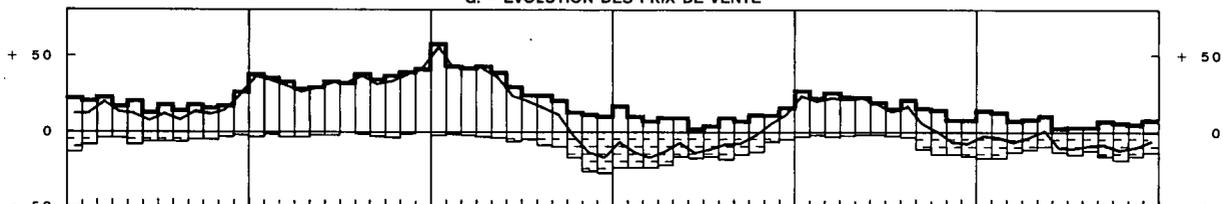
E. - APPRECIATION DU CARNET DE COMMANDES



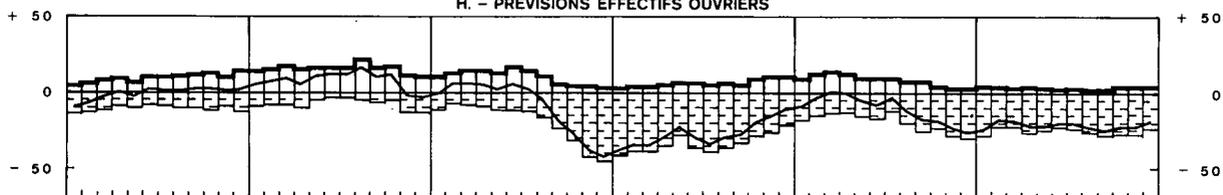
F. - APPRECIATION DU STOCK DE PRODUITS FINIS



G. - EVOLUTION DES PRIX DE VENTE

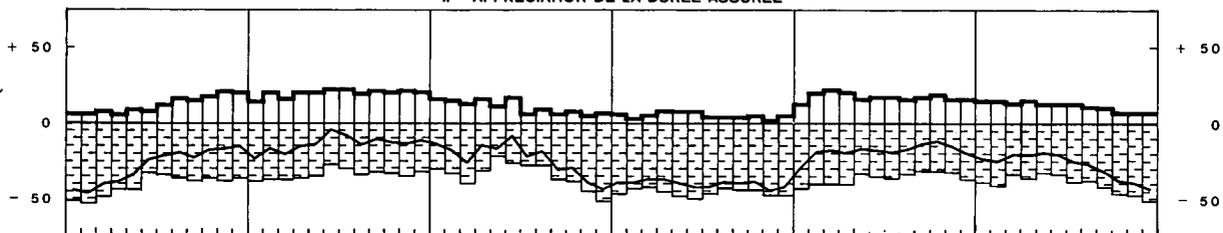


H. - PREVISIONS EFFECTIFS OUVRIERS

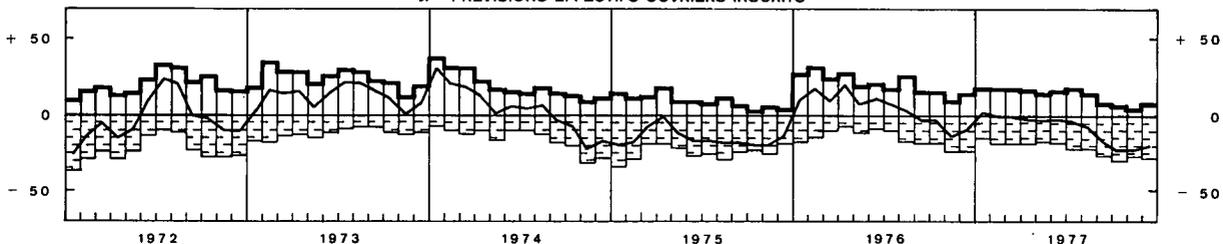


RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE DANS LE SECTEUR DE LA CONSTRUCTION Travaux de gros œuvre de bâtiments

I. - APPRECIATION DE LA DUREE ASSUREE



J. - PREVISIONS EFFECTIFS OUVRIERS INSCRITS



* Ces données comprennent les secteurs suivants : agglomérés de ciment, bois, céramiques de construction, ciment, chimie, cuir, fabrications métalliques, métaux non ferreux, papier, raffineries de pétrole, sidé-

rgerie, terre cuite, textile et verre. Les réponses des participants sont pondérées par les chiffres d'affaires et indiquent pour les questions E, F, G et H la variation par rapport au mois précédent.

IV - 0. — RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE DANS L'INDUSTRIE PAR SECTEUR

	A. Appréciation du carnet de commandes total 1					B. Appréciation du carnet de commandes étrangères 1					C. Appréciation du niveau des stocks de produits finis 1				
	1976	1977				1976	1977				1976	1977			
	Novembre	1er trim.	2e trim.	3e trim.	Novembre	Novembre	1er trim.	2e trim.	3e trim.	Novembre	Novembre	1er trim.	2e trim.	3e trim.	Novembre
Ensemble des industries	- 43	- 47	- 50	- 52	- 51	- 47	- 55	- 60	- 57	- 56	+ 8	+ 7	+ 18	+ 24	+ 17
I. Biens de consommation	- 30	- 37	- 41	- 40	- 41	- 20	- 32	- 46	- 40	- 54	+ 20	+ 15	+ 19	+ 21	+ 22
II. Biens d'investissement	- 38	- 47	- 47	- 45	- 40	- 44	- 49	- 52	- 42	- 36	- 2	+ 5	+ 8	+ 21	+ 19
III. Biens intermédiaires	- 55	- 56	- 61	- 67	- 66	- 56	- 65	- 70	- 68	- 64	+ 7	+ 7	+ 23	+ 29	+ 15
Industrie textile (bonneterie exclue)	- 55	- 53	- 71	- 68	- 63	- 51	- 60	- 68	- 72	- 65	+ 36	+ 29	+ 40	+ 49	+ 49
dont : Laine	- 51	- 42	- 66	- 73	- 75	- 53	- 60	- 65	- 78	- 75	+ 12	+ 17	+ 30	+ 41	+ 52
Coton	- 65	- 69	- 88	- 77	- 67	- 57	- 60	- 80	- 76	- 69	+ 57	+ 39	+ 54	+ 62	+ 59
Habillement et bonneterie	- 55	- 57	- 62	- 57	- 62	- 57	- 60	- 66	- 61	- 71	+ 27	+ 17	+ 19	+ 19	+ 13
dont : Bonneterie	- 39	- 60	- 58	- 43	- 72	- 55	- 62	- 67	- 58	- 73	+ 30	+ 10	+ 17	+ 10	+ 14
Habillement	- 61	- 55	- 63	- 63	- 59	- 57	- 58	- 85	- 63	- 70	+ 25	+ 21	+ 21	+ 23	+ 13
Cuir et chaussures	- 57	- 70	- 64	- 78	- 63	- 53	- 56	- 47	- 74	- 64	+ 27	- 5	+ 18	- 4	+ 30
dont : Production de cuir	- 45	- 41	- 48	- 57	- 55	- 23	- 37	- 43	- 55	- 48	+ 13	+ 15	+ 21	+ 32	+ 20
Chaussures	- 61	- 80	- 70	- 85	- 66	- 75	- 74	- 50	- 90	- 78	+ 32	- 11	+ 18	- 17	+ 37
Transformation du bois	- 18	- 55	- 64	- 66	- 76	- 44	- 40	- 70	- 72	- 58	- 16	+ 16	+ 37	+ 49	+ 9
Meubles	- 40	- 59	- 57	- 59	- 39	- 48	- 56	- 72	- 63	- 59	+ 40	+ 39	+ 52	+ 60	+ 62
Papiers et cartons	- 69	- 58	- 60	- 72	- 68	- 77	- 76	- 69	- 80	- 80	+ 24	+ 14	+ 27	+ 28	+ 22
dont : Production de papier et carton	- 83	- 82	- 83	- 85	- 92	- 91	- 93	- 84	- 93	- 91	+ 42	+ 38	+ 40	+ 46	+ 18
Transformation de papier et carton	- 60	- 45	- 46	- 64	- 54	- 52	- 42	- 45	- 58	- 60	+ 15	+ 1	+ 21	+ 16	+ 24
Transformation de matières plastiques	- 5	- 22	- 27	- 31	- 42	+ 20	- 46	- 55	- 27	- 35	- 20	+ 26	+ 21	+ 34	+ 13
Industrie chimique	- 6	+ 2	+ 1	- 3	0	- 2	+ 1	+ 2	- 3	0	+ 8	0	+ 2	+ 2	+ 3
Raffinerie de pétrole	- 36	- 14	- 11	- 25	- 67	- 39	- 32	- 21	- 24	- 66	- 18	- 11	- 3	- 20	- 20
Matériaux de construction, céramique, verre .	+ 5	- 12	- 25	- 13	- 26	- 3	- 13	- 26	+ 1	- 8	- 13	+ 6	+ 11	+ 26	+ 18
dont : Matériaux de construction, cérami-															
que pour le bâtiment, verre plat .	+ 10	- 8	- 22	- 11	- 17	+ 3	- 9	- 25	+ 2	+ 10	- 15	+ 6	+ 11	+ 24	+ 9
Verre creux	- 40	- 39	- 40	- 20	-100	- 40	- 39	- 34	- 6	-100	0	+ 2	+ 7	+ 46	+ 97
Sidérurgie et première transformation des métaux ferreux	- 82	- 86	- 82	- 95	- 98	- 87	- 91	- 90	- 90	- 88	- 12	- 27	+ 23	+ 23	- 15
Articles métalliques de consommation	- 24	- 17	- 23	- 36	- 45	- 11	- 9	- 44	- 51	- 46	+ 15	+ 23	+ 35	+ 42	+ 26
dont : Cycles et motocycles	- 20	- 11	- 56	- 72	- 95	- 14	+ 17	- 45	- 36	-100	- 29	+ 8	+ 64	+ 90	+ 95
Matériel d'équipement général	- 54	- 58	- 57	- 52	- 48	- 63	- 71	- 55	- 57	- 67	- 4	+ 13	+ 25	+ 24	+ 28
Machines non électriques d'équipement	- 60	- 65	- 59	- 50	- 54	- 55	- 66	- 59	- 49	- 52	+ 37	+ 30	+ 29	+ 34	+ 36
dont : Machines agricoles	- 43	- 46	+ 9	+ 1	+ 4	- 27	- 44	+ 13	0	+ 9	+ 4	+ 39	+ 35	+ 35	+ 38
Machines-outils	- 74	- 83	- 83	- 62	- 57	- 89	- 77	- 77	- 67	- 64	+ 82	+ 47	+ 20	+ 35	+ 34
Moteurs, compresseurs, pompes ...	- 37	- 51	- 53	- 39	- 43	- 35	- 27	- 47	- 33	- 35	+ 34	+ 19	+ 37	+ 43	+ 44
Machines textiles	- 45	- 91	- 91	- 82	- 82	- 43	- 91	- 91	- 84	- 84	-	-	-	-	-
Appareils électroménagers, radio, télévision ...	+ 22	- 42	- 51	- 52	- 49	+ 40	- 34	- 60	- 38	- 60	+ 61	+ 56	+ 68	+ 64	+ 42
Construction électrique d'équipement	- 55	- 59	- 48	- 69	- 49	- 54	- 40	- 54	- 56	- 42	+ 8	+ 3	- 22	+ 1	+ 13
Assemblage d'automobiles	+ 3	- 16	- 26	- 7	- 10	+ 13	+ 5	- 17	+ 2	- 10	- 20	- 20	+ 7	0	0
dont : Voitures de tourisme	- 20	- 3	- 14	- 7	- 10	+ 15	+ 11	- 13	+ 2	- 10	0	0	0	0	0
Construction navale, matériel ferroviaire	- 52	- 55	- 47	- 64	- 33	- 94	- 94	- 82	- 87	- 71	-	-	-	-	-
dont : Construction navale	- 65	- 64	- 75	-100	- 62	-100	-100	-100	-100	- 96	-	-	-	-	-

1 Solde net des pourcentages des réponses « supérieur à la normale » et « inférieur à la normale ».

RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE DANS L'INDUSTRIE PAR SECTEUR

	D. Entraves à la production ¹																E. Appréciation de la capacité de production installée ²			
	Aucune entrave				Production entravée par insuffisance de															
					demande				main-d'œuvre				équipement							
	1976		1977		1976		1977		1976		1977		1976		1977		1976		1977	
Oct.	Janv.	Mai	Oct.	Oct.	Janv.	Mai	Oct.	Oct.	Janv.	Mai	Oct.	Oct.	Janv.	Mai	Oct.	Oct.	Janv.	Mai	Oct.	
Ensemble des industries	4	5	2	4	82	83	88	89	4	3	3	0	4	5	3	3	+ 53	+ 53	+ 60	+ 61
I. Biens de consommation	7	9	3	3	76	79	84	83	3	3	2	1	3	5	3	3	+ 35	+ 33	+ 46	+ 51
II. Biens d'investissement	6	7	5	7	73	76	82	82	7	4	4	1	8	8	5	4	+ 46	+ 45	+ 48	+ 45
III. Biens intermédiaires	3	2	0	1	89	90	94	95	3	2	2	1	3	4	2	1	+ 65	+ 68	+ 73	+ 78
Industrie textile (bonneterie exclue)	0	1	0	0	76	80	87	89	0	6	6	3	0	8	5	4	+ 15	+ 49	+ 73	+ 60
dont : Laine	0	0	0	0	84	82	87	92	5	9	9	1	6	7	4	5	+ 46	+ 64	+ 68	+ 64
Coton	9	1	0	0	67	81	96	99	17	6	2	2	4	5	2	1	+ 57	+ 40	+ 86	+ 70
Habillement et bonneterie	1	10	2	0	81	80	93	86	3	3	2	2	4	4	1	2	+ 32	+ 45	+ 59	+ 63
dont : Bonneterie	6	4	6	6	82	86	91	86	5	4	3	4	7	6	0	2	+ 31	+ 54	+ 63	+ 68
Habillement	0	11	1	0	80	78	93	87	2	3	2	1	3	3	1	2	+ 33	+ 41	+ 57	+ 60
Cuir et chaussures	11	6	0	0	73	94	99	99	0	0	0	0	0	0	0	0	+ 41	+ 42	+ 43	+ 57
dont : Production de cuir	41	0	0	0	50	100	100	100	0	0	0	0	2	0	0	0	+ 21	+ 21	- 4	+ 50
Chaussures	1	7	0	0	81	92	99	99	0	0	0	0	0	0	0	0	+ 48	+ 48	+ 57	+ 61
Transformation du bois	18	28	0	27	58	62	54	62	2	3	0	0	20	2	3	1	+ 42	+ 46	+ 37	+ 40
Meubles	11	3	5	5	63	66	74	73	3	5	4	1	4	7	4	0	+ 33	+ 1	+ 40	+ 55
Papiers et cartons	2	2	2	3	90	92	93	92	0	1	1	0	1	2	0	0	+ 55	+ 60	+ 60	+ 58
dont : Production de papier et carton	6	0	0	5	83	91	90	91	0	0	0	0	4	6	6	0	+ 37	+ 78	+ 62	+ 41
Transformation de papier et carton	0	3	3	0	94	93	95	94	0	1	2	0	0	0	0	0	+ 66	+ 50	+ 59	+ 69
Transformation de matières plastiques	10	0	0	0	76	74	95	97	0	2	0	0	9	26	5	3	+ 29	+ 9	+ 37	+ 81
Industrie chimique	0	0	0	0	100	100	100	100	0	0	0	0	0	0	0	0	+100	+100	+100	+100
Raffinerie de pétrole	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Matériaux de construction, céramique, verre .	8	17	19	23	65	66	70	58	5	2	2	2	10	10	7	13	+ 19	+ 24	+ 17	+ 14
dont : Matériaux de construction, cérami- que pour le bâtiment, verre plat .	7	18	21	22	63	63	66	55	5	2	3	3	11	12	8	15	+ 24	+ 27	+ 18	+ 16
Verre creux	16	19	0	23	82	81	100	77	2	0	0	0	0	0	0	0	- 16	- 2	+ 2	+ 2
Sidérurgie et première transformation des métaux ferreux	1	0	0	1	98	99	99	99	1	1	1	0	0	0	0	0	+ 76	+ 88	+ 78	+ 88
Articles métalliques de consommation	0	0	1	0	78	82	96	99	17	12	2	0	5	1	1	1	+ 66	+ 59	+ 66	+ 38
dont : Cycles et motocycles	0	0	0	0	71	71	80	95	0	0	14	0	29	6	6	5	- 17	+ 22	+ 12	+ 65
Matériel d'équipement général	7	4	0	3	80	83	96	95	2	2	0	0	1	2	1	0	+ 71	+ 73	+ 67	+ 59
Machines non électriques d'équipement	6	3	0	1	78	89	89	94	2	2	3	1	7	6	3	1	+ 47	+ 45	+ 43	+ 46
dont : Machines agricoles	28	0	0	0	26	60	83	100	0	0	0	0	46	40	0	0	- 22	+ 8	+ 7	+ 53
Machines-outils	0	6	0	0	86	85	91	100	0	3	3	0	8	6	9	0	+ 42	+ 76	+ 84	+100
Moteurs, compresseurs, pompes ...	15	0	1	0	82	99	99	88	3	0	0	0	0	1	0	0	+ 37	+ 45	+ 21	+ 39
Machines textiles	0	0	1	0	59	91	60	91	0	9	9	0	0	0	0	9	+ 91	+ 30	+ 91	+ 18
Appareils électroménagers, radio, télévision ...	17	47	17	17	53	53	53	50	0	0	0	0	0	0	0	0	+ 2	+ 29	+ 45	+ 46
Construction électrique d'équipement	6	13	3	2	63	60	85	89	14	2	3	0	8	5	0	0	+ 36	+ 49	+ 59	+ 69
Assemblage d'automobiles	6	0	0	0	85	90	79	88	0	0	0	0	0	10	10	12	+ 36	+ 1	+ 22	+ 23
dont : Voitures de tourisme	8	0	0	0	81	88	74	88	0	0	0	0	0	12	12	12	+ 20	+ 2	+ 2	+ 23
Construction navale, matériel ferroviaire	0	0	0	0	70	75	54	80	30	23	23	0	23	23	23	0	+ 22	+ 43	+ 43	+ 36
dont : Construction navale	0	0	1	0	53	61	56	100	47	35	35	0	35	35	35	0	+ 18	+ 53	+ 53	+ 56

¹ En pourcentage du total des entreprises.

² Solde net des pourcentages des réponses indiquant une capacité « plus que suffisante » et « insuffisante ».

RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE DANS L'INDUSTRIE PAR SECTEUR

	F. Durée moyenne de production assurée (en mois)					G. Prévision de la demande au cours des trois prochains mois 1				
	1976	1977			1976	1977				
	Novembre	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	Novembre	Novembre	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	Novembre
Ensemble des industries	2,89	2,88	2,99	2,85	2,86	- 29	+ 21	- 25	- 29	- 27
I. Biens de consommation	2,62	2,45	2,45	2,32	2,41	- 24	- 6	- 13	- 16	- 19
II. Biens d'investissement	4,69	4,77	5,06	5,01	5,01	- 23	- 24	- 28	- 22	- 27
III. Biens intermédiaires	1,69	1,72	1,80	1,60	1,54	- 38	- 30	- 32	- 41	- 33
Industrie textile (bonneterie exclue)	2,23	2,24	2,04	1,79	1,97	- 48	- 43	- 57	- 49	- 43
dont : Laine	1,80	1,85	1,72	1,50	1,46	- 44	- 41	- 59	- 59	- 34
Coton	2,36	2,42	2,15	1,85	2,32	- 64	- 49	- 71	- 59	- 74
Habillement et bonneterie	1,82	1,94	1,88	1,75	1,92	- 45	- 23	- 35	- 31	- 41
dont : Bonneterie	2,02	1,77	1,65	1,64	1,91	- 22	- 29	- 40	- 32	- 61
Habillement	1,74	2,00	1,96	1,79	1,92	- 54	- 21	- 32	- 32	- 33
Cuir et chaussures	1,79	1,08	1,64	1,24	1,23	- 38	- 7	- 27	- 28	- 55
dont : Production de cuir	1,91	1,89	1,94	1,68	1,41	- 9	+ 21	- 29	- 22	- 32
Chaussures	1,76	0,81	1,54	1,09	1,17	- 46	- 16	- 28	- 30	- 63
Transformation du bois	1,52	1,45	1,39	1,25	1,26	- 61	- 27	- 36	- 26	- 48
Meubles	2,01	1,66	1,45	1,33	1,59	- 27	- 4	- 13	- 4	- 32
Papiers et cartons	1,14	1,40	1,41	1,19	1,11	- 44	- 38	- 32	- 54	- 61
dont : Production de papier et carton	0,85	1,20	1,22	1,08	1,03	- 67	- 72	- 45	- 60	- 71
Transformation de papier et carton ...	1,32	1,51	1,52	1,25	1,16	- 29	- 17	- 25	- 50	- 55
Transformation de matières plastiques	2,47	2,23	2,20	2,23	2,08	+ 11	- 7	+ 14	+ 11	- 2
Industrie chimique	-	-	-	-	-	- 4	+ 2	+ 1	- 4	- 2
Raffinerie de pétrole	-	-	-	-	-	- 16	+ 3	- 42	- 31	- 10
Matériaux de construction, céramique, verre	2,40	2,46	2,45	2,45	2,39	- 18	+ 8	- 6	- 2	- 29
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment, verre plat	2,35	2,36	2,33	2,35	2,29	- 15	+ 11	- 5	- 1	- 26
Verre creux	2,83	3,19	3,32	3,17	3,11	- 43	- 14	- 14	- 1	- 65
Sidérurgie et première transformation des métaux ferreux	1,31	1,40	1,75	1,49	1,35	- 57	- 43	- 33	- 65	- 39
Articles métalliques de consommation	2,01	2,05	2,23	2,06	1,95	- 18	- 10	- 7	- 51	- 27
dont : Cycles et motocycles	2,32	2,15	2,07	1,70	1,60	- 1	- 6	- 72	- 94	- 20
Matériel d'équipement général	2,67	2,96	3,07	3,24	3,28	- 43	- 33	- 23	- 26	- 30
Machines non électriques d'équipement	4,39	4,25	4,25	4,32	4,30	- 34	- 18	- 23	- 14	- 18
dont : Machines agricoles	6,37	6,24	6,47	6,01	5,94	- 3	- 1	+ 9	- 9	- 38
Machines-outils	2,51	2,50	2,40	3,16	3,65	- 49	- 24	- 11	+ 18	+ 20
Moteurs, compresseurs, pompes	6,41	5,93	6,04	5,94	5,99	- 22	- 18	- 38	- 15	- 19
Machines textiles	5,31	4,09	3,53	3,52	3,89	- 79	- 79	- 72	- 56	- 76
Appareils électroménagers, radio, télévision	7,64	6,18	6,04	6,02	6,07	+ 22	- 12	- 13	- 25	- 11
Construction électrique d'équipement	6,53	6,73	6,63	6,44	6,24	- 4	- 43	- 57	- 39	- 23
Assemblage d'automobiles	2,15	2,25	2,38	2,36	2,39	+ 13	+ 5	+ 2	+ 9	+ 35
dont : Voitures de tourisme	2,33	2,45	2,45	2,36	2,39	- 9	+ 24	+ 10	+ 9	+ 35
Construction navale, matériel ferroviaire	15,42	14,43	16,93	15,59	16,42	- 78	- 65	- 54	- 56	- 62
dont : Construction navale	15,57	14,12	13,53	12,17	13,55	- 80	- 80	- 83	- 79	- 83

1 Solde net des pourcentages des réponses « en augmentation » et « en diminution ».

RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE DANS L'INDUSTRIE PAR SECTEUR

	H. Prévission de l'emploi au cours des trois prochains mois ¹					I. Prévission des prix de vente au cours des trois prochains mois ¹				
	1976	1977			1976	1977				
	Novembre	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	Novembre	Novembre	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	Novembre
Ensemble des industries	- 24	- 20	- 21	- 23	- 22	+ 11	+ 10	+ 7	+ 2	+ 4
I. Biens de consommation	- 12	- 18	- 19	- 20	- 9	+ 30	+ 30	+ 19	+ 23	+ 22
II. Biens d'investissement	- 25	- 19	- 18	- 14	- 19	+ 31	+ 22	+ 13	+ 10	+ 15
III. Biens intermédiaires	- 29	- 21	- 21	- 29	- 32	- 13	- 9	- 2	- 15	- 10
Industrie textile (bonneterie exclue)	- 32	- 32	- 36	- 35	- 26	+ 25	- 1	- 24	- 35	- 18
dont : Laine	- 33	- 33	- 23	- 38	- 26	+ 21	- 7	- 33	- 38	- 19
Coton	- 37	- 31	- 51	- 37	- 36	+ 23	- 8	- 36	- 58	- 44
Habillement et bonneterie	- 19	- 20	- 33	- 28	- 26	+ 38	+ 31	+ 20	+ 24	+ 33
dont : Bonneterie	- 6	- 22	- 26	- 4	- 16	+ 34	+ 20	+ 16	+ 34	+ 23
Habillement	- 23	- 20	- 36	- 37	- 30	+ 39	+ 36	+ 23	+ 20	+ 37
Cuir et chaussures	- 37	- 35	+ 3	- 46	- 2	+ 21	+ 33	+ 8	+ 9	+ 28
dont : Production de cuir	- 3	0	- 2	- 44	- 26	+ 17	+ 33	0	+ 5	+ 37
Chaussures	- 49	- 47	+ 5	- 46	+ 6	+ 22	+ 33	+ 10	+ 10	+ 25
Transformation du bois	- 25	- 14	- 26	- 16	- 21	+ 40	+ 3	- 11	- 5	+ 14
Meubles	- 4	- 24	- 40	- 30	- 28	+ 40	+ 28	+ 17	+ 33	+ 21
Papiers et cartons	- 35	- 26	- 17	- 37	- 51	- 8	- 1	- 8	- 21	- 34
dont : Production de papier et carton	- 50	- 49	- 25	- 43	- 72	- 37	- 17	- 13	- 44	- 66
Transformation de papier et carton	- 28	- 13	- 12	- 34	- 38	+ 9	+ 9	- 5	- 8	- 14
Transformation de matières plastiques	+ 10	- 14	- 1	- 5	- 14	+ 14	+ 13	+ 3	+ 1	+ 8
Industrie chimique	- 3	- 2	0	0	0	- 6	- 2	+ 1	- 4	0
Raffinerie de pétrole	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Matériaux de construction, céramique, verre	- 8	+ 2	- 7	- 14	- 16	+ 41	+ 37	+ 16	+ 14	+ 11
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment, verre plat	- 9	0	- 7	- 12	- 18	+ 39	+ 38	+ 17	+ 15	+ 6
Verre creux	0	+ 25	- 1	- 31	+ 3	+ 57	+ 26	0	+ 11	+ 55
Sidérurgie et première transformation des métaux ferreux	- 50	- 30	- 27	- 41	- 52	- 44	- 29	+ 19	- 8	- 14
Articles métalliques de consommation	- 20	- 18	- 10	- 19	+ 12	+ 48	+ 46	+ 21	+ 47	+ 29
dont : Cycles et motocycles	- 12	0	- 35	- 49	- 10	+ 94	+ 47	+ 21	+ 41	+ 15
Matériel d'équipement général	- 38	- 23	- 13	- 11	- 20	+ 13	+ 5	+ 13	+ 5	+ 5
Machines non électriques d'équipement	- 29	- 18	- 25	- 20	- 25	+ 28	+ 18	+ 7	+ 9	+ 14
dont : Machines agricoles	+ 40	- 38	+ 9	- 52	- 80	+ 42	+ 6	+ 14	+ 19	+ 42
Machines-outils	- 77	- 37	- 38	+ 17	+ 16	+ 10	+ 35	+ 27	+ 23	+ 16
Moteurs, compresseurs, pompes	- 12	- 3	- 23	- 6	- 26	+ 47	+ 44	+ 11	+ 24	+ 29
Machines textiles	- 79	- 76	- 84	- 42	- 32	- 25	- 71	- 77	- 77	- 76
Appareils électroménagers, radio, télévision	- 9	- 39	- 50	- 43	- 44	+ 1	+ 7	+ 7	+ 12	+ 8
Construction électrique d'équipement	- 25	- 33	- 21	- 26	- 13	+ 46	+ 26	+ 5	0	+ 22
Assemblage d'automobiles	- 27	- 22	- 6	+ 9	+ 23	+ 19	+ 41	+ 32	+ 25	+ 10
dont : Voitures de tourisme	- 9	- 10	+ 10	+ 9	+ 23	+ 24	+ 52	+ 36	+ 25	+ 10
Construction navale, matériel ferroviaire	- 3	- 14	- 17	+ 8	- 19	+ 52	+ 40	+ 38	+ 33	+ 51
dont : Construction navale	- 1	- 14	- 22	+ 2	- 30	+ 58	+ 53	+ 49	+ 49	+ 48

¹ Solde net des pourcentages des réponses « en augmentation » et « en diminution ».

IV - 1. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

Base 1970 = 100

Moyennes mensuelles ou mois	Source : I.N.S.							Source :
	Indice général ¹	Dont :		Dont :				Indice général
		Industries manufacturières	Industries extractives	Matières premières et biens intermédiaires	Biens de consommation non durables	Biens de consommation durables	Biens d'investissement	
Pondération par rapport à l'ensemble de la production industrielle en 1977	100,0	96,3	3,7	57,3	16,1	15,3	11,3	
1970	100	100	100	100	100	100	100	100
1971	103	103	99	100	103	107	97	102
1972	109	110	96	106	108	115	104	108
1973	116	118	80	112	116	120	113	111
1974	120	123	75	119	119	124	123	108
1975	108	111	69	103	112	116	118	95
1976	118	121	68	115	118	125	125	100
1977 p	117	121	65	114	122	122	124	102
1975 4 ^e trimestre	114	116	72	109	114	122	123	99
1976 1 ^{er} trimestre	118	121	70	114	114	132	127	92
2 ^e trimestre	121	124	72	118	120	129	123	103
3 ^e trimestre	110	113	56	106	115	113	117	103
4 ^e trimestre	123	126	71	120	123	126	133	102
1977 1 ^{er} trimestre	p 123	p 126	69	p 119	121	p 131	p 131	104
2 ^e trimestre	p 121	p 125	68	p 118	124	p 123	p 128	103
3 ^e trimestre	p 107	p 110	p 54	p 102	p 116	p 111	p 111	100
4 ^e trimestre p	119	122	70	115	126	123	127	103
1977 Janvier	117	121	66	115	115	121	128	102
Février	117	120	64	113	112	126	129	100
Mars	p 134	p 137	77	p 130	135	p 145	p 136	109
Avril	p 121	p 124	69	p 117	121	p 126	p 132	102
Mai	p 116	p 120	64	p 115	120	p 114	p 118	104
Juin	p 127	p 130	72	p 121	132	p 129	p 133	102
Juillet	p 83	p 86	35	p 82	98	p 74	p 78	96
Août	p 113	p 116	63	p 108	122	p 117	p 125	100
Septembre	p 125	p 129	p 65	p 117	p 127	p 142	p 131	103
Octobre	p 120	p 124	p 71	p 115	p 127	p 132	p 129	102
Novembre p	119	122	68	115	127	118	127	103
Décembre p	118	121	71	115	124	119	126	102
1978 Janvier p								102

¹ Non compris la construction.

IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION MANUFACTURIERE INDUSTRIELLE PAR SECTEUR

Base 1970 = 100

Source : I.N.S.

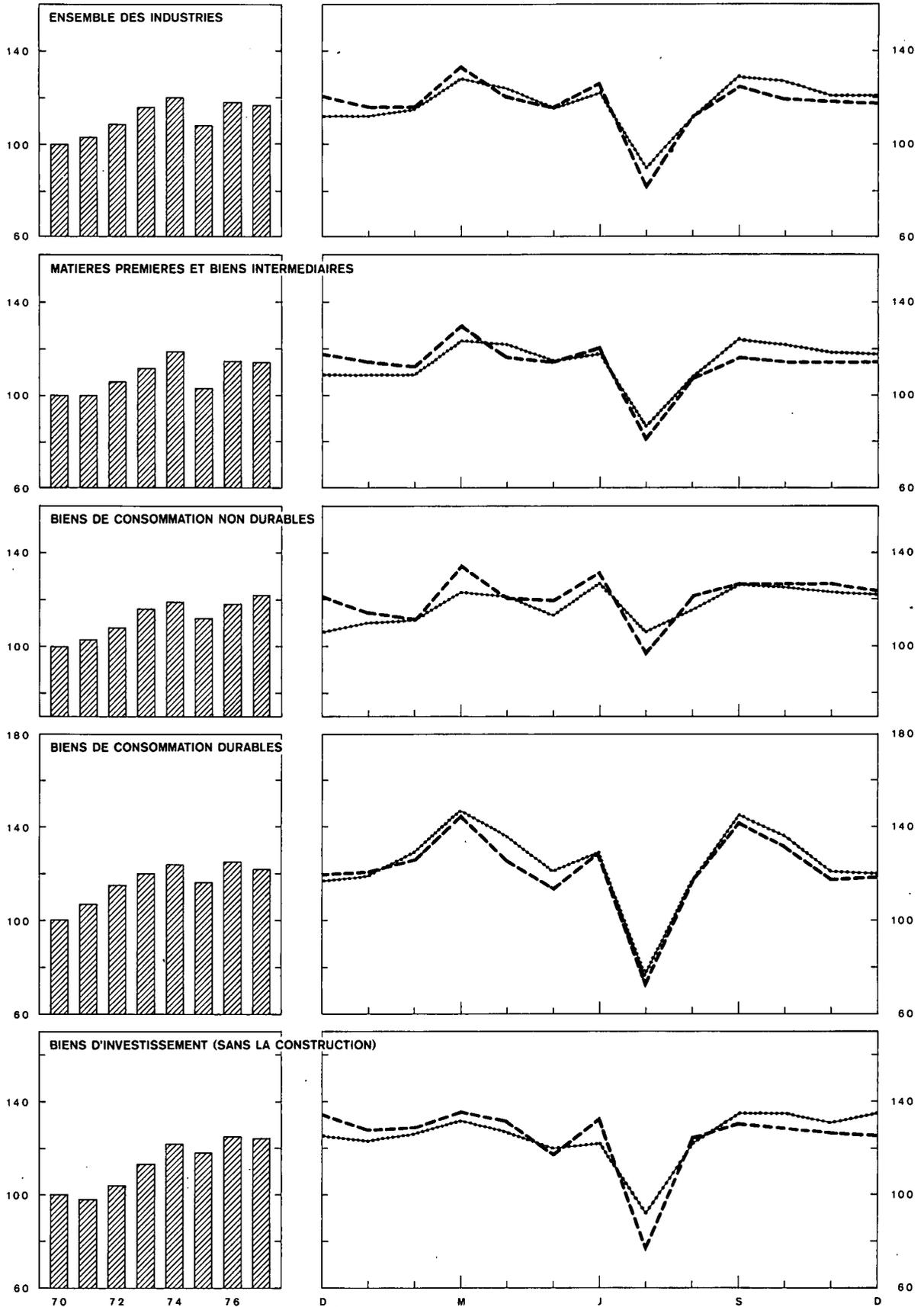
Moyennes mensuelles ou mois	Industrie des fabrica- tions métal- liques	Métallurgie de base			Industrie chimique et industrie du caoutchouc	Industries alimentaires et fabrication des boissons	Industrie textile	Industrie des produits minéraux non métalliques	Electricité	Industrie du bois	Fabrication d'articles d'habil- lement et de chaussures	Industrie du papier et du carton	Raffineries de pétrole	Distribution d'eau
		Sidérurgie	Acieries de moulage, fonderies, tréfileries étrirage et laminage	Métaux non ferreux										
Pondération par rapport à l'en- semble des industries manu- facturières en 1977 ¹	27,9	8,1	2,8	1,9	13,5	9,5	7,6	5,9	6,3	5,5	5,1	2,5	0,6	1,2
1970	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1971	98	98	92	97	109	104	105	100	109	113	108	101	101	106
1972	103	113	92	103	121	107	106	101	123	134	118	106	121	109
1973	110	122	96	112	138	117	106	106	135	151	114	114	124	116
1974	118	127	106	117	142	121	101	108	141	162	116	122	101	119
1975	113	88	82	105	121	119	86	95	135	154	111	103	95	121
1976	123	96	90	130	138	122	97	105	156	175	106	114	95	129
1977 p	123				146	124	84	110	155	180	101	113	115	130
1975 4 ^e trimestre	118	88	82	107	124	129	94	96	158	169	108	107	111	121
1976 1 ^{er} trimestre	125	96	93	114	136	112	105	91	164	174	121	117	54	125
2 ^e trimestre	121	102	90	130	141	123	105	116	150	185	109	120	105	135
3 ^e trimestre	115	93	82	119	131	119	81	103	148	151	99	105	113	131
4 ^e trimestre	131	93	95	155	145	133	96	108	160	190	97	114	110	125
1977 1 ^{er} trimestre	p 130	91	p 100	155	152	117	97	110	162	188	108	116	125	129
2 ^e trimestre	p 127	94	p 104	166	153	122	89	124	152	181	96	116	111	131
3 ^e trimestre	p 109	83		128	p 134	p 122	67	111	135	p 164	p 99	104	125	130
4 ^e trimestre p	125				144	135	85	95	170	187	103	116	99	132
1976 Décembre	132	84	92	160	139	130	96	101	165	201	77	110	125	121
1977 Janvier	127	86	p 95	153	147	107	92	101	166	172	92	111	127	135
Février	128	85	p 94	148	143	109	92	100	148	179	104	109	123	121
Mars	p 136	103	p 110	164	165	135	106	128	170	212	129	129	123	132
Avril	p 128	89	p 108	163	146	118	89	121	158	181	107	116	115	128
Mai	p 117	98	p 95	166	154	116	82	121	153	167	87	107	116	133
Juin	p 135	96	p 108	170	160	133	96	129	145	196	93	125	102	131
Juillet	p 76	79	p 54	119	114	106	45	85	123	118	52	67	125	126
Août	p 122	82		122	p 135	130	64	125	132	157	110	113	133	132
Septembre	p 130	89		144	p 153	p 131	p 90	125	149	p 217	p 134	131	118	131
Octobre p	127	83		140	138	139	86	111	162	183	120	127	95	136
Novembre p	125	91			147	136	82	93	170	175	96	116	100	134
Décembre p	122				146	129	86	83	177	203	93	105	102	125

¹ L'industrie du tabac, les cokeries et l'industrie du cuir dont les indices de production ne sont pas repris dans le tableau, interviennent respectivement pour 0,7 p.c., 0,6 p.c. et 0,3 p.c. dans l'ensemble de la production manufacturière industrielle.

IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (I.N.S.)

Base 1970 = 100

----- 1976 - - - - - 1977



IV - 3. — ENERGIE

Sources : I.N.S. [col. (1) à (6) et (11)]. — M.A.E., Administration des Mines [col. (7) à (10)].

Moyennes mensuelles ou mois	Pétrole					Gaz	Coke		Houille		Electricité
	Mise en œuvre de pétrole brut	Consommation intérieure				Importations de gaz naturel en U.E.B.L.	Produ- ction	Consom- mation intérieure	Produ- ction	Consom- mation intérieure	Produ- ction
		Total 1	Dont :								
			Essences autos	Gas-oil et fuel-oil léger	Fuel-oil résiduel						
(milliers de tonnes)					(millions de m ³)	(milliers de tonnes)		(millions kWh)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	
1970	2.485	1.721	184	660	566	351	593	653	947	1.474	2.413
1971	2.520	1.763	191	674	575	549	565	598	913	1.214	2.633
1972	3.008	1.896	208	749	661	689	603	648	875	1.261	2.972
1973	3.084	1.959	213	771	709	809	648	705	737	1.252	3.260
1974	2.515	1.710	212	695	611	957	671	743	676	1.345	3.397
1975	2.358	1.632	230	690	536	904	477	513	623	1.002	3.248
1976	2.370	1.756	240	737	621	1.003	518	533	603	1.104	3.752
1977							464	p 467	589	p 1.114	3.731
1975 4 ^e trimestre	2.746	1.835	237	781	650	912	430	503	642	965	3.821
1976 1 ^{er} trimestre	1.348	1.960	230	963	627	1.167	490	510	680	1.123	3.955
2 ^e trimestre	2.614	1.547	240	586	553	902	552	580	639	1.145	3.624
3 ^e trimestre	2.796	1.428	237	507	526	810	542	526	470	1.044	3.575
4 ^e trimestre	2.722	2.091	252	892	778	1.132	487	515	622	1.106	3.854
1977 1 ^{er} trimestre	3.092	2.031	247	919	732	1.199	474	480	669	1.011	3.897
2 ^e trimestre	2.754	1.674	251	696	563	923	485	471	625	1.137	3.664
3 ^e trimestre	3.109	1.318	264	506	398	714	448	p 459	464	p 1.108	3.258
4 ^e trimestre							449	p 458	599	p 1.201	4.104
1976 Décembre	3.092	2.518	267	1.180	899	1.227	461	470	660	1.062	3.992
1977 Janvier	3.159	2.213	219	1.038	831	1.240	465	462	652	770	4.013
Février	3.062	1.815	237	796	666	1.240	452	457	636	1.055	3.575
Mars	3.055	2.066	284	922	700	1.117	505	521	719	1.209	4.103
Avril	2.865	1.854	236	831	624	1.067	483	478	647	1.232	3.808
Mai	2.874	1.572	254	624	536	875	503	488	582	1.038	3.684
Juin	2.524	1.596	264	632	528	826	470	447	645	1.140	3.501
Juillet	3.107	976	241	352	266	624	442	443	351	926	2.972
Août	3.306	1.330	276	494	403	701	445	446	503	1.149	3.195
Septembre	2.915	1.649	274	671	525	816	456	p 487	537	p 1.249	3.606
Octobre	2.851	1.657	257	709	524	950	443	p 442	566	p 1.112	3.919
Novembre	2.902	1.961	261	927	645	1.156	461	p 496	607	p 1.217	4.108
Décembre						1.245	444	p 435	623	p 1.274	4.285

1 Essences autos, gas-oil, fuel-oil léger, fuel-oil résiduel, essences aviation et carburéacteur (type essence), essences spéciales et white spirit, pétrole et carburéacteur (type pétrole), huiles de graissage et autres produits

lubrifiants, brai de pétrole résiduel, bitumes asphaltiques, gaz de pétrole énergétiques et chimiques.

IV - 4. — METALLURGIE

Sources : I.N.S. [col. (1) et (2)]. — Fabrimétal [col. (3) à (6)].

Moyennes mensuelles ou mois	Sidérurgie (milliers de tonnes)		Fabrications métalliques (milliards de francs)			Expéditions totales
	Production d'acier brut	Production d'acier fini	Commandes inscrites			
			pour le marché intérieur	pour les exportations	Total	
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	
1970	1.051	775	9,3	13,0	22,3	21,3
1971	1.037	770	9,4	14,2	23,6	23,3
1972	1.211	894	10,2	15,8	26,0	26,0
1973	1.294	954	12,7	20,4	33,1	30,2
1974	1.353	1.013	14,1	22,5	36,6	34,6
1975	p 966	659	13,9	24,3	38,2	37,2
1976	1.012	706	14,5	30,6	45,1	43,6
1977	p 938					
1975 4 ^e trimestre	923	692	14,5	26,4	40,9	41,6
1976 1 ^{er} trimestre	988	747	14,5	31,2	45,7	43,3
2 ^e trimestre	1.074	738	14,1	30,7	44,8	45,8
3 ^e trimestre	1.021	636	12,6	27,1	39,7	37,3
4 ^e trimestre	967	703	16,8	33,2	50,0	48,2
1977 1 ^{er} trimestre	996	671	p 15,8	p 31,6	p 47,4	p 45,6
2 ^e trimestre	972	780	p 16,4	p 31,2	p 47,6	p 47,1
3 ^e trimestre	881	682	p 13,1	p 24,7	p 37,8	p 37,8
4 ^e trimestre	p 905					
1977 Janvier	956	613	p 14,1	p 28,7	p 42,8	p 41,6
Février	949	586	p 14,7	p 31,8	p 46,5	p 43,7
Mars	1.083	814	p 18,6	p 34,4	p 53,0	p 51,5
Avril	904	945	p 16,7	p 29,8	p 46,5	p 44,8
Mai	1.061	775	p 14,1	p 30,9	p 45,0	p 44,2
Juin	950	820	p 18,5	p 33,0	p 51,5	p 52,3
Juillet	881	611	p 9,0	p 18,9	p 27,9	p 26,8
Août	868	662	p 15,5	p 25,4	p 40,9	p 37,9
Septembre	893	772	p 14,8	p 29,9	p 44,7	p 48,7
Octobre	827	735				
Novembre	p 950					
Décembre	p 938					
1978 Janvier	p 1.043					

IV - 5. — CONSTRUCTION

Sources : Ministère des Travaux Publics, Administration de l'Urbanisme [col. (1) et (6)]. — I.N.S. [col. (2) à (5) et (7) à (11)].

Moyennes mensuelles ou mois	Logements					Autres bâtiments					Indice de la production 1970=100 ³
	Avis favorables ¹	Autorisations de bâtir		Bâtiments commencés		Avis favorables ²	Autorisations de bâtir		Bâtiments commencés		
		Nombre	Volume	Nombre	Volume		Nombre	Volume	Nombre	Volume	
	(milliers)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers de m ³)	
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	
1970	2,5	5,0	2.505	3,7	1.915	1,3	0,7	2.849	0,5	1.865	100
1971	2,0	4,0	2.020	3,5	1.838	0,9	0,5	2.302	0,5	2.227	99
1972	3,5	6,1	3.173	4,3	2.309	1,0	0,6	2.742	0,5	2.282	99
1973	3,8	6,7	3.483	5,2	2.702	1,1	0,7	3.031	0,5	2.282	93
1974	7,1	7,4	3.844	5,4	2.889	0,7	0,6	3.459	0,5	2.523	99
1975	5,7	6,3	3.336	6,4	3.425	0,5	0,5	2.362	0,6	2.486	98
1976	7,3	7,9	4.021	6,3	3.334	0,6	0,5	2.084	0,5	2.085	94
1977	5,7					0,5					
1975 4 ^e trimestre	6,0	6,6	3.413	5,3	2.880	0,5	0,4	2.195	0,4	2.104	—
1976 1 ^{er} trimestre	7,7	8,2	4.197	5,8	3.079	0,5	0,4	2.127	0,4	2.191	—
2 ^e trimestre	7,7	8,4	4.469	8,0	4.231	0,6	0,7	2.605	0,6	3.028	—
3 ^e trimestre	7,0	7,3	3.609	5,8	3.132	0,6	0,6	1.903	0,4	1.621	—
4 ^e trimestre	6,7	7,7	3.809	5,8	2.897	0,6	0,5	1.701	0,4	1.500	—
1977 1 ^{er} trimestre	6,6	5,8	3.034	5,3	2.590	0,5	0,4	1.775	0,3	1.392	—
2 ^e trimestre	6,2	7,5	4.040	6,1	3.285	0,6	0,6	3.018	0,4	1.571	—
3 ^e trimestre	5,1	6,3	3.258	6,7	3.596	0,5	0,5	1.718	0,5	2.375	—
4 ^e trimestre	5,1					0,5					—
1976 Décembre	7,8	8,8	4.355	3,7	1.898	0,5	0,6	2.028	0,3	1.392	94
1977 Janvier	7,5	4,7	2.514	4,1	1.886	0,5	0,4	1.699	0,4	1.850	94
Février	5,3	5,8	2.924	6,3	2.919	0,5	0,4	1.522	0,3	914	95
Mars	7,0	6,9	3.665	5,6	2.964	0,6	0,5	2.103	0,3	1.413	95
Avril	6,7	8,3	4.483	6,0	3.127	0,6	0,6	4.349	0,3	949	95
Mai	5,6	6,7	3.544	6,0	3.245	0,5	0,6	2.551	0,5	2.001	95
Juin	6,2	7,6	4.093	6,3	3.482	0,6	0,6	2.155	0,5	1.763	95
Juillet	6,2	6,7	3.254	4,3	2.513	0,5	0,4	1.268	0,4	3.104	95
Août	4,8	6,3	3.329	7,7	4.102	0,5	0,6	1.813	0,6	2.192	96
Septembre	4,3	5,9	3.192	8,1	4.172	0,5	0,5	2.072	0,6	1.829	95
Octobre	5,1	5,6	2.916	6,6	3.731	0,5	0,5	1.977	0,6	2.063	95
Novembre	5,1					0,5					93
Décembre	5,2					0,5					

1 Jusqu'en 1978 : nombre d'avis favorables pour bâtiments résidentiels.

2 Jusqu'en 1978 : nombre d'avis favorables relatifs aux constructions non résidentielles.

3 Travaux publics et privés. Indices mensuels : moyennes mobiles des douze derniers mois de l'indice de la production non désaisonnalisé,

corrige pour la composition inégale des mois. Indices annuels : moyenne de l'indice de la production non désaisonnalisé, corrigé pour la composition inégale des mois, des douze mois de l'année et non la moyenne des indices mensuels.

**IV - 6. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE
DES PAYS DE LA C.E.E.**

Indices généraux de la production industrielle (ajustée pour variations saisonnières)

Base 1970 = 100

Source : O.C.D.E.

	Ensemble des pays C.E.E. (8 pays 1)			Belgique			République Fédérale d'Allemagne 2		
	1975	1976	p.e. variat. *	1975	1976	p.e. variat. *	1975	1976	p.e. variat. *
1 ^{er} trimestre	109	113	+ 3,7	111	114	+ 2,7	104	111	+ 6,7
2 ^e trimestre	106	115	+ 8,5	107	119	+ 11,2	104	113	+ 8,7
3 ^e trimestre	106	116	+ 9,4	106	118	+ 11,3	104	114	+ 9,6
4 ^e trimestre	110	118	+ 7,3	110	119	+ 8,2	108	115	+ 6,5
	1976	1977		1976	1977		1976	1977	
1 ^{er} trimestre	113	120	+ 6,2	114	121	+ 6,1	111	117	+ 5,5
2 ^e trimestre	115	118	+ 2,6	119	121	+ 1,7	113	116	+ 2,7
3 ^e trimestre	116	117	+ 0,9	118	113	- 4,2	114	116	+ 1,8
4 ^e trimestre	118			119			115		
	France			Royaume-Uni			Italie		
	1975	1976	p.e. variat. *	1975	1976	p.e. variat. *	1975	1976	p.e. variat. *
1 ^{er} trimestre	113	122	+ 8,0	108	103	- 4,6	110	117	+ 5,8
2 ^e trimestre	113	123	+ 8,8	102	105	+ 2,9	107	121	+ 12,8
3 ^e trimestre	112	125	+ 11,6	101	104	+ 3,0	106	123	+ 15,9
4 ^e trimestre	117	125	+ 6,8	102	106	+ 3,9	111	128	+ 15,4
	1976	1977		1976	1977		1976	1977	
1 ^{er} trimestre	122	129	+ 5,7	103	108	+ 4,9	117	131	+ 12,7
2 ^e trimestre	123	125	+ 1,6	105	106	+ 1,0	121	122	+ 1,2
3 ^e trimestre	125	124	- 0,8	104	106	+ 1,9	123	120	- 2,0
4 ^e trimestre	125			106			128		
	Pays-Bas			Irlande			Grand-Duché de Luxembourg		
	1975	1976	p.e. variat. *	1975	1976	p.e. variat. *	1975	1976	p.e. variat. *
1 ^{er} trimestre	121	124	+ 2,5	115	122	+ 6,1	101	98	- 3,8
2 ^e trimestre	117	126	+ 7,7	113	123	+ 8,9	92	104	+ 12,4
3 ^e trimestre	115	127	+ 10,4	114	126	+ 10,5	83	97	+ 16,1
4 ^e trimestre	123	129	+ 4,9	116	127	+ 9,5	94	98	+ 3,7
	1976	1977		1976	1977		1976	1977	
1 ^{er} trimestre	124	127	+ 2,4	122	131	+ 7,4	98	100	+ 2,7
2 ^e trimestre	126	128	+ 1,6	123	134	+ 8,9	104	103	- 0,3
3 ^e trimestre	127	125	- 1,6	126	134	+ 6,3	97	94	- 2,3
4 ^e trimestre	129			127			98		

* Pourcentage de variation par rapport à l'indice du trimestre correspondant de l'année précédente.

1 Belgique, République Fédérale d'Allemagne, France, Royaume-Uni,

Italie, Pays-Bas, Irlande et Grand-Duché de Luxembourg. Le Danemark n'établit pas d'indice de la production industrielle.

2 Y compris Berlin-Ouest.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique.* — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques Economiques belges 1960-1970.* — *Service de Conjoncture (IRES).* — *Agence économique et*

financière. — *La Construction.* — *Principaux indicateurs économiques (O.C.D.E.).*

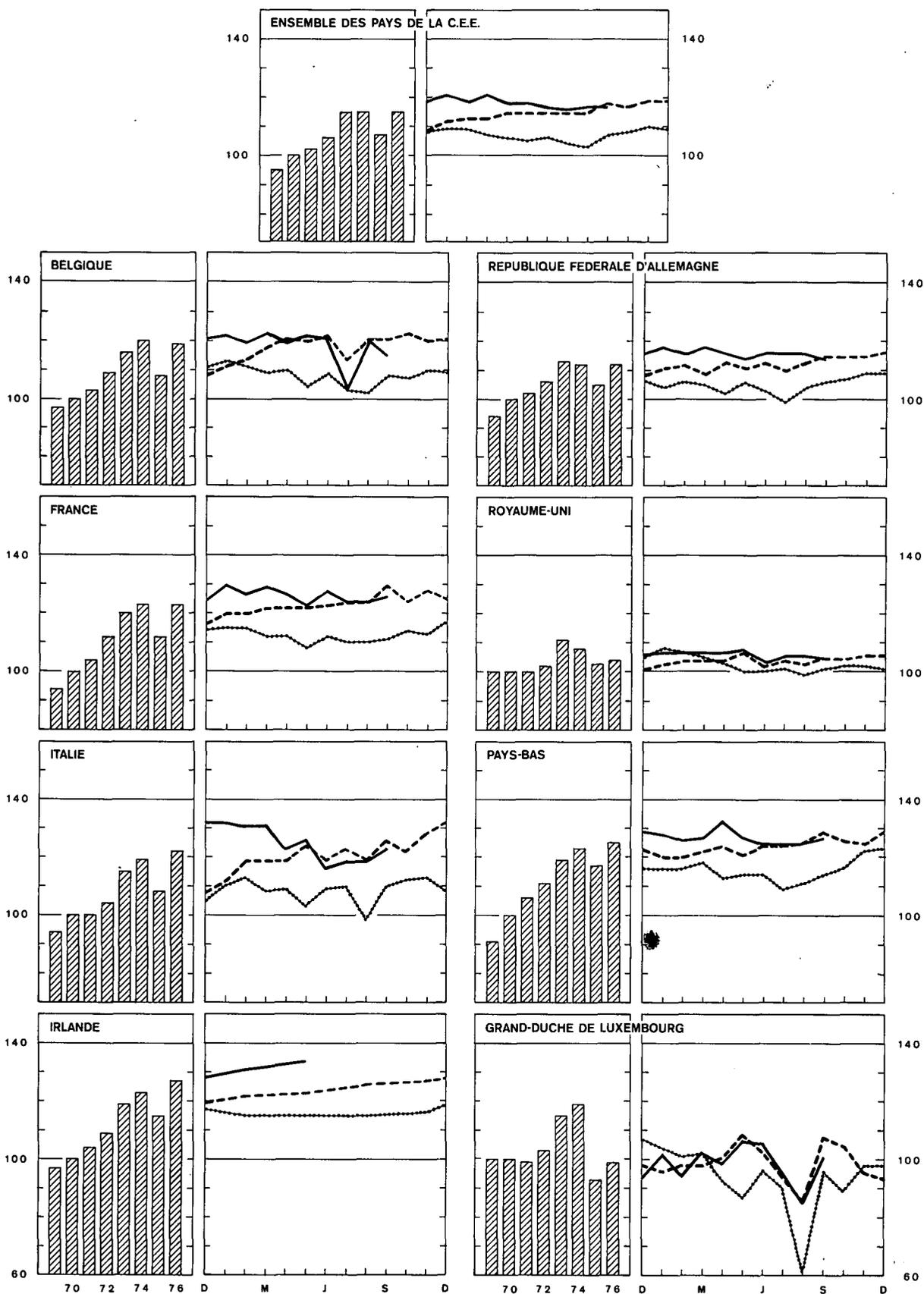
IV - 6. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE
DES PAYS DE LA C.E.E.

Indices généraux de la production industrielle (O.C.D.E.)

Base 1970 = 100

(Indices ajustés pour variations saisonnières)

----- 1975 - - - - 1976 ——— 1977



V. — SERVICES

1. — TRANSPORTS

a. — Activités de la S.N.C.B. et de la SABENA

Sources : S.N.C.B. et SABENA.

Moyennes mensuelles ou mois	S.N.C.B.					SABENA	
	Trafic voyageurs	Trafic marchandises (wagons complets)				Trafic payant aérien régulier	
		Nombre de voyageurs- km	Nombre de tonnes-km productives ¹	Tonnage total	dont		
	(millions)				(milliers de tonnes)		(millions de passagers-km)	(millions de tonnes-km)
1969	686	618	5.769	1.655	1.450	183,9	31,4
1970	688	651	5.931	1.592	1.508	203,9	34,4
1971	702	611	5.535	1.457	1.379	226,6	38,0
1972	681	624	5.778	1.495	1.447	257,7	42,6
1973	674	682	6.294	1.556	1.704	304,1	48,0
1974	690	762	6.841	1.697	1.846	331,3	54,4
1975	689	563	4.933	1.317	1.218	316,2	52,6
1976	684	554	4.936	1.318	1.219	324,4	56,4
1975 3 ^e trimestre	671	451	3.817	1.024	796	404,1	58,8
4 ^e trimestre	678	551	4.921	1.333	1.060	284,2	52,1
1976 1 ^{er} trimestre	693	508	4.638	1.236	1.073	254,1	48,3
2 ^e trimestre	708	593	5.342	1.315	1.462	316,2	55,1
3 ^e trimestre	657	556	4.946	1.283	1.315	426,4	65,1
4 ^e trimestre	677	559	4.817	1.442	1.027	300,9	57,1
1977 1 ^{er} trimestre	681	529	4.749	1.343	1.035	280,9	53,4
2 ^e trimestre	697	550	4.993	1.355	1.032	322,7	55,8
3 ^e trimestre	581 ²	518	4.634	1.351	940	429,2	65,4
1976 Novembre	689	555	5.029	1.351	1.090	282,8	54,8
Décembre	656	536	4.901	1.453	835	295,6	57,9
1977 Janvier	692	510	4.521	1.306	930	290,8	52,6
Février	659	512	4.558	1.350	986	244,8	49,2
Mars	693	564	5.168	1.373	1.190	307,1	58,4
Avril	679	573	5.108	1.427	1.004	326,0	56,4
Mai	711	544	4.961	1.463	1.029	305,7	54,5
Juin	701	532	4.909	1.174	1.063	336,5	56,6
Juillet	592 ²	525	4.548	1.460	872	450,5	67,5
Août	556	473	4.331	1.236	871	434,5	64,5
Septembre	595	555	5.022	1.357	1.076	402,5	64,1
Octobre	615	569	5.172	1.446	1.098	346,0	64,8
Novembre	590	558	5.013	1.319	952	304,7	63,3

¹ Les tonnes-km productives sont relatives aux transports commerciaux (à l'exclusion des transports en service) : c'est la somme des produits du poids de chaque expédition par le parcours pour lequel elle a été taxée.

² A partir de juillet 1977, trafic rail seulement, l'exploitation des services d'autobus étant transférée à la Société Nationale des Chemins de fer Vicinaux.

Y - 1b. — Navigation maritime

Y - 1c. — Navigation intérieure

Sources : Administration du port d'Anvers [col. (1)], du port de Gand [col. (4)], Maatschappij van de Brugse Zeevaart-inrichtingen N.V. [col. (7)], I.N.S. (autres colonnes).

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Port d'Anvers			Port de Gand			Ports de Bruges et Zeebrugge			Ensemble des trafics ¹	
	Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		(milliers de tonnes métriques)	(millions de tonnes- km)
		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(1)	(2)
1969	5.461	4.069	1.921	419	373	331	981	635	67	7.721	572
1970	5.658	4.565	1.946	476	463	303	1.005	615	71	7.630	558
1971	5.433	3.864	2.037	572	608	208	1.222	593	62	7.947	561
1972	5.366	3.183	2.490	688	634	341	1.485	623	85	8.034	563
1973	5.305	3.406	2.527	676	809	414	1.637	732	96	8.482	541
1974	5.322	3.522	2.788	765	853	399	1.814	697	130	8.907	571
1975	5.082	2.687	2.299	657	729	427	1.963	579	118	6.978	427
1976	5.529	3.225	2.222	773	807	373	1.944	636	129	8.356	506
1975 3 ^e trimestre ..	4.834	2.325	1.761	615	686	379	2.204	905	125	5.034	288
4 ^e trimestre ..	5.141	2.583	2.535	681	686	577	2.001	562	112	6.624	376
1976 1 ^{er} trimestre ..	5.101	2.791	2.014	695	672	361	1.790	662	124	7.490	478
2 ^e trimestre ..	5.847	3.404	2.027	724	760	304	1.938	434	105	9.013	560
3 ^e trimestre ..	5.751	3.195	2.344	881	816	454	2.112	795	136	8.216	479
4 ^e trimestre ..	5.416	3.510	2.502	792	981	374	1.934	652	151	8.705	508
1977 1 ^{er} trimestre ..	5.574	3.051	2.559	803	915	329	2.070	624	106	8.199	469
2 ^e trimestre ..	5.957	3.171	2.641	774	953	326	2.088	665	139	8.997	504
3 ^e trimestre ..	5.661	3.181	2.734	730	884	281	2.159	668	118	8.193	456
1976 Septembre ...	5.240	3.262	2.449	881	1.145	585	2.026	828	118	9.246	536
Octobre	5.802	3.538	2.709	829	966	578	1.923	572	201	8.798	512
Novembre	5.130	3.213	1.945	717	915	210	1.730	395	101	8.574	504
Décembre	5.315	3.779	2.852	830	1.063	335	2.148	988	152	8.744	507
1977 Janvier	5.230	3.046	2.057	651	929	247	1.928	580	96	7.523	432
Février	5.285	2.939	2.749	756	741	419	2.119	517	84	7.677	441
Mars	6.207	3.168	2.871	1.003	1.075	320	2.162	774	138	9.398	534
Avril	6.006	2.858	2.488	860	765	286	1.892	644	134	8.781	510
Mai	5.867	3.039	2.466	781	887	238	2.301	815	133	8.742	480
Juin	5.997	3.616	2.970	680	1.207	454	2.072	537	150	9.468	523
Juillet	5.980	3.162	2.369	702	935	206	2.002	733	88	6.638	366
Août	5.515	3.411	2.295	717	921	273	2.357	653	128	9.243	502
Septembre ...	5.488	2.969	3.539	770	797	363	2.118	618	137	8.697	501

¹ Trafic intérieur + importations + exportations + transit.

Y - 2. — TOURISME

Nuits passées par les touristes en Belgique ¹
(milliers)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Total	dont pays de résidence habituelle					
		Belgique	France	Pays-Bas	Royaume-Uni	République Fédérale d'Allemagne	Etats-Unis d'Amérique
1969	2.167	1.619	89	134	99	76	39
1970	2.236	1.662	92	132	109	87	43
1971	2.288	1.682	100	147	100	99	44
1972	2.263	1.782	90	145	95	95	42
1973	2.306	1.787	92	145	102	107	43
1974	2.314	1.691	88	151	91	111	48
1975	2.458	1.788	91	173	107	120	42
1976	2.484	1.824	88	182	99	117	43
1975 2 ^e trimestre	2.230	1.589	83	137	121	122	46
3 ^e trimestre	6.022	4.711	175	456	157	266	59
4 ^e trimestre	666	362	46	45	36	43	34
1976 1 ^{er} trimestre	471	223	42	29	33	34	26
2 ^e trimestre	2.228	1.577	80	149	120	118	50
3 ^e trimestre	5.909	4.674	128	453	164	242	61
4 ^e trimestre	679	376	42	43	41	42	33
1977 1 ^{er} trimestre	480	232	36	34	29	33	27
2 ^e trimestre	2.272	1.602	77	162	114	123	54
1976 Juin	2.990	2.119	86	269	133	175	60
Juillet	8.912	7.157	117	948	176	240	64
Août	7.018	5.673	190	308	198	377	58
Septembre	1.798	1.193	77	102	119	108	60
Octobre	790	386	52	59	64	61	48
Novembre	605	329	42	32	32	37	30
Décembre	641	413	33	37	26	27	22
1977 Janvier	423	205	32	27	24	28	25
Février	450	217	36	35	28	29	24
Mars	567	274	41	39	35	42	32
Avril	1.675	1.212	69	59	97	83	37
Mai	2.347	1.674	89	188	82	111	55
Juin	2.793	1.921	74	238	164	174	69

¹ Y compris les nuitées de camping.

Y - 3. — COMMERCE INTERIEUR

a. — Indices des ventes

Total du commerce de détail

Base 1970 = 100

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Indices par formes de distribution					Indices par catégories de produits				Indice général	
	Petit commerce de détail	Grands magasins à rayons multiples	Coopé- ratives de consom- mation	Entre- prises du commerce de détail à succur- sales	Super- marchés 1	Alimen- tation 2	Textiles et habille- ment 3	Articles d'ameu- blement et de ménage	Autres articles	Indice de valeur	Indice de quantité 4
1969	94	90	98	83	84	92	94	91	91	92	95
1970	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1971	105	107	100	120	120	104	107	122	107	108	104
1972	115	122	100	138	128	113	115	140	126	120	113
1973	129	137	97	161	155	124	135	171	141	138	121
1974	152	156	97	191	184	141	155	205	175	162	127
1975	167	169	98	225	217	166	169	213	204	183	129
1976	p 186	189	98	264	235	p 189	p 179	p 230	p 233	p 205	p 133
1975 3 ^e trimestre	160	165	96	218	220	166	150	206	192	176	123
4 ^e trimestre	189	203	103	259	238	182	206	246	228	207	141
1976 1 ^{er} trimestre	p 170	165	96	235	212	p 171	p 153	p 205	p 220	p 186	p 124
2 ^e trimestre	p 191	183	99	260	233	p 190	p 195	p 224	p 238	p 208	p 136
3 ^e trimestre	p 178	184	95	262	239	p 191	p 159	p 225	p 220	p 199	p 129
4 ^e trimestre	p 203	223	101	298	257	p 203	p 210	p 265	p 253	p 226	p 143
1977 1 ^{er} trimestre	p 184	179	91	275	229	p 190	p 164	p 223	p 245	p 205	p 128
2 ^e trimestre	p 203	201	94	303	252	p 205	p 205	p 246	p 263	p 226	p 140
3 ^e trimestre	p 184	201	90	293	257	p 199	p 173	p 235	p 235	p 210	p 129
1976 Novembre	p 182	202	91	262	233	p 184	p 181	p 229	p 231	p 202	p 128
Décembre	p 233	270	116	345	293	p 233	p 238	p 322	p 290	p 261	p 165
1977 Janvier	p 177	182	92	276	228	p 187	p 164	p 216	p 232	p 199	p 125
Février	p 171	170	86	257	221	p 182	p 138	p 213	p 231	p 192	p 119
Mars	p 204	186	96	292	238	p 202	p 190	p 241	p 274	p 223	p 140
Avril	p 199	198	96	315	260	p 204	p 214	p 237	p 261	p 225	p 141
Mai	p 202	198	92	296	243	p 202	p 210	p 243	p 257	p 223	p 138
Juin	p 209	206	95	297	252	p 209	p 190	p 259	p 271	p 229	p 141
Juillet	p 171	205	91	290	265	p 192	p 174	p 219	p 216	p 200	p 123
Août	p 178	194	90	285	251	p 196	p 149	p 232	p 234	p 203	p 125
Septembre	p 203	202	90	305	254	p 209	p 195	p 255	p 256	p 226	p 138
Octobre	p 201	205	92	324	259	p 209	p 217	p 249	p 250	p 228	p 139
Novembre	p 192	215	85	303	249	p 202	p 190	p 243	p 248	p 218	p 133

1 Petites et moyennes entreprises de supermarchés, à libre service complet ou partiel.

2 Y compris le tabac, mais uniquement pour le petit commerce de détail.

3 Y compris les textiles d'ameublement.

4 Indice de valeur divisé par l'indice général des prix à la consommation dont on a éliminé les services.

Y - 3b. — Ventes à tempérament

1° — Résultats généraux

Source : I.N.S.

	Nombre de contrats en cours à fin de semestre (milliers)				Crédits en cours à fin de semestre (milliards de francs)				Crédits accordés au cours du semestre (milliards de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1974 2 ^e semestre ...	1.550	907	219	424	36,4	9,7	14,3	12,4	12,0	3,8	3,9	4,3
1975 1 ^{er} semestre ...	1.490	864	206	420	36,9	9,4	14,7	12,8	13,5	3,9	4,4	5,2
2 ^e semestre ...	1.462	853	203	406	40,3	10,2	15,6	14,5	16,8	5,2	5,0	6,6
1976 1 ^{er} semestre ...	1.448	803	210	435	51,2	12,3	18,6	20,3	21,8	6,5	6,6	8,7
2 ^e semestre ...	1.485	808	208	469	55,7	13,6	20,3	21,8	20,4	5,8	6,4	8,2
1977 1 ^{er} semestre ...	1.473	760	322	391	63,4	14,5	28,1	20,8	23,1	6,0	9,3	7,8

2° — Retards de paiement

	Nombre de débiteurs en retard de payer 3 termes échus et plus au cours du semestre (milliers)				Total de toutes les créances dues par les débiteurs visés dans les colonnes précédentes (millions de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1974 1 ^{er} semestre	62	46	2	14	342	92	74	176
2 ^e semestre	54	38	2	14	343	94	67	182
1975 1 ^{er} semestre	54	38	2	14	373	95	114	164
2 ^e semestre	56	40	2	14	383	120	78	185
1976 1 ^{er} semestre	60	43	1	16	436	128	63	245
2 ^e semestre	50	35	1	14	543	162	60	321

3° — Répartition des crédits accordés au cours du semestre, par nature des marchandises

	Total	Camions, camionnettes, autobus, matériel de transport lourd		Matériel agricole, tracteurs agricoles, bétail	Autos pour transport de personnes exceptés autobus		Motos, scooters, vélo-moteurs, bicyclettes	Textiles, fourrures, vêtements	Livres	Équipement professionnel autre que articles cités antérieurement (commerce, artisanat, industrie, professions libérales)	Articles ménagers et à usage personnel non dénommés ailleurs	Divers dont : services (voyages, réparations de véhicules à moteur, chauffage central, etc.)
		neufs	usagés		neuves	usagées						
		Nombre de contrats (milliers)										
1974 2 ^e semestre ...	824	4	1	1	55	11	7	159	114	6	452	14
1975 1 ^{er} semestre ...	765	4	1	1	65	13	7	129	116	6	407	16
2 ^e semestre ...	862	4	1	1	77	14	8	162	108	6	465	16
1976 1 ^{er} semestre ...	898	5	1	1	101	18	9	155	84	7	495	22
2 ^e semestre ...	892	4	1	1	84	15	8	186	77	6	490	20
1977 1 ^{er} semestre ...	853	5	1	1	96	16	7	150	67	7	486	17
Crédits accordés (milliards de francs)												
1974 2 ^e semestre ...	12,0	1,3	0,1	0,3	4,2	0,5	0,1	0,3	0,3	1,6	2,7	0,6
1975 1 ^{er} semestre ...	13,5	1,4	0,2	0,3	5,5	0,6	0,1	0,3	0,4	1,3	2,7	0,7
2 ^e semestre ...	16,8	1,3	0,1	0,4	7,5	0,7	0,1	0,3	0,4	1,5	3,6	0,9
1976 1 ^{er} semestre ...	21,8	1,7	0,2	0,3	11,2	1,1	0,2	0,3	0,3	1,7	3,7	1,1
2 ^e semestre ...	20,4	1,5	0,2	0,3	10,0	0,9	0,2	0,3	0,3	1,9	3,8	1,0
1977 1 ^{er} semestre ...	23,1	2,5	0,2	0,3	12,0	1,0	0,2	0,2	0,3	1,9	3,4	1,1
Crédits accordés — Répartition en p.c. par rapport au total												
1974 2 ^e semestre ...	100,0	10,8	1,2	2,8	35,1	3,9	0,8	2,3	2,1	13,4	22,6	5,0
1975 1 ^{er} semestre ...	100,0	10,5	1,1	1,9	40,5	4,3	0,9	2,0	2,6	9,9	20,5	5,8
2 ^e semestre ...	100,0	7,5	0,9	2,1	44,9	4,4	0,8	1,7	2,2	8,7	21,7	5,1
1976 1 ^{er} semestre ...	100,0	7,9	0,9	1,3	51,4	4,9	1,0	1,3	1,3	7,8	17,2	5,0
2 ^e semestre ...	100,0	7,5	0,9	1,5	49,0	4,6	1,0	1,3	1,3	9,4	18,4	5,1
1977 1 ^{er} semestre ...	100,0	10,7	0,9	1,2	51,9	4,5	1,0	1,0	1,1	8,3	14,8	4,6

V - 4. — ACTIVITE DES CHAMBRES DE COMPENSATION

Opérations de débit

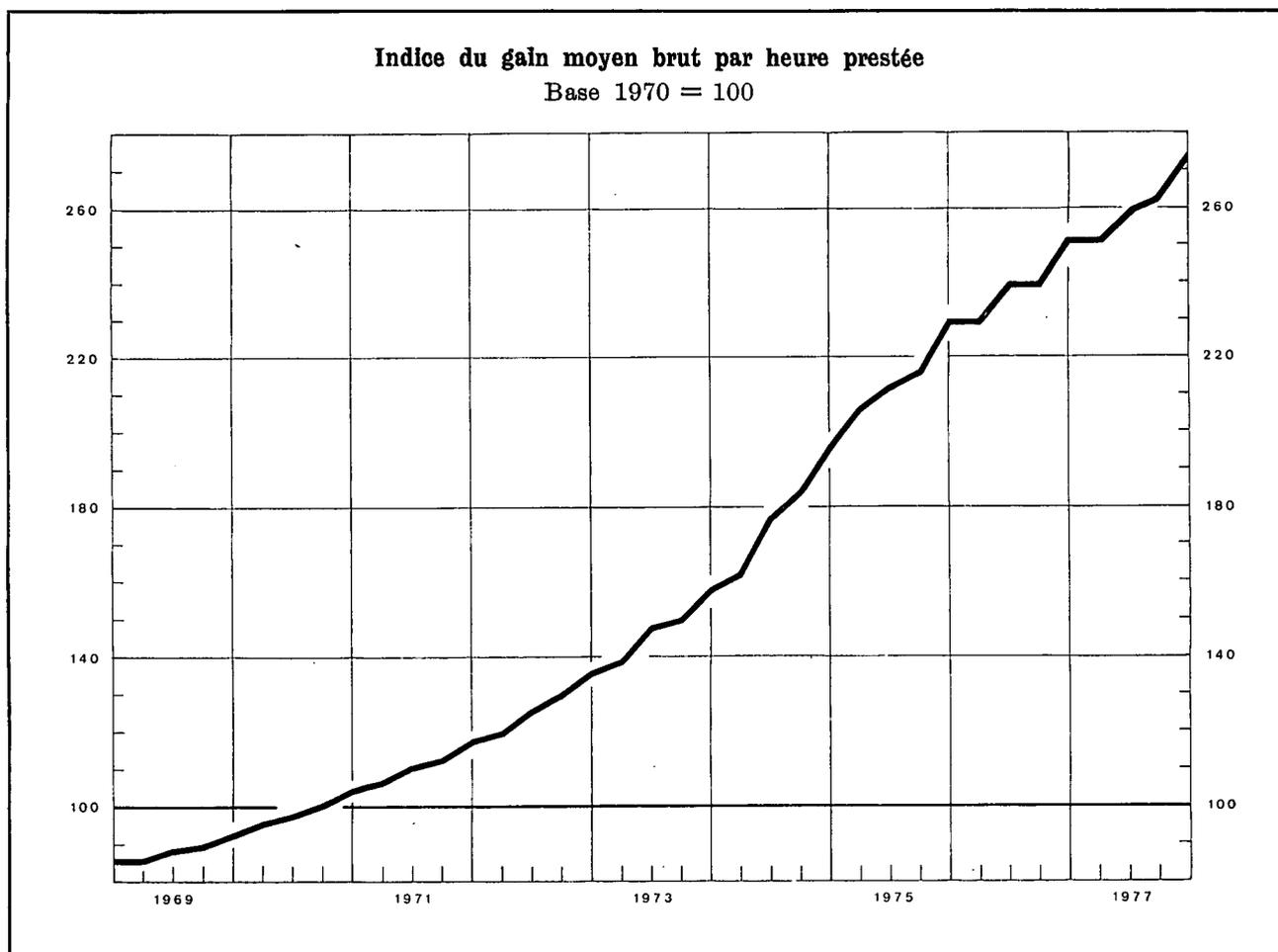
Moyennes mensuelles ou mois	Nombre de chambres (à fin de période)	Bruxelles						Province		Total général	
		Argent au jour le jour		Autres opérations 1		Total		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs
		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs				
1970	39	3	268	2.819	643	2.822	911	1.546	198	4.368	1.109
1971	40	3	291	3.763	795	3.766	1.086	1.623	200	5.389	1.286
1972	40	3	346	5.370	1.248	5.373	1.594	1.881	213	7.254	1.807
1973	40	3	492	6.860	1.643	6.863	2.135	2.482	265	9.345	2.400
1974	37	3	468	8.106	2.059	8.109	2.527	3.077	329	11.186	2.856
1975	33	4	629	8.986	1.972	8.990	2.601	3.222	357	12.212	2.958
1976 ²	32	1	e 254	10.405	2.933	10.406	e 3.187	2.896	398	13.302	e 3.585
1977	30	2	289	12.429	3.859	12.431	4.148	2.625	422	15.056	4.570
1975 4 ^e trimestre	33	4	693	9.935	2.215	9.939	2.908	3.402	380	13.341	3.288
1976 1 ^{er} trimestre	33	3	497	9.824	2.667	9.827	3.164	3.126	372	12.953	3.536
2 ^e trimestre	32	3	512	10.291	2.654	10.294	3.166	3.013	395	13.307	3.561
3 ^e trimestre	32	3	447	10.066	2.909	10.069	3.356	2.637	400	12.706	3.756
4 ^e trimestre ²	32	2	289	11.439	3.500	11.441	3.789	2.807	427	14.248	4.216
1977 1 ^{er} trimestre	32	2	301	11.562	3.689	11.564	3.990	2.722	428	14.286	4.418
2 ^e trimestre	31	2	283	12.058	3.721	12.060	4.004	2.691	435	14.751	4.439
3 ^e trimestre	30	2	245	11.909	3.838	11.911	4.083	2.409	396	14.320	4.479
4 ^e trimestre	30	2	325	14.189	4.192	14.191	4.517	2.676	428	16.867	4.945
1976 Décembre	32	2	396	13.069	4.042	13.071	4.438	3.125	467	16.196	4.905
1977 Janvier	32	2	279	11.816	3.777	11.818	4.056	2.730	421	14.548	4.477
Février	32	2	262	10.462	3.626	10.464	3.888	2.463	396	12.927	4.284
Mars	32	2	363	12.407	3.665	12.409	4.028	2.973	466	15.382	4.494
Avril	32	2	222	11.199	3.402	11.201	3.624	2.613	421	13.814	4.045
Mai	32	2	273	11.409	3.621	11.411	3.894	2.551	409	13.962	4.303
Juin	31	2	355	13.565	4.138	13.567	4.493	2.910	477	16.477	4.970
Juillet	31	1	253	10.996	3.869	10.997	4.122	2.360	385	13.357	4.507
Août	30	1	231	11.861	3.743	11.862	3.974	2.415	399	14.277	4.373
Septembre	30	2	251	12.871	3.902	12.873	4.153	2.452	403	15.325	4.556
Octobre	30	2	236	13.213	4.234	13.215	4.470	2.569	412	15.784	4.882
Novembre	30	2	421	13.780	4.343	13.782	4.764	2.461	380	16.243	5.144
Décembre	30	2	318	15.575	3.998	15.577	4.316	2.998	493	18.575	4.809

1 Titres, effets publics, coupons, virements, chèques, traites, promesses, quittances, opérations sur l'étranger, etc.
² Nouvelle série. Les remboursements de l'argent au jour le jour ne sont plus renseignés.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques économiques belges 1960-1970*. — *Annuaire statistique de la S.N.C.B.* — *Statistique mensuelle du trafic international des ports (I.N.S.)*. — *Les transports maritimes, Etude Annuelle (O.C.D.E.)* — *Eurostat (Office statistique des Communautés européennes)*.

VI. — REVENUS

1. — REMUNERATIONS DES TRAVAILLEURS (hommes et femmes)



Indices base 1970 = 100

Sources :	Rémunérations des ouvriers dans l'industrie *				Salaires conventionnels ³			
	Gain moyen brut par heure prestée	Salaire horaire type ¹		Salaire-coût horaire ²	Ouvriers		Employés	
		ouvrier qualifié	ouvrier non qualifié		Indice général	dont : Industries manufac- turières	Indice général	dont : Industries manufac- turières
	B.N.B.			I.R.E.S.	Ministère de l'Emploi et du Travail			
1970	100	100	100	100	100,0	100,0	100,0	100,0
1971	112	112	112	113	111,2	111,1	110,0	108,7
1972	128	125	127	131	126,1	125,7	122,1	118,2
1973	149	143	146	151	145,8	147,0	138,8	131,9
1974	180	173	178	182	176,6	177,8	166,1	158,0
1975	216	205	214	223	210,9	210,5	195,9	187,6
1976	240	227	239	246	236,4	235,1	217,3	206,2
1977	p 262	p 249	p 263	p 270	259,9	257,3	235,5	222,7
1975 Décembre	230	216	226	237	222,1	221,1	205,9	195,9
1976 Mars	230	220	232	235	227,9	227,6	210,2	200,1
Juin	240	225	237	246	233,3	232,4	215,0	204,2
Septembre	240	230	242	246	239,5	237,4	219,9	208,3
Décembre	252	235	247	258	244,9	243,3	223,9	212,4
1977 Mars	p 252	241	254	p 259	252,4	251,0	229,4	217,4
Juin	p 260	247	261	p 268	258,1	255,0	233,0	220,6
Septembre	p 263	p 252	p 265	p 271	262,4	259,3	237,5	224,5
Décembre	p 274	p 256	p 270	p 283	267,0	263,7	242,1	228,4

* Pour convertir les indices base 1970 = 100 en indices base 1963 = 100, il suffit de multiplier les chiffres actuels par les coefficients suivants : gain moyen brut par heure prestée : 1,813; salaire horaire type - ouvrier qualifié : 1,745 - ouvrier non qualifié : 1,822; salaire-coût horaire : 1,981.

¹ Non compris les ouvriers du transport.

² Cet indice, qui n'englobe pas les charbonnages, donne le salaire-coût

horaire de la main-d'œuvre, y compris les charges sociales légales supportées par l'employeur et non pas le coût par unité produite.

³ Le salaire conventionnel des ouvriers étant horaire et celui des employés étant mensuel, une réduction conventionnelle de la durée du travail entraîne une hausse du premier, mais non du second. Il y a lieu de tenir compte de cette différence dans toute comparaison des évolutions respectives de ces indices.

VI - 2. — GAINS HORAIRES BRUTS MOYENS DES OUVRIERS DANS L'INDUSTRIE

(en francs par heure)

Source : I.N.S.

Groupe et branche d'industrie	1975 avril	1975 octobre	1976 avril	1976 octobre	1977 avril
<i>Industries extractives</i> ¹ :					
Extraction du charbon (ouvriers du fond)	188,47	204,33	211,79	220,25	
Préparation du charbon (ouvriers de la surface)	146,43	160,09	167,81	174,50	
Total des industries extractives	168,74	183,57	192,17	199,45	211,15
<i>Industries manufacturières</i> ² :					
Cokeries	168,04	177,29	187,43	194,47	
Raffinage de pétrole	214,66	224,19	241,42	255,77	
Production et distribution d'énergie électrique, de gaz, de vapeur et d'eau chaude	192,41	201,36	213,28	—	
Production et première transformation des métaux	170,09	177,88	189,34	200,99	
Industrie des produits minéraux non métalliques	142,72	150,56	160,83	168,57	
Industrie chimique	156,82	162,95	173,28	180,46	
Production de fibres artificielles et synthétiques	155,88	166,86	178,66	182,82	
Fabrication d'ouvrages en métaux (à l'exclusion des ma- chines et du matériel de transport)	137,83	147,13	154,23	160,02	
Construction de machines et de matériel mécanique	144,31	153,05	161,97	167,56	
Construction de machines de bureau et installations pour le traitement de l'information	128,67	129,75	—	—	
Construction électrique et électronique	136,69	145,37	156,16	160,52	
Construction d'automobiles et pièces détachées	159,92	172,60	185,30	188,41	
Construction d'autre matériel de transport	161,70	170,50	174,60	180,13	
Fabrication d'instruments de précision, d'optique et simi- laires	124,85	135,98	143,41	147,94	
Industrie des produits alimentaires, des boissons et du tabac	126,19	135,71	146,90	153,17	
Industrie textile	116,67	123,07	131,64	135,63	
Industrie du cuir	109,63	114,78	123,06	130,70	
Industrie des chaussures et de l'habillement	97,29	102,88	110,50	112,74	
Industrie du bois et du meuble en bois	126,93	133,64	143,56	147,43	
Industrie du papier, imprimerie et édition	144,55	152,29	161,48	167,25	
Industrie du caoutchouc et des matières plastiques	132,60	140,95	148,62	153,67	
Total des industries manufacturières	136,52	144,32	154,10	159,68	169,83
dont : hommes	147,46	155,79	166,24	172,73	
femmes	104,83	111,06	118,92	121,85	
<i>Bâtiment et génie civil</i> ¹	144,35	150,55	163,16	172,29	185,49
<i>Moyenne générale pour l'industrie :</i>					
Total ²	139,05	146,85	157,05	163,28	173,98

¹ Hommes seulement.

² Hommes et femmes.

VI - 3. — TRAITEMENTS MENSUELS BRUTS MOYENS DES EMPLOYES DANS L'INDUSTRIE ¹

(en francs par mois)

Source : I.N.S.

Groupe et branche d'industrie	1974 octobre	1975 avril	1975 octobre	1976 avril	1976 octobre
<i>Industries extractives :</i>					
Extraction et agglomération de combustibles solides	38.503	42.401	46.997	48.122	48.203
Total des industries extractives	37.082	40.773	44.888	46.312	46.769
<i>Industries manufacturières :</i>					
Cokeries	38.817	42.088	44.204	46.922	47.611
Raffinage de pétrole	42.787	49.318	51.512	56.214	57.121
Production et distribution d'énergie électrique, de gaz, de vapeur et d'eau chaude	44.027	48.461	51.016	54.539	44.816 ²
Production et première transformation des métaux	39.533	42.028	44.915	47.122	49.082
Industrie des produits minéraux non métalliques	32.415	35.268	37.416	39.820	41.138
Industrie chimique	35.982	39.634	41.215	43.564	44.829
Production de fibres artificielles et synthétiques	42.932	46.486	49.025	53.287	55.300
Fabrication d'ouvrages en métaux (à l'exclusion des machines et du matériel de transport)	32.639	34.713	37.187	38.815	40.486
Construction de machines et de matériel mécanique	33.846	36.025	38.612	40.019	42.017
Construction de machines de bureau et installations pour le traite- ment de l'information	29.143	—	32.397	—	—
Construction électrique et électronique	33.627	35.730	38.675	40.779	42.054
Construction d'automobiles et pièces détachées	35.001	37.992	41.589	43.469	45.066
Construction d'autre matériel de transport	35.205	38.024	40.935	42.990	43.831
Fabrication d'instruments de précision, d'optique et similaires ...	31.603	33.996	35.499	36.873	38.769
Industrie des produits alimentaires, des boissons et du tabac	29.750	32.233	34.694	36.608	38.285
Industrie textile	28.878	31.424	33.318	35.161	36.528
Industrie du cuir	30.286	32.270	33.889	36.597	37.854
Industrie des chaussures et de l'habillement	23.940	26.240	27.383	28.677	29.918
Industrie du bois et du meuble en bois	27.635	30.366	31.700	33.165	35.374
Industrie du papier, imprimerie et édition	31.626	34.353	36.583	38.384	40.023
Industrie du caoutchouc et des matières plastiques	31.900	34.350	36.763	38.407	40.404
Total des industries manufacturières	33.097	35.741	38.161	40.058	41.470
dont : hommes	36.761	39.533	42.270	44.326	45.958
femmes	21.112	23.173	24.722	26.098	27.191
Bâtiment et génie civil	31.041	33.933	35.935	37.696	39.320
<i>Moyenne générale pour l'industrie :</i>					
Total	32.903	35.573	37.957	39.886	41.422

¹ Hommes et femmes.

² A partir d'octobre 1976, données relatives au personnel total de la branche.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Service de Conjoncture (I.R.E.S.). — Rapports annuels de l'O.N.S.S. — Revue du Travail. — Statistiques*

économiques belges 1960-1970. — Bulletin d'Information et de Documentation, XXXIIe année, vol. II, n° 5, novembre 1957 : « Indices des rémunérations horaires brutes des ouvriers ».

VII. — INDICES DE PRIX

1. — INDICES DES PRIX MONDIAUX

Base 1970 = 100

Sources : Comtel Reuter — Moody's Investors Service — Institut für Wirtschaftsforschung, Hamburg.

Moyennes journalières	Indice Reuter (marché de Londres) 1	Indice Moody (marché de New York) 2 3	Indices du Hamburgisches Welt-Wirtschafts-Archiv 2					
			Total	Matières premières destinées à				
				l'alimentation	l'industrie			
					général	combustibles	pour la production de biens de consommation	pour la production de biens d'équipement
1970	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1971	93,9	91,2	101,2	103,0	100,6	111,2	105,2	88,4
1972	106,1	102,1	113,4	116,7	111,9	121,4	131,4	93,6
1973	185,4	142,5	170,1	173,5	168,7	149,5	210,5	164,3
1974	233,8	177,5 ⁴ 205,9 ⁵	235,4	278,5	288,6	410,5	198,5	224,3
1975	199,5	185,7	259,9	229,4	273,3	440,5	186,0	168,0
1976	255,0	199,0	274,0	222,2	296,9	463,8	233,7	180,2
1977	281,3	215,2	302,1	274,0	314,5	508,0	225,9	186,8
1975 4 ^e trimestre	204,8	184,6	250,3	204,5	270,5	444,2	197,7	152,8
1976 1 ^{er} trimestre	219,8	188,8	261,2	206,7	285,3	462,3	208,7	166,1
2 ^e trimestre	257,6	201,7	274,1	225,1	295,8	461,8	224,4	184,0
3 ^e trimestre	267,1	204,7	279,1	225,4	302,8	462,5	248,1	188,1
4 ^e trimestre	275,5	201,0	281,7	231,7	303,7	468,4	253,8	182,5
1977 1 ^{er} trimestre	295,1	223,0	303,2	276,3	315,1	493,8	246,9	190,2
2 ^e trimestre	298,3	225,2	312,7	301,6	317,6	509,8	240,3	185,4
3 ^e trimestre	269,3	206,2	296,8	260,8	312,6	511,4	213,6	185,2
4 ^e trimestre	262,7	206,3	295,8	257,3	312,7	516,7	202,6	186,3
1977 Janvier	285,2	214,0	293,3	255,9	309,8	486,1	242,7	186,7
Février	291,0	221,2	299,8	269,3	313,3	488,9	245,7	190,9
Mars	309,0	233,7	316,3	303,5	322,2	506,5	252,3	193,1
Avril	309,6	230,5	318,6	316,0	319,9	510,5	249,7	185,6
Mai	299,7	228,0	313,7	302,1	318,8	510,1	242,6	186,9
Juin	285,6	217,2	305,7	286,9	314,1	508,8	228,5	183,8
Juillet	274,5	212,7	302,6	278,4	313,4	506,5	224,0	186,2
Août	265,7	203,2	295,1	252,7	313,8	513,4	213,3	186,5
Septembre	267,8	202,6	292,5	251,3	310,7	514,4	203,7	182,8
Octobre	266,4	200,9	290,4	241,4	312,1	515,3	204,5	184,8
Novembre	263,8	204,8	296,1	260,4	311,9	516,6	200,5	185,5
Décembre	257,8	213,2	300,8	270,2	314,1	518,3	202,7	188,5
1978 Janvier	252,2	217,9	303,2	268,8	318,5	527,1	204,4	189,9

1 Indices calculés sur base de prix exprimés en livres sterling.

2 Indices calculés sur base de prix exprimés en dollars des Etats-Unis.

3 Depuis juin 1974, l'indice Moody tient compte des cours au comptant du coton, de la laine et de la soie.

4 Moyenne de janvier à mai 1974.

5 Moyenne de juin à décembre 1974.

VII - 2. — INDICES DU HAMBURGISCHES WELT-WIRTSCHAFTS-ARCHIV PAR PRODUIT ¹

Base 1970 = 100

Source : Institut für Wirtschaftsforschung, Hamburg.

Moyennes journalières	Matières premières destinées à l'alimentation					Matières premières destinées à l'industrie								
	Céréales	Denrées coloniales et sucre	Huile	Viande	Produits laitiers	Combustibles		pour la production de biens de consommation			pour la production de biens d'équipement			
						Charbon et coques	Pétrole et dérivés	Produits textiles	Peaux et cuirs	Cellulose	Bois	Caoutchouc	Sidérurgie	Métaux non-ferreux
1970	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1971	101,8	100,8	99,4	110,6	112,1	110,5	111,7	105,3	112,4	107,6	101,1	82,2	86,2	84,9
1972	107,8	123,8	90,5	132,9	125,5	112,9	125,0	137,3	154,5	111,1	109,6	82,6	92,8	88,5
1973	186,7	166,9	171,4	180,3	168,0	146,8	150,8	237,8	238,7	122,2	195,4	167,3	180,5	137,9
1974	253,8	340,6	268,5	177,9	174,5	220,9	483,9	209,9	167,7	186,4	265,3	177,5	270,1	183,9
1975	220,8	263,3	175,0	196,0	199,9	232,0	520,8	176,7	150,2	235,4	239,3	145,1	182,3	128,4
1976	193,5	262,5	162,2	197,6	209,5	213,4	560,2	238,8	212,9	234,0	259,9	191,4	179,7	138,9
1977	167,6	374,3	201,7	208,6	238,8	237,7	612,0	225,3	277,7	221,5	269,2	197,5	166,8	156,9
1975 4 ^e trimestre	217,4	214,9	153,2	191,5	200,2	221,7	529,6	191,4	173,6	234,0	212,2	148,9	161,6	118,7
1976 1 ^{er} trimestre	208,4	222,8	148,3	208,9	201,1	213,2	558,3	207,7	168,2	234,0	233,6	173,6	177,3	124,1
2 ^e trimestre	203,6	269,4	148,3	191,9	205,8	213,7	557,4	226,0	208,1	234,0	258,4	195,8	184,9	144,5
3 ^e trimestre	192,8	269,2	172,9	192,0	206,5	214,4	558,0	259,1	212,8	234,0	268,4	192,8	183,7	150,5
4 ^e trimestre	169,3	288,9	179,3	197,8	224,5	212,1	567,1	262,5	262,7	234,0	279,2	203,4	172,9	136,6
1977 1 ^{er} trimestre	174,4	377,1	209,8	203,3	228,4	220,0	599,4	252,6	263,3	234,0	278,1	198,5	166,6	160,5
2 ^e trimestre	168,7	428,5	240,9	202,0	232,6	247,8	610,7	239,0	307,1	234,0	275,0	189,8	165,1	153,4
3 ^e trimestre	157,2	355,3	180,3	209,8	240,9	239,9	616,0	206,7	278,2	225,3	267,7	198,1	171,0	151,1
4 ^e trimestre	170,0	336,5	175,6	219,3	253,3	242,9	622,2	202,6	262,2	192,9	255,7	203,6	164,1	162,9
1977 Janvier	173,1	334,0	197,0	208,5	228,5	209,8	592,5	245,8	272,5	234,0	273,3	198,5	169,9	152,5
Février	175,2	363,7	201,7	202,4	227,3	209,3	596,7	253,0	241,5	234,0	279,5	198,5	165,9	161,7
Mars	174,9	433,5	230,7	199,0	229,2	240,8	608,9	259,0	276,1	234,0	281,5	198,7	164,0	167,3
Avril	172,7	458,3	251,0	197,7	227,7	248,0	611,6	252,3	307,9	234,0	273,2	194,3	160,0	157,1
Mai	170,4	427,2	246,4	199,8	234,1	248,5	610,8	242,2	307,8	234,0	277,1	190,2	165,6	155,5
Juin	163,0	400,2	225,3	208,6	236,1	247,0	609,7	222,6	305,7	234,0	274,7	185,0	169,9	147,6
Juillet	157,4	390,3	197,3	208,7	242,2	240,7	608,8	217,8	287,2	234,0	278,9	185,5	171,5	150,3
Août	154,2	338,4	178,7	209,8	243,1	239,6	618,8	203,9	275,2	234,0	272,7	196,5	173,0	150,7
Septembre	160,3	336,9	165,0	210,7	237,3	239,3	620,4	198,5	272,2	208,0	251,7	212,3	168,5	152,2
Octobre	164,6	308,9	165,3	215,4	245,8	241,0	621,0	203,6	259,3	199,7	254,8	208,6	164,3	159,0
Novembre	171,8	343,2	174,8	216,8	252,9	242,2	622,3	201,5	250,4	190,5	254,9	204,1	163,1	161,9
Décembre	173,5	357,5	186,8	225,7	261,2	245,6	623,3	202,8	276,9	188,3	257,3	198,4	165,0	167,8
1978 Janvier	179,4	346,4	188,4	237,4	268,6	281,1	621,8	208,8	274,9	176,9	257,9	200,9	175,2	163,8

¹ Indices calculés sur base de prix exprimés en dollars des Etats-Unis.

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE ¹

Base 1970 = 100

Source : M.A.E.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits agricoles			Produits industriels								Ensemble des produits industriels pris à trois stades de fabrication		
		indice général	animaux	végétaux	indice général	indigènes	importés	minéraux	métaux et prod. métall.	textiles	chimiques	matériaux de construction	matières premières	demi-produits	produits finis
1970	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1971	99,4	95,7	102,2	90,1	100,4	101,9	97,6	103,8	97,5	103,9	98,5	105,1	101,6	98,4	101,1
1972	103,4	101,1	111,2	92,6	104,1	106,1	99,2	104,6	99,0	113,1	102,0	109,0	105,1	102,7	104,6
1973	116,2	121,8	125,2	118,8	114,9	113,8	117,3	108,1	107,5	132,1	106,0	113,6	123,8	117,6	108,1
1974	135,6	127,6	124,5	130,6	137,9	136,8	146,9	152,4	134,2	147,8	121,2	126,2	146,4	147,9	126,8
1975	137,3	131,9	143,5	122,0	138,9	142,6	137,4	169,1	128,9	136,9	131,8	137,1	142,0	141,1	135,6
1976	147,1	150,0	153,4	147,1	146,5	149,4	145,7	172,5	132,2	149,0	137,7	150,5	152,2	150,1	140,8
1977	150,6	156,8	158,7	155,6	149,3	153,6	144,0	173,3	133,1	154,0	137,9	160,7	153,1	151,9	145,3
1975 4 ^e trimestre ..	140,2	142,4	150,8	135,1	139,9	143,7	137,6	169,1	126,9	139,1	134,8	140,9	143,6	140,5	137,2
1976 1 ^{er} trimestre ..	143,9	147,9	157,5	139,5	143,1	145,6	143,0	169,4	130,1	142,2	138,7	144,7	148,0	144,9	139,0
2 ^e trimestre ..	146,4	147,6	152,1	143,7	146,3	148,4	147,2	172,3	133,6	146,3	137,2	151,0	152,5	150,4	140,0
3 ^e trimestre ..	148,3	148,0	150,2	146,0	148,6	151,3	148,4	174,5	134,4	154,2	136,5	151,5	155,1	153,2	141,7
4 ^e trimestre ..	149,6	156,5	153,6	159,3	148,1	152,1	144,0	173,7	130,8	153,4	138,3	154,7	153,2	151,8	142,5
1977 1 ^{er} trimestre ..	152,5	160,4	154,5	166,4	150,7	153,6	149,0	176,0	133,9	155,7	139,6	159,2	156,6	154,2	144,9
2 ^e trimestre ..	152,3	163,3	156,8	169,5	149,9	153,8	145,7	174,2	133,2	154,4	137,9	159,9	154,8	152,6	145,1
3 ^e trimestre ..	149,6	154,3	161,0	148,6	148,6	153,7	141,6	172,0	132,7	153,7	137,2	161,0	151,6	150,5	145,5
4 ^e trimestre ..	148,1	149,3	162,4	138,0	148,0	153,1	139,7	171,1	132,7	152,3	136,9	162,9	149,4	150,3	145,6
1977 Janvier	152,1	160,5	153,8	167,0	150,2	153,4	147,9	175,4	133,0	155,0	139,5	159,2	155,7	153,7	144,7
Février	152,6	159,3	154,7	164,8	151,0	153,5	149,9	176,7	134,7	155,5	139,6	159,2	157,1	154,7	145,0
Mars	152,8	161,3	155,1	167,4	150,9	153,8	149,2	175,8	134,1	156,5	139,6	159,2	157,0	154,4	145,0
Avril	152,7	163,2	156,3	169,9	150,4	154,0	147,2	175,3	133,1	155,3	139,6	159,5	155,9	153,3	145,2
Mai	152,3	163,0	156,0	169,7	149,9	153,9	145,3	174,4	133,7	154,2	136,8	160,1	154,8	153,0	144,9
Juin	151,9	163,6	158,1	168,9	149,2	153,6	144,4	173,0	133,0	153,7	137,1	160,1	153,6	151,5	145,1
Juillet	150,6	158,5	157,5	159,4	148,9	154,0	142,3	172,8	132,6	155,3	137,0	160,1	152,9	150,7	145,2
Août	149,6	156,1	160,9	151,9	148,3	153,6	140,7	171,3	132,7	153,0	137,1	160,1	150,7	150,1	145,5
Septembre ...	148,5	148,3	164,6	134,6	148,7	153,6	141,8	171,9	132,8	152,6	137,6	162,9	151,1	150,6	145,9
Octobre	148,4	148,4	161,3	137,3	148,6	153,6	141,2	172,3	133,0	153,3	137,7	162,9	150,4	151,0	145,9
Novembre	148,3	150,5	161,6	140,9	147,9	153,0	139,9	170,9	132,3	152,6	136,7	162,9	149,5	150,0	145,5
Décembre	147,5	148,9	164,4	135,8	147,4	152,7	138,2	170,0	132,9	150,8	136,5	162,9	148,2	149,8	145,3
1978 Janvier	146,7	146,4	161,1	133,9	146,9	152,7	137,8	167,9	132,2	152,4	137,1	162,9	148,3	148,2	145,2

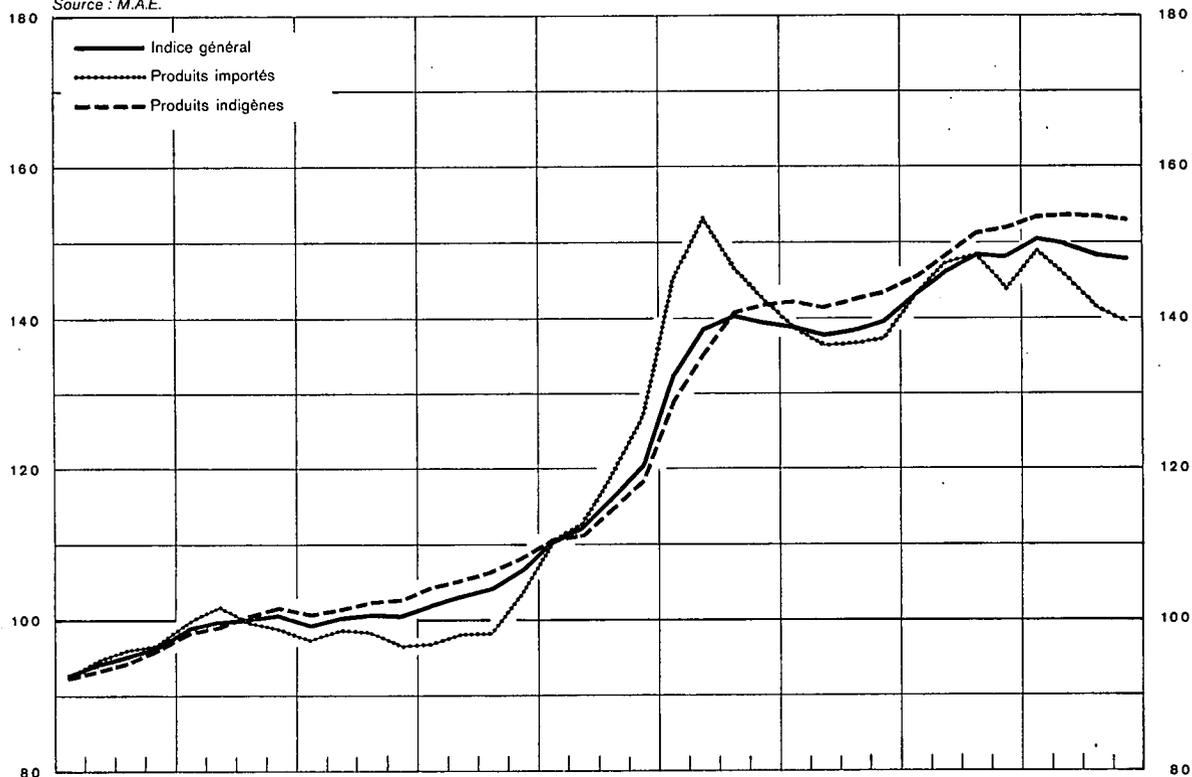
¹ Prix nets de la taxe sur la valeur ajoutée.

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base 1970 = 100

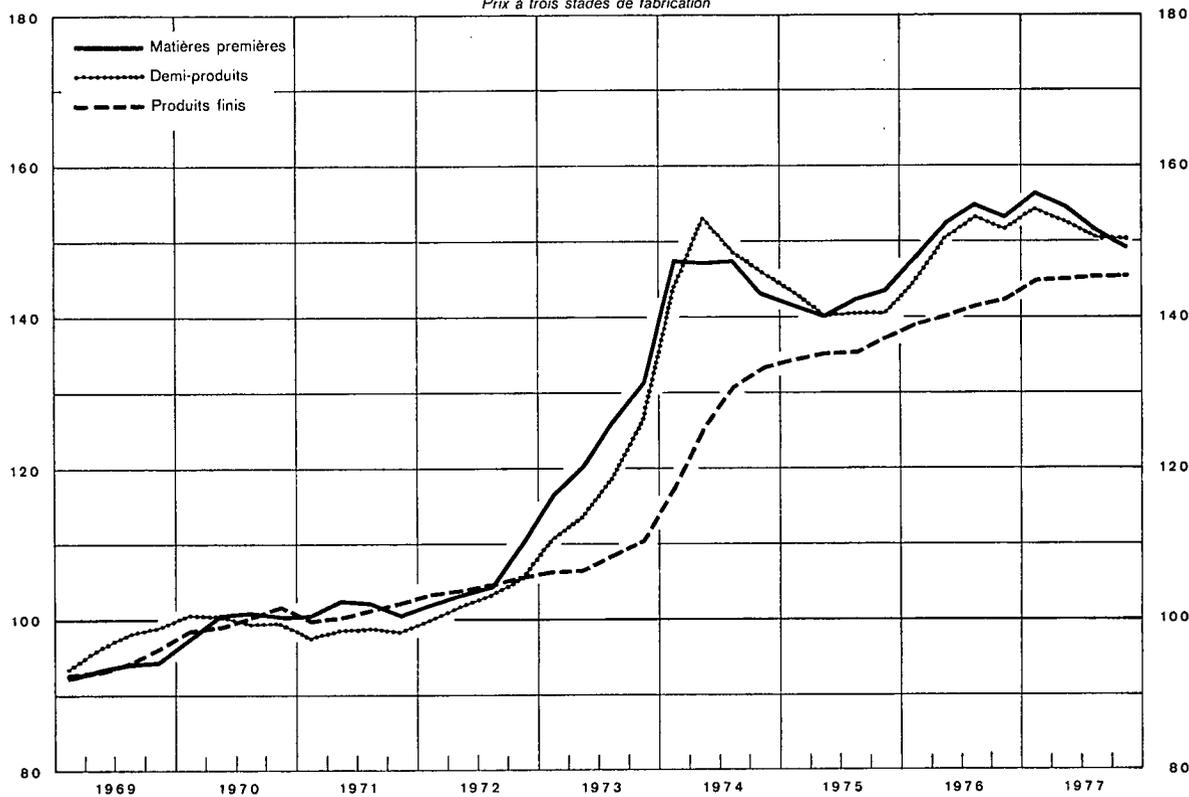
PRODUITS INDUSTRIELS INDIGENES ET IMPORTES

Source : M.A.E.



PRODUITS INDUSTRIELS INDIGENES ET IMPORTES

Prix à trois stades de fabrication

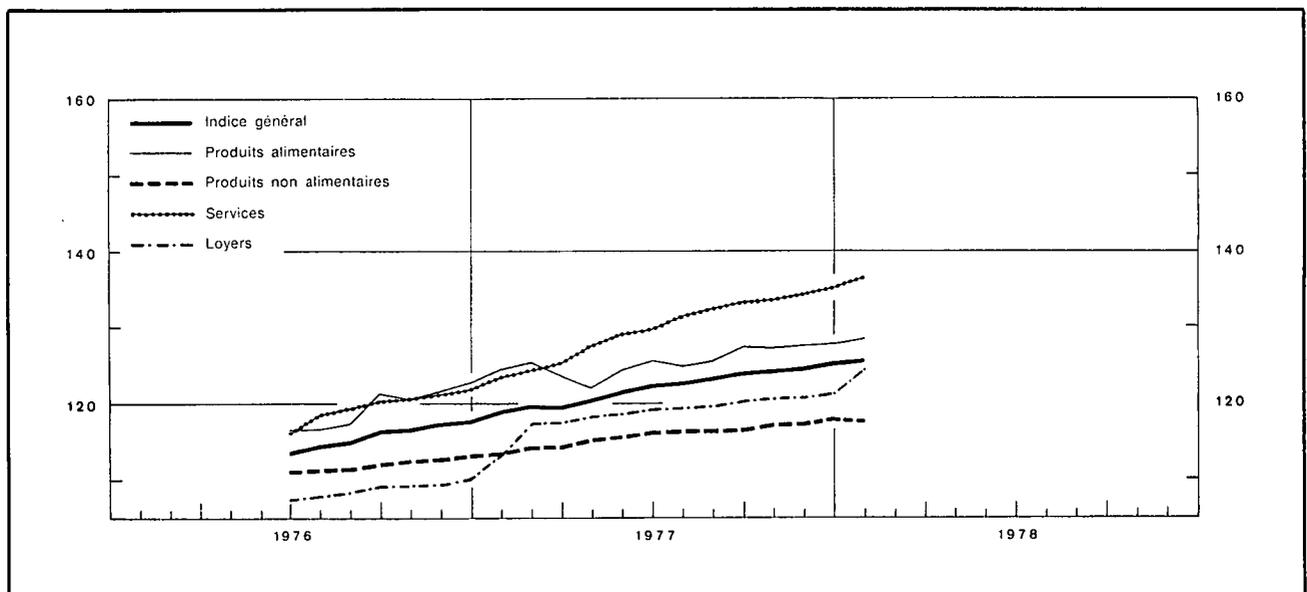


VII - 4a. — INDICES DES PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

(Ventilation en 4 groupes)

Source : M.A.E.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits alimentaires		Produits non alimentaires		Services		Loyers		
Coefficient de pondération en p.c. de l'indice général :										
Jusque février 1972	100,00	41,56		37,01		21,43		—		
De mars 1972 à mai 1976 ...	100,00	30,00		40,00		30,00		—		
Depuis juin 1976	100,00	25,15		42,79		27,06		5,00		
Base 1971 = 100 ¹										
1970	95,84	98,13		95,67		92,69		—		
1971	100,00	100,00		100,00		100,00		—		
1972	105,45	106,60		102,80		107,61		—		
1973	112,78	115,15		107,58		117,28		—		
1974	127,08	125,94		122,69		134,02		—		
1975	143,31	140,08		136,55		154,07		—		
1976 5 premiers mois	153,16	154,25		142,46		164,41		—		
Base 2 ^e semestre 1974 - 1 ^{er} semestre 1975 = 100										
1976 7 derniers mois	115,89	119,58		112,15		119,69		108,89		
1977	122,30	125,46		116,00		129,94		118,92		
		1977	1978	1977	1978	1977	1978	1977	1978	
1 ^{er} trimestre	119,57		124,55		114,05		124,32		116,13	
2 ^e trimestre	121,51		123,95		115,78		128,84		118,68	
3 ^e trimestre	123,34		125,86		116,57		132,33		119,92	
4 ^e trimestre	124,77		127,47		117,62		134,29		120,96	
Janvier	119,01	125,88	124,51	128,37	113,66	117,85	123,38	136,52	113,48	124,44
Février	119,91		125,38		114,22		124,28		117,42	
Mars	119,80		123,77		114,27		125,29		117,49	
Avril	120,45		121,98		115,25		127,68		118,17	
Mai	121,66		124,35		115,79		129,01		118,69	
Juin	122,42		125,51		116,30		129,82		119,19	
Juillet	122,79		124,93		116,36		131,55		119,56	
Août	123,18		125,38		116,54		132,22		119,94	
Septembre	124,05		127,27		116,81		133,21		120,26	
Octobre	124,31		127,11		117,19		133,62		120,75	
Novembre	124,76		127,54		117,62		134,18		120,94	
Décembre	125,25		127,77		118,04		135,06		121,20	



¹ Pour passer de ces indices aux indices en base 2^e semestre 1974 - 1^{er} semestre 1975 = 100, le Conseil national du Travail a fixé les coefficients

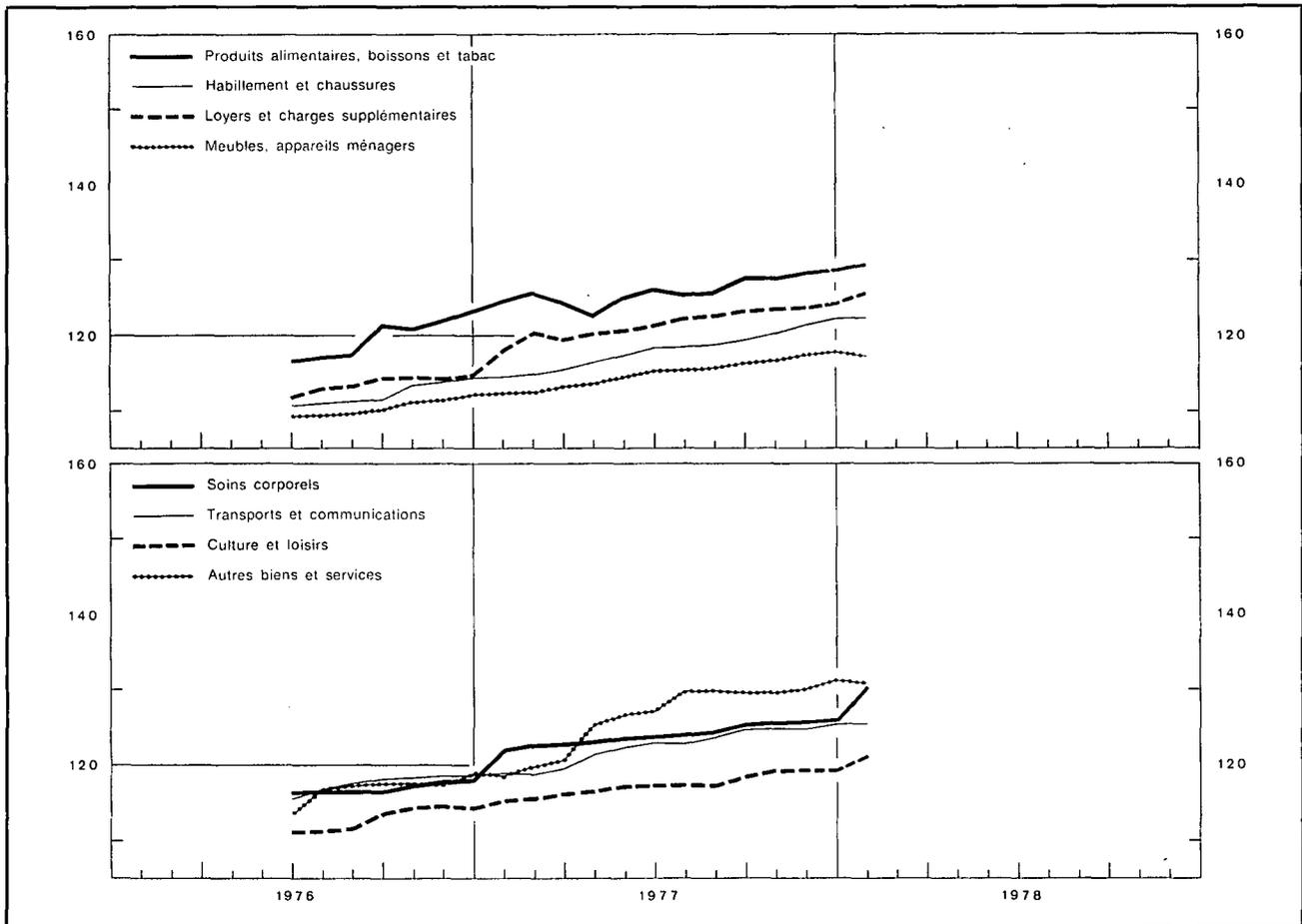
de conversion comme suit : l'indice général à 1,370; les produits alimentaires à 1,343; les produits non alimentaires à 1,304; les services à 1,458.

VII - 4b. — INDICES DES PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

Base 2^e semestre 1974 - 1^{er} semestre 1975 = 100

(Ventilation d'après le classement de l'Office Statistique des Communautés européennes)

Source : M.A.E.



Moyennes mensuelles ou mois	Indice général *	Produits alimentaires, boissons et tabac	Habillement et chaussures	Loyers et charges supplémentaires	Meubles, appareils ménagers	Soins corporels	Transports et communications	Culture et loisirs	Autres biens et services
Coefficient de pondération en p.c. de l'indice général	100,00	26,42	9,61	15,14	10,46	3,98	14,21	7,61	12,57
1977	122,30	126,05	118,09	121,70	115,08	124,10	122,43	117,56	126,51
1976 3 ^e trimestre	115,32	118,69	111,26	113,56	109,79	116,63	117,41	112,30	117,12
4 ^e trimestre	117,23	122,06	113,82	114,57	111,57	117,66	118,30	114,49	117,88
1977 1 ^{er} trimestre	119,57	125,00	114,97	119,33	112,62	122,50	119,07	115,81	119,70
2 ^e trimestre	121,51	124,58	117,39	120,82	114,51	123,48	122,10	117,13	126,25
3 ^e trimestre	123,34	126,41	118,79	122,78	115,82	124,53	123,70	117,87	129,82
4 ^e trimestre	124,77	128,22	121,23	123,88	117,37	125,88	124,86	119,42	130,27
1977 Janvier	119,01	124,76	114,48	117,99	112,21	121,99	118,88	115,39	118,69
Février	119,91	125,84	114,89	120,27	112,57	122,66	118,80	115,72	119,86
Mars	119,80	124,39	115,54	119,72	113,09	122,85	119,53	116,33	120,54
Avril	120,45	122,70	116,50	120,20	113,78	123,02	121,24	116,81	125,10
Mai	121,66	124,96	117,44	120,72	114,49	123,56	122,14	117,18	126,65
Juin	122,42	126,07	118,23	121,53	115,26	123,87	122,93	117,39	127,00
Juillet	122,79	125,52	118,27	122,37	115,34	124,03	122,88	117,51	129,88
Août	123,18	125,95	118,75	122,80	115,87	124,31	123,60	117,38	129,94
Septembre	124,05	127,75	119,34	123,17	116,26	125,26	124,61	118,72	129,63
Octobre	124,31	127,63	120,27	123,53	116,84	125,76	124,76	119,24	129,66
Novembre	124,76	128,27	121,35	123,94	117,44	125,86	124,65	119,53	130,03
Décembre	125,25	128,77	122,06	124,18	117,82	126,01	125,18	119,49	131,11
1978 Janvier	125,88	129,43	122,14	125,64	117,28	130,26	125,21	121,06	130,99

* Pour passer de cet indice à l'indice base 1971 = 100, le Conseil national du Travail a fixé le coefficient de conversion à 1,37. Ce coefficient de conversion est obligatoirement d'application pour toutes

Références bibliographiques : *Moniteur belge*. — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistiques de l'I.N.S.* — *Service de Conjoncture (IRES)*. — *Bulletin mensuel de Statistiques (O.N.U.)*. — *Statis-*

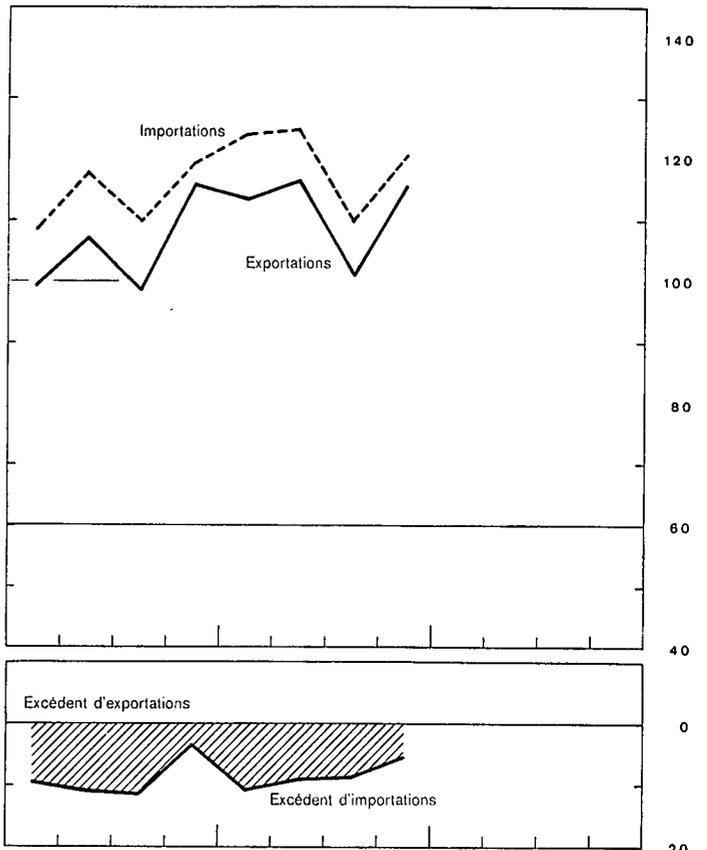
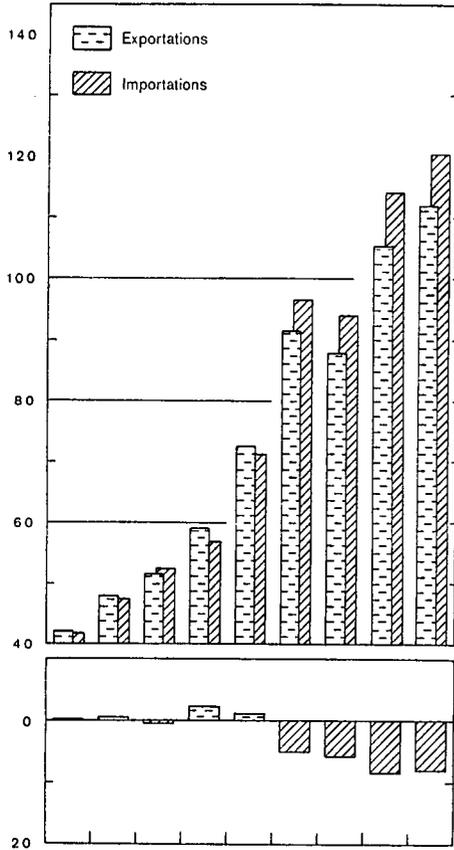
tiques Economiques belges 1960-1970. — *Principaux indicateurs économiques (O.C.D.E.)*.

VIII. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

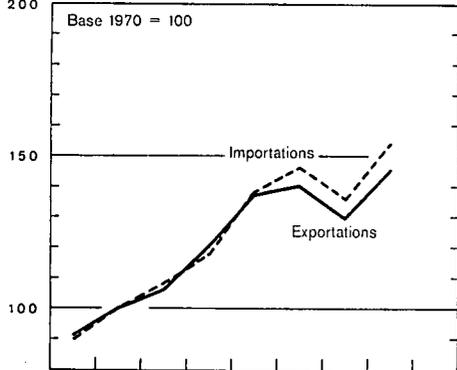
IMPORTATIONS, EXPORTATIONS ET BALANCE COMMERCIALE

Moyennes mensuelles en milliards de francs

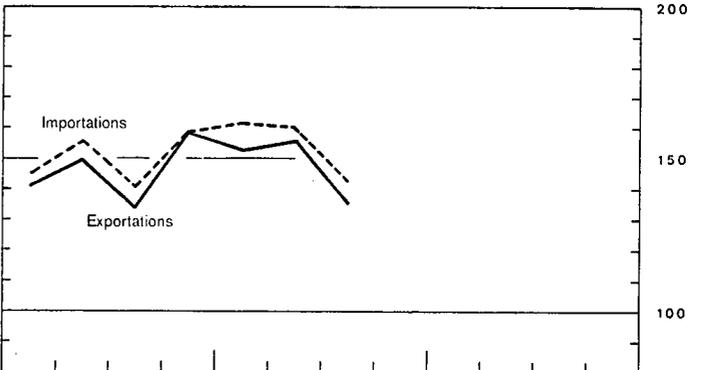
Source : I.N.S.



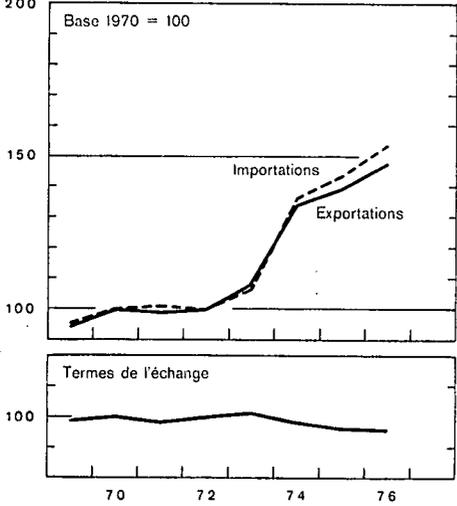
Source : I.N.S. - Calculs B.N.B.



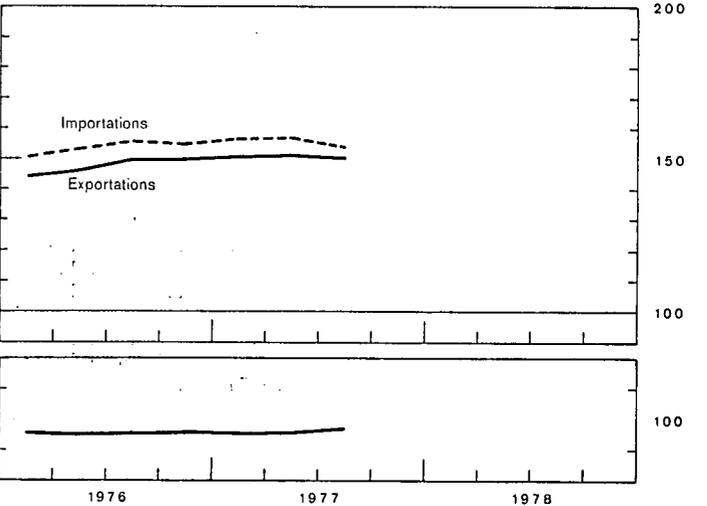
INDICES DU VOLUME



Source : I.N.S. - Calculs B.N.B.



INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES ET DES TERMES DE L'ECHANGE



VIII. - 1. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. — TABLEAU GENERAL

Moyennes mensuelles	Source : I.N.S.				Source : I.N.S. — Calculs : B.N.B.				
	Valeur (milliards de francs)			Pourcent. exportations importations	Indices base 1970 = 100				
	Importations	Exportations	Balances commerciale		du volume		des prix à		des termes de l'échange ¹
				importations	exportations	l'importation	l'exportation		
1970	47,6	48,3	+ 0,7	102	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1971	52,4	51,7	- 0,7	99	108,8	107,2	101,2	99,6	98,4
1972	56,8	59,2	+ 2,4	104	118,8	120,7	100,1	100,2	100,1
1973	71,3	72,5	+ 1,2	102	138,4	137,8	107,1	108,3	101,1
1974	96,7	91,6	- 5,1	95	146,8	140,7	136,9	134,7	98,4
1975	94,2	88,1	- 6,1	94	136,1	129,9	144,4	139,8	96,8
1976	114,1	105,5	- 8,6	93	154,5	146,1	153,9	147,8	96,0
1977	120,2	112,0	- 8,2	93					
1975 4 ^e trimestre	103,1	97,5	- 5,6	95	145,8	142,5	147,0	140,5	95,6
1976 1 ^{er} trimestre	108,6	99,5	- 9,1	92	144,9	140,9	150,8	144,6	95,9
2 ^e trimestre	118,1	107,5	- 10,6	91	156,4	149,9	153,5	146,8	95,6
3 ^e trimestre	110,0	98,8	- 11,2	90	141,3	134,8	156,1	150,1	96,2
4 ^e trimestre	119,6	116,3	- 3,3	97	159,4	159,0	155,2	150,1	96,7
1977 1 ^{er} trimestre	124,3	113,7	- 10,6	91	162,2	152,8	157,1	150,9	96,1
2 ^e trimestre	125,3	116,6	- 8,7	93	160,7	156,0	157,3	151,5	96,3
3 ^e trimestre	110,3	101,7	- 8,6	92	142,9	136,0	154,5	150,6	97,5
4 ^e trimestre	121,0	115,9	- 5,1	96					
1976 12 mois	114,1	105,5	- 8,6	93	154,5	146,1	153,9	147,8	96,0
1977 1 ^{er} mois	116,5	100,5	- 16,0	86					
2 premiers mois	117,4	103,2	- 14,2	88					
3 premiers mois	124,3	113,7	- 10,6	91	162,2	152,8	157,1	150,9	96,1
4 premiers mois	124,4	113,5	- 10,9	91					
5 premiers mois	123,5	112,8	- 10,7	91					
6 premiers mois	124,8	115,1	- 9,7	92	161,5	154,4	157,2	151,2	96,2
7 premiers mois	120,4	112,4	- 8,0	93					
8 premiers mois	119,7	109,0	- 10,7	91					
9 premiers mois	120,0	110,7	- 9,3	92	155,3	148,3	156,3	151,0	96,6
10 premiers mois	120,4	111,5	- 8,9	93					
11 premiers mois	120,4	111,2	- 9,2	92					
12 mois	120,2	112,0	- 8,2	93					

¹ Termes de l'échange = $\frac{\text{Indices des prix à l'exportation}}{\text{Indices des prix à l'importation}} \times 100$.

N.B. — En ce qui concerne les indices du volume, des prix et des termes de l'échange, la moyenne des indices trimestriels diffère de l'indice annuel parce que ce dernier comprend en plus des produits saisonniers et certains articles dont les mouvements sont éparadiques. Ils ne tiennent pas compte des corrections tardives apportées par l'I.N.S.

VIII - 2. — EXPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon la nature des produits

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (classement B.N.B. d'après le Classement type pour le Commerce International de l'O.N.U.).

Moyennes mensuelles	Fabrications métalliques	Produits sidérurgiques	Textiles	Produits chimiques	Métaux non ferreux	Produits agricoles	Perles et pierres précieuses	Industrie pétrolière	Industries alimentaires	Papier et livres	Bois et meubles	Verres et glaces	Peaux, cuirs et chaussures	Caoutchouc	Carrières	Matér. de construction à base de ciment et de plâtre	Tabacs manufacturés	Industrie houillère	Céramiques	Ciments	Divers	Total
1970	13,24	7,12	5,48	4,90	4,29	2,56	1,83	1,14	1,50	1,23	0,91	0,93	0,41	0,34	0,23	0,20	0,13	0,15	0,11	0,08	1,59	48,37
1971	15,40	6,64	6,05	5,68	3,18	2,95	1,93	1,22	1,72	1,33	1,16	0,91	0,44	0,40	0,24	0,23	0,14	0,13	0,13	0,10	1,53	51,51
1972	16,95	7,66	6,91	6,73	3,25	3,56	2,47	1,59	2,10	1,50	1,42	1,08	0,53	0,43	0,27	0,26	0,18	0,12	0,16	0,10	1,72	58,99
1973	19,60	9,95	8,14	8,68	4,82	4,33	2,97	1,95	2,57	1,84	1,77	1,18	0,59	0,58	0,31	0,32	0,27	0,11	0,19	0,11	2,24	72,52
1974	22,67	14,27	9,20	13,32	6,52	4,58	3,01	2,88	3,28	2,27	1,93	1,22	0,63	0,80	0,38	0,34	0,34	0,15	0,21	0,14	3,31	91,44
1975	25,72	10,32	8,64	11,97	3,91	5,25	3,18	4,08	3,41	2,04	1,91	1,01	0,53	0,92	0,38	0,33	0,36	0,17	0,22	0,11	3,62	88,08
1976	32,02	10,74	10,00	14,68	5,03	5,92	4,30	4,82	3,93	2,45	2,12	1,29	0,65	0,94	0,42	0,38	0,33	0,15	0,27	0,14	4,81	105,40
1977	33,20	9,88	10,23	15,70	5,38	6,27	5,82	5,89	4,36	2,49	2,12	1,38	0,65	1,33	0,43	0,41	0,37	0,11	0,34	0,22	5,39	111,97
1975 4 ^e trimestre	28,78	9,36	9,63	13,14	4,49	6,34	3,90	5,54	3,34	2,26	2,23	1,13	0,57	1,00	0,42	0,35	0,39	0,14	0,23	0,11	4,09	97,45
1976 1 ^{er} trimestre	31,14	10,24	10,08	13,92	3,87	5,84	3,80	3,49	3,53	2,42	1,99	1,16	0,60	1,00	0,36	0,34	0,34	0,14	0,24	0,09	4,56	99,15
2 ^e trimestre	33,75	11,33	10,18	14,87	5,13	5,54	4,39	3,46	4,19	2,52	2,16	1,34	0,66	0,97	0,47	0,42	0,31	0,13	0,30	0,16	4,70	106,98
3 ^e trimestre	27,34	10,49	8,67	14,27	5,01	5,38	3,96	6,65	3,91	2,26	1,76	1,19	0,64	0,79	0,39	0,37	0,30	0,15	0,25	0,17	4,30	98,25
4 ^e trimestre	35,44	10,97	11,12	15,50	6,09	6,78	5,03	5,69	4,05	2,60	2,54	1,48	0,70	1,00	0,46	0,40	0,38	0,18	0,28	0,17	4,09	116,45
1977 1 ^{er} trimestre	33,67	10,21	11,06	15,82	5,67	6,42	5,63	5,12	4,07	2,51	2,23	1,38	0,65	1,31	0,42	0,39	0,35	0,12	0,29	0,19	5,93	112,94
2 ^e trimestre	34,08	10,45	10,35	16,33	6,08	6,60	5,54	5,89	4,34	2,63	2,18	1,42	0,72	1,40	0,46	0,44	0,35	0,14	0,37	0,25	5,87	115,87
3 ^e trimestre	28,90	8,75	8,84	14,64	4,66	5,64	5,71	6,02	4,50	2,26	1,76	1,22	0,59	1,25	0,41	0,38	0,38	0,07	0,32	0,22	4,64	101,17
4 ^e trimestre	35,11	9,82	10,64	15,89	5,08	6,37	6,38	6,43	4,47	2,57	2,35	1,49	0,62	1,37	0,43	0,42	0,39	0,11	0,37	0,21	5,37	115,89
1976 12 mois	32,02	10,74	10,00	14,68	5,03	5,92	4,30	4,82	3,93	2,45	2,12	1,29	0,65	0,94	0,42	0,38	0,33	0,15	0,27	0,14	4,81	105,40
1977 1 ^{er} mois	29,58	9,63	10,02	14,40	5,48	6,24	4,35	3,38	3,31	2,26	1,97	1,27	0,58	1,16	0,37	0,36	0,27	0,15	0,25	0,17	4,49	99,69
2 premiers mois	30,59	9,60	10,03	14,63	5,22	6,05	4,86	3,72	3,78	2,30	1,98	1,27	0,58	1,21	0,38	0,34	0,31	0,12	0,25	0,17	4,92	102,31
3 premiers mois	33,67	10,21	11,06	15,82	5,67	6,42	5,63	5,12	4,07	2,51	2,23	1,38	0,65	1,31	0,42	0,39	0,35	0,12	0,29	0,19	5,93	112,94
4 premiers mois	33,80	10,10	10,82	15,87	5,67	6,50	5,50	5,25	4,18	2,52	2,19	1,39	0,67	1,31	0,43	0,40	0,37	0,12	0,30	0,20	5,47	113,08
5 premiers mois	33,71	10,08	10,65	15,81	5,74	6,48	5,55	5,19	4,12	2,50	2,15	1,37	0,68	1,32	0,42	0,40	0,33	0,12	0,32	0,20	5,43	112,55
6 premiers mois	34,20	10,33	10,71	16,09	5,88	6,52	5,58	5,50	4,21	2,57	2,19	1,40	0,69	1,36	0,44	0,41	0,35	0,13	0,33	0,22	5,66	114,75
7 premiers mois	33,32	10,04	10,37	15,82	5,68	6,31	5,82	5,39	4,15	2,49	2,03	1,35	0,67	1,30	0,43	0,39	0,35	0,12	0,33	0,21	5,51	112,08
8 premiers mois	32,10	9,72	9,96	15,49	5,48	6,18	5,46	5,27	4,21	2,46	2,02	1,32	0,65	1,30	0,42	0,40	0,34	0,11	0,32	0,21	5,33	108,76
9 premiers mois	32,49	9,87	10,09	15,60	5,47	6,23	5,63	5,69	4,31	2,47	2,04	1,34	0,66	1,32	0,43	0,40	0,36	0,11	0,33	0,22	5,34	110,41
10 premiers mois	32,52	9,94	10,22	15,67	5,44	6,30	5,72	5,84	4,31	2,51	2,08	1,36	0,66	1,32	0,43	0,41	0,37	0,11	0,33	0,22	5,59	111,34
11 premiers mois	32,44	9,87	10,15	15,60	5,32	6,25	5,85	5,91	4,32	2,50	2,09	1,36	0,65	1,33	0,43	0,41	0,37	0,11	0,34	0,22	5,55	111,07
12 mois	33,20	9,88	10,23	15,70	5,38	6,27	5,82	5,89	4,36	2,49	2,12	1,38	0,65	1,33	0,43	0,41	0,37	0,11	0,34	0,22	5,39	111,97

N. B. — Le contenu de chaque rubrique correspond à l'intitulé, même si les produits sont fabriqués par une branche d'industrie dont ils ne constituent pas l'activité principale.
Les corrections apportées aux données globales du tableau VIII-1 n'ont pu être ventilées dans ce tableau.

VIII - 3. — IMPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon l'usage des produits

(milliards de francs)

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

Moyennes mensuelles	Biens de production destinés														Biens de consommation					Biens d'équipement	Divers ¹	Total général			
	Total	aux industries métallurgiques et fabrications métalliques	aux industries textiles	à l'agriculture et aux industries alimentaires	à l'industrie diamantaire	à l'industrie du bois et du liège	à l'industrie du cuir	aux industries du papier et des arts graphiques	à l'industrie du tabac	aux industries de la construction	aux industries du caoutchouc	aux raffineries de pétrole	à divers secteurs de production					Total	non durables				durables		
													combustibles		produits chimiques	produits métalliques	autres produits		alimentaires					autres	
													liquides	autres					produits animaux						produits végétaux
1969	27,94	10,15	2,03	2,54	2,41	0,52	0,30	0,43	0,17	0,68	0,24	2,01	0,47	1,19	2,20	0,78	1,82	8,53	1,15	1,60	0,85	4,93	5,10	0,05	41,62
1970	31,15	11,99	1,93	3,11	1,60	0,51	0,28	0,51	0,18	0,82	0,28	2,20	0,56	1,50	2,53	1,00	2,15	9,42	1,32	1,75	0,97	5,38	6,71	0,06	47,34
1971	33,39	11,60	2,01	3,29	2,07	0,50	0,30	0,55	0,19	1,02	0,33	2,65	0,84	1,42	2,97	1,25	2,40	11,19	1,51	2,14	1,11	6,43	7,59	0,07	52,24
1972	36,02	12,25	2,22	3,37	2,33	0,64	0,34	0,55	0,20	1,08	0,31	3,37	0,72	1,59	3,33	1,14	2,58	13,25	1,85	2,32	1,32	7,76	7,91	0,06	57,24
1973	44,95	15,69	2,83	4,33	3,29	0,95	0,40	0,72	0,22	1,41	0,39	3,08	0,99	1,99	4,14	1,35	3,17	16,33	2,33	2,78	1,49	9,73	9,50	0,28	71,06
1974	64,23	19,07	3,01	5,76	3,37	1,13	0,42	1,14	0,25	2,03	0,60	7,46	2,81	3,28	7,16	1,89	4,85	19,26	2,39	3,13	1,97	11,77	11,98	0,72	96,19
1975	58,95	17,03	2,42	5,91	3,08	0,91	0,35	0,92	0,28	2,05	0,51	6,97	2,73	3,43	5,83	1,89	4,64	21,27	2,73	3,74	1,95	12,85	12,46	1,25	93,93
1976	73,03	22,60	3,20	6,46	4,43	1,26	0,46	1,14	0,33	2,24	0,56	8,55	3,30	4,08	7,56	2,03	4,82	26,51	3,45	4,69	2,27	15,99	12,76	1,32	113,62
1975 3 ^e trimestre ..	52,24	14,77	2,10	5,17	2,58	0,79	0,28	0,76	0,24	1,90	0,44	7,59	1,90	2,60	4,39	1,67	4,62	20,27	2,49	3,50	1,86	12,41	10,85	1,47	84,83
4 ^e trimestre ..	65,41	18,95	2,69	6,34	3,80	1,07	0,35	0,93	0,29	2,18	0,52	8,05	2,89	3,64	6,70	1,90	4,61	22,94	3,16	4,25	2,10	13,43	13,92	0,82	103,09
1976 1 ^{er} trimestre ..	65,82	20,51	3,25	5,91	4,27	1,19	0,48	1,09	0,33	2,08	0,61	5,90	2,34	4,06	7,11	1,89	4,80	25,35	3,26	4,05	2,32	15,72	12,14	1,19	104,50
2 ^e trimestre ..	75,27	23,99	3,54	5,96	4,83	1,28	0,50	1,21	0,30	2,31	0,53	7,92	4,27	4,01	7,76	2,01	4,85	25,68	3,30	4,60	2,15	15,63	12,65	1,26	114,86
3 ^e trimestre ..	67,51	20,53	2,89	6,36	4,10	1,11	0,40	1,03	0,31	2,00	0,48	10,29	1,56	3,56	6,66	1,79	4,44	24,44	3,10	4,68	1,92	14,74	11,43	1,44	104,82
4 ^e trimestre ..	74,67	23,36	3,08	7,28	4,49	1,43	0,45	1,18	0,35	2,38	0,59	8,88	2,63	4,31	7,26	2,23	4,78	27,91	3,66	5,24	2,33	16,57	13,52	1,34	117,45
1977 1 ^{er} trimestre ..	76,54	22,82	3,38	7,05	5,31	1,36	0,56	1,14	0,33	2,41	0,62	10,51	1,88	4,07	7,77	2,31	5,02	29,54	3,11	5,58	2,27	18,53	13,85	1,25	121,18
2 ^e trimestre ..	78,15	22,57	3,12	7,11	7,10	1,39	0,52	1,25	0,31	2,65	0,53	10,07	2,15	3,87	8,15	2,41	4,95	29,02	3,82	5,70	2,28	17,22	14,44	1,10	122,71
3 ^e trimestre ..	66,21	17,84	2,24	5,44	5,60	1,23	0,40	1,03	0,30	2,19	0,53	11,07	1,69	3,49	6,82	2,00	4,34	26,77	3,86	4,68	2,13	16,10	12,59	1,05	106,62

¹ Rubrique constituée, en ordre principal, par des positions tarifaires confidentielles.

N. B. — Les corrections apportées aux données globales du tableau VIII-1 n'ont pu être ventilées dans ce tableau.

VIII - 4a. — INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES *

Base 1970 = 100

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1975		1976				1977		
									3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits																	
Biens de production	95,5	100,0	100,7	97,5	106,0	148,4	152,3	162,7	152,1	155,1	159,0	163,1	165,2	163,4	164,5	165,0	159,3
Biens de consommation ...	96,6	100,0	101,7	104,3	109,4	120,9	131,1	140,4	131,8	134,9	137,8	137,8	142,1	143,4	147,8	147,4	151,2
Biens d'équipement	96,1	100,0	104,3	107,0	110,4	118,0	130,4	136,1	132,2	133,3	136,8	136,9	136,1	135,1	135,3	136,1	137,5
Ensemble ...	95,6	100,0	101,2	100,1	107,1	136,9	144,4	153,9	144,0	147,0	150,8	153,5	156,1	155,2	157,1	157,3	154,5
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																	
Sidérurgie	83,4	100,0	95,4	94,2	109,2	149,8	143,8	147,1	137,4	133,2	138,6	147,8	153,6	149,0	142,1	139,9	136,1
Fabrications métalliques ...	94,0	100,0	103,1	105,4	109,6	124,3	139,3	148,4	139,0	143,1	145,7	148,5	144,6	150,2	151,7	153,0	154,9
Métaux non ferreux	93,9	100,0	79,9	75,6	93,7	129,6	94,7	103,6	95,4	93,8	94,2	102,1	110,7	105,9	103,9	106,1	99,2
Textiles	100,8	100,5	98,5	101,7	108,6	126,7	126,7	130,8	126,7	125,6	128,3	128,5	132,9	133,4	135,1	136,2	137,1
Produits chimiques	99,6	100,0	98,7	97,9	101,7	141,2	145,6	151,3	140,9	142,0	151,9	152,7	152,4	151,3	151,6	147,1	146,3
Industrie bouillière	67,2	100,0	89,8	80,8	79,8	118,8	146,4	171,1	153,0	153,1	162,4	176,4	137,8	150,2	186,7	187,9	177,3
Industrie pétrolière	103,2	100,0	111,6	107,6	118,6	218,8	260,6	307,5	268,2	282,9	298,4	302,0	313,5	311,9	306,0	310,9	302,6
Verres et glaces	106,6	100,0	99,6	97,3	101,9	110,1	118,9	118,8	119,0	120,2	120,0	120,6	120,9	120,7	120,0	125,1	128,4
Produits agricoles	104,6	100,0	105,3	111,0	120,7	126,0	133,8	145,4	135,3	141,1	147,3	143,8	147,2	146,9	150,9	151,1	152,1
Ciments	92,9	100,0	112,9	119,6	124,7	155,5	157,4	164,2	163,4	160,5	166,4	166,5	165,0	167,6	172,9	169,3	167,0
Matériaux de construction à base de ciment et de plâtre	98,4	100,0	100,1	102,1	105,7	117,9	133,9	147,0	135,2	137,2	142,9	143,8	149,7	151,3	159,6	154,6	156,4
Carrières	95,8	100,0	104,6	107,1	111,1	124,8	136,0	141,8	138,5	146,8	144,2	142,5	145,0	143,2	146,9	143,4	148,7
Céramiques	93,6	100,0	110,6	117,7	127,6	150,1	176,7	190,5	176,7	175,0	186,2	184,3	193,7	198,3	200,8	199,6	202,1
Bois et meubles	95,5	100,0	99,6	103,0	110,8	128,1	136,0	141,3	136,4	139,0	137,8	141,0	143,9	144,3	150,8	157,5	159,5
Peaux, cuirs et chaussures .	103,4	100,0	96,1	106,4	119,1	116,0	118,0	137,9	119,6	120,4	128,3	139,9	146,9	144,1	150,2	152,9	148,2
Papier et livres	96,6	100,0	102,2	99,9	104,8	137,7	148,9	148,6	147,8	148,0	148,8	146,5	150,1	149,0	150,1	147,3	147,3
Tabacs manufacturés	97,9	100,0	94,5	111,6	140,6	137,4	146,5	140,1	140,6	147,4	145,2	129,2	140,5	144,3	150,0	150,3	146,7
Caoutchouc	98,4	100,0	103,3	107,0	112,8	133,9	143,8	147,4	144,2	143,9	145,2	147,3	147,4	149,1	149,0	147,5	152,4
Industries alimentaires	96,2	100,0	105,1	103,7	114,6	136,4	145,9	143,4	142,3	143,1	141,7	140,5	144,0	148,5	148,0	149,6	147,8
Divers	85,6	100,0	127,5	119,3	129,2	163,6	175,8	197,6	168,6	179,4	196,6	193,0	187,9	211,5	230,0	245,8	238,7
Ensemble ...	94,7	100,0	99,6	100,2	108,3	134,7	139,8	147,8	138,6	140,5	144,6	146,8	150,1	150,1	150,9	151,5	150,6
INDICES DES TERMES DE L'ECHANGE ¹																	
Ensemble ...	99,1	100,0	98,4	100,1	101,1	98,4	96,8	96,0	96,3	95,6	95,9	95,6	96,2	96,7	96,1	96,3	97,5

¹ Indices des termes de l'échange = $\frac{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'exportation (f.o.b.)}}{\text{indice des valeurs unitaires moyenne à l'importation (c.i.f.)}}$

* Voir N.B. au tableau VIII-1.

VIII - 4b. — INDICES DU VOLUME *

Base 1970 = 100

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1975		1976				1977		
									3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits																	
Biens de production	90,4	100,0	105,4	114,5	132,7	136,9	123,1	141,4	110,2	133,3	130,0	145,0	129,4	144,2	145,8	144,7	127,7
Biens de consommation ...	93,5	100,0	116,7	134,6	157,8	168,5	172,2	200,8	165,3	181,8	196,5	199,6	183,2	208,4	216,3	211,2	190,8
Biens d'équipement	79,6	100,0	111,0	113,2	133,8	158,7	146,0	147,3	129,5	150,9	142,1	146,1	133,6	160,9	162,3	165,3	142,9
Ensemble ...	89,9	100,0	108,8	118,8	138,4	146,8	136,1	154,5	123,8	145,8	144,9	156,4	141,3	159,4	162,2	160,7	142,9
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																	
Sidérurgie	100,5	100,0	97,8	114,1	127,8	133,6	100,6	102,2	80,2	98,6	103,2	108,1	96,1	103,0	100,6	104,4	89,5
Fabrications métalliques ...	89,2	100,0	115,3	122,0	137,7	140,9	141,3	163,9	126,8	154,1	161,6	173,4	140,3	180,4	172,1	171,9	144,4
Métaux non ferreux	95,0	100,0	92,6	99,9	120,6	117,6	103,0	119,9	86,8	119,5	100,9	125,0	112,3	142,6	136,1	143,5	117,0
Textiles	94,5	100,0	112,2	123,8	134,3	130,1	121,8	137,4	106,4	136,9	140,1	141,8	117,3	149,9	147,0	137,0	116,2
Produits chimiques	85,2	100,0	116,3	139,1	175,5	190,1	166,3	195,2	156,3	186,7	183,6	196,7	189,4	206,5	211,0	219,4	199,7
Industrie houillère	111,8	100,0	97,4	95,4	93,1	85,4	74,2	56,0	55,8	59,4	54,5	49,3	70,1	74,8	44,4	50,5	27,2
Industrie pétrolière	108,4	100,0	95,8	130,1	144,4	114,2	136,5	140,3	129,5	170,3	105,2	102,9	190,8	162,7	149,7	169,5	178,2
Verres et glaces	80,9	100,0	97,6	118,9	120,1	115,3	88,2	112,7	77,4	98,0	100,9	114,1	101,5	127,1	119,2	118,0	98,6
Produits agricoles	79,8	100,0	109,4	123,9	139,6	141,4	153,1	158,5	136,7	180,4	163,4	152,9	147,4	181,7	170,1	173,6	148,7
Ciments	85,1	100,0	103,0	99,3	106,8	106,2	70,0	103,6	72,9	71,0	56,5	110,8	120,8	121,9	130,5	174,0	158,0
Matériaux de construction à base de ciment et de plâtre	84,9	100,0	113,1	126,4	148,4	141,3	119,5	127,6	106,5	124,8	118,3	141,6	122,4	126,7	118,9	139,1	118,9
Carrières	94,1	100,0	99,8	109,3	118,4	127,9	116,5	124,9	103,9	120,6	107,2	138,5	111,4	135,0	117,3	133,6	116,4
Céramiques	93,8	100,0	105,2	122,0	131,8	125,2	111,9	125,4	114,9	109,8	115,8	143,7	112,5	126,9	124,0	151,5	135,8
Bois et meubles	93,6	100,0	127,9	152,1	176,3	166,1	154,6	180,3	127,7	175,7	173,8	184,3	146,7	207,9	177,6	169,3	135,6
Peaux, cuirs et chaussures .	98,0	100,0	113,1	121,1	118,6	128,9	108,4	112,6	99,8	113,9	112,6	113,6	105,7	112,4	104,8	114,6	94,0
Papier et livres	90,9	100,0	105,2	122,1	142,4	144,7	121,1	148,2	113,2	134,7	146,2	155,0	135,8	157,2	151,0	161,1	138,7
Tabacs manufacturés	100,7	100,0	111,8	124,0	151,0	193,4	191,9	185,4	157,2	208,1	181,9	186,3	166,0	207,1	180,4	185,0	201,0
Caoutchouc	89,2	100,0	115,5	133,2	173,7	200,3	216,1	215,5	196,7	235,8	230,8	220,9	179,1	230,8	231,7	245,7	209,9
Industries alimentaires	86,4	100,0	109,1	135,1	150,8	163,2	158,8	186,1	149,3	160,1	169,0	202,8	185,3	185,6	184,8	197,1	205,6
Divers	78,6	100,0	76,0	88,8	105,9	120,0	115,1	133,1	107,9	129,5	127,2	135,5	123,8	148,0	131,5	133,5	108,5
Ensemble ...	91,2	100,0	107,2	120,7	137,8	140,7	129,9	146,1	115,2	142,5	140,9	149,9	134,8	159,0	152,8	156,0	136,0

* Voir N.B. au tableau VIII-1.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.
(milliards de francs)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles	République Fédérale d'Allemagne			France			Pays-Bas		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1970	11,05	11,91	+ 0,86	8,11	9,58	+ 1,47	6,92	9,37	+ 2,45
1971	13,18	13,08	- 0,10	9,28	10,24	+ 0,96	8,49	9,85	+ 1,36
1972	13,86	14,71	+ 0,85	11,08	12,03	+ 0,95	9,08	11,01	+ 1,93
1973	17,69	17,15	- 0,54	13,38	15,07	+ 1,69	11,48	12,94	+ 1,46
1974	21,44	19,71	- 1,73	16,66	18,31	+ 1,65	15,97	15,73	- 0,24
1975	20,70	19,62	- 1,08	16,39	16,84	+ 0,45	15,76	15,08	- 0,68
1976	25,53	24,51	- 1,02	18,55	22,18	+ 3,63	20,07	17,88	- 2,19
1977	26,75	25,13	- 1,62	19,15	21,39	+ 2,24	20,16	18,80	- 1,36
1975 4 ^e trimestre	22,68	21,52	- 1,16	17,75	19,79	+ 2,04	16,85	16,47	- 0,38
1976 1 ^{er} trimestre	24,62	23,46	- 1,16	19,12	21,91	+ 2,79	19,80	16,23	- 3,57
2 ^e trimestre	26,55	25,45	- 1,10	19,85	23,60	+ 3,75	20,56	18,23	- 2,33
3 ^e trimestre	24,23	23,72	- 0,51	16,29	19,67	+ 3,38	18,02	16,62	- 1,40
4 ^e trimestre	27,16	25,44	- 1,72	18,91	23,51	+ 4,60	21,89	20,45	- 1,44
1977 1 ^{er} trimestre	27,19	25,34	- 1,85	20,48	23,00	+ 2,52	22,28	19,34	- 2,94
2 ^e trimestre	26,86	26,07	- 0,79	19,63	22,63	+ 3,00	21,03	19,71	- 1,32
3 ^e trimestre	23,95	23,26	- 0,69	16,30	17,88	+ 1,58	15,64	17,01	+ 1,37
4 ^e trimestre	23,99	25,86	- 3,13	20,18	22,07	+ 1,89	21,70	19,15	- 2,55
1976 12 mois	25,53	24,51	- 1,02	18,55	22,18	+ 3,63	20,07	17,88	- 2,19
1977 1 ^{er} mois	24,24	21,51	- 2,73	17,81	21,23	+ 3,42	21,89	16,47	- 5,42
2 premiers mois	24,99	22,53	- 2,46	18,62	20,92	+ 2,30	21,55	17,16	- 4,39
3 premiers mois	27,19	25,34	- 1,85	20,48	23,00	+ 2,52	22,28	19,34	- 2,94
4 premiers mois	27,01	25,26	- 1,75	20,29	22,92	+ 2,63	22,02	19,27	- 2,75
5 premiers mois	26,90	25,18	- 1,72	19,79	22,62	+ 2,83	21,56	19,11	- 2,45
6 premiers mois	27,02	25,71	- 1,31	20,06	22,81	+ 2,75	21,65	19,53	- 2,12
7 premiers mois	26,07	25,07	- 1,00	19,29	22,21	+ 2,92	20,37	18,76	- 1,61
8 premiers mois	25,82	24,51	- 1,31	18,77	21,14	+ 2,37	20,27	18,39	- 1,88
9 premiers mois	26,00	24,89	- 1,11	18,80	21,17	+ 2,37	19,65	18,69	- 0,96
10 premiers mois	26,52	25,01	- 1,51	18,99	21,39	+ 2,40	19,71	18,78	- 0,93
11 premiers mois	26,65	24,94	- 1,71	19,07	21,26	+ 2,19	20,07	18,73	- 1,34
12 mois	26,75	25,13	- 1,62	19,15	21,39	+ 2,24	20,16	18,80	- 1,36
Moyennes mensuelles	Italie			Royaume-Uni			C.E.E. 1		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1970	1,77	2,27	+ 0,50	2,75	1,76	- 0,99	31,04	35,31	+ 4,27
1971	2,06	2,25	+ 0,19	3,22	1,84	- 1,38	36,63	37,89	+ 1,26
1972	2,37	2,70	+ 0,33	3,63	2,63	- 1,00	40,42	43,74	+ 3,32
1973	2,68	3,50	+ 0,82	4,65	3,36	- 1,29	50,20	53,02	+ 2,82
1974	3,62	4,10	+ 0,48	5,57	4,95	- 0,62	63,92	64,07	+ 0,15
1975	3,67	3,54	- 0,13	5,83	5,69	- 0,14	63,09	62,13	- 0,96
1976	4,36	5,00	+ 0,64	7,68	6,36	- 1,32	81,64	77,73	- 3,91
1977	4,78	4,90	+ 0,12	9,36	7,67	- 1,69	81,20	79,77	- 1,43
1975 4 ^e trimestre	3,87	4,78	+ 0,91	6,87	6,33	- 0,54	68,88	70,63	+ 1,75
1976 1 ^{er} trimestre	4,13	4,66	+ 0,53	7,60	5,52	- 2,08	76,16	73,47	- 2,69
2 ^e trimestre	4,28	5,06	+ 0,78	8,26	6,11	- 2,15	80,58	79,95	- 0,63
3 ^e trimestre	4,51	4,50	- 0,01	6,86	6,03	- 0,83	70,81	72,54	+ 1,73
4 ^e trimestre	4,50	5,78	+ 1,28	7,98	7,80	- 0,18	85,93	84,99	- 0,94
1977 1 ^{er} trimestre	4,91	5,89	+ 0,98	8,65	7,23	- 1,42	84,40	82,64	- 1,76
2 ^e trimestre	4,97	4,83	- 0,14	10,26	7,91	- 2,35	83,79	83,03	- 0,76
3 ^e trimestre	4,61	3,97	- 0,64	9,19	7,01	- 2,18	70,73	70,79	+ 0,06
4 ^e trimestre	4,61	4,92	+ 0,31	9,34	8,52	- 0,82	85,89	82,62	- 3,27
1976 12 mois	4,36	5,00	+ 0,64	7,68	6,36	- 1,32	81,64	77,73	- 3,91
1977 1 ^{er} mois	4,11	5,76	+ 1,65	8,13	5,82	- 2,31	76,95	72,43	- 4,52
2 premiers mois	4,58	5,57	+ 0,99	8,28	6,15	- 2,13	78,84	74,04	- 4,80
3 premiers mois	4,91	5,89	+ 0,98	8,65	7,23	- 1,42	84,40	82,64	- 1,76
4 premiers mois	4,85	5,57	+ 0,72	8,95	7,25	- 1,70	84,04	82,09	- 1,95
5 premiers mois	4,79	5,44	+ 0,65	9,48	7,42	- 2,06	83,48	81,58	- 1,90
6 premiers mois	4,94	5,36	+ 0,42	9,46	7,57	- 1,89	84,10	82,83	- 1,27
7 premiers mois	4,86	5,17	+ 0,31	9,30	7,46	- 1,84	80,36	80,44	- 0,08
8 premiers mois	4,85	4,86	+ 0,01	9,37	7,12	- 2,25	80,09	77,78	- 2,31
9 premiers mois	4,83	4,90	+ 0,07	9,37	7,38	- 1,99	79,64	78,82	- 0,82
10 premiers mois	4,86	4,90	+ 0,04	9,30	7,47	- 1,83	80,38	79,37	- 1,01
11 premiers mois	4,81	4,85	+ 0,04	9,50	7,56	- 1,94	81,09	79,19	- 1,90
12 mois	4,78	4,90	+ 0,12	9,36	7,67	- 1,69	81,20	79,77	- 1,43

1 République Fédérale d'Allemagne, France, Pays-Bas, Italie, Royaume-Uni, Irlande, Danemark.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles	Total métrop. européennes O.C.D.E.			Etats-Unis d'Amérique			Pays de la zone sterling autres que le Royaume-Uni		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1970	38,61	39,41	+ 5,80	4,15	2,90	- 1,25	2,33	1,39	- 0,94
1971	39,51	41,68	+ 2,17	3,34	3,44	+ 0,10	2,36	1,47	- 0,89
1972	43,66	48,43	+ 4,77	3,20	3,61	+ 0,41	2,29	1,45	- 0,84
1973	54,45	58,97	+ 4,52	4,03	4,07	+ 0,04	2,78	2,05	- 0,73
1974	69,74	71,96	+ 2,22	6,29	5,13	- 1,16	4,31	3,03	- 1,28
1975	69,31	69,52	+ 0,21	5,97	3,60	- 2,37	3,77	3,22	- 0,55
1976	83,15	86,15	+ 3,00	6,98	3,75	- 3,23	4,95	3,91	- 1,04
1977	87,59	89,00	+ 1,41	7,25	4,69	- 2,56	6,04	4,57	- 1,47
1975 4 ^e trimestre	75,43	78,38	+ 2,95	7,32	4,38	- 2,94	4,38	2,98	- 1,40
1976 1 ^{er} trimestre	82,78	81,60	- 1,18	6,40	3,51	- 2,89	4,94	3,76	- 1,18
2 ^e trimestre	86,90	87,99	+ 1,09	7,25	3,66	- 3,59	5,09	4,00	- 1,09
3 ^e trimestre	77,07	80,39	+ 3,32	6,71	3,47	- 3,24	4,80	3,72	- 1,08
4 ^e trimestre	87,97	94,67	+ 6,70	7,54	4,35	- 3,19	5,01	4,15	- 0,86
1977 1 ^{er} trimestre	90,67	92,36	+ 1,69	7,35	4,35	- 3,00	6,01	4,42	- 1,59
2 ^e trimestre	90,06	92,79	+ 2,73	8,34	4,89	- 3,45	6,09	4,10	- 1,99
3 ^e trimestre	76,11	79,03	+ 2,92	6,32	4,72	- 1,60	6,29	4,56	- 1,73
4 ^e trimestre	93,56	91,82	- 1,74	6,99	4,81	- 2,18	5,76	5,18	- 0,58
1976 12 mois	83,58	86,15	+ 2,57	6,98	3,75	- 3,23	4,95	3,91	- 1,04
1977 1 ^{er} mois	82,81	81,34	- 1,47	6,98	3,67	- 3,31	6,52	3,98	- 2,54
2 premiers mois	84,61	82,82	- 1,79	6,91	3,96	- 2,95	6,16	4,20	- 1,96
3 premiers mois	90,67	92,36	+ 1,69	7,35	4,35	- 3,00	6,01	4,42	- 1,59
4 premiers mois	90,26	91,82	+ 1,56	7,46	4,33	- 3,13	6,24	4,31	- 1,93
5 premiers mois	89,54	91,12	+ 1,58	7,68	4,40	- 3,28	6,06	4,27	- 1,79
6 premiers mois	90,37	92,57	+ 2,20	7,84	4,62	- 3,22	6,05	4,26	- 1,79
7 premiers mois	86,96	90,01	+ 3,05	7,53	4,59	- 2,94	6,02	4,34	- 1,68
8 premiers mois	86,05	86,93	+ 0,88	7,42	4,48	- 2,94	6,08	4,28	- 1,80
9 premiers mois	85,61	88,06	+ 2,45	7,34	4,65	- 2,69	6,13	4,36	- 1,77
10 premiers mois	86,48	88,60	+ 2,12	7,39	4,77	- 2,62	6,11	4,50	- 1,61
11 premiers mois	87,33	88,34	+ 1,01	7,28	4,70	- 2,58	6,03	4,57	- 1,46
12 mois	87,59	89,00	+ 1,41	7,25	4,69	- 2,56	6,04	4,57	- 1,47
Moyennes mensuelles	Amérique latine 2			Rép. du Zaïre, Rwanda et Burundi			Comecon		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1970	1,57	0,89	- 0,68	1,95	0,50	- 1,45	0,74	0,71	- 0,03
1971	1,41	1,03	- 0,38	1,18	0,55	- 0,63	0,88	0,75	- 0,13
1972	1,20	1,17	- 0,03	1,10	0,47	- 0,63	0,97	0,99	+ 0,02
1973	1,55	1,33	- 0,22	1,92	0,49	- 1,43	1,26	1,62	+ 0,36
1974	1,88	2,43	+ 0,55	2,47	0,65	- 1,82	1,85	2,69	+ 0,84
1975	1,70	2,16	+ 0,46	1,39	0,54	- 0,85	1,89	2,60	+ 0,71
1976	2,45	1,65	- 0,80	2,01	0,50	- 1,51	1,90	2,57	+ 0,67
1977	2,19	1,86	- 0,33	1,93	0,62	- 1,31	2,14	2,27	+ 0,13
1975 4 ^e trimestre	1,94	2,14	+ 0,20	1,44	0,53	- 0,91	1,88	2,42	+ 0,54
1976 1 ^{er} trimestre	1,96	1,62	- 0,34	1,21	0,41	- 0,80	2,02	2,30	+ 0,28
2 ^e trimestre	2,57	1,72	- 0,85	1,99	0,53	- 1,46	2,03	2,45	+ 0,42
3 ^e trimestre	2,90	1,59	- 1,31	2,45	0,50	- 1,95	1,77	2,64	+ 0,87
4 ^e trimestre	2,37	1,65	- 0,72	2,39	0,54	- 1,85	1,76	2,89	+ 1,13
1977 1 ^{er} trimestre	2,29	1,37	- 0,92	2,00	0,62	- 1,38	1,89	2,51	+ 0,62
2 ^e trimestre	2,42	1,87	- 0,55	2,22	0,53	- 1,69	2,36	2,54	+ 0,18
3 ^e trimestre	1,99	1,97	- 0,02	1,88	0,66	- 1,22	2,21	2,00	- 0,21
4 ^e trimestre	2,05	2,22	+ 0,17	1,67	0,68	- 0,99	2,13	2,03	- 0,10
1976 12 mois	2,45	1,65	- 0,80	2,01	0,50	- 1,51	1,90	2,57	+ 0,67
1977 1 ^{er} mois	2,08	1,20	- 0,88	2,17	0,55	- 1,62	1,72	2,51	+ 0,79
2 premiers mois	2,14	1,39	- 0,75	1,91	0,57	- 1,34	1,77	2,52	+ 0,75
3 premiers mois	2,29	1,37	- 0,92	2,00	0,62	- 1,38	1,89	2,51	+ 0,62
4 premiers mois	2,27	1,48	- 0,79	2,03	0,64	- 1,39	1,98	2,52	+ 0,54
5 premiers mois	2,31	1,42	- 0,89	2,18	0,61	- 1,57	1,99	2,52	+ 0,53
6 premiers mois	2,36	1,62	- 0,74	2,10	0,57	- 1,53	2,12	2,53	+ 0,41
7 premiers mois	2,30	1,63	- 0,67	2,13	0,60	- 1,53	2,16	2,46	+ 0,30
8 premiers mois	2,28	1,67	- 0,61	2,11	0,62	- 1,49	2,14	2,40	+ 0,26
9 premiers mois	2,23	1,74	- 0,49	2,03	0,60	- 1,43	2,15	2,35	+ 0,20
10 premiers mois	2,23	1,77	- 0,46	1,98	0,61	- 1,37	2,13	2,32	+ 0,19
11 premiers mois	2,20	1,83	- 0,37	1,89	0,61	- 1,28	2,15	2,25	+ 0,10
12 mois	2,19	1,86	- 0,33	1,93	0,62	- 1,31	2,14	2,27	+ 0,13

1 Non compris la Finlande.

2 Amérique du Sud, Amérique Centrale et Mexique.

Références bibliographiques : Bulletin mensuel du Commerce extérieur de l'U.E.B.L. — Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Bulletin commercial belge de l'Office belge du

Commerce extérieur. — Statistiques Economiques belges 1960-1970. — Bulletins statistiques : Commerce extérieur (O.C.D.E.). Statistical Papers : Direction of International Trade (O.N.U.), Eurostat (Office statistique des Communautés européennes).

IX. — BALANCE DES PAIEMENTS DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

1. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS

Chiffres annuels
(milliards de francs)

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976		
							Rocettes	Dépenses	Soldo
1. Transactions sur biens et services :									
1.1 Opérations sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations ¹	+ 23,9	+ 20,8	+ 29,3	+ 27,4	+ 11,3	- 15,3	992,7	1.068,8	- 76,1
1.12 Travail à façon	+ 9,7	+ 13,9	+ 13,7	+ 17,0	+ 16,9	+ 15,8	31,7	10,3	+ 21,4
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	+ 5,0	+ 6,4	+ 3,1	+ 5,3	+ 13,9	+ 16,8	21,5	—	+ 21,5
1.14 Or non monétaire .....	...	+ 0,1	+ 0,3	- 1,4	- 7,3	+ 1,0	10,0	13,2	- 3,2
1.2 Frets ²	+ 1,5	+ 3,8	+ 4,8	+ 3,2	+ 3,7	+ 6,7	53,4	45,5	+ 7,9
1.3 Assur. pour le transport de marchandises ² ...	...	- 0,2	- 0,2	- 0,3	- 0,5	- 0,5	1,3	1,7	- 0,4
1.4 Autres frais de transport	+ 0,9	+ 0,6	+ 0,1	- 0,2	- 0,5	+ 0,7	20,2	20,1	+ 0,1
1.5 Déplacements à l'étranger	- 7,2	- 10,2	- 12,4	- 16,6	- 17,9	- 20,1	33,0	55,7	- 22,7
1.6 Revenus d'investissements	+ 3,4	+ 4,2	+ 7,4	+ 7,2	+ 12,1	+ 16,4	155,4	132,1	+ 23,3
1.7 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs ³	+ 0,6	+ 3,4	+ 8,5	+ 7,3	+ 13,2	+ 15,1	27,5	10,5	+ 17,0
1.8 Autres :									
1.81 Ouvriers frontaliers	+ 3,9	+ 4,2	+ 5,0	+ 4,9	+ 5,1	+ 5,5	15,3	9,4	+ 5,9
1.82 Autres	+ 1,8	+ 2,3	+ 0,4	+ 3,3	+ 0,4	+ 4,3	91,4	79,4	+ 12,0
Total 1 ...	+ 43,5	+ 49,3	+ 60,0	+ 57,1	+ 50,4	+ 46,4	1.453,4	1.446,7	+ 6,7
2. Transferts :									
2.1 Transferts privés	+ 1,6	+ 2,1	+ 1,5	+ 2,4	+ 0,6	- 3,0	13,5	19,9	- 6,4
2.2 Transferts publics	- 9,4	- 10,1	- 10,3	- 14,5	- 15,2	- 18,5	21,8	34,4	- 12,6
Total 2 ...	- 7,8	- 8,0	- 8,8	- 12,1	- 14,6	- 21,5	35,3	54,3	- 19,0
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Etat ⁴ :									
3.11 Engagements :									
3.111 Amortissements contractuels	- 1,8	- 2,0	- 2,5	- 1,4	- 1,5	- 1,5	—	1,2	- 1,2
3.112 Autres opérations	+ 1,9	- 7,8	- 6,5	- 1,5	- 0,9	+ 0,6	1,8	1,6	+ 0,2
3.12 Avoirs	- 0,6	- 1,2	- 1,6	- 1,5	- 1,5	- 3,3	...	2,1	- 2,1
3.2 Autres pouvoirs publics :									
3.21 Engagements	- 0,2	...	- 0,1	...	...	...	...	...	...
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 3 ...	- 0,7	- 11,0	- 10,7	- 4,4	- 3,9	- 4,2	1,8	4,9	- 3,1
4. Mouvement des capitaux des entreprises ⁵ et particuliers :									
4.1 Organismes publics d'exploitation	- 2,4	- 0,5	- 1,2	- 1,3	+ 1,1	+ 1,5	1,6	1,4	+ 0,2
4.2 Intermédiaires financiers du secteur public ...	+ 0,3	- 1,2	- 1,0	- 1,6	- 2,1	- 1,7	9,5	0,6	+ 8,9
4.3 Secteur privé :									
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.311 Valeurs mobilières (chiffres nets)	- 15,7	- 23,6	- 36,0	- 31,4	- 15,4	- 36,1	—	12,9	- 12,9
4.312 Investissements directs	- 7,8	- 8,8	- 6,5	- 6,7	- 14,5	- 5,5	14,1	25,4	- 11,3
4.313 Immeubles	- 0,9	- 1,2	- 1,5	- 3,6	- 3,8	- 3,0	2,4	4,6	- 2,2
4.314 Autres (chiffres nets)	- 2,7	- 1,3	- 1,5	- 6,6	- 12,6	- 3,2	—	17,8	- 17,8
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :									
4.321 Valeurs mobilières (chiffres nets)	+ 1,3	+ 5,1	+ 4,1	+ 3,4	- 2,9	+ 1,6	0,6	—	+ 0,6
4.322 Investissements directs	+ 15,9	+ 21,8	+ 17,7	+ 27,5	+ 41,8	+ 33,9	35,7	5,1	+ 30,6
4.323 Immeubles .....	...	+ 0,3	+ 0,9	+ 3,2	+ 2,1	+ 1,4	3,5	1,0	+ 2,5
4.324 Autres (chiffres nets)	- 1,8	+ 0,1	+ 4,8	+ 4,0	+ 1,2	+ 4,3	9,6	—	+ 9,6
Total 4 ...	- 13,8	- 9,3	- 20,2	- 13,1	- 5,1	- 6,8	77,0	68,8	+ 8,2
5. Erreurs et omissions (nettes)	- 1,2	- 0,6	- 0,5	+ 6,8	+ 3,7	+ 11,2	4,4	—	+ 4,4
Total 1 à 5 ...	+ 20,0	+ 20,4	+ 19,8	+ 34,3	+ 30,5	+ 25,1	1.571,9	1.574,7	- 2,8
6. Financement du total :									
6.1 Refinancement en dehors des organismes principalement monétaires de créances commerciales sur l'étranger	+ 4,8	- 3,0	- 0,7	+ 1,0	+ 5,9	+ 0,7	—	—	+ 2,6
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :									
6.21 Banques belges et luxembourgeoises :									
6.211 Francs belges et luxembourgeois .	+ 3,8	- 5,2	- 4,5	- 13,8	+ 2,6	- 6,2	—	—	+ 3,6
6.212 Monnaies étrangères ⁶	- 0,7	+ 10,6	+ 1,3	+ 10,9	+ 13,9	+ 12,0	—	—	+ 14,2
6.22 Organismes divers	+ 0,7	+ 0,5	- 2,7	- 0,2	+ 0,6	+ 0,4	—	—	- 0,5
6.23 B.N.B. ⁶	+ 11,4	+ 17,5	+ 26,4	+ 36,4	+ 7,5	+ 18,2	—	—	- 22,7
p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	(+ 3,5)	(+ 3,5)	(+ 3,4)	—	—	—	—	—	—

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de marchandises. Y compris, depuis janvier 1972, les dépenses de matériel militaire.
² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport de marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

³ Non compris, depuis 1972, les dépenses de matériel militaire.
⁴ Y compris le Fonds des Routes.

⁵ Autres que les organismes principalement monétaires.

⁶ Depuis janvier 1974, ces chiffres ont été calculés sur base du mouvement des avoirs extérieurs nets en monnaies étrangères, lequel a été converti en francs belges aux cours de change de la période; ils font abstraction des variations comptables que la contrevaletur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

IX - 2. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS

Soldes trimestriels
(milliards de francs)

	1975		1976				1977 p		
	3e trimestre	4e trimestre	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre
1. Transactions sur biens et services :									
1.1 Opérations sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations ¹	- 8,7	-10,4	-23,7	-14,2	-24,8	-13,4	-18,9	-21,4	-23,2
1.12 Travail à façon	+ 3,1	+ 4,1	+ 3,7	+ 6,1	+ 6,0	+ 5,6	+ 7,0	+ 7,8	+ 6,9
1.13 Opérations d'arbitrage	+ 2,2	+ 5,3	+ 3,1	+ 5,7	+ 3,3	+ 9,4	+ 0,8	+ 2,9	+ 5,2
1.14 Or non monétaire	+ 1,2	- 0,8	- 1,0	- 1,2	- 0,4	- 0,6	- 0,5	- 1,7	- 0,6
1.2. Frets ²	+ 1,9	+ 1,5	+ 1,5	+ 2,1	+ 1,9	+ 2,4	+ 3,4	+ 2,6	+ 3,4
1.3 Assurances pour le transport de marchandises ²	- 0,1	...	...	- 0,1	- 0,2	- 0,1	- 0,1	- 0,2	- 0,2
1.4 Autres frais de transport	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,2	- 0,2	- 0,2	+ 0,3	+ 0,3	+ 0,9	+ 0,7
1.5 Déplacements à l'étranger	- 9,7	- 1,5	- 4,3	- 5,8	- 9,1	- 3,5	- 4,8	- 6,2	- 9,3
1.6 Revenus d'investissements	+ 6,1	+ 5,2	+ 4,9	+ 5,8	+ 5,3	+ 7,3	+ 4,9	+ 3,6	+ 6,5
1.7 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 3,6	+ 4,3	+ 4,6	+ 4,4	+ 4,7	+ 3,3	+ 4,8	+ 4,9	+ 4,6
1.8 Autres :									
1.81 Ouvriers frontaliers	+ 1,6	+ 0,8	+ 1,3	+ 1,4	+ 1,5	+ 1,7	+ 1,5	+ 1,5	+ 1,4
1.82 Autres	- 0,4	+ 2,9	+ 0,5	+ 2,6	+ 4,5	+ 4,4	+ 4,2	+ 4,1	+ 5,6
Total 1 ...	+ 0,9	+11,5	- 9,2	+ 6,6	- 7,5	+16,8	+ 2,6	- 1,2	- 4,0
2. Transferts :									
2.1 Transferts privés	- 0,4	- 0,9	- 1,8	- 1,8	- 1,3	- 1,5	- 1,3	- 1,6	- 1,8
2.2 Transferts publics	- 4,1	- 4,2	- 3,4	- 3,6	- 2,6	- 3,0	- 1,5	- 4,0	- 5,5
Total 2 ...	- 4,5	- 5,1	- 5,2	- 5,4	- 3,9	- 4,5	- 2,8	- 5,6	- 7,3
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Etat ³ :									
3.11 Engagements :									
3.111 Amortissements contractuels	- 0,2	- 0,3	- 0,3	- 0,5	- 0,2	- 0,2	- 0,1	- 0,2	...
3.112 Autres opérations	- 0,3	+ 0,6	- 0,2	+ 0,4	- 0,2	+ 0,2	+ 0,6	+ 0,4	+ 0,7
3.12 Avoirs	- 0,1	- 1,9	- 0,1	- 0,2	- 0,6	- 1,2	- 0,5	- 0,1	- 0,9
3.2 Autres pouvoirs publics :									
3.21 Engagements .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 3 ...	- 0,6	- 1,6	- 0,6	- 0,3	- 1,0	- 1,2	...	+ 0,1	- 0,2
4. Mouvement des capitaux des entreprises ⁴ et particuliers :									
4.1 Organismes publics d'exploitation .	+ 0,1	+ 0,9	+ 0,4	- 0,3	+ 0,4	- 0,3	+ 0,2	- 0,1	- 0,9
4.2 Intermédiaires financiers du secteur public	- 0,6	- 0,4	+ 1,1	+ 3,9	+ 0,1	+ 3,8	+ 3,0	...	+ 0,5
4.3 Secteur privé :									
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.311 Valeurs mobilières	- 6,2	-10,0	-10,5	+ 3,4	- 1,8	- 4,0	- 2,0	- 5,5	- 3,7
4.312 Investissements directs .....	...	- 0,6	- 3,9	- 3,0	- 0,9	- 3,5	- 0,8	- 7,1	+ 0,6
4.313 Immeubles	- 0,5	- 0,9	- 0,6	- 0,6	- 0,8	- 0,2	- 0,4	- 0,7	- 0,9
4.314 Autres	- 0,5	- 1,1	- 2,3	- 3,6	- 8,7	- 3,2	- 1,2	- 4,0	- 8,2
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :									
4.321 Valeurs mobilières	+ 0,5	+ 0,3	+ 0,3	+ 0,2	- 0,2	+ 0,3	...	+ 2,2	+ 1,1
4.322 Investissements directs	+ 7,0	+11,9	+ 5,9	+ 3,7	+ 5,7	+15,3	+ 8,4	+12,8	+ 8,6
4.323 Immeubles	+ 0,3	+ 0,5	+ 0,5	+ 0,5	+ 0,9	+ 0,6	+ 1,0	+ 1,4	+ 0,8
4.324 Autres	+ 0,2	+ 1,7	+ 3,7	+ 3,4	- 1,6	+ 4,1	+ 5,8	- 3,6	+ 1,0
Total 4 ...	+ 0,3	+ 2,3	- 5,4	+ 7,6	- 6,9	+12,9	+14,0	- 4,6	- 1,1
5. Erreurs et omissions	+ 0,9	+ 0,7	- 4,2	...	+ 7,0	+ 1,6	- 1,3	+ 7,1	- 2,6
Total 1 à 5 ...	- 3,0	+ 7,8	-24,6	+ 8,5	-12,3	+25,6	+12,5	- 4,2	-15,2
6. Financement du total :									
6.1 Refinancement en dehors des organismes principalement monét. de créances commerc. sur l'étranger .	...	- 3,1	+ 1,7	- 0,7	+ 0,8	+ 0,8	+ 0,9	+ 2,5	+ 5,3
6.2 Mouvem. des avoirs extér. nets des organismes principal. monétaires :									
6.21 Banques belges et luxemb. :									
6.211 Francs belges et lux. ...	- 4,4	- 6,7	+ 5,7	- 9,0	+20,0	-13,1	- 0,3	-17,0	-11,8
6.212 Monnaies étrangères ⁵ .	+ 1,4	+ 9,5	+14,6	- 9,7	+ 2,5	+ 6,8	+ 8,3	- 1,1	-12,0
6.22 Organismes divers	+ 1,7	- 1,0	- 1,2	+ 0,4	- 0,5	+ 0,8	+ 1,2	- 1,6	- 0,2
6.23 B.N.B. ⁵	- 1,7	+ 9,1	-45,4	+27,5	-35,1	+30,3	+ 2,4	+13,0	+ 3,5
p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	-	-	-	-	-	-	-	-	-

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de marchandises.

² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport de marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

³ Y compris le Fonds des Routes.

⁴ Autres que les organismes principalement monétaires.

⁵ Ces chiffres ont été calculés sur base du mouvement des avoirs extérieurs nets en monnaies étrangères, lequel a été converti en francs belges au cours de change de la période; ils font abstraction des variations comptables que la contrevaieur en francs belges des encoeurs en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

IX - 3. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS
 Recettes et dépenses trimestrielles et soldes mensuels cumulés
 (milliards de francs)

	1977			1977			1976	1977 p
	2 ^e trimestre p			3 ^e trimestre p				
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	11 premiers mois	
1. Transactions sur biens et services :								
1.1 Opérations sur marchandises :								
1.11 Exportations et importations ¹	271,9	293,3	-21,4	244,5	272,7	-28,2	-70,5 ⁶	-81,8 ⁷
1.12 Travail à façon	10,5	2,7	+ 7,8	9,4	2,5	+ 6,9	+19,3	+28,6
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	2,9	—	+ 2,9	5,2	—	+ 5,2	+17,2	+14,1
1.14 Or non monétaire	1,8	3,5	- 1,7	0,4	1,0	- 0,6	- 3,2	- 3,1
1.2 Frets ²	15,7	13,1	+ 2,6	15,9	12,5	+ 3,4	+ 7,1	+11,2
1.3 Assurances pour le transport de marchandises ²	0,3	0,5	- 0,2	0,3	0,5	- 0,2	- 0,3	- 0,7
1.4 Autres frais de transport	6,6	5,7	+ 0,9	6,7	6,0	+ 0,7	- 0,2	+ 1,1
1.5 Déplacements à l'étranger	9,1	15,3	- 6,2	10,9	20,2	- 9,3	-21,9	-22,9
1.6 Revenus d'investissements	43,2	39,6	+ 3,6	42,1	35,6	+ 6,5	+21,1	+19,0
1.7 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	7,2	2,3	+ 4,9	7,1	2,5	+ 4,6	+16,1	+17,7
1.8 Autres :								
1.81 Ouvriers frontaliers	3,9	2,4	+ 1,5	3,8	2,4	+ 1,4	+ 5,2	+ 5,4
1.82 Autres	26,5	22,4	+ 4,1	28,2	22,6	+ 5,6	+10,2	+16,5
Total 1 ...	399,6	400,8	- 1,2	374,5	378,5	- 4,0	+ 0,1	+ 5,1
2. Transferts :								
2.1 Transferts privés	4,0	5,6	- 1,6	3,7	5,5	- 1,8	- 5,9	- 5,5
2.2 Transferts publics	5,6	9,6	- 4,0	6,6	12,1	- 5,5	-11,6	-13,5
Total 2 ...	9,6	15,2	- 5,6	10,3	17,6	- 7,3	-17,5	-19,0
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :								
3.1 Etat ³ :								
3.11 Engagements :								
3.111 Amortissements contractuels	—	0,2	- 0,2	—	...	...	- 1,1	- 0,3
3.112 Autres opérations	0,9	0,5	+ 0,4	1,0	0,3	+ 0,7	+ 0,6	+ 1,9
3.12 Avoirs .....	...	0,1	- 0,1	...	0,9	- 0,9	+ 2,1	- 1,7
3.2 Autres pouvoirs publics :								
3.21 Engagements .....	...	...	...	...	...	...	...	...
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 3 ...	0,9	0,8	+ 0,1	1,0	1,2	- 0,2	- 2,6	- 0,1
4. Mouvement des capitaux des entreprises ⁴ et particuliers :								
4.1 Organismes publics d'exploitation	0,1	0,2	- 0,1	...	0,9	- 0,9	+ 0,1	- 0,7
4.2 Intermédiaires financiers du secteur public	0,4	0,4	...	0,5	...	+ 0,5	+ 9,1	+ 3,6
4.3 Secteur privé :								
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :								
4.311 Valeurs mobilières (chiffres nets) ...	—	5,5	- 5,5	—	3,7	- 3,7	-10,8	-12,6
4.312 Investissements directs	0,5	7,6	- 7,1	4,5	3,9	+ 0,6	-10,5	- 9,9
4.313 Immeubles	0,5	1,2	- 0,7	0,5	1,4	- 0,9	- 2,1	- 3,1
4.314 Autres (chiffres nets)	—	4,0	- 4,0	—	8,2	- 8,2	-16,3	-13,6
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :								
4.321 Valeurs mobilières (chiffres nets) ...	2,2	—	+ 2,2	1,1	—	+ 1,1	+ 0,8	+ 3,7
4.322 Investissements directs	13,5	0,7	+12,8	9,5	0,9	+ 8,6	+23,6	+32,8
4.323 Immeubles	1,7	0,3	+ 1,4	1,1	0,3	+ 0,8	+ 2,2	+ 4,0
4.324 Autres (chiffres nets)	—	3,6	- 3,6	1,0	—	+ 1,0	+ 9,8	- 0,5
Total 4 ...	18,9	23,5	- 4,6	18,2	19,3	- 1,1	+ 5,9	+ 3,7
5. Erreurs et omissions (nettes)	7,1	—	+ 7,1	—	2,6	- 2,6	- 0,8	+13,0
Total 1 à 5 ...	436,1	440,3	- 4,2	404,0	419,2	-15,2	-14,9	+ 2,7
6. Financement du total :								
6.1 Refinancement en dehors des organismes principalement monétaires de créances commerciales sur l'étranger	—	—	+ 2,5	—	—	+ 5,3	+ 2,4	+10,2
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :								
6.21 Banques belges et luxembourgeoises :								
6.211 Francs belges et luxembourgeois ...	—	—	-17,0	—	—	-11,8	+ 5,0	-14,6
6.212 Monnaies étrangères ⁵	—	—	- 1,1	—	—	-12,0	+13,8	- 4,2
6.22 Organismes divers	—	—	- 1,6	—	—	- 0,2	- 1,1	+ 0,1
6.23 B.N.B. ⁵	—	—	+13,0	—	—	+ 3,5	-35,0	+11,2
p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	—	—	—	—	—	—	—	—

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de marchandises.

² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport de marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

³ Y compris le Fonds des Routes.

⁴ Autres que les organismes principalement monétaires.

⁵ Ces chiffres ont été calculés sur base du mouvement des avoirs extérieurs nets en monnaies étrangères, lequel a été converti en francs belges au cours de change de la période; ils font abstraction des variations comptables que la contrevaletur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

⁶ Exportations = 899,7; importations = 970,2.

⁷ Exportations = 948,2; importations = 1.030,0.

**IX - 4. — OPERATIONS AVEC L'ETRANGER, OPERATIONS EN MONNAIES ETRANGERES
DES RESIDENTS AVEC LES BANQUES BELGES ET LUXEMBOURGEOISES
ET OPERATIONS DE CHANGE A TERME ***

(milliards de francs)

	1973	1974	1975	1976	1976		1977 p		
					3e tri- mestre	4e tri- mestre	1er tri- mestre	2e tri- mestre	3e tri- mestre
1. Transactions sur biens et services (rubrique 1 de la balance générale des paiements)	+ 57,1	+50,4	+46,4	+ 6,7	- 7,5	+16,8	+ 2,6	- 1,2	- 4,0
2. Transferts (rubrique 2 de la balance générale des paiements)	- 12,1	-14,6	-21,5	-19,0	- 3,9	- 4,5	- 2,8	- 5,6	- 7,3
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Rubrique 3 de la balance générale des paiements	- 4,4	- 3,9	- 4,2	- 3,1	- 1,0	- 1,2	...	+ 0,1	- 0,2
3.2 Augmentation (+) ou diminution (-) de la dette en monnaies étrangères envers les banques belges et luxembourgeoises	- 0,3	+ 0,1	+ 0,3	+ 1,0	+ 0,1	+ 0,3	- 0,1	- 0,3	- 0,8
3.3 Augmentation (-) ou diminution (+) de l'encours des monnaies étrangères à recevoir à terme de la B.N.B. ....	...	...	...	...	...	+ 0,5	...	...	...
4. Mouvement des capitaux des entreprises ¹ et particuliers :									
4.1 Rubrique 4 de la balance générale des paiements	- 13,1	- 5,1	- 6,8	+ 8,2	- 6,9	+12,9	+14,0	- 4,6	- 1,1
4.2 Mouvement des avoirs et engagements en monnaies étrangères des résidents vis-à-vis des banques belges et luxembourgeoises :									
4.21 Augmentation (-) ou diminution (+) d'avoirs :									
4.211 Créances en monnaies étrangères	- 10,8	-21,7	-57,0	-23,0	- 4,2	- 8,5	-13,4	+ 7,9	- 3,2
4.212 Encours des monnaies étrangères à recevoir à terme	- 53,2	-13,9	- 3,2	-15,8	- 6,8	+ 4,8	- 6,5	+ 1,9	- 5,2
4.22 Augmentation (+) ou diminution (-) d'engagements :									
4.221 Endettement en monnaies étrangères	+ 11,8	+14,1	+52,5	+14,6	+ 2,9	+ 9,6	+ 6,2	+ 5,3	+ 1,0
4.222 Encours des monnaies étrangères à livrer à terme	+ 46,7	+12,5	- 5,0	+24,0	+ 4,2	-10,7	+ 9,9	+ 6,4	+ 9,5
5. Mouvement des avoirs et engagements en francs belges et luxembourgeois des non-résidents vis-à-vis des banques belges et luxembourgeoises et des autres organismes principalement monétaires :									
5.1 Augmentation (-) ou diminution (+) des engagements sous forme de crédits commerciaux financés à leur origine par les banques belges	- 5,7	-10,7	- 4,8	-11,7	- 6,1	- 2,4	+ 1,3	- 5,8	+ 0,8
5.2 Augmentation (+) ou diminution (-) de l'excédent des avoirs sur les autres engagements au comptant	+ 18,3	+ 6,5	+10,1	+ 4,1	-14,3	+15,1	+ 4,7	+15,8	+ 4,0
5.3 Augmentation (+) ou diminution (-) de l'excédent de l'encours des francs belges et luxembourgeois à recevoir à terme sur l'encours des francs belges et luxembourg. à livrer à terme	- 0,3	-10,0	+ 9,8	- 9,6	- 0,2	+ 5,4	- 3,7	- 7,4	- 3,2
6. Position de change ² des banques belges et luxembourgeoises :									
6.1 Augment. (-) ou diminut. (+) de la position au comptant ³	- 9,1	- 7,9	- 6,9	- 8,0	- 0,1	- 7,1	- 1,3	- 6,7	+ 8,1
6.2 Augment. (-) ou diminut. (+) de la position à terme	+ 5,4	+12,4	- 1,2	+ 1,4	+ 2,8	+ 0,5	+ 0,3	- 0,9	- 1,1
7. Erreurs et omissions :									
7.1 Rubrique 5 de la balance générale des paiements	+ 6,8	+ 3,7	+11,2	+ 4,4	+ 7,0	+ 1,6	- 1,3	+ 7,1	- 2,6
7.2 Discordances dans les statistiques des opérations au comptant avec les résidents et des opérations à terme	- 2,7	+ 1,5	- 0,9	+ 1,2	- 1,2	- 1,1	+ 0,3	- 5,1	+ 6,9
Total 1 à 7 ...	+ 34,4	+13,4	+18,8	-24,6	-35,2	+32,0	+10,2	+ 6,9	+ 1,6
8. Contreparties du total dans la situation de la B.N.B. [Augmentation (+); diminution (-)] :									
8.1 Encaisse en or	- 1,6	...	...	...	...	...	+ 0,2	...	...
8.2 Avoirs détenus auprès du F.M.I. ⁴	+ 3,9	- 1,3	+ 5,1	+ 1,2	- 5,9	- 0,1	+ 0,3	+ 1,4	- 1,8
8.3 Avoirs nets sur le FECOM	+ 3,5	- 3,5	...	...	-19,0	+19,0	...	...	...
8.4 Avoirs nets en monnaies étrangères :									
8.41 Avoirs nets au comptant ⁵	+ 30,8	+17,7	+13,9	-26,2	-10,5	+12,6	+ 9,4	+ 5,1	+ 5,3
8.42 Excédent de l'encours des monnaies étrangères à recevoir à terme sur l'encours des monnaies étrangères à livrer à terme	- 8,3	+15,3	+ 1,2	+12,0	+ 4,0	+ 1,6	...	...	...
8.5 Avoirs nets en francs belges sur les non-résidents :									
8.51 Avoirs au comptant ⁶	- 0,6	- 0,5	- 0,6	+ 0,4	+ 0,2	...	+ 0,3	+ 0,4	- 1,9
8.52 Excédent de l'encours des francs belges à recevoir à terme sur l'encours des francs belges à livrer à terme ...	+ 6,7	-14,3	- 0,8	-12,0	- 4,0	- 1,1	...	...	...

* Non compris, en ce qui concerne les opérations de change à terme, les achats et ventes, par les résidents et les étrangers, de monnaies étrangères contre monnaies étrangères.
Depuis janvier 1974, les mouvements des avoirs et des engagements, au comptant et à terme, en monnaies étrangères des banques belges et luxembourgeoises et de la B.N.B. ont été convertis en francs belges aux cours de change de la période; ils font abstraction des variations comptables que la contrevaletur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

¹ Autres que les organismes principalement monétaires.

² Excédent des avoirs en monnaies étrangères sur les engagements en monnaies étrangères.

³ Non compris l'immobilisé (essentiellement les participations des banques dans leurs filiales étrangères), qui, étant considéré dans la balance des paiements comme un investissement direct, est déjà recensé à la rubrique 4.1 du présent tableau.

⁴ Non compris le mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations.

⁵ Y compris le concours financier à moyen terme C.E.E.

⁶ Autres que les acceptations représentatives d'exportations qui, dans le présent tableau, figurent sous la rubrique 5.1.

IX - 5. — EXPORTATIONS ET IMPORTATIONS DE L'U.E.B.L.

Paiements, transactions et variations des créances ou des dettes commerciales nettes vis-à-vis de l'étranger

(milliards de francs)

	Paiements d'exportations et d'importations (y compris certaines opérations à crédit) recensés dans la balance des paiements de l'U.E.B.L. ¹			Paiements d'exportations et d'importations à l'exclusion des opérations à crédit.			Estimation des transactions d'exportations et d'importations			Variations ² des créances ou dettes commerciales nettes vis-à-vis de l'étranger.		
	Exportations (1)	Importations (2)	Solde (3)	Exportations (4)	Importations (5)	Solde (6)	Exportations (7)	Importations (8)	Solde (9)	A l'exportation (10) = (7) - (4)	A l'importation (11) = (5) - (8)	Total (12) = (9) - (6) = (10) + (11)
1969	388,1	392,7	- 4,6	385,5	392,3	- 6,8	398,3	394,4	+ 3,9	+ 12,8	- 2,1	+ 10,7
1970	466,6	442,7	+ 23,9	458,7	442,7	+ 16,0	464,6	439,6	+ 25,0	+ 5,9	+ 3,1	+ 9,0
1971	502,0	481,2	+ 20,8	498,7	481,9	+ 16,8	492,9	479,0	+ 13,9	- 5,8	+ 2,9	- 2,9
1972	561,8	532,5	+ 29,3	555,0	532,7	+ 22,3	571,6	532,7	+ 38,9	+ 16,6	...	+ 16,6
1973	700,6	673,2	+ 27,4	696,3	672,0	+ 24,3	717,0	686,2	+ 30,8	+ 20,7	- 14,2	+ 6,5
1974	933,0	921,7	+ 11,3	920,7	921,5	- 0,8	939,8	939,1	+ 0,7	+ 19,1	- 17,6	+ 1,5
1975	872,5	887,8	- 15,3	868,9	888,2	- 19,3	858,7	889,7	- 31,0	- 10,2	- 1,5	- 11,7
1976	992,7	1.068,8	- 76,1	983,9	1.068,2	- 84,3	1.007,1	1.072,5	- 65,4	+ 23,2	- 4,3	+ 18,9
1975 1 ^{er} trimestre	227,3	218,1	+ 9,2	226,1	218,1	+ 8,0	219,9	220,1	- 0,2	- 6,2	- 2,0	- 8,2
2 ^e trimestre	218,2	223,6	- 5,4	221,5	223,9	- 2,4	214,4	220,2	- 5,8	- 7,1	+ 3,7	- 3,4
3 ^e trimestre	200,2	208,9	- 8,7	200,8	209,2	- 8,4	194,8	212,6	- 17,8	- 6,0	- 3,4	- 9,4
4 ^e trimestre	226,8	237,2	- 10,4	220,5	237,0	- 16,5	229,6	236,8	- 7,2	+ 9,1	+ 0,2	+ 9,3
1976 1 ^{er} trimestre	237,0	260,7	- 23,7	232,8	260,2	- 27,4	243,1	257,5	- 14,4	+ 10,3	+ 2,7	+ 13,0
2 ^e trimestre	246,3	260,5	- 14,2	247,3	260,7	- 13,4	254,7	275,1	- 20,4	+ 7,4	- 14,4	- 7,0
3 ^e trimestre	244,1	268,9	- 24,8	239,8	269,1	- 29,3	234,4	263,4	- 29,0	- 5,4	+ 5,7	+ 0,3
4 ^e trimestre	265,3	278,7	- 13,4	264,0	278,2	- 14,2	274,9	276,5	- 1,6	+ 10,9	+ 1,7	+ 12,6
1977 1 ^{er} trimestre	258,6	277,5	- 18,9	259,1	277,5	- 18,4	268,9	286,9	- 18,0	+ 9,8	- 9,4	+ 0,4

¹ Cf. tableaux IX-1 à 3, rubrique 1.11.

² Signe + : augmentation de créances nettes ou diminution de dettes nettes.

Signe - : diminution de créances nettes ou augmentation de dettes nettes.

**IX - 6. — MONNAIES UTILISEES POUR LES REGLEMENTS
D'IMPORTATIONS ET D'EXPORTATIONS ¹**

(en pourcentage du total)

	Franc belge	Mark allemand	Franc français	Florin des Pays-Bas	Livre sterling	Lire italienne	Couronne danoise	Total des monnaies des pays de la C.E.E.	Dollar des Etats-Unis	Autres monnaies
Paiements d'importations										
1970	23,8	18,3	9,4	6,0	8,1	3,1	0,1	68,8	21,5	9,7
1971	25,1	18,9	10,1	6,5	7,7	2,9	0,3	71,5	20,6	7,9
1972	27,1	18,6	11,9	6,6	7,4	3,0	0,3	74,9	18,3	6,8
1973	26,0	19,6	12,1	7,0	7,1	2,5	0,3	74,6	18,8	6,6
1974	25,1	20,1	11,0	7,8	5,8	2,2	0,1	72,1	21,0	6,9
1975	25,3	19,7	11,5	8,0	6,0	2,3	0,2	73,0	20,8	6,2
1976	25,9	18,4	10,0	8,5	4,8	1,9	0,3	69,8	25,1	5,1
1975 9 premiers mois	25,5	19,9	11,8	7,9	6,2	2,2	0,3	73,8	19,9	6,3
1976 3 premiers mois	24,6	18,7	9,9	9,1	6,5	1,9	0,4	71,1	23,5	5,4
6 premiers mois	25,1	18,3	10,4	8,6	5,7	1,9	0,4	70,4	24,4	5,2
9 premiers mois	25,3	18,4	10,2	8,4	5,1	1,9	0,3	69,6	25,2	5,2
1977 3 premiers mois	26,8	18,2	10,0	8,5	3,8	1,8	0,3	69,4	26,1	4,5
6 premiers mois	27,0	17,8	9,9	8,6	3,7	1,8	0,3	69,1	26,3	4,6
9 premiers mois	26,9	18,0	9,9	8,3	3,6	1,9	0,4	69,0	26,5	4,5
Recettes d'exportations										
1970	45,7	17,7	7,7	6,7	2,6	0,7	...	81,1	14,9	4,0
1971	46,2	17,7	8,5	6,7	2,3	0,7	...	82,1	14,5	3,4
1972	46,0	18,1	10,3	6,9	2,3	1,2	0,1	84,9	11,9	3,2
1973	48,9	17,4	11,3	6,7	2,0	1,1	0,2	87,6	9,7	2,7
1974	52,1	16,4	10,5	6,7	2,2	1,0	0,3	89,2	8,2	2,6
1975	50,4	16,3	10,9	6,5	2,5	1,0	0,1	87,7	10,0	2,3
1976	47,4	17,4	11,1	6,6	1,8	1,1	0,2	85,6	12,0	2,4
1975 9 premiers mois	50,5	16,3	10,9	6,5	2,6	0,9	0,2	87,9	9,8	2,3
1976 3 premiers mois	48,4	17,5	11,5	6,5	1,9	1,2	0,2	87,2	10,7	2,1
6 premiers mois	48,2	17,4	11,1	6,5	1,9	1,3	...	86,4	11,5	2,1
9 premiers mois	47,6	17,7	11,3	6,5	1,9	1,2	0,2	86,4	11,4	2,2
1977 3 premiers mois	46,5	16,2	10,8	6,8	2,2	1,4	0,1	84,0	13,5	2,5
6 premiers mois	46,1	16,0	10,7	6,8	2,1	1,5	0,2	83,4	14,0	2,6
9 premiers mois	45,3	16,3	10,9	6,7	2,0	1,5	0,2	82,9	14,4	2,7

¹ Il s'agit uniquement des règlements d'importations et d'exportations proprement dites de marchandises, à l'exclusion du travail à façon et des opérations d'arbitrage.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1960-1970*. — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XI^e année, vol. I, n^o 1, janvier 1965 : Aménagements apportés à des séries de la partie « Statistiques », chapitres IX « Balance des paiements » et XIII

« Organismes monétaires » ; XLIII^e année, vol. II, n^o 3, septembre 1968, chapitres IX « Balance des paiements » et XIII « Organismes monétaires » de la partie « Statistiques » : Révision de certaines données. — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique* : XLVIII^e année, vol. I, n^o 1 : « Une nouvelle statistique : opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les organismes monétaires belges et luxembourgeois et opérations de change à terme » ; LII^e année, tome II, n^o 1-2 : « La balance des paiements de l'U.E.B.L. en 1976 ».

X. — MARCHÉ DES CHANGES

1. — COURS D'INTERVENTION

APPLIQUES PAR LES BANQUES CENTRALES PARTICIPANT A L'ARRANGEMENT SUR LE RETRECISSEMENT DES MARGES

à la date du 13 février 1978

	100 francs belges		1 mark allemand		1 florin des Pays-Bas		1 couronne danoise		1 couronne norvégienne	
	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur
Banque Nationale de Belgique (en francs belges)	—	—	15,07125	15,7650	14,18	14,8325	5,5535	5,8090	5,8110	6,0785
Deutsche Bundesbank (en marks allemands)	6,343	6,635	—	—	0,91995	0,96225	0,36030	0,37685	0,37700	0,39435
Nederlandsche Bank (en flo- rins)	6,7420	7,0520	1,03925	1,0870	—	—	0,382925	0,40055	0,400675	0,419125
Danmarks Nationalbank (en couronnes danoises)	17,2145	18,0065	2,65345	2,77555	2,49655	2,6114	—	—	1,0231	1,07015
Norges Bank (en couronnes norvégiennes)	16,4518	17,2089	2,5359	2,65261	2,38592	2,49573	0,934441	0,977448	—	—

X - 2a. — COURS OFFICIELS ARRETES PAR LES BANQUIERS REUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION A BRUXELLES

Chiffres annuels
(francs belges)

Source : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

Moyennes journalières	1 dollar U.S.	1 mark allemand	100 yens	1 franc français	1 livre sterling	100 liras italiennes	1 dollar canadien	1 florin Pays-Bas	1 couronne suédoise	1 franc suisse	100 pesetas	1 couronne danoise	100 schillings autrichiens	1 couronne norvégienne	1 mark finlandais	100 escudos	1 zaïre
1970	49,65	13,62	—	8,98	118,95	7,92	47,60	13,73	9,58	11,52	71,27	6,62	192,10	6,95	11,90	174,01	100,03 ¹
1971 ³	49,65	13,66 ² 14,21 ⁴	—	9,00	120,00	7,97	49,04	13,80 ² 13,99 ⁴	9,62	11,54 ² 12,15 ⁴	71,38	6,63	191,99 ² 199,07 ⁴	6,97	11,89	174,50	100,01
1971 ⁵	46,92	14,07	—	8,49	116,64	7,67	46,61	13,95	9,36	11,83	68,21	6,45	194,00	6,84	11,30	172,52	93,79
1971 ⁶	45,19	13,81	—	8,64	115,24	7,61	45,20	13,83	9,27	11,57	68,67	6,38	191,03	6,74	10,93	167,08	90,22
1972	44,01	13,80	—	8,73	114,62 ⁷ 105,88 ⁸	7,55	44,44	13,71	9,26	11,53	68,51	6,34	190,51	6,68	10,63	163,58	88,03
1973 ⁹	44,05	13,83	—	8,70	104,06	7,54	44,08	13,74	9,31	11,92	69,41	6,42	191,25	6,69	10,57	164,90	88,10
1973 ¹⁰	40,35	13,85	—	8,76	99,30	7,09	40,63	13,81	9,00	12,29	68,44	6,43	192,10	6,71	10,33	159,90	80,69
1973 ¹¹	38,05	14,23 ¹² 15,17 ¹³	—	8,76	93,72	6,53	38,03	13,75 ¹⁴ 14,48 ¹⁵	8,87	12,37	66,36	6,46	194,99 ¹⁶ 205,99 ¹⁷	6,74 ¹⁸ 7,11 ¹⁹	10,15	160,66	76,10
1974	38,95	15,06	13,39	8,68 ²⁰ 8,07 ²¹	91,09	5,99	39,84	14,50	8,78	13,10	67,62	6,40	208,83	7,05	10,34	154,72	77,91
1975	36,80	14,95	12,41	8,58	81,45	5,64	36,19	14,54	8,86	14,24	64,10	6,41	211,50	7,04	10,01	145,22	73,61
1976	38,60	15,34 ²² 15,31 ²³	13,04	8,76 ²⁴ 7,93 ²⁵	69,85	4,67	39,17	14,61	8,89 ²² 8,76 ²³	15,45	65,76 ²⁶ 56,91 ²⁷	6,42 ²² 6,25 ²³	215,39	7,10 ²² 7,00 ²³	10,01	128,71	78,49 ²⁸ 44,25 ²⁹
1977	35,84	15,44	13,39	7,29	62,55	4,06	33,75	14,60	8,71 ³⁰ 8,21 ³¹ 7,31 ³²	14,95	52,88 ³³ 42,00 ³⁴	6,24 ³⁰ 5,98 ³¹ 5,76 ³²	216,99	6,98 ³⁰ 6,81 ³¹ 6,47 ³²	9,64 ³⁵ 8,67 ³⁶	114,34 ³⁷ 90,69 ³⁸	41,84

¹ Moyenne du 16 novembre au 31 décembre 1970.

² Moyenne du 1er janvier au 4 mai 1971.

³ Moyenne du 1er janvier au 18 août 1971.

⁴ Moyenne du 11 mai au 13 août 1971. Les cotations ont été suspendues du 5 au 10 mai.

⁵ Moyenne du 23 août au 17 décembre 1971. Les cotations ont été suspendues du 17 au 20 août.

⁶ Moyenne du 21 au 31 décembre 1971. Les cotations ont été suspendues le 20 décembre.

⁷ Moyenne du 1er janvier au 22 juin 1972.

⁸ Moyenne du 28 juin au 31 décembre 1972. Les cotations ont été suspendues du 23 au 27 juin.

⁹ Moyenne du 1er janvier au 9 février 1973.

¹⁰ Les cotations ont été suspendues, pour toutes les devises, du 10 au 19 février. Cette période a été prolongée, pour les couronnes suédoise, norvégienne et danoise jusqu'au 14 février, et pour la peseta jusqu'au 19 février.

Les moyennes se rapportent donc à la période du 14, du 15 ou du 20 février jusqu'au 1er mars.

¹¹ Moyenne du 19 mars au 31 décembre 1973. Les cotations ont été suspendues du 2 au 18 mars.

¹² Moyenne du 19 mars au 28 juin 1973.

¹³ Moyenne du 29 juin au 31 décembre 1973.

¹⁴ Moyenne du 19 mars au 14 septembre 1973.

¹⁵ Moyenne du 17 septembre au 31 décembre 1973.

¹⁶ Moyenne du 19 mars au 30 juin 1973.

¹⁷ Moyenne du 1er juillet au 31 décembre 1973.

¹⁸ Moyenne du 19 mars au 14 novembre 1973.

¹⁹ Moyenne du 16 novembre au 31 décembre 1973. La cotation a été suspendue le 15 novembre.

²⁰ Moyenne du 1er au 18 janvier 1974.

²¹ Moyenne du 22 janvier au 31 décembre 1974. La cotation a été suspendue le 20 janvier.

²² Moyenne du 1er janvier au 15 octobre 1976.

²³ Moyenne du 18 octobre au 31 décembre 1976.

²⁴ Moyenne du 1er janvier au 14 mars 1976.

²⁵ Moyenne du 15 mars au 31 décembre 1976.

²⁶ Moyenne du 1er janvier au 6 février 1976.

²⁷ Moyenne du 9 février au 31 décembre 1976.

²⁸ Moyenne du 1er janvier au 15 mars 1976.

²⁹ Moyenne du 16 mars au 31 décembre 1976.

³⁰ Moyenne du 1er janvier au 1er avril 1977.

³¹ Moyenne du 4 avril au 26 août 1977.

³² Moyenne du 29 août au 31 décembre 1977.

³³ Moyenne du 1er janvier au 8 juillet 1977.

³⁴ Moyenne du 16 juillet au 31 décembre 1977.

³⁵ Moyenne du 1er janvier au 4 avril 1977.

³⁶ Moyenne du 5 avril au 31 décembre 1977.

³⁷ Moyenne du 1er janvier au 27 février 1977. La cotation a été suspendue le 28 février.

³⁸ Moyenne du 1er mars au 31 décembre 1977.

X - 2b. — COURS OFFICIELS ARRETES PAR LES BANQUIERS REUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION A BRUXELLES

Chiffres trimestriels et mensuels

(francs belges)

Source : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

Moyennes journalières	1 dollar U.S.	1 mark allemand	100 yens	1 franc français	1 livre sterling	100 liras italiennes	1 dollar canadien	1 florin Pays-Bas	1 couronne suédoise	1 franc suisse	100 pesetas	1 couronne danoise	100 schillings autrichiens	1 couronne norvégienne	1 mark finlandais	100 escudos	1 zaïre
1975 4 ^e trim.	39,16	15,08	12,91	8,85	80,00	5,76	38,49	14,69	8,91	14,78	66,01	6,46	213,38	7,08	10,14	146,44	78,32
1976 1 ^{er} trim.	39,22	15,24	12,99	8,76 ¹ 8,89 ²	78,38	5,15	39,43	14,66	8,95	15,22	65,76 ³ 61,61 ⁴	6,38	213,90	7,08	10,22	141,58	78,49 ⁵ 45,19 ⁶
2 ^e trim.	39,27	15,35	13,14	8,85	70,95	4,57	40,14	14,47	8,89	15,75	58,12	6,47	214,56	7,13	10,14	130,11	45,07
3 ^e trim.	39,03	15,42	13,43	7,96	68,98	4,65	39,94	14,63	8,86	15,75	57,42	6,43	217,25	7,09	10,06	125,38	44,88
4 ^e trim.	36,89	15,36 ⁷ 15,31 ⁸	12,58	7,40	61,02	4,28	37,18	14,66	8,81 ⁷ 8,76 ⁸	15,09	54,10	6,40 ⁷ 6,25 ⁸	215,80	7,05 ⁷ 7,00 ⁸	9,63	117,71	42,64
1977 1 ^{er} trim.	36,75	15,35	12,90	7,39	62,99	4,16	35,68	14,69	8,71	14,58	53,45	6,24	216,07	6,98	9,65	114,84 ⁹ 94,86 ¹⁰	42,50
2 ^e trim.	36,16	15,32	13,15	7,30	62,17	4,08	34,36	14,65	8,72 ¹¹ 8,27 ¹²	14,41	52,41	6,26 ¹¹ 6,01 ¹²	215,44	6,98 ¹¹ 6,85 ¹²	9,17 ¹³ 8,89 ¹⁴	93,63	42,01
3 ^e trim.	35,64	15,43	13,40	7,29	61,88	4,04	33,32	14,54	8,13 ¹⁵ 7,38 ¹⁶	14,87	51,52 ¹⁷ 41,98 ¹⁸	5,94 ¹⁵ 5,80 ¹⁶	217,23	6,74 ¹⁵ 6,53 ¹⁶	8,73	90,93	41,58
4 ^e trim.	34,81	15,65	14,11	7,20	63,14	3,97	31,59	14,54	7,28	15,95	42,02	5,74	219,21	6,45	8,40	86,07	41,26
1977 Janv. ...	36,70	15,35	12,62	7,39	62,89	4,18	36,32	14,68	8,72	14,75	53,54	6,23	216,14	6,96	9,65	114,93	42,41
Févr. ...	36,89	15,35	12,96	7,41	63,10	4,18	35,89	14,69	8,69	14,64	53,47	6,24	216,01	6,98	9,66	113,68 ¹⁹	42,65
Mars ...	36,68	15,34	13,10	7,36	62,99	4,14	34,90	14,70	8,71	14,38	53,35	6,25	216,06	6,99	9,65	94,86	42,46
Avril ...	36,34	15,32	13,20	7,32	62,48	4,10	34,59	14,71	8,72 ¹¹ 8,35 ²⁰	14,39	52,88	6,26 ¹¹ 6,07 ²⁰	215,74	6,98 ¹¹ 6,87 ²⁰	9,17 ¹³ 8,98 ²¹	93,97	42,20
Mai	36,10	15,31	13,02	7,29	62,05	4,07	34,43	14,70	8,30	14,33	52,38	6,01	215,22	6,85	8,86	93,51	41,94
Juin ...	36,07	15,32	13,23	7,30	62,02	4,08	34,11	14,56	8,17	14,50	52,02	5,97	215,39	6,88	8,84	93,44	41,91
Juillet .	35,53	15,54	13,42	7,32	61,20	4,03	33,50	14,55	8,16	14,72	51,52 ¹⁷ 41,15 ²²	5,95	219,04	6,75	8,84	92,58	41,69
Août ...	35,57	15,37	13,35	7,27	61,91	4,03	33,11	14,53	8,09 ²³ 7,36 ²⁴	14,78	42,05	5,92 ²³ 5,78 ²⁴	216,48	6,74 ²³ 6,54 ²⁴	8,78	91,90	41,49
Sept. ...	35,81	15,41	13,42	7,28	62,43	4,06	33,37	14,54	7,38	15,07	42,36	5,80	216,40	6,53	8,58	88,55	41,58
Oct.	35,42	15,55	13,91	7,29	62,71	4,02	32,25	14,55	7,39	15,55	42,17	5,80	218,07	6,46	8,54	87,36	41,53
Nov. ...	35,22	15,71	14,41	7,26	64,03	4,01	31,76	14,56	7,34	16,03	42,51	5,75	220,42	6,46	8,43	86,76	41,64
Déc. ...	33,80	15,70	14,03	7,05	62,71	3,86	30,78	14,51	7,12	16,28	41,40	5,69	219,18	6,44	8,21	84,11	40,65
1978 Janv. ...	32,84	15,51	13,64	6,96	63,50	3,77	29,83	14,47	7,04	16,52	40,73	5,69	216,17	6,38	8,18	81,88	39,88

1 Moyenne du 1^{er} janvier au 14 mars 1976.

2 Moyenne du 15 au 31 mars 1976.

3 Moyenne du 1^{er} janvier au 6 février 1976.

4 Moyenne du 9 février au 31 mars 1976.

5 Moyenne du 1^{er} janvier au 15 mars 1976.

6 Moyenne du 16 au 31 mars 1976.

7 Moyenne du 1^{er} au 15 octobre 1976.

8 Moyenne du 18 octobre au 31 décembre 1976.

9 Moyenne du 1^{er} janvier au 27 février 1977. La cotation a été suspendue le 28 février.

10 Moyenne du 1^{er} au 31 mars 1977.

11 Cours du 1^{er} avril 1977.

12 Moyenne du 4 avril au 30 juin 1977.

13 Moyenne du 1^{er} au 4 avril 1977.

14 Moyenne du 5 avril au 30 juin 1977.

15 Moyenne du 1^{er} juillet au 26 août 1977.

16 Moyenne du 29 août au 30 septembre 1977.

17 Moyenne du 1^{er} au 8 juillet 1977.

18 Moyenne du 11 juillet au 30 septembre 1977.

19 Moyenne du 1^{er} au 27 février 1977. La cotation a été suspendue le 28 février.

20 Moyenne du 4 au 30 avril 1977.

21 Moyenne du 5 au 30 avril 1977.

22 Moyenne du 12 au 31 juillet. La cotation a été suspendue le 11 juillet.

23 Moyenne du 1^{er} au 26 août 1977.

24 Moyenne du 29 au 31 août 1977.

X - 3. — MARCHE DU DOLLAR U.S. A BRUXELLES

Moyennes journalières	Marché au comptant			Marché à terme à 3 mois	
	Marché réglementé	Marché libre		Marché réglementé	Marché libre (transferts)
		Transferts	Billets		
(cours en francs belges)				Report (+) ou Déport (-) (en p.c. par an des cours du marché au comptant 1)	
1970	49,65	50,17	50,16	- 0,16	- 0,44
1971 ²	49,65	49,62	49,59	- 0,87	- 0,90
1971 ³	46,92	46,97	46,85	- 1,86	- 1,87
1971 ⁴	45,19	45,26	45,22	- 0,20	- 0,20
1972	44,01	43,96	43,93	- 1,18	- 0,82
1973 ⁵	44,05	44,14	44,16	- 1,06	- 0,52
1973 ⁶	40,35	40,26	40,36	- 8,74	- 2,24
1973 ⁷	38,05	38,08	38,07	- 3,80	- 2,23
1974	38,95	39,77	39,86	+ 2,94	+ 0,99
1975	36,80	37,80	37,92	+ 0,74	+ 0,19
1976	38,60	39,48	39,61	+ 6,43	+ 5,12
1977	35,84	35,89	35,96	+ 1,31	+ 1,16
1975 4 ^e trimestre	39,16	40,25	40,34	- 0,66	- 0,54
1976 1 ^{er} trimestre	39,22	40,45	40,58	+ 3,64	+ 2,00
2 ^e trimestre	39,27	40,17	40,30	+ 4,75	+ 4,41
3 ^e trimestre	39,03	40,05	40,17	+ 8,75	+ 6,46
4 ^e trimestre	36,89	37,28	37,37	+ 8,58	+ 7,63
1977 1 ^{er} trimestre	36,75	36,82	36,90	+ 2,93	+ 2,82
2 ^e trimestre	36,16	36,19	36,26	+ 1,46	+ 1,47
3 ^e trimestre	35,64	35,72	35,76	+ 0,23	+ 0,22
4 ^e trimestre	34,81	34,84	34,87	+ 0,65	+ 0,13
1977 Janvier	36,70	36,83	36,90	+ 3,93	+ 3,60
Février	36,89	36,90	37,00	+ 2,72	+ 2,71
Mars	36,68	36,72	36,79	+ 2,14	+ 2,15
Avril	36,34	36,42	36,50	+ 2,00	+ 2,03
Mai	36,10	36,12	36,18	+ 1,33	+ 1,33
Juin	36,07	36,06	36,12	+ 1,04	+ 1,04
Juillet	35,53	35,68	35,76	+ 1,10	+ 1,09
Août	35,57	35,66	35,71	- 0,02	- 0,01
Septembre	35,81	35,81	35,81	- 0,28	- 0,29
Octobre	35,42	35,37	35,41	- 0,90	- 0,90
Novembre	35,22	35,23	35,27	- 0,15	- 0,06
Décembre	33,80	33,93	34,01	+ 2,95	+ 1,35
1978 Janvier	32,84	32,84	32,93	+ 1,19	+ 0,95

1 Formule = $\frac{(\text{Cours du marché à terme} - \text{Cours du marché au comptant}) \times 100 \times 4}{\text{Cours du marché au comptant}}$

2 Moyenne du 1^{er} janvier au 13 août 1971.

3 Moyenne du 28 août au 17 décembre 1971. Les cotations ont été suspendues du 17 au 20 août.

4 Moyenne du 21 au 31 décembre 1971. Les cotations ont été suspendues le 20 décembre.

5 Moyenne du 1^{er} janvier au 9 février 1973.

6 Moyenne du 14 février au 1^{er} mars 1973. Les cotations ont été suspendues du 10 au 13 février.

7 Moyenne du 19 mars au 31 décembre 1973. Les cotations ont été suspendues du 2 au 18 mars.

X - 4. — COURS DE CHANGE EFFECTIFS

Parités mai 1970 = 100

Sources : B.N.B., F.M.I.

	Franc belge		Dollar des Etats-Unis	Mark allemand	Yen	Franc français	Livre sterling	Lire italienne	Florin des Pays-Bas	Couronne suédoise	Franc suisse	Couronne danoise	Couronne norvégienne	
	Indice B.N.B. pondéré par les		Indices du Fonds Monétaire International											
	exportations de l'U.E.B.L.	importations de l'U.E.B.L.												
1971	99,57	99,69	100,3	96,8	103,6	102,4	98,4	100,0	98,8	101,0	99,7	104,4	99,2	99,3
1972	103,48	103,96	103,3	89,8	107,1	114,5	101,7	96,7	98,5	102,4	101,8	106,1	99,9	100,0
1973	105,04	106,28	104,4	82,3	119,3	123,2	106,3	87,5	89,7	105,7	103,6	118,3	106,4	104,8
1974	106,39	107,17	105,5	84,2	125,5	115,4	99,3	84,8	81,0	111,7	103,5	128,6	107,2	111,0
1975	108,13	108,93	106,6	83,5	127,6	111,7	109,3	78,3	77,8	113,5	108,8	145,0	111,1	114,5
1976	110,47	110,68	107,1	87,7	132,3	115,7	103,7	66,3	63,7	115,8	109,2	157,0	113,5	115,9
1977	<i>p</i> 116,81	<i>p</i> 117,27	111,9	86,7	143,1	128,1	98,5	63,0	58,6	121,5	105,9	161,5	113,7	116,6
1975 4 ^e trimestre	105,45	106,24	103,8	86,2	124,5	111,2	109,8	74,0	77,1	112,1	106,0	145,7	109,9	112,2
1976 1 ^{er} trimestre	106,65	107,20	104,6	86,9	127,2	112,4	108,7	73,0	68,7	113,1	107,1	150,7	109,4	112,8
2 ^e trimestre	109,39	109,96	106,0	88,1	130,6	114,9	106,4	66,7	61,7	113,7	108,0	157,9	113,6	115,4
3 ^e trimestre	110,60	110,89	106,7	87,7	132,4	118,4	101,1	65,0	63,4	115,7	108,4	158,7	113,7	115,5
4 ^e trimestre	115,42	116,08	111,0	88,0	139,1	116,9	98,4	60,4	61,1	120,8	113,4	160,5	117,3	119,9
1977 1 ^{er} trimestre	115,07	116,13	111,1	88,0	140,0	120,3	98,5	62,7	59,4	121,2	112,8	155,4	116,6	119,1
2 ^e trimestre	116,31	117,37	111,9	87,4	141,4	124,9	98,5	62,5	58,8	122,0	108,8	154,9	114,2	118,5
3 ^e trimestre	117,01	118,14	112,4	86,8	144,0	129,0	99,0	62,7	58,6	121,5	104,4	161,5	113,1	116,2
4 ^e trimestre	<i>p</i> 117,34	<i>p</i> 118,47	112,3	84,7	146,9	138,1	98,1	64,2	57,6	121,4	97,6	174,1	111,1	112,7
1977 Janvier	115,15	116,06	111,3	88,0	140,0	117,7	98,5	62,7	59,7	121,1	113,2	157,4	116,6	119,1
Février	114,90	115,86	110,9	88,1	139,8	120,5	98,6	62,6	59,5	121,0	112,3	155,5	116,2	119,0
Mars	115,29	116,36	111,2	87,9	140,1	122,6	98,3	62,7	59,1	121,4	113,0	153,2	116,9	119,3
Avril	115,95	117,00	111,6	87,5	140,8	125,0	98,4	62,5	58,8	122,1	109,6	154,1	114,8	118,5
Mai	116,38	117,48	112,0	87,5	141,6	123,8	98,5	62,5	58,8	122,6	109,3	154,5	114,2	118,7
Juin	116,57	117,67	112,0	87,3	141,7	125,9	98,5	62,4	58,8	121,2	107,6	156,1	113,6	118,3
Juillet	116,74	117,95	112,1	86,2	144,8	129,2	99,3	61,9	58,2	121,2	108,5	159,6	113,9	117,4
Août	117,23	118,40	112,7	86,9	143,4	128,7	99,0	62,9	58,7	121,7	106,6	160,9	113,4	117,2
Septembre	117,08	118,13	112,3	87,3	143,7	129,0	98,8	63,3	58,9	121,5	98,2	164,0	111,9	114,0
Octobre	<i>p</i> 116,90	<i>p</i> 118,00	111,9	86,0	144,9	134,5	98,9	63,4	58,3	121,1	98,4	168,6	111,6	112,4
Novembre	<i>p</i> 116,54	<i>p</i> 117,62	111,4	84,8	146,0	139,5	98,0	64,5	57,8	120,7	97,5	173,0	110,2	111,7
Décembre	<i>p</i> 118,61	<i>p</i> 119,87	113,5	83,2	149,8	140,3	97,3	64,8	56,8	122,5	97,0	180,7	111,4	114,0
1978 Janvier	<i>p</i> 119,95	<i>p</i> 121,36	115,0	82,4	150,1	139,3	97,6	66,9	56,4	123,8	97,6	187,0	112,8	114,5

Références bibliographiques : *Statistiques économiques belges 1960-1970. — Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LII^e année, tome I, no 5, mai 1977 : « Les indices du cours moyen pondéré ou cours de change effectif du franc belge ».

XI. — FINANCES PUBLIQUES ¹
1. — RECETTES ET DEPENSES DE TRESORERIE
RESULTANT DES OPERATIONS BUDGETAIRES ²

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Budget ordinaire			Budget extraordinaire			Solde budgétaire total
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses ³	Solde	
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5)	(6) = (4) - (5)	
1970	299,5	293,9	+ 5,6	0,6	59,4	- 48,8	- 43,2
1971	325,5	316,6	+ 8,9	0,6	63,8	- 63,2	- 54,3
1972	365,1	368,5	- 3,4	0,5	76,3	- 75,8	- 79,2
1973	409,7	431,9	- 22,2	0,8	75,0	- 74,2	- 96,4
1974	488,8	508,7	- 19,9	0,7	77,9	- 77,2	- 97,1

Nouvelle série

Périodes	Opérations courantes			Opérations en capital			Solde budgétaire total
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses ³	Solde	
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5)	(6) = (4) - (5)	
1974	483,8	484,4	- 0,6	5,7	62,9	- 57,2	- 57,8
1975	577,5	620,3	- 42,8	7,6	78,6	- 71,0	-113,8
1976 3 premiers mois	133,6	195,7	- 62,1	2,1	19,6	- 17,5	- 79,6
6 premiers mois	287,3	387,5	-100,2	4,1	39,3	- 35,2	-135,4
9 premiers mois	454,9	552,9	- 98,0	6,0	63,9	- 57,9	-155,9
12 mois	657,1	711,4	- 54,3	8,2	85,5	- 77,3	-131,6
1977 1 ^{er} mois	57,2	79,6	- 22,4	0,7	8,6	- 7,9	- 30,3
2 premiers mois	104,8	159,5	- 54,7	1,3	17,3	- 16,0	- 70,7
3 premiers mois	146,4	237,6	- 91,2	2,2	25,4	- 23,2	-114,4
4 premiers mois	221,6	316,2	- 94,6	2,8	30,4	- 27,6	-122,2
5 premiers mois	266,8	374,5	-107,7	3,4	38,0	- 34,6	-142,3
6 premiers mois	327,0	452,5	-125,5	4,3	47,8	- 43,5	-169,0
7 premiers mois	419,8	521,5	-101,7	5,0	55,7	- 50,7	-152,4
8 premiers mois	473,4	569,9	- 96,5	5,7	62,4	- 56,7	-153,2
9 premiers mois	523,5	633,1	-109,6	6,5	71,1	- 64,6	-174,2
10 premiers mois	608,6	704,3	- 95,7	7,2	79,5	- 72,3	-168,0
11 premiers mois	658,0	757,6	- 99,6	7,8	85,5	- 77,7	-177,3
12 mois	747,8	822,9	- 75,1	8,7	95,3	- 86,6	-161,7

¹ Les statistiques concernant la dette publique figurent au chapitre XVI.

² Recettes et dépenses effectivement réalisées durant chaque période, quel que soit l'exercice budgétaire auquel elles sont rattachées, abstraction faite des virements internes.

³ Depuis 1973 les dépenses extraordinaires ou en capital, telles qu'elles sont publiées par le Ministère des Finances, comprennent les dépenses d'investissement du Fonds des Routes. Les données pour les années antérieures ont été rendues comparables en ajoutant aux dépenses du budget extraordinaire proprement dit les investissements du Fonds des Routes quel que soit leur mode de financement.

XI - 2. — RESULTAT DE CAISSE DU TRESOR ET SON FINANCEMENT

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Solde budgétaire total ¹	Fonds de tiers et opérations de trésorerie	Amortissements de la dette ²	Résultat de caisse (4) = (1) + (2) + (3)	Placements spéciaux ³	Total à financer (6) = (4) + (5) ou - [(7) + (13)]	Financement						
							Produit net d'emprunts consolidés ⁴	Variations de la dette flottante ⁵					Total (8) à (12)
								Prélèvement sur la marge auprès de la B.N.B.	Portefeuille des institutions financières	Comptes de chèques postaux des particuliers	En monnaies étrangères	Divers ⁶	
(1)	(2)	(8)	(10)	(11)	(12)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	
1974	- 57,8	+ 4,3	- 39,3	- 92,8	...	- 92,8	+ 84,9	+ 4,7	- 3,2	+ 2,3	...	+ 4,1	+ 7,9
1975	-113,8	+ 9,6	- 35,0	-139,2	...	-139,2	+122,8	- 0,9	+ 15,2	+ 3,7	...	- 1,6	+ 16,4
1976 3 premiers mois	- 79,6	- 1,9	- 9,2	- 90,7	...	- 90,7	+ 62,5	+ 16,4	+ 8,7	+ 3,2	...	- 0,1	+ 28,2
6 premiers mois	-135,4	+ 5,3	- 22,0	-152,1	...	-152,1	+ 99,7	+ 16,4	+ 28,1	+ 8,2	...	- 0,8	+ 52,4
9 premiers mois	-155,9	+ 6,2	- 34,9	-184,6	...	-184,6	+115,1	+ 16,4	+ 47,2	+ 6,0	...	- 0,1	+ 69,5
12 mois	-131,6	+ 0,5	- 47,5	-178,6	...	-178,6	+126,7	+ 16,4	+ 27,6	+ 7,4	...	+ 0,5	+ 51,9
1977 1 ^{er} mois	- 30,3	+ 0,2	- 3,7	- 33,8	...	- 33,8	- 10,4	...	+ 33,1	+ 11,1	...	...	+ 44,2
2 premiers mois	- 70,7	+ 2,9	- 6,8	- 74,6	...	- 74,6	+ 41,9	...	+ 26,3	+ 6,3	...	+ 0,1	+ 32,7
3 premiers mois	-114,4	+ 8,8	- 10,3	-115,9	...	-115,9	+ 42,0	...	+ 69,7	+ 4,2	...	...	+ 73,9
4 premiers mois	-122,2	+ 3,9	- 13,3	-131,6	...	-131,6	+ 42,1	...	+ 62,9	+ 17,1	...	+ 9,5	+ 89,5
5 premiers mois	-142,3	+ 6,3	- 17,2	-153,2	...	-153,2	+ 42,3	...	+ 96,1	+ 5,9	...	+ 8,9	+110,9
6 premiers mois	-169,0	+ 10,9	- 22,4	-180,5	...	-180,5	+ 90,4	...	+ 75,5	+ 6,8	...	+ 7,8	+ 90,1
7 premiers mois	-152,4	+ 9,8	- 25,9	-168,5	...	-168,5	+ 90,8	+ 4,6	+ 69,2	+ 10,1	...	- 6,2	+ 77,7
8 premiers mois	-153,2	+ 5,5	- 30,3	-178,0	...	-178,0	+ 90,8	+ 11,0	+ 75,3	+ 6,6	...	- 5,7	+ 87,2
9 premiers mois	-174,2	+ 6,1	- 35,3	-203,4	...	-203,4	+151,4	+ 8,7	+ 51,3	+ 4,1	...	- 12,1	+ 52,0
10 premiers mois	-168,0	+ 4,2	- 39,4	-203,2	...	-203,2	+179,0	- 14,4	+ 38,8	+ 11,9	...	- 12,1	+ 24,2
11 premiers mois	-177,3	+ 0,9	- 43,7	-220,1	...	-220,1	+178,7	+ 12,1	+ 36,5	+ 4,9	...	- 12,1	+ 41,4
12 mois	-161,7	- 1,5	- 48,6	-211,8	...	-211,8	+178,6	+ 16,4	+ 26,1	+ 3,1	...	- 12,4	+ 33,2

¹ Cf. colonne (7) et note 3 du tableau XI-1 nouvelle série.

² Amortissements contractuels (c'est-à-dire effectués par tirage au sort ou par rachat en bourse pendant la durée de vie des emprunts) à charge du Trésor et du Fonds des Rentes.

³ Augmentation (-) ou diminution (+) des placements provisoires du Trésor en effets commerciaux et de ses avoirs en comptes courants.

⁴ Montant nominal des emprunts émis moins les frais et primes d'émission afférents à ces emprunts et moins les remboursements à une échéance intercalaire ou à l'échéance finale d'emprunts émis antérieurement.

⁵ Dette à moyen et court terme, non compris les variations du portefeuille de certificats de trésorerie du F.M.I. qui n'ont pas d'incidence sur le volume des ressources disponibles pour le financement.

⁶ Ce poste comprend entre autres les variations des portefeuilles de certificats de trésorerie des organismes non financiers du secteur public et celles du portefeuille de certificats de la tranche B du Fonds des Rentes.

XI - 3. — BESOINS NETS DE FINANCEMENT DU TRESOR ET LEUR COUVERTURE

(milliards de francs)

Périodes	Solde budgétaire total 1	Solde des opérations extra- budgétaires 2	Déficit de trésorerie 3	Amor- tissements de la dette publique compris dans les dépenses budgétaires 4	Besoins nets de finan- cement du Trésor 4	Couverture 5				
						Recours au marché belge				Recours aux marchés étrangers 7
						Variations			Total	
						de l'encours des emprunts consolidés	des engagements à moyen terme	des engagements à court terme 6		
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5) = (3) + (4)	(6)	(7)	(8)	(9) = (6) à (8)	(10)	
1970	- 43,2	- 1,0	- 44,2	+ 20,4	- 23,8	+ 20,7	- 1,4	+ 14,9	+ 34,2	- 10,4
1971	- 54,3	+ 1,3	- 53,0	+ 19,2	- 33,8	+ 62,1	+ 0,9	- 0,5	+ 62,5	- 28,7
1972	- 79,2	- 4,5	- 83,7	+ 20,0	- 63,7	+ 77,4	+ 4,3	- 2,1	+ 79,6	- 15,9
1973	- 96,4	+ 10,8	- 85,6	+ 34,5	- 51,1	+ 62,1	- 1,8	- 6,2	+ 54,1	- 3,0
1974	- 97,1	+ 0,4	- 96,7	+ 39,3	- 57,4	+ 50,9	+ 3,8	+ 5,2	+ 59,9	- 2,5

1 Cf. colonne (7) et note 3 du tableau XI-1.

2 Le solde des opérations extra-budgétaires comprend non seulement les fonds de tiers et les opérations de trésorerie [colonne (2) du tableau XI-2], mais aussi les dépenses d'organismes paraétatiques, autres que le Fonds des Routes, financées par l'émission d'emprunts indirects. Il est en outre influencé par des différences à l'émission et à l'amortissement.

3 L'écart entre cette colonne et la colonne (4) « Résultat de caisse » du tableau XI-2, s'explique par le fait que le déficit de trésorerie tient compte d'un certain nombre d'opérations qui ne sont pas prises en considération pour le calcul du « Résultat de caisse »; les opérations en question sont énumérées dans la note 2.

4 Cf. tableau XVI-3b.

5 Y compris les variations de la dette indirecte.

6 Le cas échéant, le solde du Trésor auprès de la B.N.B. et ses placements provisoires en effets commerciaux sont déduits de ses engagements à court terme.

7 Cette rubrique donne le mouvement de toutes les dettes, tant en monnaies étrangères qu'en francs belges, dont l'Etat est débiteur vis-à-vis de l'étranger, soit directement, soit par l'intermédiaire d'organismes belges.

Nouvelle série

Périodes	Solde budgétaire total 1	Solde des opérations extra- budgétaires 2	Besoins nets de finan- cement du Trésor 3 4	Couverture 5				
				Recours au marché belge				Recours aux marchés étrangers 7
				Variations			Total	
				de l'encours des emprunts consolidés	des engagements à moyen terme	des engagements à court terme 6		
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5)	(6)	(7) = (4) à (6)	(8)	
1974	- 57,8	+ 0,4	- 57,4	+ 50,9	+ 3,8	+ 5,2	+ 59,9	- 2,5
1975	-113,8	+ 4,5	-109,3	+ 94,4	- 2,4	+ 17,9	+109,9	- 0,6
1976 3 premiers mois	- 79,6	- 3,3	- 82,9	+ 54,9	- 0,9	+ 28,5	+ 82,5	+ 0,4
6 premiers mois	-135,4	+ 4,5	-130,9	+ 79,1	- 1,9	+ 53,7	+130,9	...
9 premiers mois	-155,9	+ 4,7	-151,2	+ 82,6	- 2,6	+ 71,0	+151,0	+ 0,2
12 mois	-181,6	- 1,5	-183,1	+ 82,3	- 4,3	+ 55,1	+183,1	...
1977 1 ^{er} mois	- 30,3	+ 0,3	- 30,0	- 14,2	...	+ 44,1	+ 29,9	+ 0,1
2 premiers mois	- 70,7	+ 1,7	- 69,0	+ 36,3	- 0,5	+ 32,7	+ 68,5	+ 0,5
3 premiers mois	-114,4	+ 7,6	-106,8	+ 32,9	- 1,0	+ 74,5	+106,4	+ 0,4
4 premiers mois	-122,2	+ 2,1	-120,1	+ 30,8	- 1,6	+ 90,2	+119,4	+ 0,7
5 premiers mois	-142,3	+ 4,8	-137,5	+ 26,7	- 2,3	+112,1	+136,5	+ 1,0
6 premiers mois	-169,0	+ 7,8	-161,2	+ 71,3	- 0,4	+ 90,0	+160,9	+ 0,3
7 premiers mois	-152,4	+ 7,2	-145,2	+ 67,8	- 6,6	+ 83,9	+145,1	+ 0,1
8 premiers mois	-153,2	+ 3,0	-150,2	+ 63,4	- 5,5	+ 91,9	+149,8	+ 0,4
9 premiers mois	-174,2	+ 2,7	-171,5	+119,9	- 6,1	+ 56,9	+170,7	+ 0,8
10 premiers mois	-168,0	...	-168,0	+144,2	- 6,8	+ 30,3	+167,7	+ 0,3
11 premiers mois	-177,3	- 3,4	-180,7	+139,8	- 6,7	+ 47,1	+180,2	+ 0,5
12 mois	-161,7	+ 5,7	-167,4	+134,7	- 6,7	+ 39,5	+167,5	- 0,1

1 Cf. colonne (7) et note 3 du tableau XI-1.

2 Voir note 2 de la série précédente.

3 L'écart entre cette colonne et la colonne (4) « Résultat de caisse » du tableau XI-2 s'explique par le fait que, d'une part, les besoins nets de financement tiennent compte d'un certain nombre d'opérations qui ne sont pas prises en considération pour le calcul du « Résultat de caisse » (les opérations en question sont énumérées dans la note 2) et, d'autre

part, que ces besoins nets ne comprennent pas les amortissements contractuels.

4 Cf. tableau XVI-3b.

5 Voir note 5 de la série précédente.

6 Voir note 6 de la série précédente.

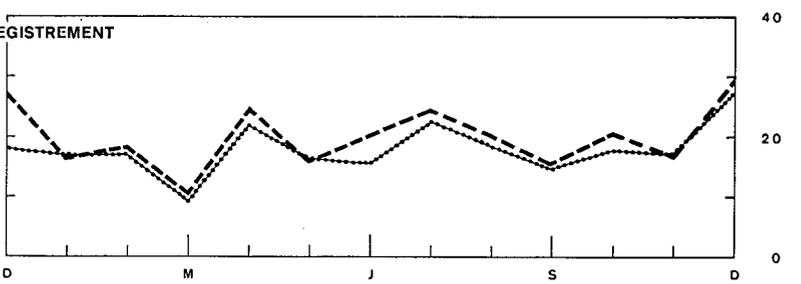
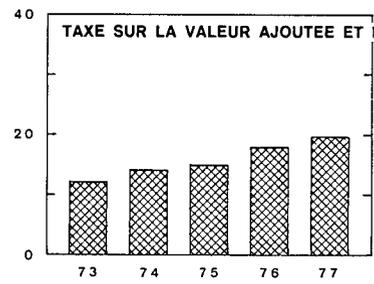
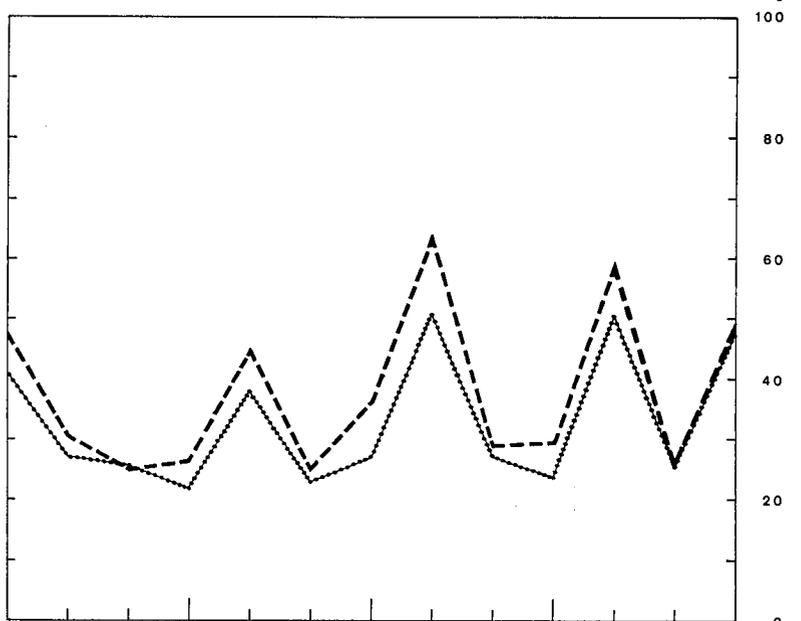
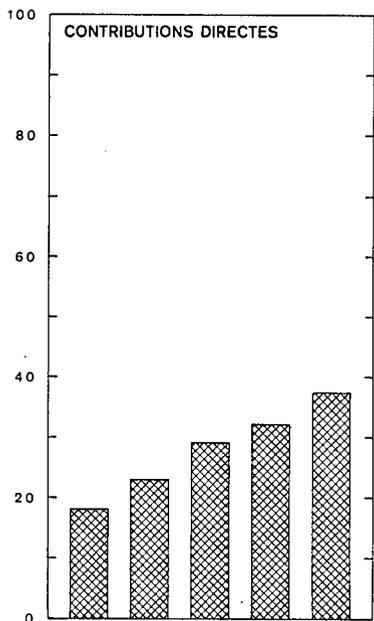
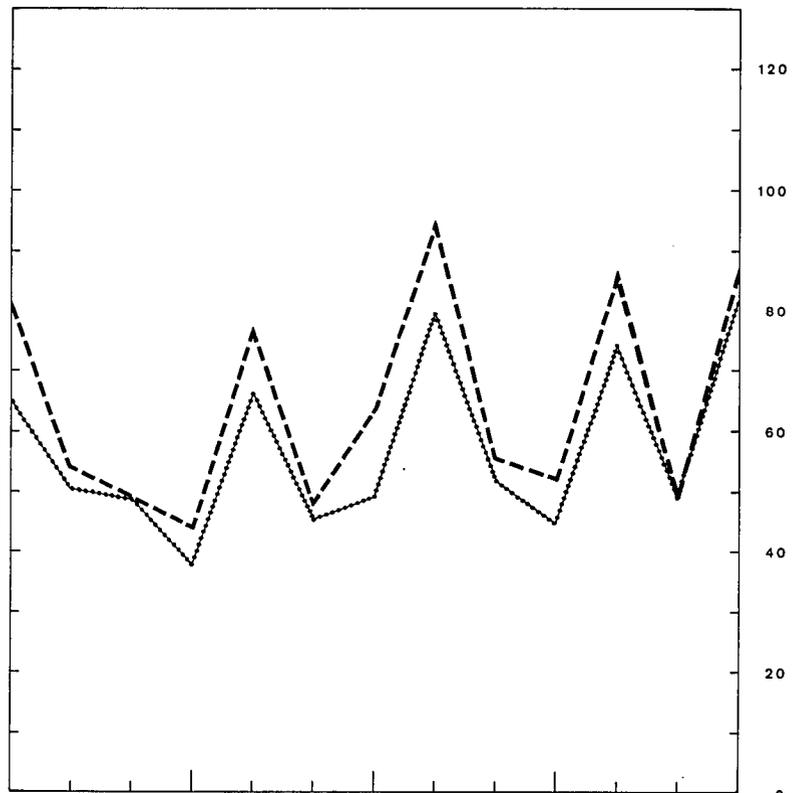
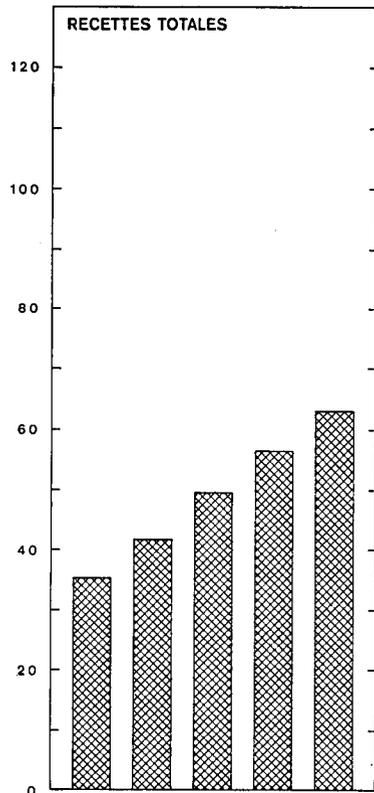
7 Voir note 7 de la série précédente.

XI - 4. — RECETTES FISCALES PAR ANNEE CIVILE

(milliards de francs)

Moyennes mensuelles ou mois

..... 1976 - - - - 1977



XI - 4. — RECETTES FISCALES (par année civile) ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Recettes courantes totales ³					Recettes en capital ⁴	Total des recettes fiscales
	Contributions directes ²	Douanes et accises	T.V.A. et enregistrement	Total	dont versements anticipés		
1972	178,8	49,4	130,5	358,7	.....	5,1	363,8
1973	219,3	54,1	146,6	420,0	55,3	5,1	425,1
1974	275,3	52,9	167,2	495,4	62,1	5,1	500,5
1975	349,4	62,4	179,5	591,3	78,5	6,6	597,9
1976	388,0	68,7	215,2	671,9	91,7	7,2	679,1
1977	448,2	72,1	236,7	757,0	104,0	7,9	764,9
1975 4 ^e trimestre	111,3	16,2	54,7	182,2	34,5	1,8	184,0
1976 1 ^{er} trimestre	74,8	17,4	42,9	135,1	4,5	1,9	137,0
2 ^e trimestre	88,1	16,6	54,5	159,2	18,7	1,6	160,8
3 ^e trimestre	101,6	17,1	55,6	174,3	27,9	1,8	176,1
4 ^e trimestre	123,5	17,6	62,2	203,3	43,6	1,9	205,2
1977 1 ^{er} trimestre	82,7	17,5	45,9	146,1	2,5	2,0	148,1
2 ^e trimestre	107,2	18,6	61,7	187,5	23,9	1,9	189,4
3 ^e trimestre	122,7	17,4	61,2	201,3	29,9	2,1	203,4
4 ^e trimestre	135,6	18,6	67,8	222,1	47,7	1,9	224,0
1976 Décembre	47,5	6,6	27,3	81,4	19,1	0,7	82,1
1977 Janvier	31,0	5,9	16,6	53,5	1,2	0,7	54,2
Février	25,2	5,3	18,4	48,9	0,1	0,6	49,5
Mars	26,5	6,3	10,9	43,7	1,2	0,7	44,4
Avril	45,1	6,7	24,9	76,7	21,9	0,6	77,3
Mai	25,6	6,0	16,2	47,8	0,4	0,6	48,4
Juin	36,5	5,9	20,6	63,0	1,6	0,7	63,7
Juillet	63,9	5,6	24,8	94,3	28,0	0,7	95,0
Août	29,1	5,5	20,6	55,2	0,4	0,7	55,9
Septembre	29,7	6,3	15,8	51,8	1,5	0,7	52,5
Octobre	59,6	5,6	20,9	86,1	26,8	0,7	86,8
Novembre	26,7	5,8	17,1	49,6	0,5	0,6	50,2
Décembre	49,3	7,1	29,9	86,3	20,4	0,7	87,0

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux.

² Y compris le produit des versements anticipés.

³ Y compris les recettes fiscales affectées directement, hors budget, au Fonds d'Expansion Economique et de Reconversion Regionale, au Fonds

des Routes, au Fonds Spécial des Communes et aux Communautés Européennes, mais à l'exclusion des droits de douane cédés comme moyens propres aux Communautés Européennes.

⁴ Droits de Succession.

XI - 5. — DETAIL DES RECETTES FISCALES ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

	1977				1976 : décembre				1977 : décembre			
	Recettes fiscales totales (1)	Recettes affectées hors budget (2)	Recettes budgétaires proprement dites (3) = (1) - (2)	Prévisions budgétaires ²	Recettes fiscales totales (1)	Recettes affectées hors budget (2)	Recettes budgétaires proprement dites (3) = (1) - (2)	Prévisions budgétaires ²	Recettes fiscales totales (1)	Recettes affectées hors budget (2)	Recettes budgétaires proprement dites (3) = (1) - (2)	Prévisions budgétaires ²
A. Recettes courantes :												
I. Contributions directes												
précompte immobilier	448,2	15,6	432,6	484,2	47,5	2,5	45,0	55,1	49,3	2,4	46,9	56,7
précompte mobilier	1,4	...	1,4	1,4	0,2	...	0,2	0,2	0,1	...	0,1	0,1
versements anticipés	34,7	...	34,7	33,7	1,6	...	1,6	1,8	1,9	...	1,9	1,9
impôts de sociétés (rôles) ...	104,0	2,9	101,1	117,5	19,1	0,9	18,2	23,6	20,4	0,6	19,8	22,8
impôts des personnes physiques (rôles)	3,8	...	3,8	6,0	1,3	...	1,3	1,6	0,8	...	0,8	1,6
précompte professionnel	40,3	2,4	37,9	43,6	4,8	0,2	4,6	7,3	3,4	0,2	3,2	5,1
divers	252,9	2,4	250,5	278,9	18,7	0,2	18,5	20,1	20,8	0,2	20,6	24,6
.....	11,1	7,9	3,2	3,1	1,8	1,2	0,6	0,5	1,9	1,4	0,5	0,6
II. Douanes et accises	72,1	7,8	64,3	70,9	6,6	0,6	6,0	5,2	7,1	0,7	6,4	6,6
III. T.V.A. et enregistrement	236,7	14,3	222,4	223,1	27,3	1,9	25,4	21,7	29,9	0,4	29,5	31,4
B. Recettes en capital												
	7,9	...	7,9	7,8	0,7	...	0,7	0,6	0,7	...	0,7	0,7

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux.

² Prévisions pour le budget proprement dit.

Références bibliographiques : *Bulletin de Documentation* (Ministère des Finances). — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Moniteur belge*. — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XLII^e année, vol. I, n° 8, mars 1967 : « Chapitre XI « Finances publiques » de la partie statistique - Révision de certaines données ». — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, XLVIII^e an-

N. B. — Le détail complet des recettes fiscales est publié mensuellement au *Moniteur belge*.

née, vol. II, n° 5, novembre 1972 : « Le budget de 1978 dans la perspective de l'évolution des finances publiques de 1967 à 1978 ». — XLIX^e année, vol. I, n° 5, mai 1974 : « Chapitre XI « Finances publiques » de la partie statistique. — Modification de certaines données ». — Le année, vol. I, n° 4, avril 1975 : « Chapitre XI : « Finances publiques » de la partie statistique. - Modification de certaines données ».

XII. — CREANCES ET DETTES DANS L'ECONOMIE BELGE
XII - 1a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1974

(milliards de francs)

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE												Total des dettes (13) = (1) à (12)			
		Secteurs nationaux non financiers						Etranger	Intermédiaires financiers						Secteurs indéterminés et ajustements (12)		
		Entreprises privées et particuliers (1)	Organismes publics d'exploitation (2)	Etat (Trésor) (3)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Sécurité sociale (5)	Organismes principalement monétaires (7)		Fonds des Rentes (8)	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension (10)	Intermédiaires financiers publics de crédit (11)					
													(1)			(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers	Entreprises privées et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,5	—	—	—	—	6,3	146,3	—	7,0	—	10,0	0,8	171,0	
			Engagements en comptes courants ou d'avances	16,8	—	—	—	—	—	—	252,2	—	0,7	—	4,7	...	274,4
			Obligations	49,8	8,3	—	14,4	29,0	101,6
			Autres emprunts à plus d'un an	—	0,2	—	—	—	—	—	—	—	303,8	75,2	286,0	...	666,2
			Divers	5,2	8,3	—	67,4	—	1,0	26,7	0,1	...	108,6
			(Actions et parts)	(428,0)	(3,8)	(0,6)	—	(0,2)	(...)	(2,9)	(—)	(1,3)	(7,4)	(...)	(...)	(...)	(444,1)
			Total ...	66,6	5,9	8,3	...	68,4	6,3	406,8	—	326,9	130,9	300,8	0,8	1.321,7	
		Secteurs nationaux non financiers	Organismes publics d'exploitation (2)	Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	0,3	0,7	—	1,0	—	1,5	...	3,4	
	Engagements en comptes courants ou d'avances			0,3	—	0,4	0,6	—	7,4	8,8	
	Certificats à un an au plus			—	4,0	—	4,0	
	Obligations accessibles à tout placeur			26,6	2,3	...	0,2	0,3	0,7	15,6	1,4	14,9	8,6	1,4	...	72,0	
	Obligations non accessibles à tout placeur			—	0,2	...	0,6	7,0	...	8,2	6,4	6,1	2,8	31,4	
	Autres emprunts à plus d'un an			—	2,7	0,8	0,2	38,4	...	42,2	
			Total ...	44,3	2,3	7,4	0,9	0,3	9,5	27,9	1,4	24,9	15,2	54,9	6,7	195,8	
		Secteurs nationaux non financiers	Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers	4,9	0,7	—	2,1	...	6,7	65,0	0,2	17,2	96,8	
	Certificats à un an au plus			—	0,8	—	6,8	...	9,1	11,7	...	14,8	...	56,8	
	Obligations accessibles à tout placeur			204,3	3,6	—	2,5	7,9	3,1	201,0	5,2	80,9	74,9	30,9	...	614,3	
	Obligations non accessibles à tout placeur			—	0,2	—	2,6	66,6	...	9,7	1,6	1,8	...	82,4	
			Total ...	209,2	6,2	—	4,7	12,8	20,3	354,6	14,3	111,8	77,9	48,1	17,2	877,1	
		Secteurs nationaux non financiers	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	...	—	—	
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—			—	—	—	—	—	—	0,7	—	—	—	—	0,7		
Engagements en comptes courants ou d'avances	—			—	—	—	—	—	—	24,9	—	—	—	13,3	38,2		
Obligations accessibles à tout placeur	50,6			0,2	...	0,5	0,2	0,3	30,2	3,9	19,5	14,4	4,9	...	124,7		
Obligations non accessibles à tout placeur .....	—			...	...	...	...	...	7,0	...	16,9	1,5	4,1	0,4	29,9
Autres emprunts à plus d'un an	—			7,5	—	—	—	—	—	—	15,3	...	146,5	...	169,3		
		Total ...	54,2	8,9	6,5	0,5	0,2	0,3	62,7	3,9	51,7	16,0	169,1	0,4	374,4		
	Secteurs nationaux non financiers	Sécurité sociale (5)	Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	...	—	—	—	—	...	0,1		
Engagements en comptes courants ou d'avances			—	—	—	—	—	—	—	0,1	—	—	—	—	0,4		
Certificats à un an au plus .....			—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,4	...	0,4
Obligations accessibles à tout placeur .....			...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Obligations non accessibles à tout placeur .....			—	...	...	...	0,4	...	0,7	...	0,1	2,0	...	...	3,2
Réserves de sécurité sociale			37,3	—	—	—	—	—	10,2	...	—	—	—	—	47,5		
		Total ...	89,7	...	2,6	...	0,4	10,5	6,7	...	0,2	6,3	0,4	13,8	130,6		
	Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	...	—	—	0,2	...	...	—	...	...	0,2
Acceptations, effets commerciaux et promesses		—	—	—	—	—	—	1,3	53,0	—	5,4	—	10,1	0,2	70,0		
Engagements en comptes courants ou d'avances		—	—	...	—	—	—	—	101,4	—	...	—	...	...	101,4
Autres engagements à un an au plus envers des organismes principalement monétaires ¹		—	—	—	—	—	—	—	593,4	—	—	—	—	—	593,4		
Obligations		14,8	...	...	0,1	0,1	—	—	53,7	...	1,7	5,4	...	...	75,9
Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique		—	—	14,8	—	—	—	—	24,9	—	—	—	—	—	39,7		
Divers		—	4,3	11,8	—	—	—	—	4,8	—	0,5	—	—	—	23,0		
		Total	14,8	4,3	26,6	0,1	1,8	1,3	831,5	(—)	7,6	5,4	10,1	0,2	903,6		

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

		Intermédiaires financiers												
		Organismes principalement non-croisés (7)												
		Fonds des Rentes (8)												
		Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)												
		Organ. d'assur.-vie et accid. du travail, fonds de pension (10)												
		Intermédiaires financiers publics de crédit (11)												
		Secteurs indéterminés et ajustements (12)												
(13) = (1) à (12)														
	Monnaie	504,4	5,0	1,1	30,4	1,9	—	...	7,4	1,8	0,8	...	552,9	
	Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	...	—	3,9	5,6	0,7	2,5	—	0,6	13,3	
	Autres engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	695,0	—	—	—	—	—	695,0	
	Autres dépôts en devises à un an au plus	17,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	17,5	
	Autres dépôts en carnets ou livrets ordinaires	169,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	169,5	
	Autres dépôts à un an au plus	181,9	0,8	—	...	0,1	—	—	—	5,4	...	1,0	189,2	
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	—	—	—	—	113,5	...	—	—	—	113,5	
	Dépôts à plus d'un an	23,2	—	—	...	—	—	—	—	—	—	—	23,2	
	Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	48,4	—	—	...	—	—	—	—	—	0,2	—	48,7	
	Divers	0,2	...	0,3	...	...	...	14,7	...	3,9	0,3	2,0	75,5
	(Actions et parts)	(23,8)	...	(0,2)	...	...	...	(2,6)	(—)	(0,4)	(0,6)	...	(27,6)
	Total ...	945,2	5,8	1,5	30,4	2,0	699,0	133,8	0,7	19,3	2,3	4,4	75,5	1.919,8
	Argent à très court terme (francs belges) .....	—	—	—	...	—	...	...	—	...	—	...	...
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....	—	—	—	...	—	...	...	—	...	—	...	...
	Certificats à un an au plus	—	—	—	0,3	—	0,1	10,8	—	5,1	—	1,8	18,1	
	Divers	—	—	2,8	—	—	—	...	—	...	—	0,4	3,2	
	Total ...	—	—	2,8	0,3	—	0,1	10,8	—	5,1	—	1,8	0,4	21,3
	Monnaie	18,0	0,4	...	0,2	3,7	—	...	3,7	0,8	0,2	27,0
	Argent à très court terme (francs belges) .....	—	—	—	—	—	—	...	...	—	—	...	...
	Acceptations, effets commerciaux et promesses .....	—	—	—	—	—	—	...	...	—	—	...	...
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....	—	—	—	—	—	—	...	...	—	—	...	...
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	334,1	...	...	...	...	...	...	—	...	...	...	334,1
	Autres dépôts à un an au plus	32,8	2,0	0,4	0,7	4,2	1,8	—	—	8,7	1,2	...	51,9	
	Dépôts à plus d'un an	50,8	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	50,8	
	Bons de caisse à un an au plus	20,5	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	20,5
	Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	85,0	...	—	...	...	...	1,3	—	0,3	0,9	...	87,4
	Réserves mathématiques	1,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,3	
	Divers	11,1	...	0,2	6,0	...	...	0,1	...	...	0,2	17,0	34,6
	(Actions et parts)	(3,6)	...	...	...	...	...	(—)	(1,4)	(0,3)	...	...	(5,3)
	Total ...	553,6	2,4	0,6	6,9	7,9	1,8	1,4	...	0,3	13,3	2,2	17,3	607,7
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	Réserves de sécurité sociale	64,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	64,1	
	Réserves mathématiques	259,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	259,5	
	Divers	29,9	...	0,4	...	...	...	...	...	...	...	2,2	32,6
	(Actions et parts)	(2,8)	...	...	...	...	...	(—)	(0,1)	(...)	(—)	(...)	(2,9)
	Total ...	353,5	...	0,4	...	...	...	...	...	...	...	2,2	356,2
	Monnaie	5,2	...	—	0,3	...	...	—	...	0,2	...	...	5,7
	Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	...	—	2,1	...	...	0,6	—	0,1	2,9
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....	...	...	...	...	...	...	0,4	—	8,8	0,1	1,4	10,6
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	38,3	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	38,3
	Autres dépôts à un an au plus	11,7	4,0	...	15,8	11,5	0,9	3,5	—	2,6	0,6	0,5	51,2	
	Bons de caisse à un an au plus, accessibles à tout placeur	38,5	...	...	...	...	...	...	...	0,5	0,4	...	39,4
	Bons de caisse à un an au plus, non accessibles à tout placeur .....	—	...	...	...	...	1,5	1,6	—	...	0,6	...	3,7
	Bons de caisse et obl., à plus d'un an, accessibles à tout placeur	223,2	0,5	...	0,6	7,0	...	33,5	1,6	26,6	25,5	6,4	324,9	
	Bons de caisse et obl., à plus d'un an, non acces. à tout placeur .....	—	...	...	...	3,4	5,0	12,9	—	27,2	21,3	3,3	78,1
	Divers	7,7	...	19,8	...	...	1,2	...	—	0,2	...	0,4	22,8
	(Actions et parts)	(0,3)	(...)	(1,4)	(0,7)	(...)	(...)	(0,2)	(—)	(...)	(...)	(...)	(2,7)	
	Total ...	324,5	4,6	19,8	16,8	22,0	10,7	51,9	1,6	63,4	50,1	13,1	28,4	606,8
			9,8	5,7	...	66,7	1,4	19,2	10,5	5,8	—	119,1
	Total des créances	2.655,6	50,2	76,5	60,5	121,6	759,7	1.954,9	23,4	630,5	327,9	610,6	163,0	7.434,3

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages

1 Y compris l'encaisse-or de la B.N.B.

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE												Total des dettes (18) = (1) à (12)		
		Secteurs nationaux non financiers						Etranger	Intermédiaires financiers						Secteurs indemnisés et ajustements	
		Entreprises et particuliers	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)	Sécurité sociale	Organismes principalement monétaires		Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension	Intermédiaires financiers publics de crédit				
													(1)			(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)
Secteurs nationaux non financiers	Entreprises privées et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses	19,7	0,8	—	—	—	5,6	155,9	—	10,6	—	15,9	0,8	189,5	
		Engagements en comptes courants ou d'avances	57,9	—	—	—	—	—	309,1	—	2,1	—	6,3	—	337,3	
		Obligations	—	—	—	—	—	—	9,9	—	22,4	—	—	—	123,0	
		Autres emprunts à plus d'un an	—	0,3	—	—	1,0	—	—	—	340,5	83,1	311,2	—	736,2	
		Divers	—	7,0	8,6	—	79,0	—	—	—	—	0,6	31,3	0,1	—	126,5
		(Actions et parts)	(468,5)	(4,0)	(0,9)	—	(0,1)	(...)	(3,1)	(—)	(1,9)	(8,1)	(...)	(...)	(...)	(486,7)
	Total ...	77,7	8,1	8,6	—	80,0	5,6	474,9	—	376,2	147,1	333,5	0,8	1.512,4		
Secteurs nationaux non financiers	Organismes publics d'exploitation (2)	Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,3	—	—	—	—	0,3	0,5	—	0,9	—	1,9	—	3,6	
		Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	0,9	0,7	—	2,0	—	14,0	—	17,8	
		Certificats à un an au plus	—	—	—	—	—	—	5,6	—	—	—	—	—	5,6	
		Obligations accessibles à tout placeur	26,5	2,5	—	0,2	0,3	0,6	15,5	1,8	14,7	8,8	1,7	—	72,6	
		Obligations non accessibles à tout placeur	—	—	—	0,2	—	0,5	12,1	—	8,7	6,7	5,5	2,7	36,5	
		Autres emprunts à plus d'un an	—	—	—	—	—	3,8	—	—	0,6	0,2	43,7	—	48,3	
Divers	28,4	—	7,6	0,4	—	5,1	—	—	—	—	—	5,9	47,4			
(Actions et parts)	(1,1)	—	(23,7)	(14,0)	(...)	(0,4)	(—)	(0,6)	(0,3)	(0,9)	(0,9)	(0,9)	(41,8)			
	Total ...	55,2	2,6	7,6	0,8	0,4	11,1	34,4	1,8	26,9	15,7	66,8	8,6	231,8		
Secteurs nationaux non financiers	Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers	5,5	0,6	—	4,6	—	2,6	70,1	—	—	—	28,3	—	111,8	
		Certificats à un an au plus	—	—	—	0,3	—	6,7	14,2	6,0	28,2	—	14,6	—	70,1	
		Obligations accessibles à tout placeur	223,2	5,1	—	3,0	7,6	2,3	238,0	10,0	100,2	81,7	36,7	—	707,7	
		Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,2	—	—	—	1,9	64,0	—	10,9	1,5	1,0	—	79,6	
		Divers	—	1,4	—	—	3,0	1,1	4,3	—	10,2	3,3	0,5	—	23,8	
		Total ...	228,7	7,4	—	7,9	10,7	14,6	390,6	16,0	149,5	86,5	52,8	28,4	993,0	
Secteurs nationaux non financiers	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
		Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,7	—	—	—	—	—	0,7	
		Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	29,2	—	—	—	24,7	—	53,9	
		Obligations accessibles à tout placeur	51,1	0,2	—	0,5	0,2	0,3	30,9	4,4	19,9	14,6	5,2	—	127,2	
		Obligations non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	7,8	—	17,5	1,7	4,6	0,4	32,0	
		Autres emprunts à plus d'un an	—	9,2	—	—	—	—	—	—	19,7	—	168,8	—	197,7	
Divers	4,2	1,0	7,0	—	—	—	—	—	—	—	0,4	—	12,6			
	Total ...	55,3	10,4	7,0	0,5	0,2	0,3	68,6	4,4	57,1	16,3	203,6	0,4	424,1		
Secteurs nationaux non financiers	Sécurité sociale (5)	Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
		Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	0,1	—	—	—	—	—	0,1	
		Certificats à un an au plus	—	—	—	—	—	—	1,0	—	—	0,7	0,5	—	2,2	
		Obligations accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
		Obligations non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	0,4	—	—	1,3	—	1,9	0,4	—	4,1	
		Réserves de sécurité sociale	39,3	—	—	—	—	—	10,6	—	—	—	—	—	49,8	
Divers	60,5	—	3,5	—	—	—	0,2	6,3	—	—	—	12,8	86,8			
	Total ...	99,8	—	3,5	—	0,4	10,8	8,7	—	—	6,0	0,9	12,8	143,0		
Etranger (6)	Etranger	Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	0,6	—	—	—	—	—	—	0,6	
		Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	0,7	58,3	—	4,8	—	9,0	3,1	75,9	
		Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	141,8	—	—	—	—	—	141,8	
		Autres engagements à un an au plus envers des organismes principalement monétaires ¹	—	—	—	—	—	—	687,9	—	—	—	—	—	687,9	
		Obligations	15,8	—	—	0,1	0,1	—	39,5	—	2,5	6,0	—	—	64,0	
		Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique	—	—	15,6	—	—	—	26,3	—	—	—	—	—	41,9	
Divers	—	5,3	12,8	—	—	—	5,2	—	0,6	—	—	—	25,6			
(Actions et parts)	(0,2)	(0,5)	(0,5)	—	—	—	(—)	(7,0)	(—)	(0,1)	(1,4)	(—)	(...)	(9,2)		
	Total ...	15,8	5,3	28,4	0,1	1,8	0,7	959,6	—	7,8	6,0	9,1	3,1	1.037,7		

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

		Intermédiaires financiers												
Organismes principalement monétaires (7)	Monnaie	584,6	5,9	1,4	34,8	2,5	—	—	—	9,0	1,5	0,7	...	640,3
	Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	...	—	2,7	5,9	2,8	2,1	—	1,2	...	14,7
	Autres engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	797,4	—	—	—	—	—	—	797,4
	Autres dépôts en devises à un an au plus	23,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	23,0
	Autres dépôts en carnets ou livrets ordinaires	220,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	220,4
	Autres dépôts à un an au plus	173,7	0,1	—	...	0,2	—	—	—	8,3	...	0,7	...	183,0
	Engagements non rangés ailleurs .....	—	—	...	...	—	—	115,4	...	0,1	—	—	...	115,4
	Dépôts à plus d'un an	30,7	...	—	...	...	—	0,7	—	...	...	...	...	31,5
	Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	57,6	—	—	...	—	—	0,1	—	...	0,4	—	...	58,2
	Divers	0,2	...	0,3	...	...	—	...	...	...	...	...	76,3	76,9
	(Actions et parts)	(24,7)	—	(0,2)	—	—	—	(2,2)	(—)	(0,6)	(0,8)	—	—	(28,5)
	Total ...	1.090,2	6,0	1,7	34,8	2,7	800,1	122,1	2,8	19,6	1,9	2,7	76,3	2.160,9
	Fonds des Rentes (8)	Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	...	—	0,1	—	—	—	—	0,1	0,3
		Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	...	—	—	—	2,9	—	—	—	2,9
		Certificats à un an au plus	—	—	—	...	—	—	—	9,1	—	—	0,8	20,1
Divers		—	—	2,8	—	—	—	—	—	—	—	0,5	3,3	
Total ...	—	—	2,8	...	—	0,1	12,0	—	10,2	—	0,8	0,6	26,6	
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Monnaie	23,0	0,3	...	0,4	4,9	...	...	—	...	7,4	1,5	0,1	37,7
	Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	—	—	0,1	...	—	...	...
	Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	—	0,2	—	—	—	...	0,1
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	0,2
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	402,6	...	—	...	...	...	...	—	...	...	...	...	402,6
	Autres dépôts à un an au plus	32,1	2,1	0,4	1,2	5,8	4,9	—	0,1	13,0	0,8	...	...	60,3
	Dépôts à plus d'un an	56,1	...	—	...	...	...	—	—	—	—	—	...	56,1
	Bons de caisse à un an au plus	23,7	...	—	...	...	...	0,5	—	...	...	...	...	24,2
	Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	101,9	...	—	...	...	...	2,6	—	0,8	0,9	0,1	...	106,4
	Réserves mathématiques	1,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,4
	Divers	14,6	...	0,2	7,2	...	...	0,1	...	...	...	0,2	18,9	41,2
	(Actions et parts)	(3,1)	—	—	—	—	—	—	(—)	(2,3)	(0,3)	—	—	(5,7)
Total ...	655,5	2,4	0,6	8,8	10,6	4,9	3,5	...	0,9	21,3	2,6	19,0	730,2	
Organ. d'assur.-vie et accid. du travail, fonds de pension (10)	Obligations non accessibles à tout placeur .....	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	Réserves de sécurité sociale	71,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	71,7	
	Réserves mathématiques	282,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	282,3	
	Divers	35,1	...	0,4	...	...	...	...	...	...	...	2,3	37,8	
	(Actions et parts)	(2,9)	—	—	—	—	—	—	(—)	(0,1)	(...)	(—)	(...)	(3,0)
Total ...	389,1	...	0,4	...	...	...	...	...	...	...	...	2,3	391,8	
Intermédiaires financiers publiques de crédit (11)	Monnaie	6,0	...	—	0,1	...	—	0,1	...	—	0,2	...	...	6,5
	Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	...	—	3,2	0,1	...	1,6	—	...	...	5,0
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....	—	...	—	...	...	...	0,2	—	10,4	0,2	2,1	...	12,9
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	55,5	...	—	...	...	...	...	—	...	...	...	...	55,5
	Autres dépôts à un an au plus	14,1	4,9	—	14,9	9,8	0,7	5,8	—	0,1	1,4	1,0	0,1	52,7
	Bons de caisse à un an au plus, accessibles à tout placeur	44,6	...	...	...	...	...	1,6	—	...	1,5	0,6	...	48,4
	Bons de caisse à un an au plus, non accessibles à tout placeur .....	—	...	...	...	...	...	4,0	—	...	...	0,6	...	4,6
	Bons de caisse et obl., à plus d'un an, accessibles à tout placeur	251,1	0,5	...	0,9	6,2	—	31,8	1,8	32,5	24,6	8,2	...	357,6
	Bons de caisse et obl., à plus d'un an, non acces. à tout placeur .....	—	...	...	...	3,2	4,1	13,5	—	38,0	19,2	3,7	6,8	88,4
	Divers	8,1	...	23,5	...	...	3,2	...	—	0,2	...	0,4	25,9	61,4
(Actions et parts)	(0,3)	(...)	(1,6)	(0,7)	(...)	(...)	(0,2)	(—)	(...)	(...)	(...)	(...)	(2,8)	
Total ...	379,5	5,4	23,5	15,9	19,3	11,2	57,1	1,8	82,7	47,2	16,6	32,8	692,9	
Secteurs indirect- minés et ajustements (12)			13,0	...	...	8,2	...	64,3	1,9	21,6	10,7	7,8	—	127,5
	Total des créances	3.046,7	60,5	84,2	68,7	134,4	859,5	2.195,8	28,7	752,5	358,6	697,2	185,1	8.471,9

Notes : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages

1 Y compris l'encaisse-or de la B.N.B.

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE													Total des dettes (13) = (1) à (12)
		Secteurs nationaux non financiers						Etranger (6)	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements (12)	
		Entreprises privées et particuliers (1)	Organismes publics d'exploitation (2)	Etat (Trésor) (3)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Sécurité sociale (5)	Organismes principalement monétaires (7)		Fonds des Rentes (8)	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension (10)	Intermédiaires financiers publics de crédit (11)			
													Secteurs nationaux non financiers (1) à (5)			Intermédiaires financiers (7) à (11)	Secteurs indéterminés et ajustements (12)
Entreprises privées et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses		+ 0,4	—	—	—	—	—	+ 3,5	—	+ 5,8	— 0,1	+ 18,5		
	Engagements en comptes courants ou d'avances	+ 3,0	—	—	—	—	—	—	+ 1,4	—	+ 1,6	—	+ 62,9		
	Obligations	+ 8,1	—	—	—	—	—	—	+ 8,0	+ 3,7	—	—	+ 23,6		
	Autres emprunts à plus d'un an	—	—	—	—	—	—	—	+ 36,8	+ 7,9	+ 25,3	—	+ 70,0		
	Divers	—	+ 1,8	+ 0,3	—	+ 11,6	—	—	— 0,4	+ 4,6	—	—	+ 54,5		
	(Actions et parts)	(+ 17,7)	(+ 0,3)	(+ 0,3)	—	(...)	(- 0,6) ²	(+ 0,2)	(-)	(+ 0,8)	(...)	(...)	(...)	(+ 19,4)	
Total ...	+ 11,1	+ 2,2	+ 0,3	—	+ 11,6	+ 38,1	+ 68,0	—	+ 49,3	+ 16,2	+ 32,7	— 0,1	+ 229,4		
Organismes publics d'exploitation (2)	Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	—	— 0,1	—	+ 0,4	—	+ 0,2		
	Engagements en comptes courants ou d'avances	- 0,1	—	—	—	—	—	—	+ 0,2	—	+ 6,6	—	+ 9,1		
	Certificats à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	+ 1,6	—	—	—	+ 1,6		
	Obligations accessibles à tout placeur	—	+ 0,2	—	—	—	—	—	- 0,2	+ 0,4	- 0,2	+ 0,3	+ 0,6		
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	- 0,1	+ 5,0	+ 0,5	+ 0,3	- 0,6	+ 5,0	
	Autres emprunts à plus d'un an	—	—	—	—	—	—	—	+ 1,1	—	— 0,3	—	+ 5,2	+ 6,0	
Divers	+ 11,0	—	+ 0,2	- 0,1	—	+ 0,3	—	—	—	—	—	—	+ 13,4		
(Actions et parts)	(...)	—	(+ 1,8)	(+ 2,1)	(...)	(...)	(+ 0,2)	(-)	(...)	(...)	(+ 0,1)	(...)	(+ 4,1)		
Total ...	+ 10,9	+ 0,2	+ 0,2	- 0,1	—	+ 1,6	+ 6,5	+ 0,4	+ 1,9	+ 0,5	+ 11,9	+ 1,9	+ 35,9		
Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers	+ 0,6	- 0,1	—	+ 2,4	—	- 4,1	—	—	—	- 0,2	+ 11,2	+ 14,9		
	Certificats à un an au plus	—	- 0,7	—	+ 0,3	—	+ 1,8	—	+ 0,7	- 3,1	- 0,2	—	+ 15,2		
	Obligations accessibles à tout placeur	+ 18,9	+ 1,6	—	+ 0,5	- 0,3	- 0,8	+ 36,9	+ 4,8	+ 16,5	+ 6,8	+ 5,7	+ 93,4		
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	- 0,7	- 2,5	—	+ 1,2	- 0,1	- 0,7	- 2,9		
	Divers	—	+ 0,5	—	—	- 1,8	- 0,1	- 4,2	—	+ 0,7	+ 2,0	+ 0,1	- 2,8		
Total ...	+ 19,5	+ 1,2	—	+ 3,2	- 2,1	- 3,8	+ 36,0	+ 1,7	+ 37,7	+ 8,6	+ 4,7	+ 11,1	+ 117,8		
Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
	Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
	Obligations accessibles à tout placeur	+ 0,5	—	—	—	—	—	+ 0,7	+ 0,5	+ 0,4	+ 0,1	+ 0,3	+ 2,5		
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	+ 0,8	—	+ 0,6	+ 0,2	+ 0,4	+ 2,1		
	Autres emprunts à plus d'un an	—	+ 1,7	—	—	—	—	—	—	+ 4,4	—	+ 22,3	—	+ 28,4	
Divers	+ 0,5	- 0,1	+ 0,5	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,1	—	+ 1,0		
Total ...	+ 1,0	+ 1,5	+ 0,5	—	—	—	+ 5,9	+ 0,5	+ 5,4	+ 0,3	+ 34,5	—	+ 49,7		
Sécurité sociale (5)	Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
	Certificats à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,7	+ 0,1	+ 1,8		
	Obligations accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	- 0,2	+ 0,4	+ 0,8		
	Réserves de sécurité sociale	+ 1,9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 2,3	
Divers	+ 8,1	—	+ 1,0	—	—	—	+ 0,3	—	- 0,1	- 0,8	—	- 1,0	+ 7,5		
Total ...	+ 10,1	—	+ 1,0	—	—	—	+ 0,4	—	- 0,1	- 0,3	+ 0,5	- 1,0	+ 12,4		
Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,4		
	Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 5,9		
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 40,3		
	Autres engagements à un an au plus envers des organismes principalement monétaires ³	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 89,6		
	Autres dépôts en devises à un an au plus	+ 2,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 2,5		
	Autres dépôts en francs belges à un an au plus	- 19,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	- 19,2		
	Obligations	+ 26,7 ⁴	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,8	+ 0,6	—	+ 13,9		
	Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique	—	—	+ 2,7	—	—	—	—	—	+ 1,5	—	—	- 1,9	+ 2,3	
	Divers	+ 1,8	+ 1,0	+ 1,0	—	+ 0,1	—	—	—	+ 0,3	—	—	—	+ 4,3	
	(Actions et parts)	(+ 9,4) ⁴	(...)	(...)	—	(...)	(-)	(...)	(-)	(...)	(...)	(-)	(...)	(+ 9,4)	
Total ...	+ 11,8	+ 1,0	+ 3,8	—	+ 0,1	- 0,5	+ 123,2	—	+ 0,2	+ 0,6	- 1,0	+ 1,0	+ 140,1		

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

	Intermédiaires financiers												
Organismes principalement monétaires (7)	Monnaie	+80,2	+ 0,9	+ 0,3	+ 4,4	+ 0,5	—	—	+ 1,5	- 0,3	- 0,1	—	+ 87,4
	Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	+ 1,2	+ 0,3	+ 2,1	- 0,3	—	+ 0,6	+ 1,4
	Autres engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	+102,4	—	—	—	—	—	+102,4
	Autres dépôts en devises à un an au plus	+ 5,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 5,5
	Autres dépôts en carnets ou livrets ordinaires	+50,9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 50,9
	Autres dépôts à un an au plus	- 8,2	- 0,7	—	—	+ 0,1	—	—	—	+ 2,9	—	- 0,3	+ 6,2
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	—	—	—	—	+ 1,9	—	—	—	—	+ 1,9
	Dépôts à plus d'un an	+ 7,5	—	—	—	—	—	+ 0,7	—	+ 0,1	—	—	+ 8,3
	Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	+ 9,1	—	—	—	—	—	+ 0,1	—	—	+ 0,2	—	+ 9,5
	Divers	—	—	—	—	—	—	-14,7	—	- 3,9	- 0,3	- 1,9	+ 0,8
(Actions et parts)	(+ 0,9)	—	(...)	—	—	—	(- 0,4)	(-)	(+ 0,2)	(+ 0,2)	—	(+ 0,9)	
Total ...	+145,1	+ 0,2	+ 0,3	+ 4,4	+ 0,6	+101,2	-11,7	+ 2,1	+ 0,3	- 0,4	- 1,7	+ 0,8	+241,2
Fonds des Rentés (8)	Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	+ 0,1	—	—	—	—	+ 0,1	+ 0,3
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 2,9	—	—	+ 2,9
	Certificats à un an au plus	—	—	—	- 0,3	—	- 0,1	- 1,7	—	+ 5,1	—	- 1,0	+ 2,0
	Divers	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,1	+ 0,1
Total ...	—	—	—	- 0,2	—	—	+ 1,2	—	+ 5,1	—	- 1,0	+ 0,2	+ 5,3
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Monnaie	+ 5,1	- 0,1	—	+ 0,2	+ 1,2	—	—	—	+ 3,7	+ 0,6	- 0,1	+ 10,7
	Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	+ 0,1	—	—	—	—	+ 0,1
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	+68,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 68,5
	Autres dépôts à un an au plus	- 0,7	—	—	+ 0,5	+ 1,6	+ 3,1	—	—	+ 4,3	- 0,4	—	+ 8,4
	Dépôts à plus d'un an	+ 5,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 5,3
	Bons de caisse à un an au plus	+ 3,2	—	—	—	—	—	+ 0,5	—	—	—	—	+ 3,7
	Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	+17,0	—	—	—	—	—	+ 1,4	—	+ 0,5	—	+ 0,1	+ 19,0
	Réserves mathématiques	+ 0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,1
Divers	+ 3,5	—	—	+ 1,2	—	—	—	—	—	—	—	+ 6,6	
(Actions et parts)	(- 0,5)	—	—	—	—	—	—	(-)	(+ 0,9)	(...)	—	(+ 0,4)	
Total ...	+102,0	—	—	+ 1,9	+ 2,7	+ 3,1	+ 2,0	—	+ 0,5	+ 8,1	+ 0,4	+ 1,8	+122,5
Organ. d'assur.-vie et accid. du travail, fonds de pension (10)	Obligations non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Réserves de sécurité sociale	+ 7,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 7,6
	Réserves mathématiques	+22,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 22,8
	Divers	+ 5,2	—	—	—	—	—	—	- 0,1	—	—	+ 0,1	+ 5,2
(Actions et parts)	(+ 0,1)	—	—	—	—	—	—	(-)	(...)	(...)	(-)	(+ 0,1)	
Total ...	+35,6	—	—	—	—	—	—	—	- 0,1	—	—	+ 0,1	+ 35,6
Intermédiaires financiers publics de crédit (11)	Monnaie	+ 0,9	—	—	- 0,1	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,7
	Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	+ 1,1	+ 0,1	—	+ 1,0	- 0,1	- 0,1	+ 2,1
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	- 0,1	—	+ 1,6	+ 0,1	+ 0,7	+ 2,3
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	+17,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 17,3
	Autres dépôts à un an au plus	+ 2,4	+ 0,9	—	- 1,0	- 1,7	- 0,1	+ 2,3	—	—	- 1,2	+ 0,5	- 0,5
	Bons de caisse à un an au plus, accessibles à tout placeur	+ 6,1	—	—	—	—	—	+ 1,6	—	—	+ 1,1	+ 0,2	+ 9,0
	Bons de caisse à un an au plus, non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	- 1,5	+ 2,5	—	—	—	—	+ 1,0
	Bons de caisse et obl., à plus d'un an, accessibles à tout placeur	+27,9	—	—	+ 0,3	- 0,8	—	- 1,7	+ 0,2	+ 5,9	- 0,8	+ 1,8	+ 32,7
	Bons de caisse et obl., à plus d'un an, non acces. à tout placeur	—	—	—	—	- 0,2	- 0,9	+ 0,6	—	+10,8	- 2,0	+ 0,4	+ 1,7
	Divers	+ 0,4	—	+ 3,7	—	—	—	+ 2,0	—	—	—	—	+ 3,2
(Actions et parts)	(...)	(+ 0,2)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(-)	(...)	(...)	(...)	(+ 0,1)	
Total ...	+55,0	+ 0,8	+ 3,7	- 0,9	- 2,7	+ 0,6	+ 5,2	+ 0,2	+19,3	- 2,9	+ 3,5	+ 4,4	+ 86,2
Secteurs indéterminés et ajustements (12)			+ 3,1	—	—	+ 2,5	- 1,9	+ 2,6	+ 0,5	+ 2,4	+ 0,2	+ 2,1	+ 11,5
(13) = (1) + (12)	+402,1	+10,3	+ 9,8	+ 8,3	+12,7	+138,8	+240,9	+ 5,3	+122,0	+30,8	+86,6	+20,2	+1087,7

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages

1 Cf. rubrique 4.321 du tableau IX-1.

2 Dans la balance des paiements, ce mouvement n'est pas enregistré dans les opérations en capital.

3 Y compris l'encaisse-or de la B.N.B.

4 Cf. rubrique 4.311 du tableau IX-1.

XII - 3a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1974

Totaux sectoriels
(milliards de francs)

	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes principa- lement monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Inter- médiaires financiers publics de crédit	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajustements	Total des dettes (15) = (6) + (7) + (13) + (14)
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises privées et particuliers	66,6	5,9	8,3	...	68,4	149,2	6,3	406,8	—	326,9	130,9	300,8	1.165,4	0,8	1.321,7
2. Organismes publics d'exploitation	44,3	2,3	7,4	0,9	0,3	55,2	9,5	27,9	1,4	24,9	15,2	54,9	124,3	6,7	195,8
3. Etat (Trésor)	209,2	6,2	—	4,7	12,8	232,9	20,3	354,6	14,3	111,8	77,9	48,1	606,7	17,2	877,1
4. Secteur public non compris ailleurs	54,2	8,9	6,5	0,5	0,2	70,3	0,3	62,7	3,9	51,7	16,0	169,1	303,4	0,4	374,4
5. Sécurité sociale	89,7	...	2,6	...	0,4	92,7	10,5	6,7	...	0,2	6,3	0,4	13,6	13,8	130,6
6. Total des secteurs nationaux non financiers	464,0	23,3	24,8	6,1	82,1	600,3	46,9	858,7	19,6	515,5	246,3	573,3	2.213,4	38,9	2.899,6
7. Etranger	14,8	4,3	26,6	0,1	1,8	47,6	1,3	831,5	...	7,6	5,4	10,1	854,6	0,2	903,6
8. Organismes principalement monétaires	945,2	5,8	1,5	30,4	2,0	984,9	699,0	133,8	0,7	19,3	2,3	4,4	160,5	75,5	1.919,8
9. Fonds des Rentes	—	—	2,8	0,3	—	3,1	0,1	10,8	—	5,1	—	1,8	17,7	0,4	21,3
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	553,6	2,4	0,6	6,9	7,9	571,4	1,8	1,4	...	0,3	13,3	2,2	17,2	17,3	607,7
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	353,5	...	0,4	...	...	353,9	...	...	...	...	...	...	...	2,2	356,2
12. Intermédiaires financiers publics de crédit	324,5	4,6	19,8	16,8	22,0	387,7	10,7	51,9	1,6	63,4	50,1	13,1	180,1	28,4	606,8
13. Total des intermédiaires financiers	2.176,8	12,8	25,1	54,4	31,9	2.301,0	711,6	197,9	2,3	88,1	65,7	21,5	375,5	123,8	3.511,8
14. Secteurs indéterminés et ajuste- ments .....	.....	9,8	...	...	5,7	15,5	...	66,7	1,4	19,2	10,5	5,8	103,6	—	119,1
15. Total des créances	2.655,6	50,2	76,5	60,5	121,6	2.964,4	759,7	1.954,9	23,4	630,5	327,9	610,6	3.547,3	163,0	7.434,3
16. Solde des créances et des dettes ...	+1.333,9	- 145,6	- 800,6	- 313,9	- 9,0	+ 64,8	- 143,9	+ 35,1	+ 2,1	+ 22,8	- 28,3	+ 3,8	+ 35,4	+ 43,8	—

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XII - 3b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1975

Totaux sectoriels
(milliards de francs)

	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes principa- lement monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisa- tion	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Inter- médiaires financiers publics de crédit	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajustements	Total des dettes (15) = (6) + (7) + (13) + (14)
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises privées et particuliers	77,7	8,1	8,6	...	80,0	174,4	5,6	474,9	—	376,2	147,1	333,5	1.331,7	0,8	1.512,4
2. Organismes publics d'exploitation	55,2	2,6	7,6	0,8	0,4	66,6	11,1	34,4	1,8	26,9	15,7	66,8	145,6	8,6	231,8
3. Etat (Trésor)	228,7	7,4	—	7,9	10,7	254,7	14,6	390,6	16,0	149,5	86,5	52,8	695,4	28,4	993,0
4. Secteur public non compris ailleurs	55,3	10,4	7,0	0,5	0,2	73,4	0,3	68,6	4,4	57,1	16,3	203,6	350,0	0,4	424,1
5. Sécurité sociale	99,8	...	3,5	...	0,4	103,7	10,8	8,7	...	...	6,0	0,9	15,6	12,8	143,0
6. Total des secteurs nationaux non financiers	516,7	28,5	26,7	9,2	91,7	672,8	42,4	977,2	22,2	609,7	271,6	657,6	2.538,3	51,0	3.304,3
7. Etranger	15,8	5,3	28,4	0,1	1,8	51,4	0,7	959,6	...	7,8	6,0	9,1	982,5	3,1	1.037,7
8. Organismes principalement monétaires	1.090,2	6,0	1,7	34,8	2,7	1.135,4	800,1	122,1	2,8	19,6	1,9	2,7	149,1	76,3	2.160,9
9. Fonds des Rentes	—	—	2,8	...	—	2,8	0,1	12,0	—	10,2	—	0,8	23,0	0,6	26,6
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	655,5	2,4	0,6	8,8	10,6	677,9	4,9	3,5	...	0,9	21,3	2,6	28,3	19,0	730,2
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	389,1	...	0,4	...	...	389,5	...	...	...	...	...	...	...	2,3	391,8
12. Intermédiaires financiers publics de crédit	379,5	5,4	23,5	15,9	19,3	443,6	11,2	57,1	1,8	82,7	47,2	16,6	205,4	32,8	692,9
13. Total des intermédiaires financiers	2.514,3	13,8	29,0	59,5	32,6	2.649,2	816,3	194,7	4,6	113,4	70,4	22,7	405,8	131,0	4.002,4
14. Secteurs indéterminés et ajuste- ments .....	.....	13,0	...	...	8,2	21,2	.....	64,3	1,9	21,6	10,7	7,8	106,3	—	127,5
15. Total des créances	3.046,7	60,5	84,2	68,7	134,4	3.394,5	859,5	2.195,8	28,7	752,5	358,6	697,2	4.032,8	185,1	8.471,9
16. Solde des créances et des dettes ...	+1.534,3	- 171,3	- 908,8	- 355,4	- 8,6	+ 90,2	- 178,2	+ 34,9	+ 2,1	+ 22,3	- 33,2	+ 4,3	+ 30,4	+ 57,6	—

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XII - 4. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES EN 1975

Totaux sectoriels
(milliards de francs)

	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'explo- itation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes principa- lement monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Inter- médiaires financiers publics de crédit	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajustements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises privées et particuliers	+ 11,1	+ 2,2	+ 0,3	...	+ 11,6	+ 25,2	+ 38,1	+ 68,0	—	+ 49,3	+ 16,2	+ 32,7	+ 166,2	- 0,1	+ 229,4
2. Organismes publics d'exploitation	+ 10,9	+ 0,2	+ 0,2	- 0,1	...	+ 11,2	+ 1,6	+ 6,5	+ 0,4	+ 1,9	+ 0,5	+ 11,9	+ 21,2	+ 1,9	+ 35,9
3. Etat (Trésor)	+ 19,5	+ 1,2	—	+ 3,2	- 2,1	+ 21,8	- 3,8	+ 36,0	+ 1,7	+ 37,7	+ 8,6	+ 4,7	+ 88,7	+ 11,1	+ 117,8
4. Secteur public non compris ailleurs	+ 1,0	+ 1,5	+ 0,5	...	...	+ 3,0	...	+ 5,9	+ 0,5	+ 5,4	+ 0,3	+ 34,5	+ 46,6	...	+ 49,7
5. Sécurité sociale	+ 10,1	...	+ 1,0	...	...	+ 11,1	+ 0,4	+ 1,9	...	- 0,1	- 0,3	+ 0,5	+ 2,0	- 1,0	+ 12,4
6. Total des secteurs nationaux non financiers	+ 52,6	+ 5,1	+ 2,0	+ 3,1	+ 9,5	+ 72,3	+ 36,3	+ 118,3	+ 2,6	+ 94,2	+ 25,3	+ 84,3	+ 324,7	+ 11,9	+ 445,2
7. Etranger	+ 11,8	+ 1,0	+ 3,8	...	+ 0,1	+ 16,7	- 0,5	+ 123,2	...	+ 0,2	+ 0,6	- 1,0	+ 123,0	+ 1,0	+ 140,1
8. Organismes principalement monétaires	+ 145,1	+ 0,2	+ 0,3	+ 4,4	+ 0,6	+ 150,6	+ 101,2	- 11,7	+ 2,1	+ 0,3	- 0,4	- 1,7	- 11,4	+ 0,8	+ 241,2
9. Fonds des Rentes	—	—	...	- 0,2	—	- 0,2	...	+ 1,2	—	+ 5,1	—	- 1,0	+ 5,3	+ 0,2	+ 5,3
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	+ 102,0	...	...	+ 1,9	+ 2,7	+ 106,6	+ 3,1	+ 2,0	...	+ 0,5	+ 8,1	+ 0,4	+ 11,0	+ 1,8	+ 122,5
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	+ 35,6	...	...	...	...	+ 35,6	...	...	...	- 0,1	...	...	- 0,1	+ 0,1	+ 35,6
12. Intermédiaires financiers publics de crédit	+ 55,0	+ 0,8	+ 3,7	- 0,9	- 2,7	+ 55,9	+ 0,6	+ 5,2	+ 0,2	+ 19,3	- 2,9	+ 3,5	+ 25,3	+ 4,4	+ 86,2
13. Total des intermédiaires financiers	+ 337,7	+ 1,0	+ 4,0	+ 5,2	+ 0,6	+ 348,5	+ 104,9	- 3,3	+ 2,3	+ 25,1	+ 4,8	+ 1,2	+ 30,1	+ 7,3	+ 490,8
14. Secteurs indéterminés et ajuste- ments .....	.....	+ 3,1	...	...	+ 2,5	+ 5,6	- 1,9	+ 2,6	+ 0,5	+ 2,4	+ 0,2	+ 2,1	+ 7,8	—	+ 11,5
15. Total des créances	+ 402,1	+ 10,3	+ 9,8	+ 8,3	+ 12,7	+ 443,2	+ 138,8	+ 240,9	+ 5,3	+ 122,0	+ 30,8	+ 86,6	+ 485,6	+ 20,2	+ 1.087,7
16. Solde des créances et des dettes ...	+ 172,7	- 25,6	- 108,0	- 41,4	+ 0,3	- 2,0	- 1,4	- 0,3	...	- 0,5	- 4,8	+ 0,4	- 5,2	+ 8,7	—

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

Références bibliographiques : Bulletin d'Information et de Documentation : XXXVII^e année, tome II, nos 2-3, août-septembre 1962, XXXVIII^e année, tome I, no 2, février 1963 et XLIX^e année, tome II, nos 1-2 juillet-août 1974. —

Bulletin de la Banque Nationale de Belgique, LII^e année, tome I, no 1, janvier 1976, LIII^e année, tome I, no 1, janvier, tome II, no 6, décembre 1977. — Statistiques économiques belges 1960-1970. — Statistiques financières de l'O.C.D.E.

XIII. — ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

1. — BILANS INTEGRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Stock monétaire 1	Autres engagements envers les entreprises et particuliers 2			Total (5) = (1) à (4) = (6) à (14)	Avoirs extérieurs nets	Créances sur les pouvoirs publics		Créances sur les entreprises 5 et particuliers			Créances sur des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires 9		Divers 12
		En francs belges					Etat 3	Autres pouvoirs publics 4	Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation		Obliga- tions 8	Fonds des Rentés 10	Autres inter- médiaires financiers 11	
		A un an au plus (dépôts)	A plus d'un an (dépôts, bons de caisse et obligations)	En monnaies étrangères (dépôts à un an au plus)					Financés par les organismes princi- palement monétaires 6	Pour mémoire : accordés à leur origine par les organismes princi- palement monétaires 7				
(1)	(2)	(3)	(4)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)		
1969	353,7	159,8	31,8	14,7	560,0	93,6	243,2	18,9	195,9	206,5	10,8	5,4	28,1	— 35,9
1970	378,2	178,5	39,9	11,4	608,0	104,7	247,3	26,0	218,0	231,2	15,2	5,4	37,0	— 45,6
1971 (ancienne série)	416,1	208,4	52,4	9,7	686,6	132,5	257,5	30,8	251,9	266,3	16,8	4,4	41,7	— 49,0
1971 (nouvelle série) 13	420,4	208,4	52,4	9,7	690,9	132,5	257,5	30,8	251,9	266,3	16,8	4,4	41,7	— 44,7
1972	484,5	247,8	62,6	9,2	804,1	148,7	291,0	39,6	305,0	318,4	24,5	8,5	38,6	— 51,8
1973	520,4	316,4	68,8	11,9	917,5	151,9	329,8	56,6	364,8	374,4	25,7	9,6	32,4	— 53,3
1974	552,9	358,1	71,9	17,5	1.000,4	132,5	354,6	69,3	399,7	417,5	35,0	10,1	44,3	— 45,1
1975 Juin	624,2	370,3	81,4	19,9	1.095,8	153,1	399,1	71,6	418,9	436,2	41,1	5,0	59,9	— 52,9
Septembre	608,3	390,1	86,4	21,9	1.106,7	145,5	412,5	66,5	432,4	447,8	40,7	6,3	61,1	— 58,3
Décembre	640,3	402,7	89,7	23,0	1.155,7	159,5	390,7	77,2	466,3	483,9	43,1	9,2	57,1	— 47,4
1976 Mars	634,5	426,6	96,5	31,7	1.189,3	130,9	432,8	74,5	487,0	504,3	42,5	13,6	61,2	— 53,2
Juin	692,1	437,0	100,1	28,7	1.257,9	136,4	458,5	76,7	515,4	527,9	42,6	17,7	64,7	— 54,1
Septembre	661,2	470,7	102,7	30,0	1.264,6	115,5	455,4	73,7	543,5	549,8	42,9	40,0	66,4	— 72,8
Décembre	684,1	488,4	103,3	31,4	1.307,2	145,5	449,9	86,2	554,8	568,4	48,2	13,9	64,1	— 55,4
1977 Mars	689,5	498,2	118,6	37,1	1.343,4	147,9	475,9	81,7	558,3	576,9	48,7	19,1	71,4	— 59,6
Juin	732,2	499,7	123,7	30,7	1.386,3	147,1	490,2	91,1	592,0	607,7	50,2	26,1	71,3	— 81,7
Septembre	722,7	510,9	131,4	28,8	1.393,8	p118,0	p506,7	p 90,5	p 606,2	p 618,1	p 56,2	3,6	p 81,6	p— 69,0

1 Voir tableau XIII-4a, colonne (10).
2 Y compris les « autres engagements » sous forme de dépôts, bons de caisse et obligations et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires.
3 Y compris le Fonds des Routes (voir l'article « Chapitre IX, Balance des Paiements, et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique », publié dans le Bulletin d'Information et de Documentation : XLIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1968), sous déduction du compte ordinaire du Trésor à la B.N.B.
4 Y compris les organismes de sécurité sociale et sous déduction des engagements non monétaires envers les autres pouvoirs publics.
5 Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.
6 Voir tableau XIII-9, colonnes (11) + (12).
7 Voir tableau XIII-9, colonne (4).
8 Y compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.
9 Sous déduction des engagements envers des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires sous une forme autre que des dépôts ou des bons de caisse et obligations et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.
10 Sous déduction du solde créditeur du Fonds des Rentés à la B.N.B.
11 Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation et intermédiaires financiers publics de crédit.
12 Cette rubrique comprend principalement le solde des actifs et passifs non rangés ailleurs du Fonds Monétaire, le solde des créances et engagements non rangés ailleurs sur et envers des nationaux, les comptes pour balance, les écarts entre les immobilisations et participations d'une part et les fonds propres de l'autre et, à partir de 1970, la contrepartie de l'allocation cumulative nette à la Belgique de droits de tirage spéciaux sur le F.M.I.
13 Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptables extraordinaires du Trésor à l'O.C.P.
N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir Bulletin d'Information et de Documentation, XXIV^e année, vol. II, n° 6, décembre 1949; XXX^e année, vol. II, n° 5, novembre 1955; XXXIII^e année, vol. II, n° 5, novembre 1958; XLII^e année, vol. I, n° 1, janvier 1967, vol. II, n° 3, septembre 1967 et Bulletin de la Banque Nationale de Belgique; LI^e année, tome I, n° 1, janvier 1976; LII^e année, tome I, n° 1, janvier 1977.
— Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau XIII-4a.
— Pour le détail des « Avoirs extérieurs nets », voir le tableau XIII-5.

XIII - 2. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE, DES ORGANISMES PUBLICS MONETAIRES ET DES BANQUES DE DEPOTS

a) Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-69	31-12-70	31-12-71	31-12-72	31-12-73	31-12-74	31-12-75	31-3-76	30-6-76	30-9-76	31-12-76	31-3-77	30-6-77	30-9-77	31-12-77
A. Créances sur l'étranger :															
1. Or	76,0	73,5	77,2	75,4	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	72,1	72,1	72,1	72,3
2. F.M.I. — Participation	7,8	19,6	30,0	25,9	24,0	24,9	26,3	27,0	28,7	29,5	29,9	29,5	30,1	27,7	26,7
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,8	1,2	1,5	1,5
— Droits de tirage spéciaux	—	10,2	20,3	26,1	30,5	28,4	30,0	30,0	27,4	19,9	19,3	19,3	19,8	19,8	19,8
— Autres	—	—	—	—	—	—	2,4	4,9	9,7	9,7	9,7	9,7	9,7	9,7	9,7
3. Accords internationaux .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,3	0,2	0,4	0,7	0,5	0,4
4. F.E.C.O.M.	—	—	—	—	3,5	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
5. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5
6. Obligations .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
7. Acceptations en francs belges représent. d'exportation	9,8	1,9	5,8	16,5	16,9	12,0	11,9	17,8	14,9	15,0	13,7	5,9	12,0	13,9	p 19,2
8. Autres :															
a) en monnaies étrangères	35,6	39,0	35,0	52,4	75,9	88,6	107,2	87,2	79,3	64,5	84,1	94,2	99,9	105,5	101,2
b) en francs belges .....	...	0,2	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total des créances sur l'étranger ...	129,2	144,4	168,3	196,3	222,6	232,2	256,1	245,2	238,3	217,2	235,2	238,4	252,0	257,2	p257,3
B. Créances sur les organismes principalement monétaires nationaux :															
1. Pièces et billets	0,3	0,2	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,6	0,4	0,5	0,4	0,5	0,4	0,5	0,4
2. Autres :															
a) sur la B.N.B. :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	2,1	2,5	2,5	2,3	2,2	2,6	2,4
c) sur les banques de dépôts .....	...	...	...	0,9	2,1	0,2	...	0,1	2,3	1,7	0,1	...	5,2	0,2	...
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :															
1. Sur l'Etat ¹ :															
a) à un an au plus	15,5	13,2	4,9	1,1	0,5	5,1	4,2	20,6	20,6	20,6	20,6	20,6	20,5	29,3	37,0
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	2,5	2,3	1,9	2,0	2,2	2,7	3,0	3,2	3,3	3,3	3,2	3,8	3,8	3,8	3,8
— autres	34,0	34,0	34,0	34,0	40,2	38,3	38,3	38,3	38,3	38,3	38,1	38,1	38,1	38,1	38,1
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :															
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	0,6	0,6	1,0	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :															
a) acceptations bancaires	1,9	1,5	4,5	6,3	7,9	5,2	...	5,9	5,1	7,4	5,4	1,2	3,4	4,1	7,7
b) effets commerciaux	6,9	3,2	4,8	10,6	15,2	14,9	10,3	23,8	19,8	24,3	26,2	11,4	19,2	20,8	p 32,8
c) avances .....	...	0,2	0,3	0,2	0,3	0,5	0,4	...	...	0,2	0,4	...	0,4	...	0,4
d) autres créances à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	0,3	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,4	0,4
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus .....	...	...	...	2,5	...	...	2,9	5,9	4,8	24,5	3,6	—	—	—	—
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ :															
a) à un an au plus :															
— bons de caisse accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres .....	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,9	0,9	...	0,2	0,2	...	...
b) à plus d'un an :															
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout plac.	0,1	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	58,4	55,9	41,9	28,3	37,8	24,2	23,3	20,8	18,7	21,9	12,1	26,9	29,4	15,8	28,5
TOTAL DE L'ACTIF ...	249,7	256,2	262,7	284,4	331,0	325,6	340,8	366,4	356,5	365,2	349,7	345,3	376,7	374,2	410,2

¹ Y compris le Fonds des Routes (cf. l'article « Chapitres IX, Balance des Paiements et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » publié dans le Bulletin d'Information et de Documentation, XIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1968).

² Y compris les organismes de sécurité sociale.

³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

a) Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-69	31-12-70	31-12-71	31-12-72	31-12-73	31-12-74	31-12-75	31-3-76	30-6-76	30-9-76	31-12-76	31-3-77	30-6-77	30-9-77	31-12-77	
A. Engagements envers l'étranger :																
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	
2. Envers le F.E.C.O.M. ....	—	—	—	—	...	...	...	33,1	...	19,0	...	...	...	...	23,4
3. Autres :																
a) en monnaies étrangères .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) en francs belges ¹	0,7	1,0	3,5	1,7	2,3	3,0	3,6	4,3	3,3	3,4	3,3	3,3	3,2	4,8	3,7	
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	0,9	0,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des engagements envers l'étranger ...	0,9	1,3	3,8	2,0	3,5	3,4	3,7	37,5	3,4	22,5	3,4	3,4	3,3	4,9	27,2	
B. Engagements envers les organismes principalement monétaires nationaux :																
1. Pièces et billets ²	4,9	5,0	5,4	5,8	7,0	7,2	7,2	7,7	8,4	7,4	7,7	8,1	8,7	7,4	p 8,2	
2. Autres :																
a) envers la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) envers les banques de dépôts :																
— réserve monétaire	—	—	—	7,7	21,3	14,7	—	—	...	...	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— autres	1,0	1,2	1,0	1,1	0,6	0,9	0,7	0,1	0,1	0,1	0,7	0,1	...	0,2	p 0,5	
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :																
1. Stock monétaire :																
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ³ et particuliers :																
— monnaie fiduciaire ⁴	178,1	183,2	196,4	216,8	231,5	248,9	281,2	276,2	299,7	292,0	299,5	293,9	321,5	316,3	p327,2	
— monnaie scripturale ⁵	0,4	0,4	0,6	0,6	0,5	0,3	0,9	0,7	1,0	0,4	1,2	0,7	0,7	0,9	0,5	
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics ⁶ .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers :																
a) en francs belges :																
— à un an au plus :																
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— autres dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— à plus d'un an :																
— dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Autres engagements :																
a) envers le Trésor .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
c) envers les intermédiaires financiers :																
— le Fonds des Rentes .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	—	—	—	—
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monét.	—	—	—	—	0,5	0,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— les autres intermédiaires financiers :																
— réserve monétaire	—	—	—	4,0	11,8	5,7	—	—	...	...	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
D. Autres	64,4	65,1	55,5	46,4	54,3	44,2	47,1	44,2	43,9	42,8	37,2	39,1	42,5	44,5	p 46,6	
TOTAL DU PASSIF ...	249,7	256,2	262,7	284,4	331,0	325,6	340,8	366,4	356,5	365,2	349,7	345,3	376,7	374,2	410,2	

1 Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I.

2 Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.

3 Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

4 Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.

5 A l'exclusion du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B., lequel est repris sous C. 3. c) ou sous D. selon les dates.

6 A l'exclusion du compte ordinaire du Trésor à la B.N.B., lequel est repris sous C. 3. a).

a) Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	31-1-77	28-2-77	31-3-77	30-4-77	31-5-77	30-6-77	31-7-77	31-8-77	30-9-77	31-10-77	30-11-77	31-12-77	31-1-78
A. Créances sur l'étranger :													
1. Or	72,1	72,1	72,1	72,1	72,1	72,1	72,1	72,1	72,1	72,1	72,1	72,3	72,3
2. F.M.I. — Participation	29,4	29,5	29,5	29,5	30,4	30,1	30,1	29,0	27,7	27,7	27,3	26,7	26,7
— Prêts	0,8	0,8	0,8	0,8	1,2	1,2	1,2	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5
— Droits de tirage spéciaux	19,3	19,3	19,3	19,3	19,8	19,8	19,8	19,8	19,8	19,8	19,8	19,8	19,8
— Autres	9,7	9,7	9,7	9,7	9,7	9,7	9,7	9,7	9,7	9,7	9,7	9,7	9,7
3. Accords internationaux	0,5	0,1	0,4	0,3	0,4	0,7	0,1	0,5	0,5	0,4	0,7	0,4	0,2
4. F.E.C.O.M. ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
5. C.E.E. : concours financier à moyen terme	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5
6. Obligations .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
7. Acceptations en francs belges représent. d'exportation	4,7	9,5	5,9	7,6	10,8	12,0	16,0	7,8	13,9	15,2	11,5	p 19,2	p 12,5
8. Autres :													
a) en monnaies étrangères	87,5	91,0	94,2	96,8	98,6	99,9	102,6	103,8	105,5	105,8	104,1	101,2	102,8
b) en francs belges .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total des créances sur l'étranger ...	230,5	238,5	238,4	242,6	249,5	252,0	258,1	250,7	257,2	258,7	253,2	p257,3	p252,0
B. Créances sur les organismes principalement monétaires nationaux :													
1. Pièces et billets	0,5	0,5	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	0,4	0,5
2. Autres :													
a) sur la B.N.B. :													
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,2	2,4	2,3	2,6	2,7	2,5	2,4	2,6
c) sur les banques de dépôts	0,1	0,1	...	6,0	1,4	5,2	...	5,9	0,2	...	...	...	4,0
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :													
1. Sur l'Etat ¹ :													
a) à un an au plus	20,6	20,6	20,6	20,6	20,6	20,5	25,2	31,6	29,3	6,2	32,7	37,0	33,9
b) à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur	3,2	3,8	3,8	3,8	3,8	3,8	3,8	3,8	3,8	3,8	3,8	3,8	4,3
— autres	38,1	38,1	38,1	38,1	38,1	38,1	38,1	38,1	38,1	38,1	38,1	37,9	37,9
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :													
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :													
a) acceptations bancaires	1,5	3,3	1,2	2,2	2,2	3,4	4,2	1,4	4,1	6,4	3,5	7,7	6,5
b) effets commerciaux	20,3	19,8	11,4	15,7	16,8	19,2	20,7	15,0	20,8	25,5	23,9	p 32,8	p 23,4
c) avances	0,3	0,3	...	0,4	0,1	0,4	0,2	0,4	...	...	...	0,4	0,3
d) autres créances à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ :													
a) à un an au plus :													
— obligations accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres .....	...	...	0,2	1,5	1,4	0,2	...	...	...	0,1	...	...	2,3
b) à plus d'un an :													
— bons de c. et oblig. accessibles à tout placeur	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	19,3	13,6	26,9	18,3	29,3	29,4	15,2	15,4	15,8	29,0	17,5	25,4	15,9
TOTAL DE L'ACTIF ...	338,6	342,8	345,3	353,9	367,8	376,7	370,2	367,0	374,2	372,8	377,5	406,9	385,3

¹ Y compris le Fonds des Routes (cf. l'article « Chapitres IX, Balance des Paiements et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » publié dans le Bulletin d'Information et de Documentation, XIII^e année, vol. II, no 3, septembre 1968).

² Y compris les organismes de sécurité sociale.

³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

a) Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	31-1-77	28-2-77	31-3-77	30-4-77	31-5-77	30-6-77	31-7-77	31-8-77	30-9-77	31-10-77	30-11-77	31-12-77	31-1-78
A. Engagements envers l'étranger :													
1. Envers le F.M.I.	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
2. Envers le F.E.C.O.M. ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	5,6	23,4	13,5
3. Autres :													
a) en monnaies étrangères ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) en francs belges ¹	3,6	2,9	3,3	3,1	3,6	3,2	3,6	3,8	4,8	4,1	4,2	3,7	3,6
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger ...	3,7	3,0	3,4	3,2	3,7	3,3	3,7	3,9	4,9	4,2	9,9	27,2	17,2
B. Engagements envers les organismes principalement monétaires nationaux :													
1. Pièces et billets ²	8,1	7,8	8,1	7,5	9,0	8,7	8,9	7,8	7,4	8,2	8,1	p 8,1	p 8,1
2. Autres :													
a) envers la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) envers les banques de dépôts :													
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...	0,2	0,1	0,1	p 0,5	p ...
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :													
1. Stock monétaire :													
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ³ et particuliers :													
— monnaie fiduciaire ⁴	289,0	291,7	293,9	304,0	312,0	321,5	314,1	310,9	316,3	315,0	313,6	p327,3	p315,7
— monnaie scripturale ⁵	0,6	0,7	0,7	0,6	0,5	0,7	0,5	0,7	0,9	0,9	0,5	0,5	0,6
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics ⁶ ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers :													
a) en francs belges :													
— à un an au plus :													
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
à plus d'un an :													
— dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres engagements :													
a) envers le Trésor ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers les intermédiaires financiers :													
— le Fonds des Rentes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monétaire ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :													
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	37,1	39,5	39,1	38,6	42,6	42,5	43,0	43,7	44,5	44,4	45,3	p 43,3	p 43,7
TOTAL DU PASSIF ...	338,6	342,8	345,3	353,9	367,8	376,7	370,2	367,0	374,2	372,8	377,5	406,9	385,3

1 Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I.

2 Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.

3 Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

4 Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.

5 A l'exclusion du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B., lequel est repris sous C. 3. c) ou sous D. selon les dates.

6 A l'exclusion du compte ordinaire du Trésor à la B.N.B., lequel est repris sous C. 3. a).

b) Organismes publics monétaires — Actif¹ — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-69	31-12-70	31-12-71	31-12-72	31-12-73	31-12-74	31-12-75	31-3-76	30-6-76	30-9-76	31-12-76	31-3-77	30-6-77	30-9-77
A. Créances sur l'étranger :														
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Accords internationaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Acceptations en francs belges représent. d'exportation	1,9	3,5	3,2	...	...	0,4	0,8	...	...	0,5	0,3	1,5	...	0,4
8. Autres :														
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des créances sur l'étranger ...	1,9	3,5	3,2	...	...	0,4	0,8	...	...	0,5	0,3	1,5	...	0,4
B. Créances sur les organismes principalement monétaires nationaux :														
1. Pièces et billets	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,1	0,4	0,1	1,0	0,3	0,8	1,4	1,4
2. Autres :														
a) sur la B.N.B. :														
— réserve monétaire .....	—	—	—	—	...	...	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) sur les organismes publics	0,1	0,7	0,3	0,8	0,5	1,2	1,0	0,6	1,0	1,8	1,1	0,1	0,7	0,8
c) sur les banques de dépôts .....	...	...	0,5	0,1	0,5	...	...	0,9	2,2	3,3	1,4	...	1,7	0,7
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :														
1. Sur l'Etat ² :														
a) à un an au plus	51,8	55,4	55,9	64,4	64,0	65,0	70,1	73,3	78,7	75,9	77,5	81,8	83,9	81,1
b) à plus d'un an :														
— obligations accessibles à tout placeur	6,7	6,9	7,1	7,6	8,1	8,3	8,7	9,1	9,3	10,1	10,0	10,1	10,4	p 10,5
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Sur les autres pouvoirs publics ³ :														
a) à un an au plus	9,9	10,6	12,4	16,5	19,5	21,8	25,7	20,9	23,1	18,8	28,3	22,8	26,2	25,3
b) à plus d'un an :														
— obligations accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises ⁴ et particuliers :														
a) acceptations bancaires	1,5	0,9	0,1	0,2	...	0,7	3,0	...	...	0,3	1,4	1,5	...	1,8
b) effets commerciaux	0,9	0,7	0,2	0,2	...	1,9	3,6	0,5	...	0,9	1,7	1,7	...	1,2
c) avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
d) autres créances à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à plus d'un an :														
— obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	...	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,3	0,4	0,4	0,4	p 0,4
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus .....	...	...	...	2,9	0,4	...	0,1	...	...	0,6	0,1	—	—	—
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁵ :														
a) à un an au plus :														
— bons de caisse accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,2	0,2	0,3	0,6	...	...	0,1	...	...	0,9	...	...	...	...
b) à plus d'un an :														
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout plac.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...
D. Autres	3,4	1,5	8,8 ⁶	7,3	11,1	14,0	18,1	18,4	23,3	24,1	23,1	15,8	13,6	20,1
TOTAL DE L'ACTIF ...	76,6	80,6	89,0⁶	101,2	104,7	114,0	131,8	124,6	138,2	138,6	145,7	136,6	138,4	143,7

¹ O.C.P. Fonds Monétaire belge (actif à court terme et obligations), Crédit Communal de Belgique (actifs formant la contrepartie des passifs à vue), I.R.G. (uniquement les actifs financés par un recours aux organismes principalement monétaires). En ce qui concerne le Fonds Monétaire belge, la contrepartie de l'excédent des passifs recensés sur les actifs recensés est reprise sous la rubrique D. « Autres ».

² Y compris le Fonds des Rentes (cf. l'article « Chapitres IX, Balance des Paiements et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » publié dans le Bulletin d'Information et de Documentation, XIII^e année, vol. II, no 3, septembre 1968).

³ Y compris les organismes de sécurité sociale.

⁴ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁵ Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

⁶ A partir du 31 décembre 1971, nouvelle série; l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptables extraordinaires du Trésor à l'O.C.P. Le chiffre comparable en 1971 s'élève à 4,6 et pour le total de l'actif à 84,8.

b) Organismes publics monétaires — Passif¹ — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-69	31-12-70	31-12-71	31-12-72	31-12-73	31-12-74	31-12-75	31-3-76	30-6-76	30-9-76	31-12-76	31-3-77	30-6-77	30-9-77
A. Engagements envers l'étranger :														
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers le F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :														
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	0,4	1,3	0,5	...	0,2	...	...	...	...	0,5	...	...	0,1	0,6
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger ...	0,4	1,3	0,5	...	0,2	...	...	...	...	0,5	...	...	0,1	0,6
B. Engagements envers les organismes principalement monétaires nationaux :														
1. Pièces et billets ²	0,4	0,4	0,5	0,7	0,3	0,4	1,2	0,6	0,7	0,5	0,4	0,6	0,5	0,5
2. Autres :														
a) envers la B.N.B. ....	...	...	...	...	...	...	...	...	2,1	2,5	2,5	2,3	2,2	2,7
b) envers les organismes publics	0,1	0,7	0,3	0,8	0,5	1,2	1,0	0,5	1,0	1,8	1,1	0,1	0,7	0,8
c) envers les banques de dépôts :														
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	10,1	7,2	8,5	6,2	1,3	3,9	6,5	2,6	2,2	5,0	6,2	7,0	1,9	4,2
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :														
1. Stock monétaire :														
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ³ et particuliers :														
— monnaie fiduciaire ⁴	7,0	7,5	8,1	8,5	9,1	9,5	10,1	10,2	10,8	11,1	11,3	11,2	11,5	11,5
— monnaie scripturale	44,5	50,1	51,5	63,2	65,7	67,5	75,0	77,5	81,6	77,8	81,1	85,6	91,6	86,0
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	14,1	12,3	19,6 ⁵	21,8	27,6	31,5	35,9	33,2	39,8	39,4	43,1	29,8	29,9	37,4
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers :														
a) en francs belges :														
— à un an au plus :														
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— à plus d'un an :														
— dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres engagements :														
a) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers les intermédiaires financiers :														
— le Fonds des Rentes .....	...	1,1	...	...	...	...	2,1	...	...	...	...	—	—	—
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monétaire ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :														
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
TOTAL DU PASSIF ...	76,6	80,6	89,0 ⁵	101,2	104,7	114,0	131,8	124,6	138,2	138,6	145,7	136,6	138,4	143,7

¹ O.C.P., Fonds Monétaire belge (pièces et billets), Crédit Communal de Belgique (passifs à vue), I.R.G. (uniquement les passifs envers les organismes principalement monétaires).

² Uniquement les pièces et billets du Trésor détenus par la B.N.B.

³ Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

⁴ Les chiffres sont sur-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.

⁵ A partir du 31 décembre 1971, nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptables extraordinaires du Trésor à l'O.C.P. Le chiffre comparable en 1971 pour la monnaie scripturale s'élève à 15,4 et pour le total du passif à 84,8.

c) Banques de dépôts — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-69	31-12-70	31-12-71	31-12-72	31-12-73	31-12-74	31-12-75	31-3-76	30-6-76	30-9-76	31-12-76	31-3-77	30-6-77	30-9-77
A. Créances sur l'étranger :														
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Accords internationaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Obligations	7,3	14,6	24,8	31,9	48,1	53,7	39,6	38,9	37,1	35,4	35,5	36,1	31,0 ^p	31,3
7. Acceptations en francs belges représent. d'exportation	6,5	12,6	13,9	11,8	11,1	17,0	17,2	15,2	15,0	17,5	16,6	21,3	19,1	16,3
8. Autres :														
a) en monnaies étrangères	134,4	198,1	235,3	297,0	391,4	489,5	596,1	648,2	618,8	647,5	656,7	693,2	714,6	759,3
b) en francs belges	19,9	20,8	22,3	27,1	35,4	38,6	49,8	51,5	51,9	61,4	65,0	64,6	64,8	70,8
Total des créances sur l'étranger ...	168,1	246,1	296,3	367,8	486,0	598,8	702,7	753,8	722,8	761,8	773,8	815,2	829,5 ^p	877,7
B. Créances sur les organismes principalement monétaires nationaux :														
1. Pièces et billets	4,8	5,0	5,3	5,7	6,9	7,0	7,1	7,6	8,3	7,2	7,7	8,0	8,6	7,3
2. Autres :														
a) sur la B.N.B. :														
— réserve monétaire	—	—	—	7,7	21,3	14,7	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	1,0	1,2	1,0	1,1	0,6	0,9	0,7	...	0,1	0,1	0,7	0,1	...	0,2
b) sur les organismes publics	10,1	7,1	8,5	6,2	1,3	4,0	6,5	2,6	2,2	5,1	6,2	9,1	1,9	4,2
c) sur les banques de dépôts	19,0	27,6	44,7	58,6	91,1	105,5	106,0	127,6	118,7	132,8	137,0	161,2	147,9	154,3
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :														
1. Sur l'Etat ¹ :														
a) à un an au plus	37,1	28,0	17,8	9,4	10,0	8,4	10,0	11,9	27,4	28,5	28,7	42,1	40,1	37,2
b) à plus d'un an :														
— obligations accessibles à tout placeur	63,0	73,7	106,1	140,0	173,8	194,3	226,3	247,2	252,7	251,2	247,0	255,5	268,2 ^p	285,8
— autres	32,5	33,8	29,7	32,5	31,1	32,6	30,0	29,2	28,2	27,5	24,9	23,8	25,2 ^p	21,0
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :														
a) à un an au plus	1,5	3,1	2,3	3,2	4,7	9,8	11,6	13,3	10,8	11,2	12,7	11,2	10,3 ^p	10,6
b) à plus d'un an :														
— obligations accessibles à tout placeur	4,6	9,3	12,3	15,5	24,7	29,1	29,8	29,5	29,2	29,4	31,8	32,9	38,3 ^p	40,0
— autres	2,3	2,4	2,8	3,4	6,6	7,6	9,1	9,8	12,6	13,3	12,5	13,9	15,4 ^p	13,7
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :														
a) acceptations bancaires	3,9	6,3	8,6	9,1	5,9	7,9	10,9	14,4	16,5	17,0	11,9	16,5	16,2	12,2
b) effets commerciaux	82,2	91,6	93,5	106,2	116,0	116,3	128,6	122,0	134,3	135,7	136,2	146,8	147,7 ^p	142,0
c) avances	98,5	113,7	139,9	172,3	219,4	252,3	309,5	320,3	339,8	357,7	371,7	379,2	405,1 ^p	424,0
d) autres créances à un an au plus	1,5	2,0	0,1	0,1	0,1	4,1	4,5	5,8	3,0	3,8	9,1	7,7	3,7	2,6
e) autres créances à plus d'un an :														
— obligations accessibles à tout placeur	4,4	6,7	8,9	11,5	12,2	14,7	14,7	14,9	14,7	14,5	15,4	15,1	15,1 ^p	21,0
— autres	4,6	6,0	7,4	12,0	12,6	15,3	23,0	21,0	24,0	23,8	22,8	25,1	30,6 ^p	31,7
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	5,4	6,4	4,4	5,6	9,2	10,8	9,0	7,7	12,9	14,9	10,2	—	—	—
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ :														
a) à un an au plus :														
— bons de caisse accessibles à tout placeur	0,3	0,8	0,6	1,9	0,2	0,7	2,1	1,6	1,7	0,4	0,4	0,2	...	...
— autres	3,3	3,6	4,4	2,9	4,1	4,7	10,3	9,6	10,0	10,3	13,6	9,5	9,8 ^p	9,7
b) à plus d'un an :														
— bons de c. et oblig. accessibles à tout placeur	19,9	27,3	31,8	31,6	30,0	34,4	34,3	32,2	33,7	34,9	33,9	43,6	45,3 ^p	53,0
— autres	4,5	6,0	4,6	5,2	9,7	12,9	13,4	18,1	18,5	18,6	18,2	17,6	19,0 ^p	19,2
D. Autres	60,7	68,6	84,0	87,6	99,5	129,9	133,5	132,9	140,3	140,2	137,6	150,4	154,5 ^p	146,7
TOTAL DE L'ACTIF ...	633,2	776,3	915,0	1.097,1	1.377,0	1.616,7	1.833,6	1.933,0	1.962,4	2.039,9	2.064,0	2.184,7	2.232,4	2.314,1

¹ Y compris le Fonds des Routes (cf. l'article « Chapitres IX, Balance des Paiements et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » publié dans le Bulletin d'Information et de Documentation, XIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1968).

² Y compris les organismes de sécurité sociale.

³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédits.

c) Banques de dépôts — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-69	31-12-70	31-12-71	31-12-72	31-12-73	31-12-74	31-12-75	31-3-76	30-6-76	30-9-76	31-12-76	31-3-77	30-6-77	30-9-77
A. Engagements envers l'étranger :														
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers le F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :														
a) en monnaies étrangères	169,6	236,5	267,0	333,2	434,3	525,9	633,9	669,6	648,1	667,4	680,6	720,1	737,4	796,9
b) en francs belges ¹	34,7	50,2	64,0	80,1	118,6	169,6	162,5	160,9	173,2	173,6	179,9	183,7	193,6	214,8
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger ...	204,3	286,7	331,0	413,3	552,9	695,5	796,4	830,5	821,3	841,0	860,5	903,8	931,0	1.011,7
B. Engagements envers les organismes principalement monétaires nationaux :														
1. Pièces et billets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Autres :														
a) envers la B.N.B. ....	...	...	...	0,9	2,1	0,2	...	0,1	2,3	1,7	0,1	...	5,2	0,2
b) envers les organismes publics .....	...	...	0,5	0,1	0,5	...	0,1	1,0	2,2	3,3	1,4	2,2	1,8	0,7
c) envers les banques de dépôts :														
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations .....	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
— autres	19,0	27,6	44,7	58,6	91,1	105,5	105,9	127,5	118,6	132,8	136,9	161,1	147,8	154,1
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :														
1. Stock monétaire :														
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ² et particuliers :														
— monnaie fiduciaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— monnaie scripturale	109,4	124,5	144,0	173,3	185,9	195,1	236,3	236,1	258,9	241,2	248,1	268,6	278,0	p 271,6
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics .....	...	...	...	...	0,1	0,2	0,1	0,9	0,1	0,1	0,1	0,3	0,2	p 0,2
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers ³ :														
a) en francs belges :														
— à un an au plus :														
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires ...	71,5	74,3	96,1	131,7	156,6	169,5	220,4	235,7	241,3	246,0	253,9	258,7	272,6	280,7
— autres dépôts	88,3	104,2	112,3	116,1	159,8	188,5	182,3	190,9	195,7	224,7	234,5	239,5	227,1	230,3
— à plus d'un an :														
— dépôts	10,8	14,4	22,0	26,9	27,2	23,3	31,5	33,7	32,6	31,7	28,9	30,5	29,2	30,6
— bons de caisse et obligations	21,0	25,5	30,4	35,8	41,8	48,7	58,2	62,8	67,5	71,0	74,3	88,0	94,4	100,7
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus	14,7	11,4	9,7	9,2	11,7	17,5	23,0	31,7	28,7	30,0	31,4	37,1	30,7	28,8
3. Autres engagements :														
a) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme) .....	...	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2
c) envers les intermédiaires financiers :														
— le Fonds des Rentes .....	...	...	...	2,5	...	0,7	0,7	...	...	...	...	—	—	—
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monétaire ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :														
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres ⁴	0,3	1,2	0,4	...	0,3	3,1	3,4	0,8	0,4	...	2,5	...	3,4	0,6
D. Autres	93,9	106,5	123,9	128,7	147,0	168,8	175,1	181,1	192,6	216,2	191,1	194,6	210,7	203,6
TOTAL DU PASSIF ...	633,2	776,3	915,0	1.097,1	1.377,0	1.616,7	1.833,6	1.933,0	1.962,4	2.039,9	2.064,0	2.184,7	2.232,4	2.314,1

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L.² Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.³ Y compris les « autres engagements » — sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.⁴ Des engagements autres que sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations et de réserve monétaire (cf. note 3).

d) Ensemble des organismes principalement monétaires — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-69	31-12-70	31-12-71	31-12-72	31-12-73	31-12-74	31-12-75	31-3-76	30-6-76	30-9-76	31-12-76	31-3-77	30-6-77	30-9-77	
A. Créances sur l'étranger :															
1. Or	76,0	73,5	77,2	75,4	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	72,1	72,1	72,1	
2. F.M.I. — Participation	7,8	19,6	30,0	25,9	24,0	24,9	26,3	27,0	28,7	29,5	29,9	29,5	30,1	27,7	
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,8	1,2	1,5	
— Droits de tirage spéciaux	—	10,2	20,3	26,1	30,5	28,4	30,0	30,0	27,4	19,9	19,3	19,3	19,8	19,8	
— Autres	—	—	—	—	—	—	2,4	4,9	9,7	9,7	9,7	9,7	9,7	9,7	
3. Accords internationaux .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,3	0,2	0,4	0,7	0,5	
4. F.E.C.O.M.	—	—	—	—	3,5	...	...	...	...	...	...	...	...	...
5. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	
6. Obligations	7,3	14,6	24,8	31,9	48,1	53,7	39,6	38,9	37,1	35,4	35,5	36,1	31,0 ^p	31,3	
7. Acceptations en francs belges représentat. d'exportation	18,2	18,0	22,9	28,3	28,0	29,4	29,9	33,0	29,9	33,0	30,6	28,7	31,1	30,6	
8. Autres :															
a) en monnaies étrangères	170,0	237,1	270,3	349,4	467,3	578,1	703,3	735,4	698,1	712,0	740,8	787,4	814,5	864,8	
b) en francs belges	19,9	21,0	22,3	27,1	35,4	38,6	49,8	51,5	51,9	61,4	65,0	64,6	64,8	70,8	
Total des créances sur l'étranger ...	299,2	394,0	467,8	564,1	708,6	831,4	959,6	999,0	961,1	979,5	1.009,3	1.055,1	1.081,5	1.135,3	(6)
B. Créances sur les organ. principal. monétaires nationaux :															
1. Pièces et billets	5,2	5,3	5,7	6,1	7,3	7,6	7,6	8,6	8,8	8,7	8,4	9,3	10,4	9,2	(1)
2. Autres :															
a) sur la B.N.B. :															
— réserve monétaire	—	—	—	7,7	21,3	14,7	—	—	—	—	—	—	—	—	
— autres	1,0	1,2	1,0	1,1	0,6	0,9	0,7	...	0,1	0,1	0,7	0,1	...	0,2	
b) sur les organismes publics	10,2	7,8	8,8	7,0	1,8	5,2	7,5	3,2	5,3	9,4	9,8	11,5	4,8	7,6	
c) sur les banques de dépôts	19,0	27,6	45,2	59,6	93,7	105,7	106,0	128,6	123,2	137,8	138,5	161,2	154,8	155,2	
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :															
1. Sur l'Etat ¹ :															
a) à un an au plus	104,4	96,6	78,6	74,9	74,5	78,5	84,3	105,8	126,7	125,0	126,8	144,5	144,5	147,6	(7)
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	72,2	82,9	115,1	149,6	184,1	205,3	238,0	259,5	265,3	264,6	260,2	269,4	282,4 ^p	300,1	(7)
— autres	66,5	67,8	63,7	66,5	71,3	70,9	68,3	67,5	66,5	65,8	63,0	61,9	63,3 ^p	59,1	(7)
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :															
a) à un an au plus	11,4	13,7	14,7	19,7	24,2	31,6	37,3	34,2	33,9	30,0	41,0	34,0	36,5 ^p	35,9	(8)
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	5,2	9,9	13,3	16,6	25,8	30,2	30,9	30,6	30,3	30,5	32,9	34,0	39,4 ^p	41,1	(8)
— autres	2,3	2,4	2,8	3,4	6,6	7,6	9,1	9,8	12,6	13,3	12,5	13,9	15,4 ^p	13,7	(8)
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :															
a) acceptations bancaires	7,3	8,7	13,2	15,6	13,8	13,8	13,9	20,3	21,6	24,7	18,7	19,2	19,6	18,1	(9)
b) effets commerciaux	90,0	95,5	98,5	117,0	131,2	133,1	142,5	146,3	154,1	160,9	164,1	159,9	166,9 ^p	164,0	(9)
c) avances	98,5	113,9	140,2	172,5	219,7	252,8	309,9	320,3	339,8	357,9	372,1	379,2	405,5 ^p	424,0	(9)
d) autres créances à un an au plus	1,5	2,0	0,1	0,1	0,1	4,1	4,5	5,8	3,0	3,8	9,1	7,7	3,7	2,6	(11)
e) autres créances à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	4,7	7,2	9,4	12,4	13,1	15,6	15,6	15,8	15,6	15,3	16,3	16,0	16,0 ^p	21,8	(11)
— autres	4,6	6,0	7,4	12,0	12,6	15,3	23,0	21,0	24,0	23,8	22,8	25,1	30,6 ^p	31,7	(11)
4. Sur le Fonds des Rentes ⁴ : à un an au plus	5,4	6,4	4,4	11,0	9,6	10,8	12,0	13,6	17,7	40,0	13,9	—	—	—	(12)
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁵ :															
a) à un an au plus :															
— bons de caisse accessibles à tout placeur	0,3	0,8	0,5	1,9	0,2	0,7	2,1	1,6	1,7	0,4	0,4	0,2	...	...	(13)
— autres	3,5	3,8	4,8	3,5	4,1	4,7	10,4	9,7	10,9	12,1	13,6	9,7	10,0 ^p	9,7	(13)
b) à plus d'un an :															
— bons de caisse et oblig. accessibles à tout placeur	20,0	27,5	32,1	31,9	30,3	34,7	34,6	32,5	34,0	35,2	34,2	43,9	45,6 ^p	53,3	(13)
— autres	4,6	6,1	4,7	5,3	9,8	13,0	13,5	18,2	18,6	18,7	18,3	17,7	19,1 ^p	19,2	(13)
D. Autres	122,5	126,0	134,7 ⁶	123,2	148,4	168,1	174,9	172,1	182,3	186,2	172,8	193,1	197,5 ^p	182,6	(14)
TOTAL DE L'ACTIF ...	959,5	1.113,1	1.266,7 ⁶	1.482,7	1.812,7	2.056,3	2.306,2	2.424,0	2.457,1	2.543,7	2.559,4	2.666,6	2.747,5	2.832,0	

Colonne du tableau XIII-1 « Bilans intégrés des organismes principalement monétaires » dans laquelle la rubrique est comprise.

¹ Y compris le Fonds des Routes (cf. l'article « Chapitres IX, Balance des Paiements et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » publié dans le Bulletin d'Information et de Documentation, XIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1968).

² Y compris les organismes de sécurité sociale.

³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les créances sur celui-ci sont comprises sous la rubrique D. « Autres ».

⁵ Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

⁶ A partir du 31 décembre 1971, nouvelle série; l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptables extraordinaires du Trésor à l'O.C.P. Le chiffre comparable en 1971 s'élève à 180,5 et pour le total de l'actif à 1.282,5.

d) Ensemble des organismes principalement monétaires — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-69	31-12-70	31-12-71	31-12-72	31-12-73	31-12-74	31-12-75	31-8-76	30-6-76	30-9-76	31-12-76	31-3-77	30-6-77	30-9-77	
A. Engagements envers l'étranger :															
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	
2. Envers le F.E.C.O.M. ....	—	—	—	—	...	...	...	33,1	...	19,0	...	...	...	...
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères	169,6	236,5	267,0	333,2	434,3	525,9	637,5	669,6	648,1	667,4	680,6	720,1	737,4	796,9	
b) en francs belges ¹	35,8	52,5	68,0	81,8	121,1	172,6	162,5	165,2	176,5	177,5	183,2	187,0	196,9	220,2	
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg ...	—	—	—	—	0,9	0,3	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des engagements envers l'étranger ...	205,6	289,3	335,3	415,3	556,6	698,9	800,1	868,0	824,7	864,0	863,9	907,2	934,4	1.017,2	
B. Engagements envers les organismes principalement monétaires nationaux :															
1. Pièces et billets	5,3	5,4	5,9	6,5	7,3	7,6	8,4	8,3	9,1	7,9	8,1	8,7	9,2	7,9	(1)
2. Autres :															
a) envers la B.N.B. ....	...	...	...	0,9	2,1	0,2	...	0,1	4,4	4,2	2,6	2,3	7,4	2,9	
b) envers les organismes publics	0,1	0,7	0,8	0,9	1,0	1,2	1,1	1,5	3,2	5,1	2,5	2,3	2,5	1,5	
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire	—	—	—	7,7	21,3	14,7	—	—	...	...	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations .....	...	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	
— autres	30,1	36,0	54,2	65,9	93,0	110,3	113,1	130,2	120,9	137,9	143,8	168,2	149,7	158,5	
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :															
1. Stock monétaire :															
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ² et particuliers :															
— monnaie fiduciaire	185,1	190,7	204,5	225,3	240,6	258,4	291,3	286,4	310,5	303,1	310,8	305,1	333,0	327,8	(1)
— monnaie scripturale ³	154,3	175,0	196,1	237,1	252,1	262,9	312,2	314,3	341,5	319,4	330,4	354,9	370,3	358,5	(1)
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics ⁴ ...	14,1	12,3	19,6	21,8	27,7	31,7	36,0	34,1	39,9	39,5	43,2	30,1	30,1	37,6	(1)
2. Autres engagem. envers les entreprises et particuliers ⁵ :															
a) en francs belges :															
— à un an au plus :															
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	71,5	74,3	96,1	131,7	156,6	169,5	220,4	235,7	241,3	246,0	253,9	258,7	272,6	280,7	(2)
— autres dépôts	88,3	104,2	112,3	116,1	159,8	188,5	182,3	190,9	195,7	224,7	234,5	239,5	227,1	230,3	(2)
— à plus d'un an :															
— dépôts	10,8	14,4	22,0	26,9	27,0	23,3	31,5	33,7	32,6	31,7	28,9	30,5	29,2	30,6	(3)
— bons de caisse et obligations	21,0	25,5	30,4	35,8	41,8	48,7	58,2	62,8	67,5	71,0	74,3	88,0	94,4	100,7	(3)
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus ...	14,7	11,4	9,7	9,2	11,9	17,5	23,0	31,7	28,7	30,0	31,4	37,1	30,7	28,8	(4)
3. Autres engagements :															
a) envers le Trésor .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	(7)
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme) .....	...	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	(8)
c) envers les intermédiaires financiers :															
— le Fonds des Rentes ⁶ .....	...	1,1	...	2,5	...	0,7	2,8	...	...	...	...	—	—	—	(12)
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monétaire	—	—	—	—	0,5	0,3	—	—	—	—	—	—	—	—	(14)
— les autres intermédiaires financiers :															
— réserve monétaire	—	—	—	4,0	11,8	5,7	—	—	...	...	—	—	—	—	(13)
— autres ⁷	0,3	1,2	0,4	...	0,3	3,1	3,4	0,8	0,4	...	2,5	...	3,4	0,6	(13)
D. Autres	158,3	171,6	179,4 ⁸	175,1	201,3	213,0	222,2	225,3	236,5	259,0	228,3	233,7	253,2	248,1	(14)
TOTAL DU PASSIF ...	959,5	1.113,1	1.266,7⁸	1.482,7	1.812,7	2.056,3	2.306,2	2.424,0	2.457,1	2.543,7	2.559,4	2.666,6	2.747,5	2.832,0	

Colonne du tableau XIII-1 « Bilans intégrés des organismes principalement monétaires » dans laquelle la rubrique est comprise.

¹ Pour la B.N.B., y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I.; pour les autres organismes principalement monétaires, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L.

² Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

³ A l'exclusion du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B., lequel est repris sous C. 3. c) ou sous D. selon les dates.

⁴ A l'exclusion du compte ordinaire du Trésor à la B.N.B., lequel est repris sous C. 3. a).

⁵ Y compris les « autres engagements » — sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

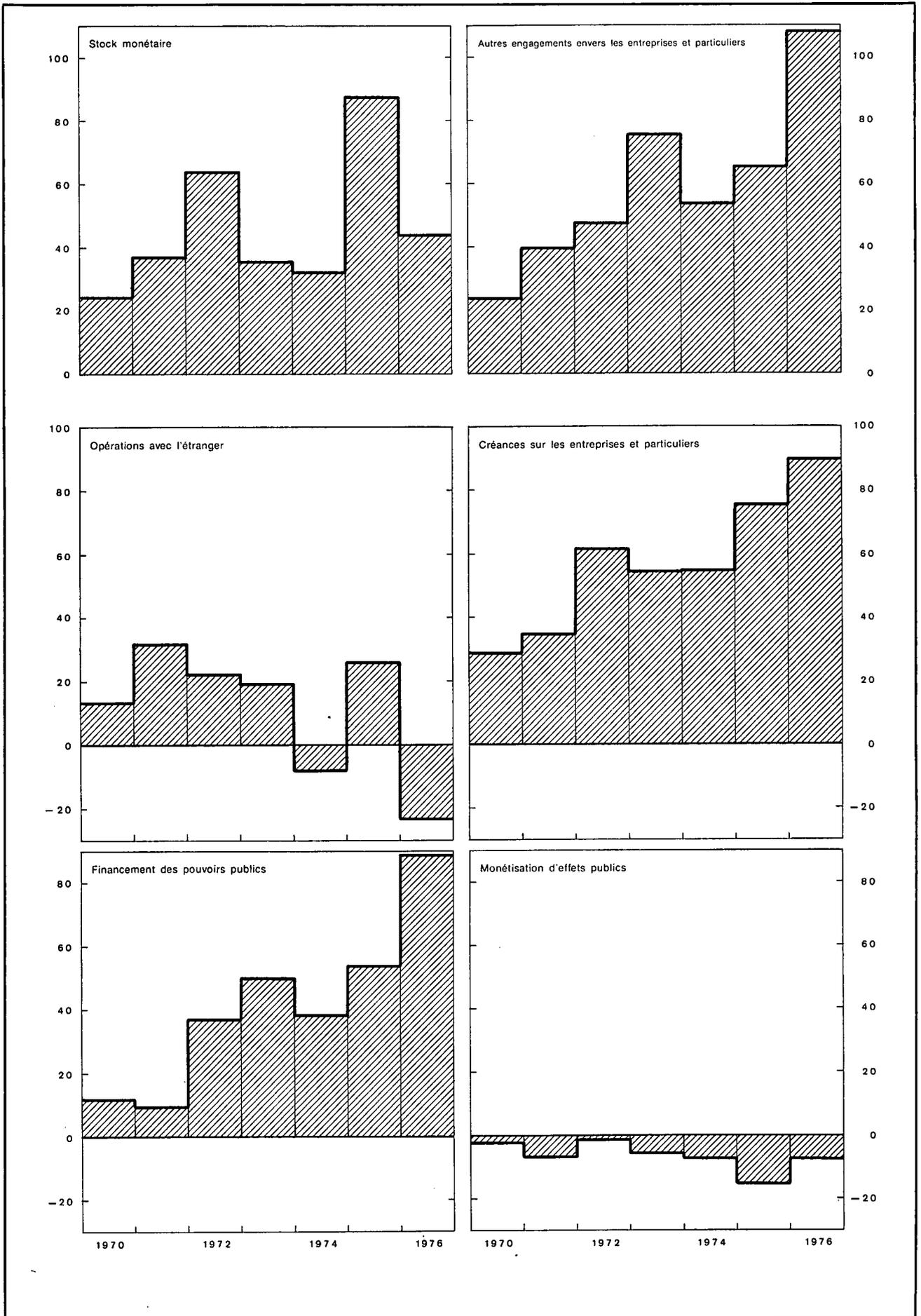
⁶ Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les engagements envers celui-ci sont compris sous la rubrique D. « Autres ».

⁷ Des engagements autres que sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations, et de réserve monétaire (cf. note 5).

⁸ A partir du 31 décembre 1971, nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptables extraordinaires du Trésor à l'O.C.P. Le chiffre comparable en 1971 pour la monnaie scripturale s'élève à 16,4 et pour le total du passif à 1.262,5.

**XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE
AUPRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES**

(variations en milliards de francs)



XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE AUPRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Stock monétaire	Autres engagements envers les entreprises et particuliers 1			Total (5) = (1) à (4) = (6) à (16)	Opérations avec l'étranger (solde courant + opérations en capital des entreprises 2 et particuliers)	Créances sur les entreprises 3 et particuliers		Refinancement en dehors des organismes principalement monétaires (augmentation : -) 6		Financement des pouvoirs publics		Monétisation d'effets publics		Créances sur des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires 9	Divers
		En francs belges		En monnaies étrangères (dépôts à un an au plus)			Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation 4	Obligations 5	de créances commerciales sur l'étranger	de crédits d'escompte et d'acceptation aux entreprises et particuliers	Etat 7	Autres pouvoirs publics 8	achats sur le marché par les organismes principalement monétaires	par l'intermédiaire du Fonds des Rentes		
		A un an au plus (dépôts)	A plus d'un an (dépôts, bons de caisse et obligations)													
	(1)	(2)	(3)	(4)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)	
1970	+24,5	+18,7	+ 8,1	- 3,3	+ 48,0	+13,5	+24,7	+ 4,6	- 4,8	- 2,6	+ 6,1	+ 6,5	- 1,1	- 1,2	+ 8,4	- 6,1
1971	+37,9	+30,0	+12,4	- 1,7	+ 78,6	+32,1	+35,1	+ 1,6	+ 3,0	- 1,3	+ 5,2	+ 5,0	- 1,2	- 5,9	+ 4,6	+ 0,4
1972	+64,2 ¹⁰	+39,3	+10,2	- 0,5	+113,2 ¹⁰	+22,6	+52,1	+ 7,8	+ 0,8	+ 1,0	+28,2	+ 8,7	- 1,7	+ 0,3	- 2,9	- 3,7 ¹⁰
1973	+35,9	+68,7	+ 6,1	+ 2,7	+113,4	+19,7 ¹¹	+56,0	+ 1,5	- 1,0	+ 3,8	+34,9 ¹²	+16,1	- 4,0	- 1,7	- 5,8	- 6,1 ¹³
1974	+32,5	+41,7	+ 3,2	+ 5,6	+ 83,0	- 8,7 ¹⁴	+43,1	+ 9,7	- 5,9	- 9,0	+27,8	+12,9	- 6,3	- 1,1	+12,4	+ 8,1 ¹⁵
1975	+87,4	+44,7	+17,7	+ 5,5	+155,3	+26,4	+66,3	+ 9,3	- 0,7	...	+44,5	+ 9,2	-15,0	- 0,3	+13,1	+ 2,5
1976	+43,8	+85,8	+14,9	+ 8,4	+152,9	-23,5	+84,6	+ 5,6	- 2,7	+ 4,1	+85,1	+10,3	-15,5	+ 0,6	+ 7,1	- 2,8
1975 3 ^e trimestre	-15,9	+19,8	+ 5,0	+ 2,0	+ 10,9	- 8,0	+11,6	+ 0,3	...	+ 1,7	+21,1	- 5,0	- 5,3	+ 4,9	+ 1,9	-12,3
4 ^e trimestre	+32,0	+12,6	+ 3,3	+ 1,1	+ 49,0	+13,0	+36,1	+ 2,8	+ 3,1	- 2,2	-18,4	+12,5	-10,2	+ 2,6	- 3,9	+13,6
1976 1 ^{er} trimestre	- 5,8	+23,9	+ 6,8	+ 8,7	+ 33,6	-29,2	+20,5	- 0,6	- 1,8	+ 0,2	+53,7	- 2,4	- 4,3	- 3,1	+ 4,0	- 3,4
2 ^e trimestre	+57,6	+10,4	+ 3,6	- 3,0	+ 68,6	+ 3,6	+23,7	+ 0,2	+ 0,7	+ 4,9	+36,0	+ 2,3	- 3,6	- 0,4	+ 4,2	- 3,0
3 ^e trimestre	-30,9	+33,7	+ 2,6	+ 1,3	+ 6,7	-15,4	+21,7	+ 0,5	- 0,8	+ 6,3	+12,8	- 2,6	- 3,1	- 0,1	+ 1,2	-13,8
4 ^e trimestre	+22,9	+17,7	+ 0,6	+ 1,4	+ 42,6	+17,5	+18,7	+ 5,5	- 0,8	- 7,3	-17,4	+13,0	- 4,6	+ 4,2	- 2,3	+16,1
1977 1 ^{er} trimestre	+ 5,4	+ 9,8	+15,3	+ 5,7	+ 36,2	+ 1,6	+ 8,5	+ 0,7	- 0,9	- 5,1	+46,0	- 2,9	- 2,8	-11,1	+ 7,7	- 5,5
2 ^e trimestre	+42,7	+ 1,6	+ 5,0	- 6,4	+ 42,9	- 0,6	+30,9	+ 1,9	- 2,5	+ 2,8	+25,8	+ 7,8	- 2,7	+ 0,2	- 0,3	-20,4
3 ^e trimestre	- 9,5	+11,2	+ 7,7	- 1,9	+ 7,5	p-15,8	p+10,3	p+ 6,1	- 5,3	p+ 3,9	p-12,3	p- 0,6	p- 3,6	p- 0,1	p+11,4	p+13,5

N. B. — Pour la méthode d'élaboration, voir note sub tableau XIII-1.

- 1 Y compris les « autres engagements » — sous forme de dépôts, bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.
- 2 Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.
- 3 Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.
- 4 Variation de l'encours utilisé des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation (à l'exclusion des effets qui servent à la mobilisation de créances commerciales sur l'étranger) accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires.
- 5 Y compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.
- 6 Il s'agit d'un refinancement net : crédits accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires et refinancés par eux auprès d'autres intermédiaires financiers moins crédits accordés à leur origine par ces derniers et refinancés par eux auprès des organismes principalement monétaires.
- 7 Y compris le Fonds des Rentes, sous déduction du compte ordinaire du Trésor à la B.N.B.
- 8 Y compris les organismes de sécurité sociale et sous déduction des engagements non monétaires envers les autres pouvoirs publics.
- 9 Sous déduction des engagements envers des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires sous une forme autre que des dépôts ou des bons de caisse et obligations et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

- 10 A partir de 1972, nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires du Trésor à l'O.C.P.
- 11 A l'exclusion d'une diminution purement comptable de 10,7 milliards résultant des ajustements apportés à divers avoirs et engagements à la suite de l'appréciation du franc belge consécutive aux décisions de la Conférence monétaire de Washington du 18 décembre 1971 et de la dévaluation du dollar des Etats-Unis en 1973.
- 12 A l'exclusion d'un accroissement de 6,2 milliards résultant de la prise en charge par l'Etat des diminutions nettes d'actif découlant de l'appréciation du franc belge consécutive aux décisions de la Conférence monétaire de Washington du 18 décembre 1971 et de la dévaluation du dollar des Etats-Unis en 1973.
- 13 A l'exclusion d'un accroissement de 4,5 milliards résultant d'une part, des ajustements apportés aux monnaies étrangères à recevoir et à livrer à la suite de l'appréciation du franc belge, et de la dévaluation du dollar des Etats-Unis dont question aux notes 11 et 12 ci-dessus (8,2 milliards) et, d'autre part, de la contrepartie des amortissements opérés sur une partie des diminutions nettes d'actifs (1,3 milliard).
- 14 Depuis 1974, ces chiffres ont été calculés sur base du mouvement des avoirs extérieurs nets en monnaies étrangères, lequel a été converti en francs belges au cours de change de la période; ils ne comprennent pas les variations comptables que la contrepartie en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.
- 15 Depuis 1974, y compris les variations comptables que la contrepartie en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

**XIII - 4a. — STOCK MONETAIRE
AUPRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES**

(milliards de francs)

Fin de période	Encaisses monétaires détenues par les entreprises 1 et particuliers							Total	Monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics 6	Total général (10) = (8) + (9)
	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale						
	Billets et pièces du Trésor 2 (1)	Billets de la Banque Nationale de Belgique (2)	Stock de monnaie fiduciaire 3 (3)	Auprès de la Banque Nationale de Belgique 4 (4)	Auprès des organismes publics 5 (5)	Auprès des banques (6)	Total (7) = (4) à (6) (7)				(8) = (3) + (7) (8)
1969	7,0	183,0	185,3	0,4	44,5	109,4	154,3	339,6	14,1	353,7
1970	7,5	188,2	190,8	0,4	50,1	124,5	175,0	365,8	12,4	378,2
1971 (ancienne série)	8,1	201,8	204,6	0,6	51,5	144,0	196,1	400,7	15,4	416,1
1971 (nouvelle série) 7	8,1	201,8	204,6	0,6	51,5	144,0	196,1	400,7	19,7	420,4
1972	8,5	222,6	225,6	0,6	63,2	173,3	237,1	462,7	21,8	484,5
1973	9,1	238,5	240,6	0,5	65,6	185,9	252,0	492,6	27,8	520,4
1974	9,5	256,1	258,3	0,3	67,5	195,1	262,9	521,2	31,7	552,9
1975 Juin	9,8	282,3	282,8	0,6	76,6	229,4	306,6	589,4	34,8	624,2
Septembre	9,9	275,1	277,2	0,6	73,2	227,6	301,4	578,6	29,7	608,3
Décembre	10,2	288,4	292,1	0,9	75,0	236,3	312,2	604,3	36,0	640,3
1976 Mars	10,2	283,9	286,0	0,7	77,6	236,1	314,4	600,4	34,1	634,5
Juin	10,8	308,1	310,7	1,0	81,6	258,9	341,5	652,2	39,9	692,1
Septembre	11,1	299,4	302,2	0,4	77,8	241,3	319,5	621,7	39,5	661,2
Novembre	11,1	294,7	297,4	0,9	78,0	235,4	314,3	611,7	38,2	649,9
Décembre	11,3	307,2	310,5	1,1	81,1	248,1	330,3	640,8	43,3	684,1
1977 Janvier	11,2	297,1	298,8	0,6	92,3	258,5	351,4	650,2	34,8	685,0
Février	11,2	299,5	302,3	0,7	87,5	244,5	332,7	635,0	38,9	673,9
Mars	11,2	302,0	304,4	0,7	85,5	268,6	354,8	659,2	30,3	689,5
Avril	11,3	311,5	314,3	0,5	99,1	260,7	360,3	674,6	30,4	705,0
Mai	11,4	321,0	322,3	0,4	88,1	274,9	363,4	685,7	30,2	715,9
Juin	11,5	330,2	331,8	0,6	91,6	278,0	370,2	702,0	30,2	732,2
Juillet	11,5	323,0	325,6	0,4	93,1	269,7	363,2	688,8	33,5	722,3
Août	11,5	318,6	321,4	0,6	89,0	268,7	358,3	679,7	23,1	702,8
Septembre	11,5	323,7	326,6	0,9	86,0	271,6	358,5	685,1	37,6	722,7
Octobre	11,5	323,3	325,2	0,9	93,4	262,2	356,5	681,7	22,4	704,1
Novembre	11,6	321,7	323,7	0,4	86,5	266,9	353,8	677,5	^p 29,5	^p 707,0

1 Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

2 Sous déduction des billets et pièces du Trésor détenus par la B.N.B.

3 Total des colonnes (1) et (2), sous déduction des billets et pièces du Trésor et des billets de la B.N.B. détenus par les organismes publics monétaires et les banques.

4 Le solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B. n'est pas considéré comme étant de la monnaie scripturale.

5 O.C.P. et Crédit Communal de Belgique.

6 Le compte ordinaire du Trésor à la B.N.B. n'est pas considéré comme étant de la monnaie scripturale.

7 L'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires du Trésor à l'O.C.P.

XIII - 4b. — STOCK MONETAIRE TOTAL

(milliards de francs)

Fin de période	Encaisses monétaires détenues par les entreprises 1 et particuliers					Monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics			Total général
	Monnaie fiduciaire 2	Monnaie scripturale			Total	Après des organismes principa- lement monétaires	Après des autres intermé- diaires financiers	Total	
		Après des organismes principa- lement monétaires	Après des autres intermé- diaires financiers	Total					
(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5) = (1) + (4)	(6)	(7)	(8) = (6) + (7)	(9) = (5) + (8)	
1969	183,4	152,6	7,5	160,1	343,5	14,1	3,4	17,5	361,0
1970	188,4	173,4	11,4	184,8	373,2	12,4	4,2	16,6	389,8
1971 (anc. série)	202,6	193,6	12,8	206,4	409,0	15,4	3,9	19,3	428,3
(nouv. série) 3	202,6	193,6	12,8	206,4	409,0	19,6	3,9	23,5	432,5
1972	222,4	234,1	17,2	251,3	473,7	21,8	3,0	24,8	498,5
1973	237,6	247,6	20,4	268,0	505,6	27,8	2,8	30,6	536,2
1974	254,9	258,6	26,5	285,1	540,0	31,7	4,5	36,2	576,2
1975 Juin	279,2	301,1	32,4	333,5	612,7	34,8	6,1	40,9	653,6
Septembre	274,2	296,4	35,9	332,3	606,5	29,7	6,4	36,1	642,6
Décembre	288,1	306,9	36,9	343,8	631,9	36,2	5,4	41,6	673,5
1976 Mars	282,5	309,2	35,8	345,0	627,5	34,1	6,6	40,7	668,2
Juin	306,5	335,0	39,3	374,3	680,8	39,9	8,0	47,9	728,7
Septembre	299,0	314,0	40,8	354,8	653,8	39,5	6,3	45,8	699,6
Décembre	305,8	324,2	39,1	363,3	669,1	43,2	7,2	50,4	719,5
1977 Mars	300,4	350,6	42,9	393,5	693,9	30,3	6,6	36,9	730,8
Juin	326,9	365,1	47,3	412,4	739,3	30,1	9,2	39,3	778,6
Septembre	322,7	356,0	48,2	405,1	727,8	37,6	5,9	43,5	771,3

1 Entreprises privées qui n'ont pas d'engagements monétaires, intermédiaires financiers publics qui n'ont pas d'engagements monétaires, et organismes publics d'exploitation.

2 Colonne (3) du tableau XIII-4a, sous déduction des billets et pièces du Trésor et des billets de la B.N.B. détenus par les intermédiaires finan-

ciers qui, sans être des organismes principalement monétaires, ont des engagements monétaires.

3 L'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptables extraordinaires du Trésor à l'O.C.P.

XIII - 5. — AVOIRS EXTERIEURS NETS DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période 1			Evolution							Evolution	
	B.N.B.	Autres organismes principalement monétaires	Total (3) = (1) + (2)	Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique			Opérations en capital des pouvoirs publics avec l'étranger		Refinancement en dehors des organismes principalement monétaires de créances commerciales sur l'étranger (augmentation : -) (9)	Opérations avec l'étranger ³ (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers) (10) = (6) - (7) - (8) - (9)	Différence entre les données de la balance des paiements [col. (12)] et celles des organismes principalement monétaires [col. (6)] ⁴	Avoirs extérieurs nets suivant la balance des paiements de l'U.E.B.L. ⁵
				B.N.B.	Autres organismes principalement monétaires	Total	Etat	Autres ²				
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	
1969	128,3	- 34,7	93,6	+ 5,2 ⁶	+ 2,0	+ 7,2	- 2,4	- 0,2	- 2,8	+ 12,6	+ 7,9	+ 15,1
1970	143,1	- 38,3	104,8	+ 11,4 ⁶⁷	- 3,6	+ 7,8	- 0,5	- 0,4	- 4,8	+ 13,5	+ 7,4	+ 15,2
1971	164,5	- 32,0	132,5	+ 17,5 ⁷⁸	+ 6,4	+ 23,9	- 11,2	...	+ 3,0	+ 32,1	- 0,5	+ 23,4
1972	194,3	- 45,6	148,7	+ 26,4 ⁷	- 13,7	+ 12,7	- 10,5	- 0,1	+ 0,7	+ 22,6	+ 7,8	+ 20,5
1973	219,1	- 67,2	151,9	+ 35,5 ⁹	- 21,4	+ 14,1	- 4,6	...	- 1,0	+ 19,7	+ 19,2	+ 33,3
1974	228,9	- 96,4	132,5	+ 8,1	- 26,4	- 18,3	- 3,7	...	- 5,9	- 8,7 ¹⁰	+ 42,9	+ 24,6
1975	252,4	- 92,9	159,5	+ 18,5 ¹¹	+ 3,6	+ 22,1	- 3,6	...	- 0,7	+ 26,4	+ 2,3	+ 24,4
1976	231,8	- 86,3	145,5	- 22,7 ¹²	+ 4,7	- 18,0	+ 8,2	...	- 2,7	- 23,5	+ 12,6	- 5,4
1975 3 ^e trimestre ..	241,1	- 95,7	145,4	- 1,7	- 6,8	- 8,5	- 0,5	...	...	- 8,0	+ 5,5	- 3,0
4 ^e trimestre ..	252,4	- 92,9	159,5	+ 9,1 ¹¹	+ 5,6	+ 14,7	- 1,4	...	+ 3,1	+ 13,0	- 3,8	+ 10,9
1976 1 ^{er} trimestre ..	207,7	- 76,8	130,9	- 45,4 ¹²	+ 14,4	- 31,0	...	...	- 1,8	- 29,2	+ 4,7	- 26,3
2 ^e trimestre ..	234,8	- 98,5	136,3	+ 27,5 ¹²	- 21,4	+ 6,1	+ 1,8	...	+ 0,7	+ 3,6	+ 3,1	+ 9,2
3 ^e trimestre ..	194,7	- 79,2	115,5	- 35,1 ¹²	+ 16,9	- 18,2	- 2,0	...	- 0,8	- 15,4	+ 5,1	- 13,1
4 ^e trimestre ..	231,8	- 86,3	145,5	+ 30,3 ¹²	- 5,2	+ 25,1	+ 8,4	...	- 0,8	+ 17,5	- 0,3	+ 24,8
1977 1 ^{er} trimestre ..	235,0	- 87,1	147,9	+ 2,4 ¹²	- 0,4	+ 2,0	+ 1,3	...	- 0,9	+ 1,6	p+ 9,6	p+ 11,6
2 ^e trimestre ..	248,7	- 101,6	147,1	+ 13,0	- 13,8	- 0,8	+ 2,3	...	- 2,5	- 0,6	p- 5,9	p- 6,7
3 ^e trimestre ..	252,3	p- 134,3	p118,0	+ 3,5	p- 32,7	p- 29,2	- 8,1	...	- 5,3	p- 15,8	p+ 8,7	p- 20,5

1 Une ventilation des avoirs extérieurs nets par principaux types de créances et d'engagements est donnée au tableau XIII-2.

2 Ces montants comprennent notamment les emprunts à l'étranger des pouvoirs publics subordonnés et des parastatiques administratifs, sauf le Fonds des Routes, qui est compris dans la colonne (7), Etat.

3 Ce sont les chiffres de cette colonne, calculés comme le montre le présent tableau, qui sont repris à la colonne (6) du tableau XIII-3.

4 Cette différence est égale à :

— variations des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires de l'U.E.B.L. résultant des variations des avoirs ou engagements nets des banques luxembourgeoises vis-à-vis des pays autres que la Belgique et des institutions internationales établies en U.E.B.L. [ces variations sont comprises dans la colonne (12), mais non dans la colonne (6)].

— *moins*, a) variations des avoirs nets des banques belges vis-à-vis des résidents luxembourgeois; b) depuis le 2^e trimestre de 1968, variations des effets publics luxembourgeois détenus par la B.N.B. [ces variations sont comprises dans la colonne (6), mais non dans la colonne (12)].

5 Voir tableaux IX-1, 2 et 3, rubrique 0.2.

6 Après élimination d'un mouvement purement comptable dans les avoirs extérieurs de la B.N.B., résultant du changement de régime de financement de la contrepartie du compte du F.M.I. auprès de la B.N.B. (loi du 9 juin 1969) et en 1969, d'une augmentation de 0,4 milliard représentant l'ajustement comptable des avoirs au comptant en marks allemands à la suite de la réévaluation de cette monnaie.

7 Non compris une augmentation de 3,5 milliards résultant de la répartition des droits de tirage spéciaux sur le F.M.I.

8 Non compris une augmentation de 0,4 milliard représentant l'ajustement comptable des avoirs au comptant en francs suisses à la suite de la réévaluation de cette monnaie.

9 A l'exclusion d'une diminution purement comptable de 10,7 milliards résultant des ajustements apportés à divers avoirs et engagements à la suite de l'appréciation du franc belge consécutive aux décisions de la Conférence monétaire de Washington du 18 décembre 1971 et de la dévaluation du dollar des Etats-Unis en 1973.

10 Depuis 1974, ces chiffres ont été calculés sur base du mouvement des avoirs extérieurs nets en monnaies étrangères, lequel a été converti en francs belges au cours de change de la période; ils ne comprennent pas les variations comptables que la contrevaletur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

11 A l'exclusion d'une augmentation de 2,2 milliards résultant de l'ajustement des montants reflétant les engagements réciproques subsistant dans le cadre de l'arrangement de SWAP avec la Federal Reserve Bank of New York.

12 Compte tenu d'un ajustement résultant d'opérations entre les organismes principalement monétaires qui ne sont pas comptabilisés au cours de la même période à la B.N.B. et dans les autres organismes.

**XIII - 6. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

Destination économique apparente

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits aux entreprises et particuliers						Crédits à l'étranger				Total général (11) = (6) + (10)
	Financements spécifiques				Crédits dont la destination économique n'a pu être identifiée (5)	Total (6) = (1) à (5)	Financement spécifique de délais de paiement à l'exportation (7)	Crédits dont la destination économique n'a pu être identifiée		Total (10) = (7) à (9)	
	d'investissements industriels, agricoles et artisanaux 1	de la construction et de transactions immobilières 2	de ventes et prêts à tempérament 3	d'importations 4				Crédits de caisse 4	Autres (9)		
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)		
1968	28,0	13,9	19,8	14,3	118,4	194,4	29,8	14,5	4,1	48,4	242,8
1969 (Ancienne série)	27,6	14,0	23,7	13,7	125,9	204,9	32,4	18,5	2,1	53,0	257,9
1969 (Nouvelle série) ⁶ ...	27,1	14,0	23,7	13,7	125,5	204,0	32,4	18,5	2,1	53,0	257,0
1970	28,4	16,9	24,8	17,6	141,2	228,9	40,7	43,1	2,3	86,1	315,0
1971	29,5	18,2	25,6	23,4	166,4	263,1	44,6	57,7	3,2	105,5	368,6
1972 ⁵	32,9	20,0	34,4	27,2	200,5	315,0	52,1	60,4	2,6	115,1	430,1
1973	40,9	26,6	41,6	22,1	239,6	370,8	57,0	75,9	2,0	134,9	505,7
1974	44,4	34,9	45,2	23,7	266,3	414,5	70,9	101,1	1,7	173,7	588,2
1975 Juin	45,7	41,0	43,4	24,0	280,7	434,8	70,3	128,4	2,4	201,1	635,9
Septembre	46,8	42,0	46,0	24,8	287,6	447,2	70,7	141,5	4,1	216,3	663,5
Décembre	46,4	46,5	51,6	25,9	311,8	482,2	75,9	145,4	4,1	225,4	707,6
1976 Mars	48,0	50,8	53,9	29,5	320,8	503,0	79,8	150,4	3,6	233,8	736,8
Juin	49,4	55,7	58,8	29,5	333,8	527,2	75,6	153,2	5,2	234,0	761,2
Septembre	49,6	58,6	64,1	35,7	341,0	549,0	79,0	153,9	7,6	240,5	789,5
Décembre	50,1	61,7	73,0	27,6	354,8	567,2	79,9	156,1	10,8	246,8	814,0
1977 Mars	50,7	65,4	78,2	30,2	351,6	576,1	80,4	164,5	9,9	254,8	830,9
Juin	50,2	73,9	81,6	27,2	374,0	606,9	86,7	179,6	10,1	276,4	883,3
Septembre	47,8	79,2	83,8	26,5	380,6	617,9	83,9	180,5	8,8	273,2	891,1

¹ Crédits octroyés dans le cadre des lois des 24 mai 1959, 17 juillet 1959, 18 juillet 1959, 15 février 1961, 14 juillet 1966 et 30 décembre 1970 (crédits subsidiés et/ou garantis), ainsi que crédits non « subsidiés et/ou garantis » dont une partie au moins a une durée initiale de 2 ans ou plus (5 ans ou plus avant 1969) à condition toutefois qu'il ne s'agisse ni de crédits purement commerciaux, ni de crédits finançant principalement la construction ou l'achat d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc. Jusqu'en 1968 la colonne (1) comprend un certain montant de crédits finançant des ventes à tempérament. A partir de 1969, tous les crédits de ce type sont repris dans la colonne (3).

² Crédits à des entreprises ayant pour objet social la construction immobilière et/ou la réalisation de travaux de génie civil, crédits à des sociétés immobilières et crédits qui ont pour destination principale le financement de l'achat ou de la construction d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc.

³ Crédits aux acheteurs et vendeurs à tempérament (que les banques soient intervenues ou non dans le contrat de vente), prêts personnels consentis directement par les banques et crédits octroyés par les banques aux sociétés de financement. Jusqu'en 1969, une partie des crédits des acheteurs à tempérament figurait dans la colonne (1). Depuis 1969, tous les crédits de ce type sont repris dans la colonne (3). A partir de 1973 : nouvelle série par suite d'une rectification apportée par une banque importante.

⁴ Y compris les promesses sur l'étranger, qui au tableau XIII-7 sont comprises dans la colonne (2) « Effets commerciaux ».

⁵ Y compris les effets venus à l'échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

⁶ Nouvelle série (cf. *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LII^e année, tome I, n° 1, janvier 1976).

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1967, p. 241.

**XIII - 7. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

Forme et localisation

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts				Crédits logés en dehors des banques de dépôts ¹			Crédits logés dans les banques de dépôts				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les banques ²
	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total (4) = (1) à (3)	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Total (7) = (5) + (6)	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total (11) = (8) à (10)	
	(1)	(2)	(3)	(7) + (11)	(5)	(6)	(5) + (6)	(8)	(9)	(10)	(8) à (10)	(12)

A. Crédits aux entreprises et particuliers

1968	11,9	84,5	98,0	194,4	7,7	17,5	25,2	4,2	67,0	98,0	169,2	...
1969 (Anc. série)	10,2	95,3	99,4	204,9	6,3	13,2	19,5	3,9	82,1	99,4	185,4	0,1
1969 (Nouv. série) ⁴	10,2	95,3	98,5	204,0	6,3	13,2	19,5	3,9	82,1	98,5	184,5	0,1
1970	14,2	101,0	113,7	228,9	7,9	9,5	17,4	6,3	91,5	113,7	211,5	0,2
1971	20,7	102,5	139,9	263,1	12,1	9,0	21,1	8,6	93,5	139,9	242,0	0,1
1972 ³	23,0	119,7	172,3	315,0	13,9	13,7	27,6	9,1	106,0	172,3	287,4	0,1
1973	19,0	132,5	219,3	370,8	13,1	16,6	29,7	5,9	115,9	219,3	341,1	0,1
1974	19,6	142,6	252,3	414,5	11,7	26,6	38,3	7,9	116,0	252,3	376,2	0,3
1975 Juin	22,4	136,5	275,9	434,8	6,0	13,6	19,6	16,4	122,9	275,9	415,2	...
Septembre	24,0	131,8	291,4	447,2	9,9	11,6	21,5	14,1	120,2	291,4	425,7	0,2
Décembre	23,7	149,1	309,4	482,2	12,8	20,4	33,2	10,9	128,7	309,4	449,0	0,1
1976 Mars	26,3	156,4	320,3	503,0	11,9	34,5	46,4	14,4	121,9	320,3	456,6	0,1
Juin	27,3	160,1	339,8	527,2	10,9	26,1	37,0	16,4	134,0	339,8	490,2	0,3
Septembre	29,5	161,8	357,7	549,0	12,5	26,2	38,7	17,0	135,6	357,7	510,3	0,1
Décembre	24,4	171,1	371,7	567,2	12,5	35,0	47,5	11,9	136,1	371,7	519,7	0,1
1977 Mars	25,0	171,9	379,2	576,1	8,5	25,1	33,6	16,5	146,8	379,2	542,5	0,1
Juin	24,6	177,2	405,1	606,9	8,5	29,5	38,0	16,1	147,7	405,1	568,9	0,1
Septembre	24,4	169,5	424,0	617,9	12,1	27,7	39,8	12,3	141,8	424,0	578,1	0,1

B. Crédits à l'étranger

1968	20,2	14,3	13,9	48,4	13,8	6,6	20,4	6,4	7,7	13,9	28,0	0,1
1969	19,1	15,8	18,1	53,0	12,7	7,9	20,6	6,4	7,9	18,1	32,4	...
1970	23,0	20,0	43,1	86,1	10,4	8,6	19,0	12,6	11,4	43,1	67,1	0,3
1971	24,8	22,4	58,3	105,5	10,9	8,8	19,7	13,9	13,6	58,3	85,8	0,5
1972 ³	25,3	28,8	61,0	115,1	13,5	13,1	26,6	11,8	15,7	61,0	88,5	2,9
1973	26,9	31,3	76,7	134,9	15,8	12,1	27,9	11,1	19,2	76,7	107,0	1,8
1974	32,6	37,4	103,7	173,7	15,3	14,0	29,3	17,3	23,4	103,7	144,4	0,2
1975 Juin	31,5	36,8	132,8	201,1	10,8	10,7	21,5	20,7	26,1	132,8	179,6	0,3
Septembre	31,1	38,3	146,9	216,3	11,5	12,3	23,8	19,6	26,0	146,9	192,5	0,7
Décembre	32,6	43,2	149,6	225,4	15,1	15,1	30,2	17,5	28,1	149,6	195,2	0,7
1976 Mars	34,5	45,2	154,1	233,8	18,8	18,4	37,2	15,7	26,8	154,1	196,6	0,8
Juin	29,7	47,7	156,6	234,0	14,1	19,4	33,5	15,6	28,3	156,6	200,5	0,6
Septembre	31,7	51,5	157,3	240,5	14,0	20,5	34,5	17,7	31,0	157,3	206,0	0,5
Décembre	30,5	56,9	159,4	246,8	13,6	20,7	34,3	16,9	36,2	159,4	212,5	0,1
1977 Mars	29,1	56,7	169,0	254,8	7,7	20,9	28,6	21,4	35,8	169,0	226,2	0,2
Juin	31,2	62,1	183,1	276,4	11,9	23,8	35,7	19,3	38,3	183,1	240,7	1,8
Septembre	28,8	60,4	184,0	273,2	12,4	30,8	43,2	16,4	29,6	184,0	230,0	1,2

C. Total

1968	32,1	98,8	111,9	242,8	21,5	24,1	45,6	10,6	74,7	111,9	197,2	0,1
1969 (Anc. série)	29,3	111,1	117,5	257,9	19,0	21,1	40,1	10,3	90,0	117,5	217,8	0,1
1969 (Nouv. série) ⁴	29,3	111,1	116,6	257,0	19,0	21,1	40,1	10,3	90,0	116,6	216,9	0,1
1970	37,2	121,0	156,8	315,0	18,3	18,1	36,4	18,9	102,9	156,8	278,6	0,5
1971	45,5	124,9	198,2	368,6	23,0	17,8	40,8	22,5	107,1	198,2	327,8	0,6
1972 ³	48,3	148,5	233,3	430,1	27,4	26,8	54,2	20,9	121,7	233,3	375,9	3,0
1973	45,9	163,8	296,0	505,7	28,9	28,7	57,6	17,0	135,1	296,0	448,1	1,9
1974	52,2	180,0	356,0	588,2	27,0	40,6	67,6	25,2	139,4	356,0	520,6	0,5
1975 Juin	53,9	173,3	408,7	635,9	16,8	24,3	41,1	37,1	149,0	408,7	594,8	0,3
Septembre	55,1	170,1	438,3	663,5	21,4	23,9	45,3	33,7	146,2	438,3	618,2	0,9
Décembre	56,3	192,3	459,0	707,6	27,9	35,5	63,4	28,4	156,8	459,0	644,2	0,8
1976 Mars	60,8	201,6	474,4	736,8	30,7	52,9	83,6	30,1	148,7	474,4	653,2	0,9
Juin	57,0	207,8	496,4	761,2	25,0	45,5	70,5	32,0	162,3	496,4	690,7	0,9
Septembre	61,2	213,3	515,0	789,5	26,5	46,7	73,2	34,7	166,6	515,0	716,3	0,6
Décembre	54,9	228,0	531,1	814,0	26,1	55,7	81,8	28,8	172,3	531,1	732,2	0,2
1977 Mars	54,1	228,6	548,2	830,9	16,2	46,0	62,2	37,9	182,6	548,2	768,7	0,3
Juin	55,8	239,3	588,2	883,3	20,4	53,3	73,7	35,4	186,0	588,2	809,6	1,9
Septembre	53,2	229,9	608,0	891,1	24,5	58,5	83,0	28,7	171,4	608,0	808,1	1,3

¹ Ces crédits sont localisés essentiellement à la B.N.B., à l'I.R.G., auprès d'autres intermédiaires financiers belges et à l'étranger.

² Il s'agit d'effets commerciaux.

³ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

⁴ Nouvelle série (cf. *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LII^e année, tome I, no 1, janvier 1976).

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, vol. II, no 3, septembre 1967, p. 241.

**XIII - 8. — CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER
ET LOGES A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE**

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par la B.N.B. (crédits directs)			Effets réescomptés			Total général				Pour mémoire : Autres crédits logés à la B.N.B. 2
	Effets commerciaux (1)	Avances (2)	Total (3) = (1)+(2)	Acceptations bancaires (4)	Effets commerciaux (5)	Total (6) = (4)+(5)	Acceptations bancaires (7)	Effets commerciaux (8)	Avances (9)	Total (10) = (7)+(8)+(9)		(11)
A. Crédits aux entreprises et particuliers											
1968	1,9	...	1,9	1,9	7,5	9,4	1,9	9,4	...	11,3	0,6
1969	2,5	...	2,5	1,9	4,1	6,0	1,9	6,6	...	8,5	0,4
1970	2,1	0,2	2,3	1,4	1,1	2,5	1,4	3,2	0,2	4,8	...
1971	2,9	0,3	3,2	4,6	1,8	6,4	4,6	4,7	0,3	9,6	...
1972 ¹	3,3	0,1	3,4	6,3	6,7	13,0	6,3	10,0	0,1	16,4	0,7
1973	3,2	0,4	3,6	7,9	11,5	19,4	7,9	14,7	0,4	23,0	0,5
1974	2,5	0,5	3,0	5,2	11,0	16,2	5,2	13,5	0,5	19,2	1,4
1975	1,4	...	1,4	0,1	2,0	2,1	0,1	3,4	...	3,5	...
Septembre	0,5	...	0,5	0,9	1,1	2,0	0,9	1,6	...	2,5	...
Décembre	1,3	0,4	1,7	...	8,7	8,7	...	10,0	0,4	10,4	0,3
1976	1,2	...	1,2	5,9	19,8	25,7	5,9	21,0	...	26,9	2,8
Juin	0,8	...	0,8	5,1	16,7	21,8	5,1	17,5	...	22,6	2,3
Septembre	0,4	0,3	0,7	7,4	20,7	28,1	7,4	21,1	0,3	28,8	3,0
Décembre	0,9	0,4	1,3	5,4	22,8	28,2	5,4	23,7	0,4	29,5	2,4
1977	0,9	...	0,9	1,2	9,5	10,7	1,2	10,4	...	11,6	1,0
Juin	0,5	0,3	0,8	3,4	18,3	21,7	3,4	18,8	0,3	22,5	0,5
Septembre	0,2	...	0,2	4,1	18,8	22,9	4,1	19,0	...	23,1	1,9
B. Crédits à l'étranger											
1968	0,1	...	0,1	11,3	2,8	14,1	11,3	2,9	...	14,2	...
1969	0,1	...	0,1	8,5	1,2	9,7	8,5	1,3	...	9,8	...
1970	0,2	...	0,2	1,3	0,3	1,6	1,3	0,5	...	1,8	...
1971	0,2	...	0,2	4,7	0,9	5,6	4,7	1,1	...	5,8	...
1972 ¹	...	...	...	11,6	4,9	16,5	11,6	4,9	...	16,5	...
1973	...	...	...	12,7	4,2	16,9	12,7	4,2	...	16,9	...
1974	...	...	...	9,5	2,5	12,0	9,5	2,5	...	12,0	...
1975	...	...	...	0,5	0,2	0,7	0,5	0,2	...	0,7	...
Septembre	...	...	...	1,1	0,1	1,2	1,1	0,1	...	1,2	...
Décembre	...	...	...	9,8	2,0	11,8	9,8	2,0	...	11,8	...
1976	...	...	...	11,9	5,9	17,8	11,9	5,9	...	17,8	...
Juin	...	...	...	9,2	5,7	14,9	9,2	5,7	...	14,9	...
Septembre	...	...	...	10,0	5,0	15,0	10,0	5,0	...	15,0	...
Décembre	...	...	...	8,8	4,9	13,7	8,8	4,9	...	13,7	...
1977	...	...	...	3,4	2,6	6,0	3,4	2,6	...	6,0	...
Juin	...	...	...	6,6	5,4	12,0	6,6	5,4	...	12,0	...
Septembre	...	...	...	7,3	6,6	13,9	7,3	6,6	...	13,9	...
C. Total											
1968	2,0	...	2,0	13,2	10,3	23,5	13,2	12,3	...	25,5	0,6
1969	2,6	...	2,6	10,4	5,3	15,7	10,4	7,9	...	18,3	0,4
1970	2,3	0,2	2,5	2,7	1,4	4,1	2,7	3,7	0,2	6,6	...
1971	3,1	0,3	3,4	9,3	2,7	12,0	9,3	5,8	0,3	15,4	...
1972 ¹	3,3	0,1	3,4	17,9	11,6	29,5	17,9	14,9	0,1	32,9	0,7
1973	3,2	0,4	3,6	20,6	15,7	36,3	20,6	18,9	0,4	39,9	0,5
1974	2,5	0,5	3,0	14,7	13,5	28,2	14,7	16,0	0,5	31,2	1,4
1975	1,4	...	1,4	0,6	2,2	2,8	0,6	3,6	...	4,2	...
Septembre	0,5	...	0,5	2,0	1,2	3,2	2,0	1,7	...	3,7	...
Décembre	1,3	0,4	1,7	9,8	10,7	20,5	9,8	12,0	0,4	22,2	0,3
1976	1,2	...	1,2	17,8	25,7	43,5	17,8	26,9	...	44,7	2,8
Juin	0,8	...	0,8	14,3	22,4	36,7	14,3	23,2	...	37,5	2,3
Septembre	0,4	0,3	0,7	17,4	25,7	43,1	17,4	26,1	0,3	43,8	3,0
Décembre	0,9	0,4	1,3	14,2	27,7	41,9	14,2	28,6	0,4	43,2	2,4
1977	0,9	...	0,9	4,6	12,1	16,7	4,6	13,0	...	17,6	1,0
Juin	0,5	0,3	0,8	10,0	23,7	33,7	10,0	24,2	0,3	34,5	0,5
Septembre	0,2	...	0,2	11,4	25,4	36,8	11,4	25,6	...	37,0	1,9

¹ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

² Il s'agit d'effets commerciaux.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, vol. II, no 3, septembre 1967, p. 241 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LII^e année, tome I, no 1, janvier 1976.

XIII - 9. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires				Crédits logés en dehors des organismes principalement monétaires			Crédits logés dans les organismes principalement monétaires 1				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les organismes principalement monétaires 2 (12)
	Acceptations bancaires (1)	Effets commerciaux (2)	Avances (3)	Total (4) = (1) + (3) = (7) + (11)	Acceptations bancaires (5)	Effets commerciaux (6)	Total (7) = (5) + (6)	Acceptations bancaires (8)	Effets commerciaux (9)	Avances (10)	Total (11) = (8) + (10)	

A. Crédits aux entreprises et particuliers

1968	11,9	86,4	98,0	196,3	5,8	8,6	14,4	6,1	77,8	98,0	181,9	0,6
1969 (Anc. série) ...	10,2	97,8	99,4	207,4	2,9	7,8	10,7	7,3	90,0	99,4	196,7	0,5
1969 (Nouv. série) 4	10,2	97,8	98,5	206,5	2,9	8,2	11,1	7,3	89,6	98,5	195,4	0,5
1970	14,2	103,2	113,8	231,2	5,5	7,9	13,4	8,7	95,3	113,8	217,8	0,2
1971	20,7	105,4	140,2	266,3	7,5	7,0	14,5	13,2	98,4	140,2	251,8	0,1
1972 3	23,0	123,0	172,4	318,4	7,4	6,8	14,2	15,6	116,2	172,4	304,2	0,8
1973	19,0	135,7	219,7	374,4	5,2	5,0	10,2	13,8	130,7	219,7	364,2	0,6
1974	19,6	145,1	252,8	417,5	5,8	13,7	19,5	13,8	131,4	252,8	398,0	1,7
1975 Juin	22,4	137,9	275,9	436,2	5,9	11,4	17,3	16,5	126,5	275,9	418,9	...
Septembre ...	24,0	132,3	291,5	447,8	8,1	7,5	15,6	15,9	124,8	291,5	432,2	0,2
Décembre ...	23,7	150,3	309,9	483,9	9,8	8,2	18,0	13,9	142,1	309,9	465,9	0,4
1976 Mars	26,3	157,7	320,3	504,3	6,0	14,2	20,2	20,3	143,5	320,3	484,1	2,9
Juin	27,3	160,9	339,7	527,9	5,8	9,3	15,1	21,5	151,6	339,7	512,8	2,6
Septembre ...	29,5	162,3	358,0	549,8	4,8	4,6	9,4	24,7	157,7	358,0	540,4	3,1
Décembre ...	24,4	171,9	372,1	568,4	5,7	10,4	16,1	18,7	161,5	372,1	552,3	2,5
1977 Mars	25,0	172,7	379,2	576,9	5,8	13,9	19,7	19,2	158,8	379,2	557,2	1,1
Juin	24,6	177,7	405,4	607,7	5,1	11,2	16,3	19,5	166,5	405,4	591,4	0,6
Septembre ...	24,4	169,7	424,0	618,1	6,2	7,7	13,9	18,2	162,0	424,0	604,2	2,0

B. Crédits à l'étranger

1968	20,2	14,4	13,9	48,5	2,4	3,8	6,2	17,8	10,6	13,9	42,3	0,1
1969	19,1	15,9	18,1	53,1	3,1	5,9	9,0	16,0	10,0	18,1	44,1	...
1970	23,0	20,2	43,1	86,3	6,3	7,6	13,9	16,7	12,6	43,1	72,4	0,3
1971	24,8	22,6	58,3	105,7	3,8	7,0	10,8	21,0	15,6	58,3	94,9	0,5
1972 3	25,3	28,8	61,0	115,1	1,9	8,2	10,1	23,4	20,6	61,0	105,0	2,9
1973	26,9	31,3	76,7	134,9	3,1	7,9	11,0	23,8	23,4	76,7	123,9	1,8
1974	32,6	37,4	103,7	173,7	5,5	11,4	16,9	27,1	26,0	103,7	156,8	0,2
1975 Juin	31,5	36,8	132,8	201,1	10,3	10,4	20,7	21,2	26,4	132,8	180,4	0,3
Septembre ...	31,1	38,3	146,9	216,3	9,1	11,6	20,7	22,0	26,7	146,9	195,6	0,7
Décembre ...	32,6	43,2	149,6	225,4	4,7	12,9	17,6	27,9	30,3	149,6	207,8	0,7
1976 Mars	34,5	45,2	154,1	233,8	6,9	12,5	19,4	27,6	32,7	154,1	214,4	0,8
Juin	29,7	47,7	156,6	234,0	4,9	13,7	18,6	24,8	34,0	156,6	215,4	0,6
Septembre ...	31,7	51,5	157,3	240,5	4,0	15,5	19,5	27,7	36,0	157,3	221,0	0,5
Décembre ...	30,5	56,9	159,4	246,8	4,5	15,7	20,2	26,0	41,2	159,4	226,6	0,1
1977 Mars	29,1	56,7	169,0	254,8	4,0	17,1	21,1	25,1	39,6	169,0	233,7	0,2
Juin	31,2	62,1	183,1	276,4	5,3	18,4	23,7	25,9	43,7	183,1	252,7	1,8
Septembre ...	28,8	60,4	184,0	273,2	4,7	24,2	28,9	24,1	36,2	184,0	244,3	1,2

C. Total

1968	32,1	100,8	111,9	244,8	8,2	12,4	20,6	23,9	88,4	111,9	224,2	0,7
1969 (Anc. série) ...	29,3	113,7	117,5	260,5	6,0	13,7	19,7	23,3	100,0	117,5	240,8	0,5
1969 (Nouv. série) 4	29,3	113,7	116,6	259,6	6,0	14,1	20,1	23,3	99,6	116,6	239,5	0,5
1970	37,2	123,4	156,9	317,5	11,8	15,5	27,3	25,4	107,9	156,9	290,2	0,5
1971	45,5	128,0	198,5	372,0	11,3	14,0	25,3	34,2	114,0	198,5	346,7	0,6
1972 3	48,3	151,8	233,4	433,5	9,3	15,0	24,3	39,0	136,8	233,4	409,2	3,7
1973	45,9	167,0	296,4	509,3	8,3	12,9	21,2	37,6	154,1	296,4	488,1	2,4
1974	52,2	182,5	356,5	591,2	11,3	25,1	36,4	40,9	157,4	356,5	554,8	1,9
1975 Juin	53,9	174,7	408,7	637,3	16,2	21,8	38,0	37,7	152,9	408,7	599,3	0,3
Septembre ...	55,1	170,6	438,4	664,1	17,2	19,1	36,3	37,9	151,5	438,4	627,8	0,9
Décembre ...	56,3	193,5	459,5	709,3	14,5	21,1	35,6	41,8	172,4	459,5	673,7	1,1
1976 Mars	60,8	202,9	474,4	738,1	12,9	26,7	39,6	47,9	176,2	474,4	698,5	3,7
Juin	57,0	208,6	496,3	761,9	10,7	23,0	33,7	46,3	185,6	496,3	728,2	3,2
Septembre ...	61,2	213,8	515,3	790,3	8,8	20,1	28,9	52,4	193,7	515,3	761,4	3,6
Décembre ...	54,9	228,8	531,5	815,2	10,2	26,1	36,3	44,7	202,7	531,5	778,9	2,6
1977 Mars	54,1	229,4	548,2	831,7	9,8	31,0	40,8	44,3	198,4	548,2	790,9	1,3
Juin	55,8	239,8	588,5	884,1	10,4	29,6	40,0	45,4	210,2	588,5	844,1	2,4
Septembre ...	53,2	230,1	608,0	891,3	10,9	31,9	42,8	42,3	198,2	608,0	848,5	3,2

1 Crédits logés à la B.N.B., dans les banques de dépôts et dans les organismes publics monétaires (y compris les crédits que l'I.R.G. finance par un recours aux organismes principalement monétaires).

2 Il s'agit d'effets commerciaux.

3 Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

4 Nouvelle série (cf. *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LIIe année, tome I, n° 1, janvier 1976).

N.B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLIIe année, vol. II, n° 3, septembre 1967, p. 241.

XIII - 10. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Rubriques	1969 31 décembre	1970 31 décembre	1971 31 décembre	1972 31 décembre	1973 31 décembre	1974 31 décembre	1975 31 décembre	1976 31 décembre	1977 31 décembre
ACTIF									
Encaisse en or	75,9	73,5	77,2	75,4	71,8	71,8	71,8	71,8	72,3
Fonds Monétaire International :									
Participation	7,8	19,6	30,0	25,9	24,0	24,9	26,3	29,9	26,7
Prêts .....	...	...	...	...	...	...	...	...	1,5
Droits de tirage spéciaux .....	...	10,2	20,3	26,1	30,5	28,4	30,0	19,3	19,8
<i>Total des éléments de couverture</i> ¹ ...	83,7	103,3	127,5	127,4	126,3	125,1	128,1	121,0	120,3
Monnaies étrangères	35,6	39,0	35,0	52,4	75,9	88,6	107,2	84,0	101,2
Monnaies étrangères et or à recevoir ...	17,5	10,7	0,3	...	...	...	...	...	...
Accords internationaux .....	...	0,1	...	...	...	...	...	0,2	0,4
Avance au F.M.I.	—	—	—	—	—	—	2,4	9,7	9,7
Fonds Européen de Coopération Monétaire									
C.E.E. : Concours financier à moyen terme	—	—	—	—	3,5	...	...	...	...
Débiteurs pour change et or, à terme ...	34,0	37,8	34,8	20,6	28,8	13,5	11,9	...	...
Effets de commerce	18,6	6,5	15,1	38,4	40,1	32,2	22,2	45,3	59,7
Avances sur nantissement :									
Organismes régis par une loi spéciale .	0,1	0,2	0,3	2,6	0,3	0,4	3,4	4,1	7,8
Banques .....	...	...	...	0,9	2,1	0,2	...	0,1	0,1
Entreprises et particuliers .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Effets publics :									
Effets publics belges	15,6	13,3	4,9	1,1	0,4	5,1	3,2	20,6	37,0
Effets publics luxembourgeois .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Concours spécial au Fonds des Rentes ...	—	—	—	—	—	—	—	—	2,8
Monnaies divisionnaires et d'appoint	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux :									
Compte A .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Compte B .....	...	...	...	...	...	...	...	2,5	2,4
Créance consolidée sur l'Etat	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
Bons du Trésor spéciaux	—	—	—	—	2,8	0,9	0,8	0,6	0,4
Ajustement provisoire résultant de la loi du 3 juillet 1972	—	—	—	—	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4
Valeurs à recevoir	0,9	1,2	0,4	0,6	1,1	1,7	1,0	0,9	2,2
Fonds publics	3,6	3,7	3,8	4,1	4,3	4,8	5,3	5,5	6,1
Immeubles, matériel et mobilier	2,1	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel	2,9	3,1	3,5	4,0	4,5	5,5	6,5	7,8	9,1
Comptes transitoires	0,8	0,8	0,6	0,8	0,9	1,1	1,3	0,8	1,2
	249,7	256,2	262,7	284,4	330,9	325,6	340,8	349,7	406,9
PASSIF									
Billets en circulation	183,0	188,2	201,8	222,6	238,5	256,1	288,4	307,2	335,4
Comptes courants et divers :									
Trésor public { compte ordinaire .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
{ taxe exceptionnelle .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
{ de conjoncture .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Organismes régis par une loi spéciale .	0,3	0,3	0,4	0,5	0,3	0,1	0,2	0,3	0,2
Banques en Belgique	1,0	1,2	1,0	1,1	0,6	0,9	0,7	0,6	0,5
Entreprises et particuliers	0,2	0,3	0,3	0,3	0,4	0,7	0,8	0,9	0,8
Banques à l'étranger, comptes ordin. .	0,4	0,5	0,7	0,6	0,6	0,4	0,4	0,6	0,9
Valeurs à payer	3,1	2,6	1,5	1,6	2,4	3,7	2,3	2,1	2,0
Accords internationaux	0,4	0,7	3,1	1,4	2,0	2,6	3,2	...	...
Accord d'aide financière .....	...	...	...	...	...	...	...	2,5	2,4
Autres accords .....	...	...	...	...	...	...	...	0,4	0,4
<i>Total des engagements à vue</i> ...	188,4	193,7	208,8	228,1	244,8	264,5	296,0	314,6	342,6
Fonds Monétaire International :									
Droits de tirage spéciaux, allocation cumulative nette	—	3,5	7,0	10,5	10,2	10,2	10,2	10,2	10,2
Fonds Européen de Coopération Monétaire									
Réserve monétaire ² :									
Belgique	—	—	—	11,8	33,6	20,7	—	—	—
Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	0,9	0,3	—	—	—
Monnaies étrangères et or à livrer	51,8	48,7	35,8	21,1	26,5	11,1	12,1	...	...
Caisse de Pensions du Personnel	2,9	3,1	3,5	4,0	4,5	5,4	6,5	7,7	9,1
Comptes transitoires	2,6	2,9	3,0	3,8	5,0	7,0	9,9	10,5	14,5
Capital	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Fonds de Réserve :									
Réserve statutaire	0,8	0,9	0,9	1,0	1,0	1,1	1,1	1,3	1,2
Réserve extraordinaire	0,5	0,5	0,8	0,9	1,3	1,7	1,9	2,3	2,7
Compte d'amortissement des immeubles, matériel et mobilier	1,9	2,0	2,0	2,0	2,1	2,1	2,1	2,1	2,1
Bénéfice net à répartir	0,4	0,5	0,5	0,5	0,6	0,6	0,6	0,3	0,7
	249,7	256,2	262,7	284,4	330,9	325,9	340,8	349,7	406,9

N. B. — Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

¹ Les éléments de couverture des engagements à vue de la B.N.B. sont définis par l'article 4 de la loi du 9 juin 1969, modifiant l'article 7 alinéa 2 de la loi organique de la B.N.B. et par l'article 30 des statuts

de la B.N.B., modifié par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la B.N.B. du 5 septembre 1969. Cette modification a été approuvée par l'arrêté royal du 22 septembre 1969, publiée au *Moniteur belge* du 7 octobre 1969. Avant cette dernière date, seule l'encaisse en or était admise comme élément de couverture.

² Jusqu'au 31 décembre 1971 : Banques belges, réserve monétaire.

XIII - 10. — SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Rubriques	1976 8 novembre	1977 7 novembre	1976 6 décembre	1977 5 décembre	1977 10 janvier	1978 9 janvier	1977 7 février	1978 6 février
ACTIF								
Encaisse en or	71,8	72,1	71,8	72,1	72,1	72,3	72,1	72,3
Fonds Monétaire International :								
Participation	30,3	27,7	30,3	27,2	29,6	26,7	29,8	26,7
Prêts .....	...	1,4	...	1,5	0,8	1,5	0,8	1,5
Droits de tirage spéciaux	19,9	19,8	19,4	19,8	19,3	19,8	19,3	19,8
<i>Total des éléments de couverture</i> ¹ ...	122,0	121,0	121,5	120,6	121,8	120,3	122,0	120,3
Monnaies étrangères	64,1	105,8	72,9	100,0	82,4	101,2	88,0	103,0
Monnaies étrangères et or à recevoir .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Accords internationaux	0,2	0,5	0,1	0,7	...	0,5	0,2	0,2
Avance au F.M.I.	9,7	9,7	9,7	9,7	9,7	9,7	9,7	9,7
Fonds Européen de Coopération Monétaire	...	...	...	...	...	...	...	...
C.E.E. : Concours financier à moyen terme	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5
Débiteurs pour change et or, à terme ...	1,6	...	...	...	...	...	...	...
Effets de commerce	52,3	42,4	43,7	45,3	36,8	56,4	27,4	46,7
Avances sur nantissement	9,9	12,3	9,3	0,1	6,2	9,5	10,0	0,4
Effets publics :								
Effets publics belges	20,6	12,1	20,6	37,0	20,6	36,5	18,7	37,0
Effets publics luxembourgeois .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Concours spécial au Fonds des Rentes ...	—	...	—	...	—	...	—	2,7
Monnaies divisionnaires et d'appoint	0,5	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4	0,5	0,5
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...	2,4	2,7	2,5	2,6	2,5	2,4	2,3	2,5
Créance consolidée sur l'Etat	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
Bons du Trésor spéciaux	0,8	0,6	0,8	0,6	0,8	0,6	0,6	0,4
Ajustement provisoire résultant de la loi du 3 juillet 1972	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5
Fonds publics	5,5	6,1	5,5	6,1	5,5	6,1	6,1	6,5
Immeubles, matériel et mobilier	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2
Valeurs de la Caisse de Pensions du Per- sonnel	7,1	8,5	7,1	8,5	7,5	8,9	8,3	9,7
Divers	4,8	4,9	4,7	12,1	9,2	7,3	1,7	3,0
Compte d'ordre :	347,7	373,3	345,1	389,9	349,6	406,0	341,7	388,8
Office des Chèques Postaux : Avoirs pour compte des Ministres de l'Education na- tionale (loi du 11-7-1973 - législation de l'enseignement)	13,4	14,5	18,2	14,8	17,4	19,9	16,7	19,2
PASSIF								
Billets en circulation	298,4	324,1	300,2	327,6	304,9	332,4	300,0	329,0
Comptes courants :								
Trésor public { compte ordinaire ....	...	...	...	...	...	...	...	...
{ taxe exceptionnelle	...	...	...	...	...	...	...	...
{ de conjoncture ....	...	...	...	...	...	...	...	...
Banques à l'étranger, comptes ord. ...	0,4	0,8	0,3	0,9	0,4	0,8	0,4	0,8
Comptes courants divers et valeurs à payer	4,1	1,5	2,2	2,4	1,4	2,2	2,9	2,6
Accords internationaux	2,9	3,0	2,9	2,8	2,8	2,8	2,6	2,8
<i>Total des engagements à vue</i> ...	305,8	329,4	305,6	333,7	309,5	338,2	305,9	335,2
Fonds Monétaire International :								
Droits de tirage spéciaux, allocation cumulative nette	10,2	10,2	10,2	10,2	10,2	10,2	10,2	10,2
Fonds Européen de Coopération Monétaire	2,1	...	...	11,9	...	22,6	...	11,6
Réserve monétaire :								
Belgique .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Grand-Duché de Luxembourg .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Monnaies étrangères et or à livrer	1,8	...	...	...	0,1	...	...	...
Caisse de Pensions du Personnel	7,1	8,5	7,1	8,5	7,5	8,9	8,3	9,7
Divers	15,2	19,2	16,7	19,5	16,8	20,0	11,2	15,6
Capital	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Réserves et comptes d'amortissement	5,1	5,7	5,1	5,7	5,1	5,7	5,7	6,1
Compte d'ordre :	347,7	373,3	345,1	389,9	349,6	406,0	341,7	388,8
Ministres de l'Education Nationale : Avoirs pour leur compte à l'Office des Chèques Postaux loi du 11-7-1973 - législation de l'enseignement)	13,4	14,5	18,2	14,8	17,4	19,9	16,7	19,2

N. B. — Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

¹ Les éléments de couverture des engagements à vue de la B.N.B. sont définis par l'article 4 de la loi du 9 juin 1969, modifiant l'article 7

alinéa 2 de la loi organique de la B.N.B. et par l'article 80 des statuts de la B.N.B., modifié par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la B.N.B. du 5 septembre 1969. Cette modification a été approuvée par l'arrêté royal du 22 septembre 1969, publié au *Moniteur belge* du 7 octobre 1969.

XIII - 11. — COMPTES DE CHEQUES POSTAUX

Source : O.C.P.

	Milliers de comptes (fin de période)	Avoir global 1 (moyennes journalières) 3	Avoirs des particuliers 2 (moyennes journalières) 3	Crédit		Débit		Mouvement général	Pourcentages des opérations effectuées sans emploi d'espèces
				Versements et divers	Virements	Chèques et divers	Virements		
				(moyennes mensuelles ou mois)						(milliards de francs)
1970	1.031	72,5	47,8	127,2	252,1	126,4	252,1	757,8	94
1971	1.060	79,8	51,4	147,3	288,6	147,3	288,6	871,9	95
1972	1.080	90,0	56,5	169,8	287,1	168,6	287,1	912,4	94
1973	1.092	100,7	60,2	192,9	319,7	192,0	319,7	1.024,4	94
1974	1.101	122,2	62,3	220,1	387,7	217,6	387,7	1.213,1	95
1975	1.116	139,1	65,9	249,5	450,1	248,9	450,1	1.398,7	95
1976	1.112	157,7	72,5	276,9	502,1	276,5	502,1	1.557,5	95
1977	1.110	202,7	78,9	305,5	564,3	304,2	564,3	1.738,4	95
1975 4 ^e trimestre	1.116	145,3	66,4	266,8	473,3	259,2	473,3	1.472,6	96
1976 1 ^{er} trimestre	1.113	148,4	68,6	262,1	503,7	265,5	503,7	1.532,9	96
2 ^e trimestre	1.110	162,6	74,3	287,4	500,5	284,4	500,5	1.572,8	95
3 ^e trimestre	1.114	151,9	74,2	265,8	478,5	267,8	478,5	1.490,6	95
4 ^e trimestre	1.112	167,8	73,1	292,5	526,3	288,6	526,3	1.633,7	96
1977 1 ^{er} trimestre	1.110	197,8	77,9	294,0	568,1	278,3	568,1	1.708,7	96
2 ^e trimestre	1.108	219,5	79,9	318,1	574,6	322,8	574,6	1.790,1	94
3 ^e trimestre	1.110	191,2	78,1	292,0	527,3	302,7	527,3	1.649,4	95
4 ^e trimestre	1.112	202,4	79,5	318,0	587,2	312,9	587,2	1.805,3	96
1976 Décembre	1.112	172,4	73,0	314,3	560,1	312,0	560,1	1.746,5	95
1977 Janvier	1.112	158,9	74,7	296,1	550,1	229,4	550,1	1.625,8	96
Février	1.110	221,0	80,7	293,1	571,0	305,3	571,0	1.740,4	96
Mars	1.110	213,6	78,6	292,8	583,5	300,3	583,5	1.760,0	96
Avril	1.109	218,5	78,8	315,5	579,8	291,7	579,8	1.766,8	94
Mai	1.109	224,8	80,7	314,8	574,5	338,5	574,5	1.802,3	92
Juin	1.108	214,9	80,1	324,0	569,6	338,1	569,6	1.801,3	95
Juillet	1.108	205,7	79,1	315,3	543,9	316,3	543,9	1.719,4	95
Août	1.110	189,2	77,3	272,3	510,6	285,8	510,6	1.579,4	95
Septembre	1.112	178,6	78,0	288,5	527,4	306,1	527,4	1.649,3	95
Octobre	1.112	192,3	79,5	335,0	612,9	278,5	612,9	1.839,3	96
Novembre	1.113	214,7	78,3	286,5	543,0	322,2	543,0	1.694,7	96
Décembre	1.112	200,2	80,7	332,6	605,6	338,0	605,6	1.881,8	96

¹ Y compris l'avoir des particuliers et celui des comptables de l'Etat.

² Les chiffres des avoirs des particuliers à fin de période sont publiés à la situation de la dette publique (cf. tableau XVI-8).

³ Moyenne des avoirs à la fin de chaque jour, ouvrable ou non, du mois. Quand il s'agit d'un jour non ouvrable, l'avoir repris est celui du jour ouvrable précédent.

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES ¹

(milliards de francs)

Actif

Rubriques	1973	1974	1975	1976	1976	1977	1976	1977
	31 décembre	31 décembre	31 décembre	31 décembre	30 novembre	30 novembre	31 décembre	31 décembre
Caisse, Banque Nationale, Chèques Postaux, C.N.C.P. .	31,3	25,5	10,6	11,0	10,0	10,2	11,0	11,7
Prêts au jour le jour	11,4	26,9	21,5	27,2	29,6	38,4	27,2	32,4
Banquiers	341,4	336,0	393,9	473,3	451,4	578,6	473,3	592,9
Maison-mère, succursales et filiales	71,8	143,4	162,1	161,5	165,4	197,8	161,5	197,3
Autres valeurs à recevoir à court terme	23,4	26,7	29,3	31,5	33,6	36,2	31,5	36,0
Portefeuille-effets	158,9	183,1	209,5	250,8	249,4	221,1	250,8	216,7
a) Effets publics	21,0	32,0	40,0	65,3	62,4	29,7	65,3	20,8
b) Effets commerciaux *	137,9	151,1	169,5	185,5	187,0	191,4	185,5	195,9
Reports et avances sur titres	2,5	1,4	1,8	3,5	3,5	5,6	3,5	5,4
Débiteurs par acceptations	45,9	52,2	56,3	54,9	56,8	59,1	54,9	61,9
Débiteurs divers	296,8	358,0	461,0	533,7	533,4	630,4	533,7	645,5
Valeurs mobilières	343,8	386,0	412,2	433,7	440,3	516,9	433,7	521,7
a) Fonds publics belges	285,8	320,4	356,2	382,1	389,1	465,9	382,1	470,0
b) Autres titres d'emprunt	56,9	64,8	54,8	50,6	60,1	50,0	50,6	50,8
c) Actions et parts de sociétés	0,9	0,6	1,0	0,9	1,0	0,9	0,9	0,8
d) Autres valeurs mobilières	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Valeurs de la réserve légale	1,4	1,5	1,5	1,7	1,7	1,8	1,7	1,8
Participations	11,0	12,6	12,6	12,5	12,7	13,1	12,5	14,3
a) Filiales	4,1	5,0	4,9	4,7	4,8	4,9	4,7	5,4
b) Autres participations	6,9	7,6	7,7	7,8	7,9	8,2	7,8	8,9
Frais de constitution et de premier établissement	0,1	0,2	0,3	0,4	0,4	0,6	0,4	0,6
Immeubles	9,3	11,2	14,0	16,7	16,8	19,9	16,7	19,8
Participations dans les filiales immobilières	0,5	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7
Créances sur les filiales immobilières	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Matériel et mobilier	1,3	1,6	2,1	2,5	2,7	3,0	2,5	2,8
Divers	26,1	49,6	44,1	48,3	43,3	50,3	48,3	54,9
Total de l'actif ...	1.377,0	1.616,7	1.833,6	2.064,0	2.051,8	2.383,8	2.064,0	2.416,5
* La rubrique « Effets commerciaux » ne comprend pas les :								
— effets réescomptés auprès de la B.N.B. et des autres institutions publiques de crédit	31,9	42,9	40,6	60,3	53,2	72,6	60,3	80,3
— effets « en pension » auprès des institutions publiques de crédit	—	2,3	1,6	3,1	2,5	2,0	3,1	2,1

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant principalement leur activité à l'étranger, que les éléments de passif des sièges belges.

Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES ¹

(milliards de francs)

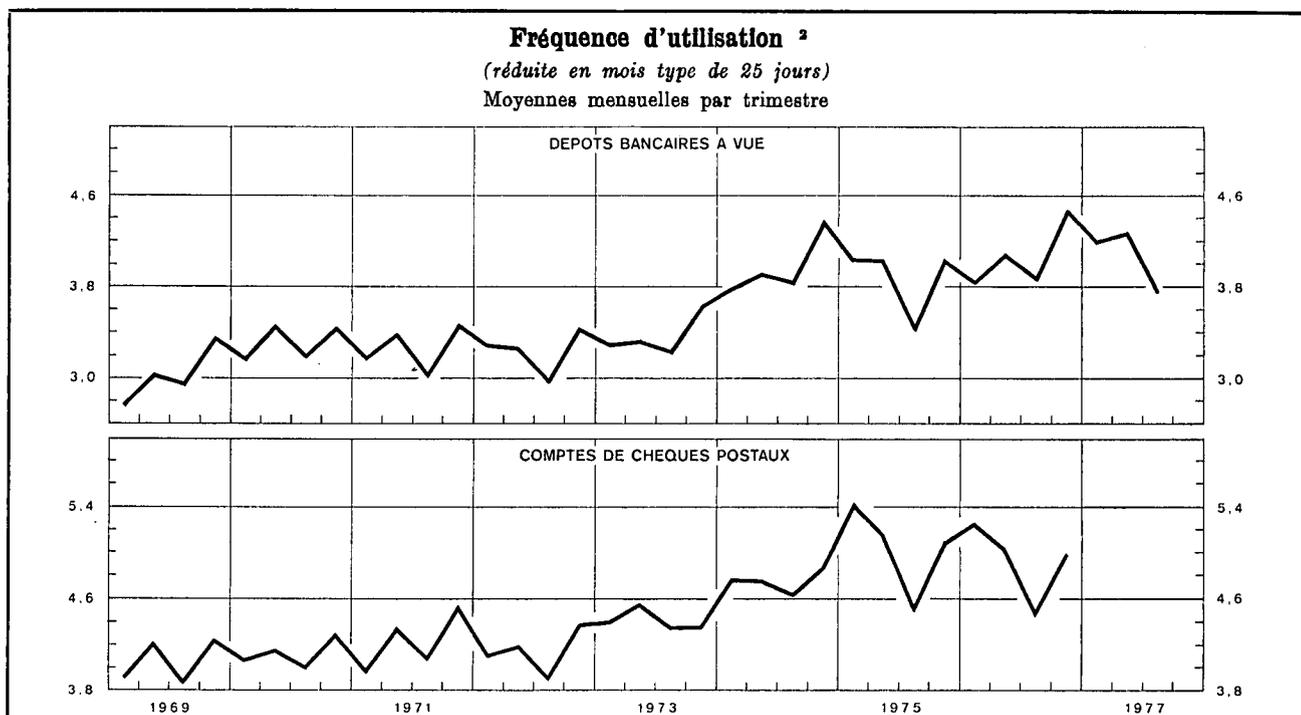
Passif

Rubriques	1973	1974	1975	1976	1976	1977	1976	1977
	31 décembre	31 décembre	31 décembre	31 décembre	30 novembre	30 novembre	31 décembre	31 décembre
Exigible :								
Créanciers couverts par des sûretés réelles	3,9	2,4	2,4	2,9	2,4	1,8	2,9	2,9
a) Créanciers garantis par des privilèges	1,3	1,9	2,1	2,4	1,4	1,5	2,4	2,5
b) Créanciers garantis par des sûretés réelles conventionnelles	2,6	0,5	0,3	0,5	1,0	0,3	0,5	0,4
Emprunts au jour le jour	22,1	43,9	36,7	40,0	37,3	59,0	40,0	38,0
a) Couverts par des sûretés réelles	4,4	8,5	4,7	8,7	3,8	5,8	8,7	7,7
b) Non couverts par des sûretés réelles	17,7	35,4	32,0	31,3	33,5	53,2	31,3	30,3
Banquiers	511,0	599,5	673,0	731,8	727,0	886,7	731,8	910,1
Maison-mère, succursales et filiales	49,5	86,7	99,5	101,7	108,1	139,5	101,7	130,0
Acceptations	45,9	52,2	56,3	54,9	56,8	59,1	54,9	61,9
Autres valeurs à payer à court terme	10,2	9,3	13,8	14,4	19,7	15,9	14,4	20,6
Créditeurs pour effets à l'encaissement	2,5	6,3	2,7	3,0	2,9	3,7	3,0	4,8
Dépôts et comptes courants	605,1	665,8	783,0	916,0	891,7	972,4	916,0	1.004,0
a) A vue	208,0	221,2	268,7	292,1	281,5	318,1	292,1	330,3
b) A un mois au plus	51,4	74,3	77,4	111,0	98,9	110,4	111,0	111,7
c) A plus d'un mois	151,1	169,0	177,0	221,3	230,7	216,6	221,3	220,3
d) A plus d'un an	17,5	13,9	17,7	15,2	15,3	17,3	15,2	17,3
e) A plus de deux ans	17,3	14,9	17,7	18,2	18,2	20,8	18,2	20,7
f) Carnets de dépôts	157,6	170,5	221,8	255,6	244,5	285,6	255,6	300,2
g) Autres dépôts reçus en carnets ou livrets	2,2	2,0	2,7	2,6	2,6	3,6	2,6	3,5
Obligations et bons de caisse	40,2	47,2	54,8	70,3	68,5	98,5	70,3	100,6
Montants à libérer sur titres et participations	1,4	1,7	1,7	1,5	1,6	1,5	1,5	1,5
Divers	37,8	49,9	50,9	63,5	72,1	77,2	63,5	70,6
Total de l'exigible ...	1.329,6	1.564,9	1.774,8	2.000,0	1.988,1	2.315,3	2.000,0	2.345,0
Exigible spécial :								
Passifs subordonnés	3,3	3,6	8,4	9,0	9,0	6,2	9,0	6,5
Non exigible :								
Capital	25,4	27,2	28,1	31,0	30,7	35,5	31,0	37,0
Fonds indisponible par prime d'émission	5,6	5,7	3,2	3,1	3,1	3,5	3,1	4,6
Réserve légale (art. 13, A.R. 185)	1,4	1,5	1,5	1,7	1,7	1,8	1,7	1,8
Réserve disponible	11,1	12,2	12,0	13,3	13,4	15,3	13,3	15,4
Autres réserves ²	—	—	4,8	5,1	5,0	5,1	5,1	5,1
Provisions	0,6	1,6	0,8	0,8	0,8	1,1	0,8	1,1
Total du non exigible ...	44,1	48,2	50,4	55,0	54,7	62,3	55,0	65,0
Total du passif ...	1.377,0	1.616,7	1.833,6	2.064,0	2.051,8	2.383,8	2.064,0	2.416,5

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant principalement leur activité à l'étranger, que les éléments d'actif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

² Nouvelle rubrique. Avant le 31 octobre 1975, les montants repris sous cette rubrique étaient recensés, en partie, sous la rubrique « Fonds indisponible par prime d'émission », et en partie sous la rubrique « Réserve disponible ».

**XIII - 13. — MONTANTS GLOBAUX DES PAIEMENTS
EFFECTUES AU MOYEN DES DEPOTS BANCAIRES A VUE EN FRANCS BELGES
ET DES AVOIRS EN COMPTES DE CHEQUES POSTAUX ¹**



Moyennes mensuelles ou mois	Montants globaux des paiements, réduits en mois type de 25 jours, effectués au moyen des			Fréquence d'utilisation ²		
	dépôts bancaires à vue ³	avoirs à l'O.C.P. ⁴	Total	brute		
				dépôts bancaires à vue ³	dépôts bancaires à vue ³	avoirs à l'O.C.P. ⁴
(milliards de francs)						
1969	280,6	194,9	475,5	3,06	3,03	4,07
1970	325,7	207,3	533,0	3,36	3,33	4,13
1971	375,7	234,4	610,1	3,31	3,28	4,24
1972	435,4	266,4	701,8	3,28	3,25	4,15
1973	522,5	293,3	815,8	3,41	3,38	4,41
1974	646,6	353,5	1.000,1	4,03	3,99	e 4,78
1975	709,6	408,4	1.118,0	3,91	3,88	e 5,05
1976	828,6	449,2	1.277,8	4,13	4,08	4,94
1975 3 ^e trimestre	658,6	370,9	1.029,5	3,44	3,44	4,53
1975 4 ^e trimestre	767,7	416,1	1.183,8	4,12	4,06	5,10
1976 1 ^{er} trimestre	752,1	445,2	1.197,3	3,96	3,85	5,27
1976 2 ^e trimestre	843,1	470,8	1.313,9	4,04	4,09	5,04
1976 3 ^e trimestre	813,7	420,5	1.234,2	3,99	3,88	4,49
1976 4 ^e trimestre	905,5	460,4	1.365,9	4,54	4,48	5,00
1977 1 ^{er} trimestre	896,0	517,4	1.413,4	4,26	4,20	.....
1977 2 ^e trimestre	990,5	554,9	1.545,4	4,23	4,29	.....
1977 3 ^e trimestre	873,6	454,5	1.328,1	3,86	3,76	.....
1976 Novembre	878,5	464,3	1.342,8	4,25	4,42	5,15
1976 Décembre	1.005,2	476,4	1.481,6	5,00	4,80	5,08
1977 Janvier	891,2	508,4	1.399,6	4,18	4,18	.....
1977 Février	887,6	568,9	1.456,5	4,06	4,23	.....
1977 Mars	909,2	474,8	1.384,0	4,54	4,20	.....
1977 Avril	948,4	568,9	1.517,3	4,19	4,19	.....
1977 Mai	1.018,2	591,9	1.610,1	4,12	4,47	.....
1977 Juin	1.004,9	503,9	1.508,8	4,37	4,21	.....
1977 Juillet	873,9	468,4	1.342,3	3,69	3,69	.....
1977 Août	863,1	435,9	1.299,0	3,89	3,74	.....
1977 Septembre	883,6	459,3	1.342,9	4,00	3,85	.....
1977 Octobre	930,4	500,8	1.431,2	4,23	4,07	.....
1977 Novembre	924,4	519,0	1.443,4	3,96	4,12	.....

¹ Approximations données par le total des débits portés en compte (y compris les comptes appartenant à des étrangers ainsi que les débits correspondant à des paiements à l'étranger).

² La fréquence d'utilisation est obtenue en divisant le montant des inscriptions au débit des comptes de dépôts bancaires à vue en francs belges ou des comptes de chèques postaux des particuliers et des comptes extraordinaires de l'Etat par les avoirs moyens de ces comptes au cours de la période envisagée.

³ Les banques participant à l'élaboration de la statistique représentent, mesuré d'après l'importance des dépôts à vue en francs belges de leur clientèle non-bancaire, environ 85 p.c. de l'ensemble des banques.

⁴ Les données brutes ont été rectifiées pour éliminer les virements qui constituent double emploi du fait de l'organisation comptable de l'Etat et qu'il a été possible de recenser.

N. B. — Méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXVe année, vol. II, no 4, octobre 1950, p. 222.

Références bibliographiques : *Rapports annuels de la B.N.B. — Moniteur belge* : Situation globale des banques. — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques économiques belges 1960-1970*. — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XLe année, vol. I, no 1, janvier 1965, p. 21; XLIIe année, vol. I, no 1, janvier 1967, p. 19; vol. II, no 8, septembre 1967, p. 241 — *Rapports annuels de la Commission bancaire*.

XIV. — INTERMEDIAIRES FINANCIERS
AUTRES QUE PRINCIPALEMENT MONETAIRES

4. — PRINCIPAUX ACTIFS ET PASSIFS DU FONDS DES RENTES

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels du Fonds des Rentes.

Fin de période	Actifs					Passifs		
	Portefeuille			Solde créditeur à la B.N.B.	Prêts d'argent à très court terme	Certificats du Fonds des Rentes	Emprunts d'argent à très court terme	Solde débiteur à la B.N.B.
	Valeurs cotées	Certificats de trésorerie tranche B	Autres certificats de trésorerie					
valeur nominale								
1968	8,0	5,1	...	...	0,4	8,9	1,3	...
1969	7,8	4,7	...	...	...	8,4	0,6	...
1970	6,9	4,2	...	...	1,1	8,7	...	...
1971	9,1	6,7	...	...	...	9,5	2,9	...
1972	15,2	8,3	...	...	2,5	10,9	9,0	2,5
1973	15,7	9,1	...	...	...	12,7	8,0	...
1974 Septembre	14,7	9,1	...	...	...	14,7	1,2	3,7
Décembre	12,2	9,1	...	...	0,7	18,1	...	...
1975 Mars	10,0	9,1	...	...	1,2	16,3	...	...
Juin	9,2	6,0	4,6	...	...	14,8	...	1,2
Septembre	11,8	6,0	...	...	5,0	18,1	...	0,9
Décembre	17,9	6,0	...	...	2,8	20,1	0,3	2,9
1976 Janvier	17,4	...	...	1,7	2,5	18,1	...	...
Février	18,0	6,0	...	...	...	19,7	0,8	...
Mars	18,6	6,0	6,6	...	...	21,6	...	5,9
Avril	17,9	6,0	8,8	...	...	17,5	...	11,5
Mai	18,7	6,0	11,9	...	...	23,9	...	8,3
Juin	17,0	6,0	9,6	0,6	...	24,8	...	4,8
Juillet	15,3	6,0	13,0	...	...	28,9	0,6	1,1
Août	15,7	6,0	23,0	...	...	26,4	...	14,1
Septembre	15,6	6,0	31,9	...	...	23,3	2,1	24,5
Octobre	15,7	6,0	11,2	...	...	18,6	...	10,7
Novembre	15,4	6,0	3,3	2,4	...	16,0	...	7,0
Décembre	14,9	6,0	1,4	...	...	15,7	...	3,6

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5a. — Caisse d'épargne

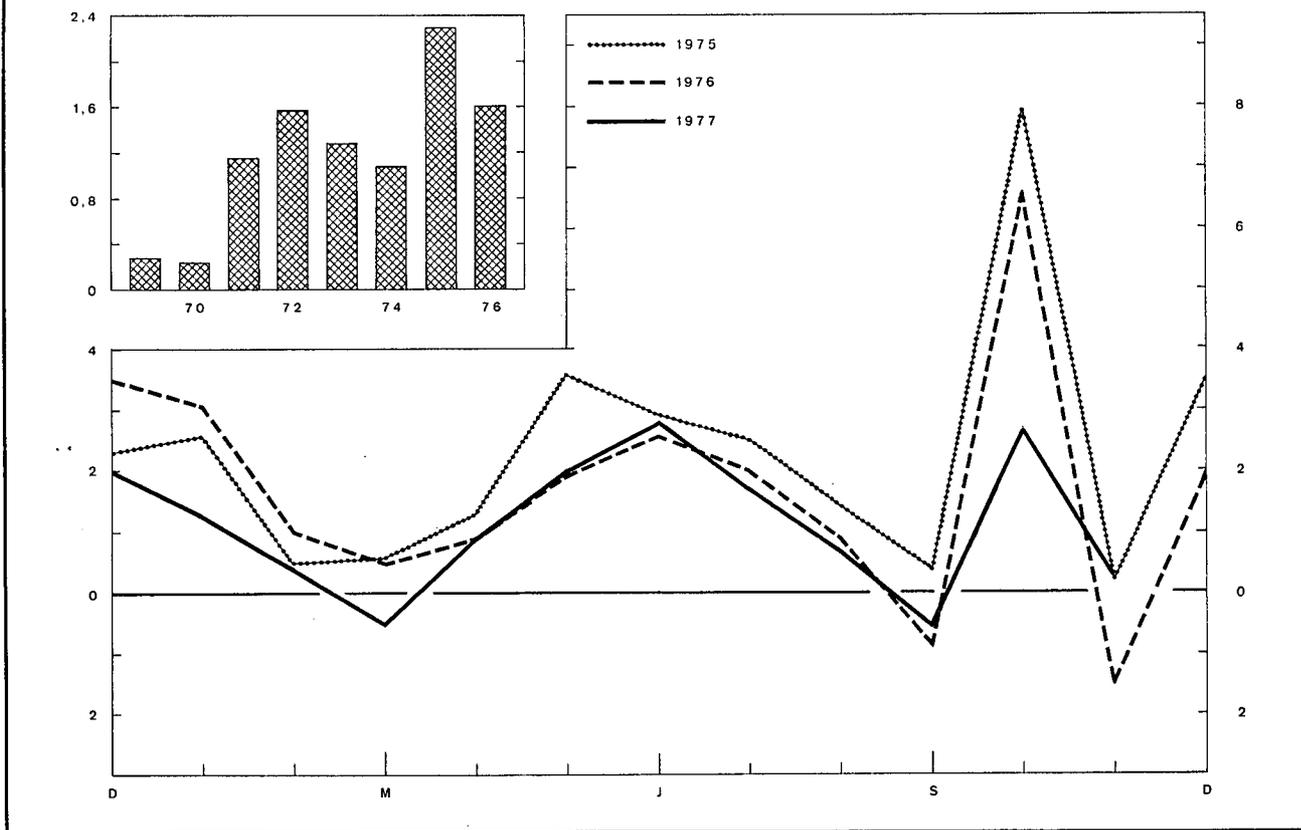
Opérations des ménages

(milliards de francs)

Source : CGER.

Dépôts ¹ : excédents ou déficits des versements sur les remboursements

(moyennes mensuelles ou mois)



Périodes	Dépôts 1			Bons d'épargne 2		Total
	Versements 3	Remboursements	Excédents ou déficits (8) = (1) - (2)	Solde 4	Montant en circulation	
	(1)	(2)		(4)	(5)	(6) = (4) + (5)
1969	60,5	57,0	3,5	150,4	3,6	154,0
1970	73,7	70,7	3,0	158,7	7,2	165,9
1971	91,9	78,1	13,8	178,2	12,3	190,5
1972	120,4	101,6	18,8	202,9	14,6	217,5
1973	152,9	137,5	15,4	225,4	20,1	245,5
1974	196,1	183,0	13,1	248,5	29,8	278,3
1975	244,4	216,9	27,5	287,5	39,9	327,4
1976	302,4	283,1	19,3	319,5	49,5	369,0
1975 3 ^e trimestre	56,4	52,1	4,3	264,4	39,2	303,6
1975 4 ^e trimestre	73,6	62,0	11,6	287,5	39,9	327,4
1976 1 ^{er} trimestre	69,3	64,7	4,6	292,1	42,3	334,4
1976 2 ^e trimestre	76,3	70,9	5,4	297,5	45,2	342,7
1976 3 ^e trimestre	69,4	67,3	2,1	299,6	47,2	346,8
1976 4 ^e trimestre	87,4	80,2	7,2	319,5	49,5	369,0
1977 1 ^{er} trimestre	86,3	85,0	1,3	320,8	54,5	375,3
1977 2 ^e trimestre	96,3	90,6	5,7	326,5	58,1	384,6
1977 3 ^e trimestre	89,4	87,6	1,8	328,3	62,6	390,9
1976 Novembre	24,1	25,5	- 1,4	304,8	48,6	353,4
1976 Décembre	29,1	27,1	2,0	319,5	49,5	369,0
1977 Janvier	29,3	28,0	1,3	320,8	51,6	372,4
1977 Février	27,2	26,4	0,8	321,6	53,3	374,9
1977 Mars	29,8	30,6	- 0,8	320,8	54,5	375,3
1977 Avril	29,0	28,1	0,9	321,7	55,6	377,3
1977 Mai	31,0	29,0	2,0	323,7	56,5	380,2
1977 Juin	36,3	33,5	2,8	326,5	58,1	384,6
1977 Juillet	30,4	28,7	1,7	328,2	59,2	387,4
1977 Août	28,5	27,8	0,7	328,9	60,7	389,6
1977 Septembre	30,5	31,1	- 0,6	328,3	62,6	390,9
1977 Octobre	34,8	32,1	2,7	331,0	64,2	395,2
1977 Novembre	29,6	29,3	0,3	331,3	64,9	396,2

¹ Dépôts ordinaires, y compris les dépôts sur livrets d'épargne-logement, dépôts à terme, dépôts à court terme et à préavis, livrets de dotation et dépôts à vue.

² Y compris les bons de croissance et de capitalisation.

³ Y compris les intérêts échus des dépôts à terme.

⁴ Y compris les intérêts capitalisés des dépôts ordinaires et à vue de l'exercice. Pour l'année 1976, les intérêts capitalisés s'élèvent à 12,7 milliards.

XIV - 5 — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5b. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Epargne

(milliards de francs)

Source : CGER.

	1968 31 déc.	1969 31 déc.	1970 31 déc.	1971 31 déc.	1972 31 déc.	1973 31 déc.	1974 31 déc.	1975 31 déc.	1976 31 déc.
ACTIF									
Disponible ¹	2,3	0,7	0,8	1,2	1,8	3,0	2,1	2,5	3,3
Placements provisoires :									
Effets sur la Belgique	33,0	37,9	39,7	41,3	42,8	48,4	50,8	53,6	60,9
Avances à l'industrie	18,0	16,1	15,2	13,9	11,9	11,3	10,5	12,1	7,0
Crédit agricole	0,5	0,4	...	...	...	...	...	...	...
Crédit d'exportation	1,5	1,9	2,7	2,1	2,9	3,6	4,9	4,2	6,5
Prêts sur nantissement .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Prêts personnels	0,1	0,4	0,4	0,3	0,6	1,1	1,0	1,2	2,0
Acceptations bancaires	9,7	4,0	5,5	9,5	5,5	1,9	0,3	3,6	2,1
Certificats de Trésorerie et du Fonds des Rentes	10,0	10,4	15,8	22,3	19,1	16,5	15,0	36,7	23,2
Prêts au jour le jour .....	...	1,9	1,6	1,9	2,2	2,2	2,7	2,8	1,4
Total ...	72,8	73,0	80,9	91,3	85,0	85,0	85,2	114,2	103,1
Placements définitifs :									
Dette directe de l'Etat	19,7	20,9	20,4	24,5	31,2	37,5	47,2	55,2	64,6
Dette indirecte de l'Etat et valeurs garanties par l'Etat	24,5	27,0	27,3	33,3	39,3	40,0	55,8	61,2	77,9
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes	2,7	3,3	3,2	5,8	7,3	8,9	9,2	11,3	12,7
Obligations de sociétés belges et divers ...	1,0	1,1	1,5	1,6	5,4	6,0	6,2	9,6	10,8
Avances à l'Etat résultant du paiement des allocations complémentaires aux prisonniers politiques et avances à l'Œuvre nationale des invalides de la guerre, divers	1,1	1,2	1,2	1,1	1,0	1,1	1,2	1,2	2,2
Prêts hypothécaires	8,6	10,2	11,6	13,9	20,3	29,2	37,6	44,1	55,1
Crédit agricole	6,0	6,4	6,5	6,3	6,4	6,8	7,2	7,6	8,8
Avances à la S.N.L., aux sociétés agréées et aux communes en vue de la construction d'habitations sociales	29,0	30,6	31,7	32,3	34,4	36,4	38,3	42,0	47,4
Ouvertures de crédit (Industriel, agricole, professionnel et universitaire)	1,5	6,6	10,9	15,7	20,4	24,9	31,7	37,6	53,4
Total ...	94,1	107,3	114,3	134,5	165,7	190,8	234,4	269,8	332,9
Revenus échus sur placements et prorata d'intérêts	3,6	4,1	4,4	5,2	5,8	7,9	9,4	11,0	13,1
Valeurs échues du portefeuille	5,3	5,8	7,0	7,0	11,1	13,0	3,8	3,9	7,4
Réserve monétaire à la B.N.B.	—	—	—	—	1,8	5,1	2,2	—	—
Divers	2,1	3,4	4,6	6,7	11,0	15,1	19,7	24,9	4,7
Total de l'actif ...	180,2	194,3	212,0	245,9	282,2	319,9	356,8	426,3	464,5
PASSIF									
<i>Exigible :</i>									
Dépôts sur livrets et bons d'épargne ² :									
Particuliers	144,1	154,0	165,8	190,4	217,5	245,6	270,7	327,5	369,2
Etablissements publics et autres	8,4	9,9	11,5	17,8	24,0	27,0	29,8	31,0	36,7
Total ...	152,5	163,9	177,3	208,2	241,5	272,6	300,5	358,5	405,9
Dépôts en comptes courants ²	8,7	9,4	11,9	12,6	11,1	10,0	13,4	19,9	27,5
Fonds de développement des universités libres	—	—	—	0,8	1,6	3,6	6,0	7,2	9,9
<i>Non exigible :</i>									
Fonds de dotation, fonds de prévision divers, fonds de réserve et provisions	16,2	17,5	18,0	18,6	20,1	21,5	21,2	20,7	19,7
Divers	2,8	3,5	4,8	5,7	7,9	12,2	15,7	20,0	1,5
Total du passif ...	180,2	194,3	212,0	245,9	282,2	319,9	356,8	426,3	464,5

¹ Cette rubrique comprend principalement les avoirs en caisse et les comptes à la B.N.B. et à l'O.C.P.

² Y compris les intérêts capitalisés.

XIV - 5 — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5c. — Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite

(milliards de francs)

Source : CGER.

	1968 31 déc.	1969 31 déc.	1970 31 déc.	1971 31 déc.	1972 31 déc.	1978 31 déc.	1974 31 déc.	1975 31 déc.	1976 31 déc.
ACTIF									
Placements définitifs :									
Dette directe de l'Etat	7,5	8,1	7,7	7,9	9,6	8,5	8,8	8,5	8,4
Dette indirecte de l'Etat et valeurs garanties par l'Etat	14,0	13,6	13,9	13,9	12,4	13,7	13,2	14,1	13,3
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes	1,0	1,0	0,9	0,9	0,8	0,6	0,5	0,5	0,4
Obligations de sociétés belges et divers ...	0,6	0,5	0,6	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4
Prêts hypothécaires	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...
Avances à la Caisse publique de prêts, divers	0,2	0,2	...	...	...	...	...	...	...
Total ...	23,4	23,5	23,2	23,2	23,3	23,2	22,9	23,5	22,5
PASSIF									
Fonds des Rentes ¹	14,1	14,0	13,9	} 23,3 ³	23,2	23,1	23,2	23,4	23,2
Réserves mathématiques ²	9,8	9,8	10,3		1,0	1,0	1,1	1,1	1,1
Fonds de réserve	—	—	—	0,9	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1
Total ...	23,9	23,8	24,2	24,2	24,2	24,1	24,3	24,5	24,3

¹ Le Fonds des Rentes comprend les réserves représentatives des rentes assurées dans le cadre de la « Loi générale ». Ces réserves englobent les réserves mathématiques, de sécurité et de gestion, ainsi que les provisions, mais pas les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 18 mars 1865, qui figurent aux bilans de la Caisse d'Assurances sur la vie, sous la rubrique « Réserves mathématiques et provisions ».

² Les réserves mathématiques pures ont été majorées de chargements pour frais de services des rentes, et pour marge de sécurité et frais d'administration.

³ A partir de 1971, la distinction entre les postes « Fonds des Rentes » et « Réserves mathématiques » n'est plus donnée.

XIV - 5 — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5d. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurance sur la Vie

(milliards de francs)

Source : CGER.

	1968 31 déc.	1969 31 déc.	1970 31 déc.	1971 31 déc.	1972 31 déc.	1978 31 déc.	1974 31 déc.	1975 31 déc.	1976 31 déc.
ACTIF									
Placements définitifs :									
Dette directe de l'Etat	2,7	2,7	3,1	2,8	3,9	4,0	4,4	4,7	4,7
Dette indirecte de l'Etat et valeurs garanties par l'Etat	7,4	8,2	8,4	7,9	7,4	7,3	6,9	6,7	6,3
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...
Obligations de sociétés belges	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1
Prêts hypothécaires .....	...	...	...	0,4	1,0	1,9	3,0	4,5	6,9
Habitations sociales : Avances aux sociétés agréées et à la Société Nationale du Logement	0,4	0,4	0,5	1,8	2,0	2,1	2,1	2,2	2,2
Total ...	10,9	11,6	12,3	13,2	14,5	15,4	16,5	18,2	20,2
PASSIF									
Réserves mathématiques et provisions ¹	7,1	7,6	7,9	8,2	8,9	10,1	11,0	12,4	14,1
Fonds de réserve et de répartition	3,6	4,0	4,3	4,7	5,2	5,5	5,9	6,3	6,6
Total ...	10,7	11,6	12,2	12,9	14,1	15,6	16,9	18,7	20,7

¹ Y compris les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 18 mars 1865.

XIV - 6. — SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE

Principales rubriques des bilans au 31 décembre

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels de la S.N.C.I.

	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976
ACTIF									
En-cours des crédits :									
Crédits d'investissement à long et moyen terme :									
1. garantis par l'Etat	24,2	26,7	28,4	30,3	30,8	33,5	36,9	40,8	50,1
2. garantis par banques et organismes financiers .	18,0	23,4	29,2	33,4	33,5	37,8	44,1	44,9	51,2
3. dont le risque est à charge de l'Institution	41,5	44,8	49,1	53,3	54,0	55,5	60,2	63,3	66,9
Crédits de restauration (dommages de guerre et inondations)	1,0	0,9	1,0	0,9	0,7	0,6	0,4	0,3	0,2
Crédits de warrantages (charbonnages) garantis par l'Etat	0,1	...	—	—	—	—	—	—	—
Crédits commerciaux	1,3	1,8	1,5	1,3	2,0	2,4	2,7	5,3	6,4
Crédits d'exportation payables à moyen et à long terme	2,1	2,7	3,8	3,1	4,5	5,7	8,3	7,4	11,7
Crédits gérés pour compte de l'Etat ¹	5,0	5,7	5,9	6,2	6,3	6,8	8,0	10,3	13,0
Placements divers à court terme	9,2	13,9	18,7	19,6	19,7	16,8	18,0	22,1	16,2
Divers	3,0	3,0	3,8	4,8	6,4	7,9	6,9	7,1	7,4
Total de l'actif ...	105,4	122,9	141,4	152,9	157,9	167,0	185,5	201,5	223,1

PASSIF

Obligations	65,6	75,6	87,1	98,5	100,5	105,4	115,1	119,7	133,6
Bons de caisse	12,1	15,3	19,2	18,7	20,3	21,5	22,3	27,4	28,3
Dépôts et emprunts divers (notamment en monnaies étrangères)	9,3	11,7	13,0	12,9	13,3	17,0	22,3	22,7	26,7
Etat belge :									
Fonds d'Aide Marshall	1,3	1,2	1,2	1,2	1,1	1,1	1,0	0,9	0,9
Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes	3,3	3,6	4,0	4,4	4,6	5,2	6,5	8,9	11,4
Divers	13,8	15,5	16,9	17,2	18,1	16,8	18,3	21,9	22,2
Total du passif ...	105,4	122,9	141,4	152,9	157,9	167,0	185,5	201,5	223,1

¹ Il s'agit de crédits d'aide aux entreprises en difficultés, de crédits financés principalement par le Fonds d'Aide Marshall et le Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes, et subsidiairement par le Fonds d'Aide à

l'Industrie charbonnière et le Fonds d'Aide aux ex-colons belges rentrés d'Afrique.

XIV - 7. — SITUATION GLOBALE DES CAISSES D'EPARGNE PRIVEES

(milliards de francs)

Actif

Rubriques	1973 31 déc.	1974 31 déc.	1975 31 déc.	1976 31 déc.	1976 31 oct.	1977 31 oct.	1976 30 nov.	1977 30 nov.
Caisse, Banque Nationale, Chèques postaux	4,3	3,0	1,5	1,7	1,1	1,4	1,0	1,2
Prêts au jour le jour	0,4	0,4	1,0	1,3	0,4	0,7	0,4	0,7
Avoirs auprès d'intermédiaires financiers	7,8	7,7	11,9	10,7	10,6	6,2	9,6	6,3
Créances et valeurs à court terme (maximum un mois)	1,6	1,7	1,8	2,1	2,0	2,1	1,9	2,2
Effets de commerce et factures	1,4	3,6	2,1	3,4	3,3	4,2	3,5	4,1
Débiteurs par acceptations	—	—	—	—	—	—	—	—
Avances, ouvertures de crédit et prêts non hypothécaires	12,2	16,5	21,0	30,9	27,4	37,5	29,2	37,8
Portefeuille-titres et participations	93,1	103,0	131,7	151,0	150,3	169,3	151,7	169,8
a) Certificats du Trésor et du Fonds des Rentes émis à un an au plus	(0,8)	(1,8)	(1,6)	(1,9)	(0,8)	(0,5)	(2,4)	(0,3)
b) Fonds publics belges et valeurs assimilées visés à l'article 12, § 1 ^{er} , 4 ^o , des dispositions coordon- nées :								
1. Dettes directe et indirecte de l'Etat belge	(34,0)	(37,2)	(48,9)	(58,1)	(59,8)	(66,4)	(59,4)	(66,9)
2. Autres fonds publics et valeurs assimilées	(47,1)	(51,3)	(61,8)	(70,2)	(69,0)	(81,0)	(69,1)	(81,2)
c) Obligations de sociétés belges	(7,4)	(8,0)	(13,2)	(14,4)	(14,2)	(14,9)	(14,3)	(15,0)
d) Actions, parts ou participations de sociétés belges	(1,6)	(2,4)	(3,1)	(3,3)	(3,3)	(3,5)	(3,3)	(3,6)
e) Autres valeurs	(2,2)	(2,3)	(3,1)	(3,1)	(3,2)	(3,0)	(3,2)	(2,8)
Prêts et ouvertures de crédit hypothécaires	110,8	127,3	143,4	166,7	162,4	182,1	164,2	184,4
Actionnaires ou sociétaires	1,6	1,9	2,4	3,1	3,0	3,3	3,0	3,4
Débiteurs divers	0,7	0,9	1,4	2,0	1,9	2,5	2,1	2,4
Divers	1,1	1,0	1,1	0,6	1,0	0,6	1,0	0,5
Total du disponible et réalisable ...	235,0	267,0	319,3	373,5	363,4	409,9	367,6	412,8
Frais d'établissement et autres immobilisations incorpo- relles .....	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Immeubles et terrains	3,0	3,3	3,0	3,5	3,4	3,8	3,5	3,9
Leasing immobilier	0,2	0,3	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0
Matériel et mobilier	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Leasing mobilier	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,2	0,3
Cautionnements imposés par la loi .....	...	...	...	—	—	—	—	—
Total de l'immobilisé ...	3,5	4,1	4,5	5,1	5,0	5,5	5,1	5,6
Comptes transitoires ¹	5,2	6,3	8,3	9,7	10,3	11,6	11,5	13,1
Total de l'actif ...	243,7	277,4	332,1	388,3	378,7	427,0	384,2	431,5
dont : affectés par privilège à la garantie du rembour- sement des fonds d'épargne visés à l'article 1 ^{er} des dispositions coordonnées	224,5	256,9	306,9	359,8	349,4	394,1	353,4	396,3
valeur utile d'affectation après déduction des passifs concernant ces placements	221,3	253,4	302,6	354,5	343,4	387,8	347,7	390,0

¹ Y compris les comptes de résultats.

XIV - 8. — CREDIT COMMUNAL DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Source : Crédit Communal de Belgique.

Périodes	Financement des dépenses d'investissement des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal										Opérations en comptes courants des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal (dépenses ordinaires)				
	Comptes « Subsidés et Fonds d'Emprunts »										Dette à court, moyen et long terme envers le Crédit Communal de Belgique (à fin de période)	Engage- ments de crédits du Crédit Communal de Belgique (à fin de période)	Moyenne des soldes globaux journaliers		Total des paiements effectués par le débit de ces comptes
	Solde disponible au début de la période	Versements			Prélèvements			Solde disponible à la fin de la période	créditeurs	débiteurs					
		Fonds d'emprunts mis à la disposition des emprunteurs	Subventions versées en capital par l'Etat et les Provinces et autres recettes	Total	Pour rem- boursements d'emprunts	Pour paiement de dépenses extra- ordinaires	Total								
(1)	Emprunts dont les charges sont supportées par les emprunteurs	Emprunts dont les charges sont remboursées aux emprunteurs par l'Etat	(4)	(2) + (3) + (4) = (5)	(6)	(7)	(6) + (7) = (8)	(1) + (5) - (8) = (9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)		
1970	8,7	19,8	3,0	4,0	26,8	0,5	25,1	25,6	9,9	127,2	10,3	4,7	6,5	99,7	
1971	10,0	18,9	3,3	5,7	27,9	0,8	26,8	27,6	10,3	140,2	15,3	5,1	7,3	108,5	
1972	10,3	22,1	3,5	6,2	31,8	0,7	30,3	31,0	11,1	157,3	15,2	5,9	8,7	106,8	
1973	11,1	25,9	3,7	6,7	36,3	0,8	33,5	34,3	13,1	178,6	20,5	5,9	12,0	125,2	
1974	13,1	31,5	4,7	9,3	45,5	0,9	42,2	43,1	15,5	204,4	18,0	7,6	17,5	152,1	
1975	15,5	35,8	5,3	10,5	51,6	1,1	47,6	48,7	18,4	234,5	24,0	7,4	25,8	198,6	
1976	18,4	42,2	6,0	12,1	60,0	1,5	56,7	58,2	20,2	272,0	25,1	8,5	31,1	228,3	
1977	20,2	33,1	8,1	16,5	57,7	3,2	54,3	57,5	20,4	303,0	25,5	9,1	30,3	285,1	
1975 4 ^e trimestre	18,7	9,6	1,5	2,9	14,0	0,3	14,0	14,3	18,4	234,5	24,0	8,0	27,4	48,6	
1976 1 ^{er} trimestre	18,4	8,8	1,4	3,3	13,4	0,2	13,0	13,2	18,6	241,5	27,4	8,8	29,9	63,4	
2 ^e trimestre	18,6	11,4	1,7	3,1	16,2	0,2	14,0	14,2	20,6	253,7	27,4	9,3	31,2	49,8	
3 ^e trimestre	20,6	11,9	1,8	2,3	16,0	0,4	13,8	14,2	22,4	264,3	27,3	7,1	33,0	61,4	
4 ^e trimestre	22,4	10,1	1,2	3,1	14,4	0,6	16,0	16,6	20,2	272,0	25,1	8,8	30,2	53,7	
1977 1 ^{er} trimestre	20,2	8,8	2,3	3,5	14,6	0,3	14,2	14,5	20,3	276,0	25,7	10,7	31,8	72,8	
2 ^e trimestre	20,3	7,2	2,0	4,0	13,2	0,2	12,7	12,9	20,6	290,6	25,7	7,2	28,8	72,2	
3 ^e trimestre	20,6	6,4	2,0	3,6	12,0	0,3	12,7	13,0	19,6	297,1	27,6	7,4	32,0	71,8	
4 ^e trimestre	19,6	10,7	1,8	5,4	17,9	2,4	14,7	17,1	20,4	303,0	25,5	11,0	28,4	68,3	
1976 Décembre	21,2	4,4	0,4	1,2	6,0	0,3	6,6	6,9	20,2	272,0	25,1	11,1	28,4	17,4	
1977 Janvier	20,2	3,8	0,8	1,3	5,9	0,1	4,4	4,5	21,6	272,8	26,3	10,9	33,6	25,0	
Février	21,6	2,5	0,7	0,8	4,0	0,1	4,2	4,3	21,3	276,2	26,8	10,5	32,2	26,8	
Mars	21,3	2,5	0,8	1,4	4,7	0,1	5,6	5,7	20,3	276,0	25,7	10,7	29,6	21,0	
Avril	20,3	2,3	0,5	1,8	4,6	...	3,2	3,2	21,7	283,7	23,9	8,0	31,9	25,6	
Mai	21,7	1,9	0,8	1,1	3,8	0,1	4,4	4,5	21,0	287,0	23,4	6,9	26,5	26,0	
Juin	21,0	3,0	0,7	1,1	4,8	0,1	5,1	5,2	20,6	290,6	25,7	6,6	28,0	20,6	
Juillet	20,6	2,0	0,7	1,2	3,9	...	4,4	4,4	20,1	290,0	25,2	7,0	33,7	33,9	
Août	20,1	1,9	0,7	1,1	3,7	0,1	3,9	4,0	19,8	294,2	25,3	8,0	31,2	19,6	
Septembre	19,8	2,5	0,6	1,3	4,4	0,2	4,4	4,6	19,6	297,1	27,6	7,2	31,0	18,3	
Octobre	19,6	3,0	0,7	1,6	5,3	0,8	4,2	5,0	19,9	296,3	27,7	6,7	33,0	22,3	
Novembre	19,9	4,0	0,5	2,5	7,0	1,2	5,0	6,2	20,7	299,4	25,8	12,7	26,5	22,3	
Décembre	20,7	3,7	0,6	1,3	5,6	0,4	5,5	5,9	20,4	303,0	25,5	13,6	25,8	23,7	

XIV - 9. — COMPAGNIES D'ASSURANCES SUR LA VIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Sociétés belges

Source : M.A.E., Service des Assurances.

	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975
ACTIF									
Immeubles	6,2	7,2	8,3	9,3	12,1	13,4	15,9	16,3	18,1
Prêts hypothécaires	18,2	19,2	21,1	22,6	25,0	26,4	30,2	34,4	38,8
Prêts sur polices	2,1	2,2	2,5	2,7	3,0	3,1	3,3	3,9	4,2
Valeurs mobilières :									
Fonds publics belges	7,7	8,4	8,2	} 21,6	} 23,3	} 24,5	} 26,7	} 28,8	} 31,4
Titres des organismes parastataux de crédit	6,9	8,1	8,2						
Titres des autres organismes parastataux	2,6	2,5	2,5						
Titres des provinces et communes	1,9	2,3	1,9						
Valeurs étrangères	2,2	3,0	3,3	3,5	3,5	3,7	4,0	4,1	4,7
Obligations de sociétés belges	11,9	12,0	13,1	14,0	14,5	15,6	17,9	18,9	21,6
Actions de sociétés belges	3,5	4,0	4,2	5,0	4,9	6,2	6,5	6,9	7,4
Total des valeurs mobilières ...	36,7	40,3	41,4	44,1	46,2	50,0	55,0	58,7	65,1
PASSIF									
Cautionnements déposés	0,5	0,6	0,6	0,6	0,8	0,7	0,9	0,9	1,0
Réserves mathématiques ¹	64,1	69,2	74,2	80,1	87,1	94,8	104,0	114,6	128,5

Sociétés étrangères

	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975
ACTIF									
Immeubles	2,6	2,7	2,9	3,1	3,3	3,5	3,5	3,9	4,2
Prêts hypothécaires	5,2	5,6	6,2	6,6	6,9	7,3	7,9	8,6	9,4
Prêts sur polices	0,6	0,6	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7
Valeurs mobilières :									
Fonds publics belges	4,7	5,0	5,0	} 8,4	} 8,9	} 9,2	} 9,3	} 9,9	} 10,4
Titres des organismes parastataux de crédit	1,4	1,5	1,5						
Titres des autres organismes parastataux	1,0	1,0	1,1						
Titres des provinces et communes	0,4	0,5	0,4						
Valeurs étrangères	0,6	0,7	0,8	0,8	1,0	1,0	0,9	0,8	1,0
Obligations de sociétés belges	0,9	0,9	1,2	1,6	2,0	2,5	2,7	2,7	2,8
Actions de sociétés belges	0,7	0,8	0,9	1,0	1,1	1,2	1,4	1,3	1,6
Total des valeurs mobilières ...	9,7	10,4	10,9	11,8	13,0	13,9	14,3	14,7	15,8
PASSIF									
Cautionnements déposés	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3
Réserves mathématiques ¹	17,7	19,1	20,4	21,7	23,2	24,9	26,3	28,0	30,2

¹ Ces réserves comprennent également les réserves pour sinistres à régler, la réserve technique de participation et la réserve de garantie.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : a) Rapports du Fonds des Rentes sur les opérations de l'année; b) Ministère des Communications : chèques postaux. — *Comptes rendus des opérations et de la situation de la CGER de*

Belgique. — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de l'I.N.S.* — *Rapports annuels de la S.N.C.I., de l'O.C.P.E. et du Crédit Communal de Belgique*.

XV. — ACTIFS FINANCIERS

XV - 1. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES POUVOIRS PUBLICS ET PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS

(variations en milliards de francs)

Période	Détenus par les pouvoirs publics ²						Détenus par les entreprises et particuliers ⁶	Total général
	Monnaie scripturale ³	Autres actifs à un an au plus ⁴			Actifs à plus d'un an ⁴	Total		
		Après des intermédiaires financiers nationaux ⁵	Après des secteurs nationaux non financiers	Total				
1970	- 0,9	+ 3,3	...	+ 3,3	+ 0,5	+ 2,9	+ 160,6	+ 163,5
1971	+ 2,7	+ 3,0	...	+ 3,0	+ 2,0	+ 7,7	+ 208,0	+ 215,7
1972	+ 1,3	+ 3,8	...	+ 3,8	+ 1,6	+ 6,7	+ 279,8	+ 286,5
1973	+ 5,8	+ 7,1	...	+ 7,1	+ 2,6	+ 15,5	+ 285,9	+ 301,4
1974	+ 5,6	+ 1,5	- 0,2	+ 1,3	+ 2,3	+ 9,2	+ 301,8	+ 311,0
1975	+ 5,4	- 0,9	+ 0,3	- 0,6	- 0,7	+ 4,1	p+ 377,6	p+ 381,7
1976	+ 8,8	- 1,5	- 0,3	- 1,8	+ 1,6	+ 8,6	p+ 464,6	p+ 473,2
1975 3 ^e trimestre	- 4,8	- 8,8	...	- 8,8	+ 0,3	- 13,3	p+ 58,9	p+ 45,6
4 ^e trimestre	+ 5,5	+ 5,5	+ 0,1	+ 5,6	- 0,2	+ 10,9	p+ 99,9	p+ 110,8
1976 1 ^{er} trimestre	- 0,9	+ 6,5	- 0,1	+ 6,4	+ 0,4	+ 5,9	p+ 138,6	p+ 144,5
2 ^e trimestre	+ 7,2	- 6,4	...	- 6,4	- 0,2	+ 0,6	p+ 134,4	p+ 135,0
3 ^e trimestre	- 2,1	- 3,9	- 0,1	- 4,0	+ 1,6	- 4,5	p+ 79,5	p+ 75,0
4 ^e trimestre	+ 4,6	+ 2,3	- 0,1	+ 2,2	- 0,2	+ 6,6	p+ 112,1	p+ 118,7
1977 1 ^{er} trimestre	- 13,5	+ 14,5	+ 0,3	+ 14,8	- 0,1	+ 1,2	p+ 141,6	p+ 142,8
2 ^e trimestre	+ 2,4	+ 0,8	- 0,1	+ 0,7	+ 0,2	+ 3,3	p+ 142,7	p+ 146,0
3 ^e trimestre	+ 4,2	- 13,3	+ 0,2	- 13,1	- 0,2	- 9,1	p+ 103,2	p+ 94,1

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Le compte ordinaire du Trésor à la B.N.B. n'est pas considéré comme étant un actif financier détenu par les pouvoirs publics.

³ Variations des encours qui figurent à la colonne (8) du tableau XIII-4b.

⁴ Durée à l'origine.

⁵ Autres que les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁶ Voir tableau XV-2.

XV - 2. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES ¹ ET PARTICULIERS

(variations en milliards de francs)

Période	Actifs en francs belges				Actifs en monnaies étrangères			Autres actifs ⁸	Total général (⁹) = (4) + (7) + (8)
	Encaisses monétaires ²	Autres actifs à un an au plus ^{3 4}	Actifs à plus d'un an ^{3 5}	Total (⁴) = (1) + (3)	A un an au plus ³ (Dépôts) ⁶	A plus d'un an ³ (Valeurs mobilières) ⁷	Total (⁷) = (5) + (6)		
	(1)	(2)	(3)		(5)	(6)	(8)		
1970	+ 29,7	+ 45,6	+ 56,0	+131,3	+ 3,3	+ 14,4	+ 17,7	+ 11,6	+160,6
1971	+ 35,8	+ 78,1	+ 68,4	+182,3	- 2,8	+ 21,6	+ 18,8	+ 6,9	+208,0
1972	+ 64,7	+103,6	+ 62,0	+230,3	- 2,2	+ 33,3	+ 31,1	+ 18,4	+279,8
1973	+ 31,9	+139,3	+ 81,3	+252,5	+ 5,5	+ 25,4	+ 30,9	+ 2,5	+285,9
1974	+ 34,4	+141,3	+ 96,7	+272,4	+ 13,1	+ 15,0	+ 28,1	+ 1,3	+301,8
1975	+ 91,9	+126,1	p+112,8	p+330,8	+ 8,0	+ 31,8	+ 39,8	p+ 7,0	p+377,6
1976	+ 37,2	+197,9	p+148,3	p+383,4	+ 12,0	+ 14,3	+ 26,3	p+ 54,9	p+464,6
1975 3 ^e trimestre	- 6,2	+ 29,8	p+ 12,3	p+ 35,9	+ 5,5	+ 4,2	+ 9,7	p+ 13,3	p+ 58,9
4 ^e trimestre	+ 25,4	+ 55,8	p+ 22,7	p+103,9	+ 4,2	+ 9,3	+ 13,5	p- 17,5	p+ 99,9
1976 1 ^{er} trimestre	- 4,4	+ 57,2	p+ 39,2	p+ 92,0	+ 4,4	+ 10,3	+ 14,7	p+ 31,9	p+138,6
2 ^e trimestre	+ 53,3	+ 21,3	p+ 43,1	p+117,7	+ 0,3	- 3,1	- 2,8	p+ 19,5	p+134,4
3 ^e trimestre	- 27,0	+ 49,7	p+ 29,2	p+ 51,9	+ 6,5	+ 2,4	+ 8,9	p+ 18,7	p+ 79,5
4 ^e trimestre	+ 15,3	+ 69,7	p+ 36,8	p+121,8	+ 0,8	+ 4,7	+ 5,5	p- 15,2	p+112,1
1977 1 ^{er} trimestre	+ 24,8	+ 21,0	p+ 78,9	p+124,7	+ 4,6	+ 2,5	+ 7,1	p+ 9,8	p+141,6
2 ^e trimestre	+ 45,4	+ 4,7	p+ 66,6	p+116,7	+ 1,7	+ 6,0	+ 7,7	p+ 18,3	p+142,7
3 ^e trimestre	- 11,5	p+ 27,6	p+ 55,6	p+ 71,7	- 0,3	+ 3,6	+ 3,3	p+ 28,2	p+103,2

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Variations des encours qui figurent à la colonne (5) du tableau XIII-4b.

³ Durée à l'origine.

⁴ Voir tableau XV-8a, colonne (8).

⁵ Voir tableau XV-4, colonne (4).

⁶ Voir tableau XV-3a, colonne (11).

⁷ Voir tableau XV-4, colonne (7).

⁸ Actifs pour lesquels la ventilation en francs belges et en monnaies étrangères n'est pas connue ou n'a pas de sens. Essentiellement des créances commerciales nettes sur l'étranger détenues par les entreprises et des investissements directs à l'étranger, ainsi que le montant obtenu en déduisant des créances des intermédiaires financiers les dettes de ceux-ci qui sont recensées comme actifs financiers dans les colonnes (1) à (7).

XV - 3a. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES ¹ ET PARTICULIERS
ACTIFS NON MONETAIRES A UN AN AU PLUS ²

(variations en milliards de francs)

Période	En francs belges							En monnaies étrangères				Total général
	Après des intermédiaires financiers nationaux ^{3 4}						Après des secteurs nationaux non financiers et à l'étranger	Total	Après des intermédiaires financiers nationaux ^{3 6}	A l'étranger	Total	
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	Dépôts à terme et à préavis	Bons de caisse et d'épargne	Divers	Total	dont : Après des organismes principalement monétaires ⁵							(11) = (9) + (10)	(12) = (8) + (11)
(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) à (4)	(6)	(7)	(8) = (5) + (7)	(9)	(10)	(11) = (9) + (10)	(12) = (8) + (11)	
1970	+ 7,5	+ 25,4	+ 11,3	+ 0,7	+ 44,9	+ 19,7	+ 0,7	+ 45,6	- 3,3	+ 6,6	+ 3,3	+ 48,9
1971	+ 54,2	+ 13,0	+ 10,5	+ 0,5	+ 78,2	+ 27,0	- 0,1	+ 78,1	- 1,7	- 1,1	- 2,8	+ 75,3
1972	+ 88,0	+ 3,9	+ 4,9	+ 1,4	+ 98,2	+ 37,7	+ 5,4	+103,6	- 0,5	- 1,7	- 2,2	+101,4
1973	+ 70,2	+ 48,8	+ 7,6	+ 0,5	+127,1	+ 65,2	+ 12,2	+139,3	+ 2,7	+ 2,8	+ 5,5	+144,8
1974	+ 51,2	+ 42,3	+ 7,0	+ 0,4	+100,9	+ 45,7	+ 40,4	+141,3	+ 5,6	+ 7,5	+ 13,1	+154,4
1975	+136,7	- 3,0	+ 9,7	+ 1,8	+145,2	+ 42,2	- 19,1	+126,1	+ 5,5	+ 2,5	+ 8,0	+134,1
1976	+106,0	+ 69,5	+ 4,6	- 4,2	+175,9	+ 87,9	+ 22,0	+197,9	+ 8,4	+ 3,6	+ 12,0	+209,9
1975 3 ^e trimestre	+ 27,2	+ 6,8	+ 1,9	- 0,5	+ 35,4	+ 20,9	- 5,6	+ 29,8	+ 2,0	+ 3,5	+ 5,5	+ 35,3
4 ^e trimestre	+ 62,8	- 4,4	+ 2,0	+ 1,3	+ 61,7	+ 10,9	- 5,9	+ 55,8	+ 1,1	+ 3,1	+ 4,2	+ 60,0
1976 1 ^{er} trimestre	+ 32,9	+ 17,0	+ 4,3	- 1,2	+ 53,0	+ 23,9	+ 4,2	+ 57,2	+ 8,7	- 4,3	+ 4,4	+ 61,6
2 ^e trimestre	+ 13,2	+ 3,5	- 1,5	+ 1,9	+ 17,1	+ 10,7	+ 4,2	+ 21,3	- 2,9	+ 3,2	+ 0,3	+ 21,6
3 ^e trimestre	+ 12,0	+ 32,5	- 0,7	- 0,1	+ 43,7	+ 34,6	+ 6,0	+ 49,7	+ 1,3	+ 5,2	+ 6,5	+ 56,2
4 ^e trimestre	+ 47,9	+ 16,5	+ 2,5	- 4,8	+ 62,1	+ 18,7	+ 7,6	+ 69,7	+ 1,3	- 0,5	+ 0,8	+ 70,5
1977 1 ^{er} trimestre	+ 2,4	+ 14,3	- 2,4	+ 2,8	+ 17,1	+ 8,9	+ 3,9	+ 21,0	+ 5,7	- 1,1	+ 4,6	+ 25,6
2 ^e trimestre	+ 23,7	- 16,8	+ 1,0	+ 0,8	+ 8,7	+ 1,6	- 4,0	+ 4,7	- 6,4	+ 8,1	+ 1,7	+ 6,4
3 ^e trimestre	+ 15,1	p+ 3,4	p+ 3,2	- 0,6	p+ 21,1	+ 12,5	+ 6,5	p+ 27,6	- 1,9	+ 1,6	- 0,3	p+ 27,3

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Durée à l'origine.

³ Autres que les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Pour les encours, voir tableau XV-8b, colonnes (1) à (6).

⁵ Chiffres de la colonne (2) du tableau XIII-B, sous déduction des avoirs des caisses d'épargne, des sociétés hypothécaires et de capitalisation et des intermédiaires financiers publics de crédit.

⁶ Pour les encours, voir tableau XV-8b, colonne (7).

**XV - 3b. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES ¹ ET PARTICULIERS
ACTIFS NON MONETAIRES A UN AN AU PLUS ² AUPRES DES
INTERMEDIAIRES FINANCIERS NATIONAUX ³**

(milliards de francs)

Fin de période	En francs belges						En monnaies étrangères	Total général
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	Dépôts à terme et à préavis	Bons de caisse et d'épargne	Divers	Total	dont : Auprès des organismes principalement monétaires ⁴		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) à (4)	(6)		
1969	270,8	110,6	18,8	2,5	402,7	156,8	14,7	417,4
1970	278,3	136,0	30,1	3,2	447,6	176,5	11,4	459,0
1971	332,5	149,0	40,6	3,7	525,8	203,5	9,7	535,5
1972	420,5	152,9	45,5	5,1	624,0	241,2	9,2	633,2
1973	490,7	201,7	53,1	5,6	751,1	306,4	11,9	763,0
1974	541,9	244,0	60,1	6,0	852,0	352,1	17,5	869,5
1975 Juin	588,6	238,6	65,9	7,0	900,1	362,5	19,9	920,0
Septembre	615,8	245,4	67,8	6,5	935,5	383,4	21,9	957,4
Décembre	678,6	241,0	69,8	7,8	997,2	394,3	23,0	1.020,2
1976 Mars	711,5	258,0	74,1	6,6	1.050,2	418,2	31,7	1.081,9
Juin	724,7	261,5	72,6	8,5	1.067,3	428,9	28,8	1.096,1
Septembre	736,7	294,0	71,9	8,4	1.111,0	463,5	30,1	1.141,1
Décembre	784,6	310,5	74,4	3,6	1.173,1	482,2	31,4	1.204,5
1977 Mars	787,0	324,8	72,0	6,4	1.190,2	491,1	37,1	1.227,3
Juin	810,7	308,0	73,0	7,2	1.198,9	492,7	30,7	1.229,6
Septembre	825,8	p 311,4	p 76,2	6,6	p1.220,0	505,2	28,8	p1.248,8

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Durée à l'origine.

³ Autres que les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Chiffres de la colonne (2) du tableau XIII-1, sous déduction des avoirs des caisses d'épargne, des sociétés hypothécaires et de capitalisation et des intermédiaires financiers publics de crédit.

**XV - 4. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES ¹ ET PARTICULIERS
ACTIFS A PLUS D'UN AN ²**

(variations en milliards de francs)

Période	En francs belges				En monnaies étrangères ³			Total général (8) = (4) + (7)
	Bons de caisse et obligations (1)	Dépôts (2)	Actions (3)	Total (4) = (1) + (2) + (3)	Obligations (5)	Actions ⁴ (6)	Total (7) = (5) + (6)	
1970	+ 47,5	+ 7,5	+ 1,0	+ 56,0	-----	-----	+14,4	+ 70,4
1971	+ 53,8	+11,2	+ 3,4	+ 68,4	-----	-----	+21,6	+ 90,0
1972	+ 52,9	+ 8,0	+ 1,1	+ 62,0	-----	-----	+33,3	+ 95,3
1973	+ 75,5	+ 3,5	+ 2,3	+ 81,3	+ 7,1	+18,3	+25,4	+106,7
1974	+ 91,2	- 1,1	+ 6,6	+ 96,7	+13,0	+ 2,0	+15,0	+111,7
1975	p+ 95,5	+12,8	+ 4,5	p+112,8	+22,4	+ 9,4	+31,8	p+144,6
1976	p+143,0	+ 3,1	+ 2,2	p+148,3	+13,7	+ 0,6	+14,3	p+162,6
1975 3 ^e trimestre	p+ 8,4	+ 2,6	+ 1,3	p+ 12,3	+ 2,0	+ 2,2	+ 4,2	p+ 16,5
4 ^e trimestre	p+ 17,4	+ 3,6	+ 1,7	p+ 22,7	+ 5,7	+ 3,6	+ 9,3	p+ 32,0
1976 1 ^{er} trimestre	p+ 37,4	+ 2,0	- 0,2	p+ 39,2	+ 8,8	+ 1,5	+10,3	p+ 49,5
2 ^e trimestre	p+ 41,7	+ 0,2	+ 1,2	p+ 43,1	- 1,8	- 1,3	- 3,1	p+ 40,0
3 ^e trimestre	p+ 28,4	+ 0,3	+ 0,5	p+ 29,2	+ 3,2	- 0,8	+ 2,4	p+ 31,6
4 ^e trimestre	p+ 35,5	+ 0,6	+ 0,7	p+ 36,8	+ 3,5	+ 1,2	+ 4,7	p+ 41,5
1977 1 ^{er} trimestre	p+ 72,6	+ 2,7	+ 3,6	p+ 78,9	+ 2,6	- 0,1	+ 2,5	p+ 81,4
2 ^e trimestre	p+ 61,8	- 0,1	+ 4,9	p+ 66,6	+ 6,7	- 0,7	+ 6,0	p+ 72,6
3 ^e trimestre	p+ 52,4	p+ 3,2	...	p+ 55,6	+ 4,1	- 0,5	+ 3,6	p+ 59,2

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Durée à l'origine.

³ Achats nets de titres par des résidents de l'U.E.B.L.; la part de l'épargne luxembourgeoise dans ces achats nets est peu importante.

⁴ Y compris les achats nets de parts dans des fonds communs de placement.

**XV - 5a. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES ¹ ET PARTICULIERS
ACTIFS EN FRANCS BELGES ET MONNAIES ETRANGERES AUPRES DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS NATIONAUX ²**

(variations en milliards de francs)

Période	Organismes principalement monétaires				Autres intermédiaires financiers					Total		
	Banque Nationale de Belgique	Organismes publics	Banques		Intermédiaires financiers publics		Caisses d'épargne privées		Sociétés hypothécaires et de capitalisation	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Total général
	Actifs à un an au plus (1)	Actifs à un an au plus (2)	Actifs à un an au plus (8)	Actifs à plus d'un an (4)	Actifs à un an au plus (5)	Actifs à plus d'un an (6)	Actifs à un an au plus (7)	Actifs à plus d'un an (8)	Actifs à plus d'un an (9)	(10) = (1) + (2) + (8) + (5) + (7)	(11) = (4) + (6) + (8) + (9)		(12) = (10) + (11)
1970	+ 4,7	+ 6,0	+ 31,5	+ 8,1	+ 19,1	+ 22,2	+ 10,1	+ 5,8	+ 0,6	+ 71,4	+ 36,7	+108,1
1971	+ 13,8	+ 1,9	+ 44,1	+ 12,4	+ 34,1	+ 22,6	+ 18,3	+ 6,2	+ 1,2	+112,2	+ 42,4	+154,6
1972	+ 19,5	+ 11,9	+ 66,2	+ 10,2	+ 38,8	+ 14,9	+ 26,1	+ 4,5	+ 2,7	+162,5	+ 32,3	+194,8
1973	+ 14,3	+ 1,5	+ 80,7	+ 6,1	+ 40,9	+ 30,9	+ 24,9	+ 8,0	+ 1,1	+162,3	+ 46,1	+208,4
1974	+ 16,8	+ 2,8	+ 60,0	+ 3,2	+ 39,9	+ 38,0	+ 20,8	+ 9,5	+ 2,6	+140,3	+ 53,3	+193,6
1975	+ 33,1	+ 8,3	+ 87,7	+ 16,8	+ 76,4	+ 35,0	+ 37,1	+ 12,2	+ 1,9	+242,6	+ 65,9	+308,5
1976	+ 16,8	+ 7,2	+107,3	+ 14,1	+ 54,2	+ 46,7	+ 35,8	+ 13,7	+ 3,8	+221,3	+ 78,3	+299,6
1975 3 ^e trimestre	- 5,2	- 2,6	+ 20,7	+ 4,8	+ 11,5	+ 5,3	+ 6,6	+ 1,7	+ 0,5	+ 31,0	+ 12,3	+ 43,3
4 ^e trimestre	+ 14,0	+ 1,9	+ 20,6	+ 3,1	+ 35,0	+ 7,7	+ 16,9	+ 2,2	+ 0,5	+ 88,4	+ 13,5	+101,9
1976 1 ^{er} trimestre	- 5,8	+ 2,4	+ 32,8	+ 5,9	+ 19,3	+ 12,3	+ 8,6	+ 2,0	+ 0,9	+ 57,3	+ 21,1	+ 78,4
2 ^e trimestre	+ 23,7	+ 4,7	+ 29,2	+ 3,3	+ 1,5	+ 13,9	+ 8,3	+ 4,5	+ 1,0	+ 67,4	+ 22,7	+ 90,1
3 ^e trimestre	- 8,4	- 3,0	+ 18,6	+ 2,8	+ 7,2	+ 11,9	+ 3,6	+ 3,1	+ 1,1	+ 18,0	+ 18,9	+ 36,9
4 ^e trimestre	+ 7,3	+ 3,1	+ 26,7	+ 2,1	+ 26,2	+ 8,6	+ 15,3	+ 4,1	+ 0,8	+ 78,6	+ 15,6	+ 94,2
1977 1 ^{er} trimestre	- 5,7	+ 3,8	+ 37,6	+ 15,3	+ 15,5	p+ 37,9	- 3,5	+ 5,9	p+ 1,0	+ 47,7	p+ 60,1	p+107,8
2 ^e trimestre	+ 26,0	+ 5,7	+ 4,4	+ 5,1	+ 2,6	p+ 20,0	+ 8,9	+ 4,7	p+ 1,0	+ 47,6	p+ 30,8	p+ 78,4
3 ^e trimestre	- 3,9	- 1,8	+ 3,9	+ 7,7	p+ 5,6	p+ 22,6	+ 4,0	+ 5,1	p+ 1,0	p+ 7,8	p+ 36,4	p+ 44,2

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Autres que les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

XY - 5b. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES ¹ ET PARTICULIERS
ACTIFS EN FRANCS BELGES ET MONNAIES ETRANGERES AUPRES DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS NATIONAUX ²

(milliards de francs)

Fin de période	Organismes principalement monétaires				Autres intermédiaires financiers					Total		
	B.N.B.	Organismes publics	Banques		Intermédiaires financiers publics		Caisses d'épargne privées		Sociétés hypothécaires et de capitalisation	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Total général
	Actifs à un an au plus (1)	Actifs à un an au plus (2)	Actifs à un an au plus (3)	Actifs à plus d'un an (4)	Actifs à un an au plus (5)	Actifs à plus d'un an (6)	Actifs à un an au plus (7)	Actifs à plus d'un an (8)	Actifs à plus d'un an (9)	(10) = (1) + (2) + (3) + (5) + (7)	(11) = (4) + (6) + (8) + (9)	(12) = (10) + (11)
1969	176,6	50,9	280,0	31,8	184,8	190,0	68,6	46,2	5,3	760,9	273,3	1.034,2
1970	181,3	56,9	311,5	39,9	203,9	212,2	78,7	52,0	5,9	832,3	310,0	1.142,3
1971	195,1	58,8	355,6	52,3	238,0	234,8	97,0	58,2	7,1	944,5	352,4	1.296,9
1972	214,6	70,7	421,8	62,5	276,8	249,7	123,1	62,7	9,8	1.107,0	384,7	1.491,7
1973	228,9	72,2	502,5	68,6	317,7	280,6	148,0	70,7	10,9	1.269,3	430,8	1.700,1
1974	245,7	75,0	562,5	71,8	357,6	318,6	168,8	80,2	13,5	1.409,6	484,1	1.893,7
1975 Juin	270,0	84,0	608,9	80,7	387,5	340,6	182,4	88,5	14,4	1.532,8	524,2	2.057,0
Septembre	264,8	81,4	629,6	85,5	399,0	345,9	189,0	90,2	14,9	1.563,8	536,5	2.100,3
Décembre	278,8	83,3	650,2	88,6	434,0	353,6	205,9	92,4	15,4	1.652,2	550,0	2.202,2
1976 Mars	273,0	85,7	683,0	94,5	453,3	365,9	214,5	94,4	16,3	1.709,5	571,1	2.280,6
Juin	296,7	90,4	712,2	97,8	454,8	379,8	222,8	98,9	17,3	1.776,9	593,8	2.370,7
Septembre	288,3	87,4	730,8	100,6	462,0	391,7	226,4	102,0	18,4	1.794,9	612,7	2.407,6
Décembre	295,6	90,5	757,5	102,7	488,2	400,3	241,7	106,1	19,2	1.873,5	628,3	2.501,8
1977 Mars	289,9	94,3	795,1	118,0	503,7	<i>p</i> 438,2	238,2	112,0	<i>p</i> 20,2	1.921,2	<i>p</i> 688,4	<i>p</i> 2.609,6
Juin	315,9	100,0	799,5	123,1	506,3	<i>p</i> 458,2	247,1	116,7	<i>p</i> 21,2	1.968,8	<i>p</i> 719,2	<i>p</i> 2.688,0
Septembre	312,0	98,2	803,4	130,8	<i>p</i> 511,9	<i>p</i> 480,8	251,1	121,8	<i>p</i> 22,2	<i>p</i> 1.976,6	<i>p</i> 755,6	<i>p</i> 2.732,2

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Autres que les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

**XV - 6. — PRINCIPALES MODALITES D'EPARGNE DES PARTICULIERS
DISPONIBLES A L'INTERIEUR DU PAYS**

(milliards de francs)

Source : CGER.

Modalités d'épargne	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974
A. <i>Thésaurisation</i> ¹ :	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.
B. <i>Epargne-dépôt</i> ² :								
Caisses d'épargne	21,4	21,7	17,7	17,9	44,0	56,2	49,8	36,8
Banques	19,7	19,9	26,5	20,6	29,5	52,0	64,9	33,7
Institutions paraétatiques de crédit	1,0	2,1	3,0	2,0	3,2	6,4	8,0	12,9
Mutualités	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Total ...	42,3	43,9	47,4	40,6	76,8	114,7	122,8	83,5
Doubles emplois ³ ...	- 8,0	- 9,2	- 23,9	- 10,3	- 19,3	- 23,0	- 44,2	- 22,3
Total net ...	34,3	34,7	23,5	30,3	57,5	91,7	78,6	61,2
C. <i>Epargne-réserves</i> ^{2 4} :								
Organismes de pensions	1,3	1,7	2,1	1,8	2,2	4,5	2,9	7,1
Organismes d'assurance-accidents du travail .	1,5	1,3	1,4	1,7	2,1	3,4	5,1	4,5
Caisses de vacances annuelles	0,5	0,7	1,2	1,6	1,6	0,9	1,9	2,5
Organismes d'assurance-vie	6,5	7,1	7,1	7,5	9,4	10,7	12,2	13,8
Organismes d'assurances de la responsabilité civile, capitalisation, épargne immobilière et assurances diverses	1,9	2,4	3,0	3,0	3,3	3,2	6,0	5,6
Total ...	11,7	13,2	14,8	15,6	18,6	22,7	28,1	33,5
D. <i>Epargne hypothécaire et immobilière</i> :								
Remboursement par particuliers sur emprunts hypothécaires	16,0	14,9	15,4	16,0	17,1	19,3	21,1	24,1
Constructions d'habitations (Investissement net des particuliers)	11,8	15,3	19,0	10,2	- 3,3	- 0,5	4,0	9,2
Total ...	27,9	30,2	34,4	26,2	13,8	18,8	25,1	33,3
E. <i>Emissions de capitaux</i> :								
Nouveaux placements du public	35,8	44,6	49,5	47,1	73,0	80,4	75,0	90,2
F. <i>Mutations de créances et de dettes diverses des particuliers</i>	- 2,0	- 5,0	- 4,4	- 0,1	- 2,5	- 9,9	- 11,3	- 14,0
Epargne nette totale ...	107,6	117,7	117,8	119,1	160,4	203,7	195,5	204,2
Amortissements sur habitations ...	13,8	14,8	16,0	18,6	22,7	23,8	25,5	29,9
Epargne brute totale ...	121,4	132,5	133,8	137,7	183,1	227,5	221,0	234,1

¹ Les montants ne sont pas mentionnés car, au stade actuel des recherches, le montant absolu de l'avoir liquide des particuliers seuls n'a pu être établi avec suffisamment d'exactitude.

² Accroissement de l'année.

³ Accroissement ou diminution de l'avoir de diverses institutions et entreprises dont les réserves propres ou exigibles sont recensées comme une épargne dans

une des autres rubriques du tableau, des pouvoirs publics et en provenance de l'étranger.

⁴ A l'exclusion des accroissements de réserves du secteur de la Sécurité sociale considérés comme une épargne des pouvoirs publics.

XVI. — EMISSIONS ET DETTES DU SECTEUR PUBLIC

1. — EMISSIONS EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN ¹

(milliards de francs)

Emetteurs		Titres accessibles à tout placeur ²					Titres non accessibles à tout placeur ⁴			Total émissions nettes à plus d'un an (9) = (5) + (8)
		Emissions par grosses tranches			Emissions nettes au robinet (4)	Emissions nettes totales (5) = (8) + (4)	Emissions brutes (6)	Amortissements (7)	Emissions nettes (8) = (6) - (7)	
		Emissions brutes (1)	Amortissements ³ (2)	Emissions nettes (8) = (1) - (2) (3)						
1. Etat (dette directe uniquement) ...	1969	56,6	43,6	13,0	—	13,0	8,3	3,8	4,5	17,5
	1970	56,0	43,8	12,2	—	12,2	3,8	5,5	- 1,7	10,5
	1971	114,5	47,4	67,1	—	67,1	5,9	5,2	0,7	67,8
	1972	100,0	31,4	68,6	—	68,6	4,4	0,2	4,2	72,8
	1973	103,0	37,4	65,6	—	65,6	0,3	3,2	- 2,9	62,7
	1974	106,0	50,6	55,4	—	55,4	6,0	3,4	2,6	58,0
	p 1975	133,1	63,7	69,4	—	69,4	—	3,6	- 3,6	65,8
	p 1976	129,0	57,3	71,7	—	71,7	—	5,4	- 5,4	66,3
2. Fonds autonomes et organismes de sécurité sociale	1969	9,5	4,3	5,2	—	5,2	2,6	2,4	0,2	5,4
	1970	10,3	2,3	8,0	—	8,0	4,4	3,7	0,7	8,7
	1971	...	4,4	- 4,4	—	- 4,4	4,9	3,4	1,5	- 2,9
	1972	12,2	5,1	7,1	—	7,1	6,5	3,9	2,6	9,7
	1973	—	3,8	- 3,8	—	- 3,8	8,6	7,3	1,3	- 2,5
	1974	—	5,0	- 5,0	—	- 5,0	16,8	10,3	6,5	1,5
	p 1975	29,0	4,5	24,5	—	24,5	4,0	0,9	3,1	27,6
	p 1976	23,0	12,2	10,8	—	10,8	10,7	1,7	9,0	19,8
3. Intermédiaires financiers publics (y compris CGER)	1969	2,0	1,3	0,7	8,1	8,8	3,8	1,7	2,1	10,9
	1970	5,5	2,6	2,9	15,2	18,1	6,5	3,0	3,5	21,6
	1971	5,0	5,2	- 0,2	20,7	20,5	9,8	2,0	7,8	28,3
	1972	...	0,1	- 0,1	10,6	10,5	10,3	2,2	8,1	18,6
	1973	3,1	1,0	2,1	13,6	15,7	7,1	2,8	4,3	20,0
	1974	14,0	0,5	13,5	16,2	29,7	7,1	3,3	3,8	33,5
	p 1975	—	1,1	- 1,1	20,5	19,4	16,7	4,5	12,2	31,6
	p 1976	—	2,1	- 2,1	33,1	31,0	11,4	5,2	6,2	37,2
4. Pouvoirs subordonnés, Intercomm. pour la constr. des Autoroutes et Crédit Communal de Belgique	1969	9,2	2,7	6,5	9,8	16,3	...	...	...	16,3
	1970	11,0	2,4	8,6	11,0	19,6	...	0,1	- 0,1	19,5
	1971	17,0	3,1	13,9	12,8	26,7	3,6	0,1	3,5	30,2
	1972	17,5	3,5	14,0	11,1	25,1	0,8	...	0,8	25,9
	1973	27,2	7,5	19,7	17,5	37,2	0,9	...	0,9	38,1
	1974	8,5	5,6	2,9	19,8	22,7	0,9	0,1	0,8	23,5
	p 1975	8,0	5,3	2,7	23,6	26,3	1,5	0,5	1,0	27,3
	p 1976	21,0	8,6	12,4	28,1	40,5	0,2	0,6	- 0,4	40,1
5. Organismes paraétatiques d'exploitation	1969	6,0	4,6	1,4	—	1,4	2,4	1,0	1,4	2,8
	1970	8,5	5,0	3,5	—	3,5	4,2	0,9	3,3	6,8
	1971	10,5	5,7	4,8	—	4,8	4,3	1,1	3,2	8,0
	1972	11,5	3,7	7,8	—	7,8	3,5	2,5	1,0	8,8
	1973	14,0	8,5	5,5	—	5,5	2,6	1,8	0,8	6,3
	1974	12,0	5,0	7,0	—	7,0	4,9	1,2	3,7	10,7
	p 1975	5,0	4,6	0,4	—	0,4	7,0	2,4	4,6	5,0
	p 1976	23,0	7,1	15,9	—	15,9	6,3	3,8	2,5	18,4
Total 1 à 5 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge	1969	83,3	56,5	26,8	17,9	44,7	17,1	8,9	8,2	52,9
	1970	91,3	56,1	35,2	26,2	61,4	18,9	13,2	5,7	67,1
	1971	147,0	65,8	81,2	33,5	114,7	28,5	11,8	16,7	131,4
	1972	141,2	43,8	97,4	21,7	119,1	25,5	8,8	16,7	135,8
	1973	147,3	58,2	89,1	31,1	120,2	19,5	15,1	4,4	124,6
	1974	140,5	66,7	73,8	36,0	109,8	35,7	18,3	17,4	127,2
	p 1975	175,1	79,2	95,9	44,1	140,0	29,2	11,9	17,3	157,3
	p 1976	196,0	87,3	108,7	61,2	169,9	28,6	16,7	11,9	181,8

¹ Pour mémoire : Mouvement net de la dette à un an au plus en francs belges de l'Etat : en 1969 : - 0,4; en 1970 : 15,2; en 1971 : - 11,4; en 1972 : - 0,4; en 1973 : - 8,7; en 1974 : 3,5; en 1975 : 16,9 milliards, en 1976 : 53,0 milliards. Montant des émissions nettes à un an au plus des années, 1969, 1970, 1971, 1972, 1973, 1974, 1975 et 1976 : « Intermédiaires financiers publics » : - 2,3, 3,9, 5,7, 1,0, 0,7, 0,0, 7,0 et - 4,9 milliards; « Pouvoirs subordonnés », Intercommunales pour la construction des Autoroutes et Crédit Communal de Belgique : 2,4, 5,9, 4,9, 3,7, 3,7, 4,5, 4,7 et 1,9 milliards.

¹ Les émissions par grosses tranches, dont la période de souscription chevauche deux années, sont réparties entre les deux années selon les montants effectivement souscrits au cours de chacune d'elles.

² Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors-bourse, ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., l'O.C.C.H., la C.N.C.P., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

³ Les titres rachetés en bourse par la Caisse d'Amortissement de la Dette publique sont recensés à la colonne (2) « Amortissements » non au moment de ces rachats, mais au moment où il est procédé à leur annulation.

⁴ Par grosses tranches en principe, mais y compris les émissions continues des organismes paraétatiques de logement.

XVI - 2. — PRINCIPALES EMISSIONS A PLUS D'UN AN DU SECTEUR PUBLIC 1

Emprunts en francs belges

Date d'ouverture de la souscription		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montant émis 2 (millions de francs)	Rendement moyen à l'émission 3 4	Rendement pour le porteur 4		
Mois	Jour							à l'échéance intercalaire	à l'échéance finale	
1974	Février	6	Etat belge 1974-88	8,25	99,25	14 ans	17.900	8,37	—	8,34
	Février	6	Etat belge 1974-81-88	8,00 — 8,25 5	99,25	7 ou 14 ans	19.100	8,20	8,14	8,26
	Mars	13	Interc. Autor. des Ardennes E9/ E40 1974-86	8,25	98,75	12 ans	5.000	8,46	—	8,42
	Mars	13	Intercom. Autor. E3 1974-86	8,25	98,75	12 ans	3.500	8,46	—	8,42
	Mai	20	Etat belge 1974-82	9,00	99,75	8 ans	36.000	9,05	—	9,05
	Septembre	9	Etat belge 1974-82	10,00	100,00	7 ans 6 mois	33.000	10,02	—	10,02
	Octobre	14	S.N.C.I. 1974-81	10,00	99,25	6 ans 6 mois	7.000	10,19	—	10,19
	Novembre	12	S.N.L. 1974-80	10,00	99,25	6 ans	6.000	10,24	—	10,24
	Décembre	9	R.T.T. 1974-81	10,00	99,50	7 ans	12.000	10,12	—	10,10
						139.500				
1975	Janvier	15	Etat belge 1975-81-85	10,00 — 9,75 5	100,00	6 ou 10 ans	42.000	9,95	10,00	9,93
	Février	17	Ville d'Anvers 1975-81	10,00	100,00	6 ans	5.000	10,00	—	10,00
	Février	17	Ville de Liège 1975-81	10,00	100,00	6 ans	3.000	10,00	—	10,00
	Avril	14	Etat belge 1975-83	9,00	99,50	8 ans	50.000	9,10	—	9,09
	Mai	15	S.N.C.B. 1975-84	8,75	100,00	9 ans	5.000	8,75	—	8,75
	Juin	23	Fonds des Routes 1975-83	8,25	100,00	8 ans	29.000	8,25	—	8,25
	Septembre	15	Etat belge 1975-83	8,50	99,00	7 ans 9 mois 14 jours	41.100	8,77	—	8,69
						175.100				
1976	Janvier	12	Fonds des Routes 1976-84	9,00	100,00	8 ans	23.000	9,00	—	9,00
	Février	12	Etat belge 1976-84	9,00	99,00	8 ans	41.000	9,19	—	9,18
	Avril	23	R.T.T. 1976-84	10,00	100,00	8 ans	16.000	10,00	—	10,00
	Mai	31	Etat belge 1976-84	10,00	100,00	8 ans	48.000	10,00	—	10,00
	Juin	24	Ville d'Anvers 1976-84	10,00	99,75	8 ans	5.000	10,06	—	10,05
	Juin	24	Ville de Liège 1976-84	10,00	99,75	8 ans	2.000	10,06	—	10,05
	Septembre	6	Etat belge 1976-85	10,00	100,00	8 ans 6 mois	40.000	10,02	—	10,02
	Octobre	13	S.N.C.B. 1976-84	10,00	99,50	8 ans	7.000	10,11	—	10,09
	Novembre	17	Intercom. Autoroutes E3 et E5 1976-84	10,00	98,75	8 ans	14.000	10,26	—	10,24
						196.000				
1977	Janvier	17	Etat belge 1977-85	10,00	100,00	8 ans	56.000	10,00	—	10,00
	Février	17	S.N.C.I. 1977-85	10,00	100,20	8 ans	5.000	9,96	—	9,96
	Février	17	S.N.L. 1977-85	10,00	100,20	8 ans	16.500	9,96	—	9,96
	Mars	16	Fonds des Routes 1977-86	9,75	100,00	9 ans	16.500 6	9,75	—	9,75
	Avril	25	Ville d'Anvers 1977-84	9,75	99,25	7 ans	6.000	9,93	—	9,90
	Avril	25	Ville de Bruxelles 1977-84	9,75	99,25	7 ans	2.000	9,93	—	9,90
	Avril	25	Ville de Liège 1977-84	9,75	99,25	7 ans	4.000	9,93	—	9,90
	Mai	25	Etat belge 1977-84	9,75	99,75	7 ans	50.300	9,81	—	9,80
	Juin	27	S.N.C.B. 1977-86	9,75	100,25	9 ans	6.000	9,70	—	9,71
	Septembre	5	Etat belge 1977-87	9,50	100,25	9 ans 6 mois	61.500	9,47	—	9,48
	Octobre	13	Fonds des Routes 1977-85	9,00	100,00	7 ans 6 mois	28.500	9,02	—	9,02
	Décembre	8	S.N.L. 1977-86	8,75	98,75	8 ans 6 mois	18.000	9,01	—	8,98
						270.300				
1978	Janvier	30	Etat belge 1978-86	9,50	101,25	8 ans	63.000	9,24	—	9,27

1 Emprunts qui ont fait l'objet d'un arrêté au *Moniteur belge*, à l'exception des émissions continues.

2 Les totaux annuels peuvent différer des chiffres repris à la colonne (1) du tableau précédent (émissions brutes par grosses tranches) parce qu'ils comprennent les émissions pour leur montant nominal, même si une partie seulement de l'emprunt a été effectivement couverte et parce que les émissions dont la période de souscription chevauche deux années, sont réparties au tableau précédent entre les deux années selon les montants effectivement souscrits au cours de chacune d'elles.

3 Le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursements, intérêts, lots et primes éventuels) encore à recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix du capital en vie, évalué au cours d'émission.

4 Rendements calculés avant retenues fiscales à la source.

5 Le premier taux indiqué est celui qui est appliqué jusqu'à l'échéance intercalaire; le second est celui qui est appliqué à partir de celle-ci.

6 Dont 16.000 millions de francs rétrocédés aux Intercommunales Autoroutières.

XVI - 3. — DETTES DE L'ETAT

XVI - 3a. — Situation officielle

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Fin de période	Dettes directes									Dettes indirectes	Dettes totales (à l'excl. de la dette reprise de la République du Zaïre) 2	Dettes reprises de la République du Zaïre 3	Dettes totales (y compris la dette reprise de la République du Zaïre) 2
	en francs belges					en monnaies étrangères							
	consolidée 1	à moyen terme	à court terme	Avoirs des particuliers à l'O.C.P.	totale	consolidée 2	à moyen et court terme	totale 2	Total de la dette directe 2				
1969	347,7	13,9	67,3	52,9	481,8	11,2	49,9	61,1	542,9	52,9	595,8	2,6	598,4
1970	359,6	12,5	78,1	57,3	507,5	9,9	40,4	50,3	557,8	61,7	619,5	2,2	621,7
1971	426,5	13,4	66,9	57,2	564,0	8,2	14,0	22,2	586,2	56,7	642,9	1,8	644,7
1972	494,9	17,7	57,7	66,0	636,3	6,5	1,9	8,4	644,7	65,5	710,2	1,4	711,6
1973	559,4	15,9	56,6	63,4	695,3	5,5	...	5,5	700,8	62,9	763,7	1,0	764,7
1974	613,7	19,7	57,7	65,7	756,8	4,6	...	4,6	761,4	59,2	820,6	0,8	821,4
1975													
Septembre	649,7	17,6	108,6	68,5	844,4	3,9	...	3,9	848,3	85,4	933,7	0,5	934,2
Décembre	681,9	17,3	71,0	69,4	839,6	3,7	...	3,7	843,3	85,1	928,4	0,4	928,8
1976													
Mars	715,3	16,4	96,2	72,6	900,5	3,7	...	3,7	904,2	106,6	1.010,8	0,3	1.011,1
Juin	745,8	15,4	115,0	77,6	953,8	3,3	...	3,3	957,1	100,3	1.057,4	0,3	1.057,7
Septembre	751,4	14,7	134,2	75,4	975,7	3,1	...	3,1	978,8	98,2	1.077,0	0,2	1.077,2
Décembre	752,5	13,0	116,6	76,8	958,9	2,9	...	2,9	961,8	96,7	1.058,5	0,2	1.058,7
1977													
Janvier	739,0	13,0	150,2	87,9	990,1	2,9	...	2,9	993,0	96,0	1.089,0	0,1	1.089,1
Février	789,7	12,5	143,8	83,1	1.029,1	2,9	...	2,9	1.032,0	95,9	1.127,9	0,1	1.128,0
Mars	786,8	12,0	187,6	81,0	1.067,4	2,9	...	2,9	1.070,3	95,4	1.165,7	0,1	1.165,8
Avril	784,3	11,4	190,9	93,8	1.080,4	2,9	...	2,9	1.083,3	95,7	1.179,0	0,1	1.179,1
Mai	780,9	10,7	223,3	82,7	1.097,6	2,8	...	2,8	1.100,4	95,1	1.195,5	0,1	1.195,6
Juin	826,3	13,4	199,2	83,6	1.122,5	2,7	...	2,7	1.125,2	94,3	1.219,5	0,1	1.219,6
Juillet	823,2	6,4	190,5	86,9	1.107,0	2,7	...	2,7	1.109,7	93,8	1.203,5	0,1	1.203,6
Août	819,4	7,5	203,4	83,4	1.113,7	2,6	...	2,6	1.116,3	93,2	1.209,5	0,1	1.209,6
Septembre	876,6	6,9	172,3	80,9	1.136,7	2,6	...	2,6	1.139,3	92,5	1.231,8	0,2	1.232,0
Octobre	873,1	6,2	137,4	88,7	1.105,4	2,6	...	2,6	1.108,0	120,3	1.228,3	0,2	1.228,5
Novembre	869,2	6,3	161,8	81,7	1.119,0	2,6	...	2,6	1.121,6	119,8	1.241,4	0,1	1.241,5
Décembre	864,6	6,3	156,0	79,9	1.106,8	2,5	...	2,5	1.109,3	119,3	1.228,6	0,1	1.228,7

1 Y compris l'Emprunt de l'Assainissement Monétaire.

2 Non compris la dette intergouvernementale résultant de la guerre 1914-1918.

3 Voir : *Moniteur belge* - 27-5-1965 - Convention du 6 février 1965.

XVI - 3b. — Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds

(milliards de francs)

Périodes	Dettes totales (à l'excl. de la dette reprise de la République du Zaïre) 1	Dettes reprises de la République du Zaïre 2	Dettes totales 3	Variations comptables à éliminer				Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds	Variations du compte créditeur de l'Etat à la B.N.B. et des placements financiers	Besoins nets de financement du Trésor 7	Pour mémoire : Variations de l'encours des lettres de change acceptées par le Fonds des Routes 7
				Certificats de trésorerie détenus par le F.M.I. 4	Certificats de trésorerie souscrite par la B.N.B. pour le financement des prêts au F.M.I. 5	Avoirs de la B.N.B. à l'O.C.P. pour compte des Ministres de l'Education Nationale 6	Divers				
1970	+ 23,7	- 0,4	+ 23,3	- 0,5	...	...	...	+ 23,8	...	+ 23,8	...
1971	+ 23,4	- 0,4	+ 23,0	- 10,4	...	- 0,3	- 0,1 ⁸	+ 33,8	...	+ 33,8	...
1972	+ 67,3	- 0,4	+ 66,9	+ 3,9	...	- 0,2	- 0,5 ⁹	+ 63,7	...	+ 63,7	...
1973	+ 53,5	- 0,4	+ 53,1	+ 1,3	...	- 2,1	+ 2,8 ¹⁰	+ 51,1	...	+ 51,1	...
1974	+ 56,9	- 0,2	+ 56,7	- 0,7	...	...	...	+ 57,4	...	+ 57,4	...
1975	+ 107,8	- 0,4	+ 107,4	- 1,9	...	...	...	+ 109,3	...	+ 109,3	...
1976	+ 130,1	- 0,2	+ 129,9	- 3,2	...	...	...	+ 133,1	...	+ 133,1	...
1977	+ 170,1	- 0,1	+ 170,0	+ 2,6	...	...	...	+ 167,4	...	+ 167,4	...

1 Variations de la colonne (11) du tableau XVI-3a.

2 Variations de la colonne (12) du tableau XVI-3a.

3 Variations de la colonne (13) du tableau XVI-3a.

4 Les remboursements de certificats de trésorerie détenus par le F.M.I. sont, conformément aux dispositions légales et conventionnelles en vigueur, supportés par la B.N.B.; celle-ci reçoit, par ailleurs, le produit des souscriptions de certificats par le F.M.I.

5 La souscription de certificats de trésorerie constitue simplement la modalité technique sous laquelle la B.N.B. finance les prêts consentis au F.M.I. dans le cadre des Accords Généraux d'Emprunt.

6 Les variations de l'avoir de la B.N.B. à l'O.C.P. pour compte des Ministres de l'Education Nationale ont pour exactes contreparties des mouvements de l'avoir des Ministres de l'Education Nationale auprès

de la B.N.B. A partir d'octobre 1973, l'avoir précité n'est plus compris dans le chiffre de l'avoir des particuliers à l'O.C.P.

7 Le total des colonnes (10) et (11) correspond (avec signe inversé) à la colonne (5) de l'ancienne série et à la colonne (8) de la nouvelle série « Besoins nets de financement du Trésor » du tableau XI-8.

8 B.I.R.D. : + 0,5; réévaluation du franc suisse : + 0,3; conclusions de la Conférence du Groupe des Dix à Washington des 17 et 18-12-1971 : - 0,8 (dollars U.S.) et - 0,1 (francs suisses).

9 B.I.R.D.

10 Bons du Trésor spéciaux remis à la B.N.B. et couvrant les diminutions nettes de ses actifs découlant de la dévaluation du dollar U.S., le 12-2-1973 (Convention du 31-12-1973).

**XVI - 4. — RECENSEMENT DES DETTES EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN
DU SECTEUR PUBLIC**

a) Ventilation par débiteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

	Secteurs non financiers				Intermédiaires financiers 3	Total	Pour mémoire : Titres zairois et titres du Fonds Belgo- Congolais d'Amortisse- ment et de Gestion 4
	Etat 2	Paraétatiques d'exploitation	Sécurité sociale et fonds de pension	Secteur public non compris ailleurs			

Titres accessibles à tout placeur 1

1969	340,6	39,7	—	53,6	209,4	643,3	10,9
1970	360,8	43,5	—	62,5	248,8	715,6	10,6
1971	422,3	49,9	—	76,6	289,8	838,6	10,3
1972	498,2	58,0	—	101,4 ⁵	315,1	972,7 ⁵	—
1973	560,5	63,7	—	120,9 ⁵	352,6	1.097,7 ⁵	—
1974	611,1	71,2	—	124,4 ⁵	406,4	1.213,1 ⁵	—
1975	705,4	72,1	—	126,9 ⁵	460,5	1.364,9 ⁵	—
1976 p	788,7	88,0	—	139,0 ⁵	516,6	1.532,3 ⁵	—

Titres non accessibles à tout placeur

1969	71,8	13,3	3,8	16,9	37,1	142,9	—
1970	70,9	19,4	3,3	17,3	39,7	150,6	—
1971	72,2	22,7	3,3	22,0	47,8	168,0	—
1972	78,1	26,2	3,9	21,4	55,8	185,4	—
1973	76,1	27,3	3,2	23,4	59,8	189,8	—
1974	80,1	30,9	3,2	27,6	63,1	204,9	—
1975	77,8	35,9	5,7	29,6	75,3	224,3	—
1976 p	72,6	38,5	11,2	31,9	81,8	236,0	—

Total

1969	412,4	53,0	3,8	70,5	246,5	786,2	10,9
1970	431,7	62,9	3,3	79,8	288,5	866,2	10,6
1971	494,5	72,6	3,3	98,6	337,6	1.006,6	10,3
1972	576,3	84,2	3,9	122,8 ⁵	370,9	1.158,1 ⁵	—
1973	636,6	91,0	3,2	144,3 ⁵	412,4	1.287,5 ⁵	—
1974	691,2	102,1	3,2	152,0 ⁵	469,5	1.418,0 ⁵	—
1975	783,2	108,0	5,7	156,5 ⁵	535,8	1.589,2 ⁵	—
1976 p	861,3	126,5	11,2	170,9 ⁵	598,4	1.768,3 ⁵	—

1 Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., la C.N.C.P., l'O.C.C.H., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

2 Dette publique belge, directe et indirecte, intérieure consolidée et à moyen terme.

3 Y compris les bons de caisse à un an au plus.

4 Titres admis ou admissibles à la souscription du Fonds, y compris les bonifications effectivement accordées à la fin de chaque année. À partir de 1972, ces titres sont inclus dans la rubrique « Secteur public non compris ailleurs ».

5 Y compris les titres du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion.

**XVI - 4. — RECENSEMENT DES DETTES EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN
DU SECTEUR PUBLIC**

b) Ventilation par détenteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

	Secteurs non financiers				Intermédiaires financiers					Total
	Entreprises, particuliers, Etranger	Para-étatiques d'exploitation	Secteur public non compris ailleurs ²	Sécurité sociale	Organismes principalement monétaires ³	Fonds des Rentes	Caissees d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension	Intermédiaires financiers publics de crédit	

Titres accessibles à tout placeur¹

1969	346,2	4,4	3,0	8,0	102,4	6,9	64,5	89,2	18,7	643,3
1970	384,4	4,7	2,9	8,9	128,2	6,0	68,9	93,2	18,4	715,6
1971	427,1	5,1	2,6	11,2	170,2	8,2	85,3	98,6	30,3	838,6
1972 ⁴	470,4	6,2	2,7	12,7	212,0	15,2	110,7	104,2	38,6	972,7
1973 ⁴	519,3	6,6	3,0	14,7	254,0	15,7	129,3	113,1	42,0	1.097,7
1974 ⁴	577,1	6,6	3,7	15,4	283,9	12,1	146,4	123,9	44,0	1.213,1
1975 ⁴	641,1	8,4	4,5	14,4	322,6	17,9	172,3	131,2	52,5	1.364,9
1976 ⁴	750,2	8,2	5,9	13,4	347,7	14,9	203,1	136,7	52,2	1.532,3

Titres non accessibles à tout placeur

1969	5,8	0,3	0,2	2,5	65,0	—	28,3	34,3	6,5	142,9
1970	9,4	0,4	0,3	2,4	67,8	—	31,0	34,3	5,0	150,6
1971	9,2	0,3	0,3	2,8	72,5	—	40,2	33,8	8,9	168,0
1972	9,0	0,3	0,2	2,8	79,8	—	48,4	32,4	12,5	185,4
1973	8,4	0,2	0,2	3,2	81,6	—	51,8	32,8	11,6	189,8
1974	8,7	0,3	0,2	3,9	85,7	—	57,6	32,9	15,6	204,9
1975	10,2	0,3	0,2	3,7	92,6	—	70,1	31,7	15,5	224,3
1976	11,4	0,3	0,2	3,1	91,8	—	83,9	29,7	15,6	236,0

Total

1969	352,0	4,7	3,2	10,5	167,4	6,9	92,8	123,5	25,2	786,2
1970	393,8	5,1	3,2	11,3	196,0	6,0	99,9	127,5	23,4	866,2
1971	436,3	5,4	2,9	14,0	242,7	8,2	125,5	132,4	39,2	1.006,6
1972 ⁴	479,4	6,5	2,9	15,5	291,8	15,2	159,1	136,6	51,1	1.158,1
1973 ⁴	527,7	6,8	3,2	17,9	335,6	15,7	181,1	145,9	53,6	1.287,5
1974 ⁴	585,8	6,9	3,9	19,3	369,6	12,1	204,0	156,8	59,6	1.418,0
1975 ⁴	651,3	8,7	4,7	18,1	415,2	17,9	242,4	162,9	68,0	1.589,2
1976 ⁴	761,6	8,5	6,1	16,5	439,5	14,9	287,0	166,4	67,8	1.768,3

¹ Sont considérées comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., la C.N.C.P., l'O.C.C.H., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

² A l'exclusion des fonds autonomes et organismes paraétatiques qui ont le caractère d'organismes monétaires ou d'organismes d'épargne, de sécurité sociale, d'assurances ou de capitalisation.

³ A l'exclusion des avoirs des caisses de pension gérées par ces organismes.

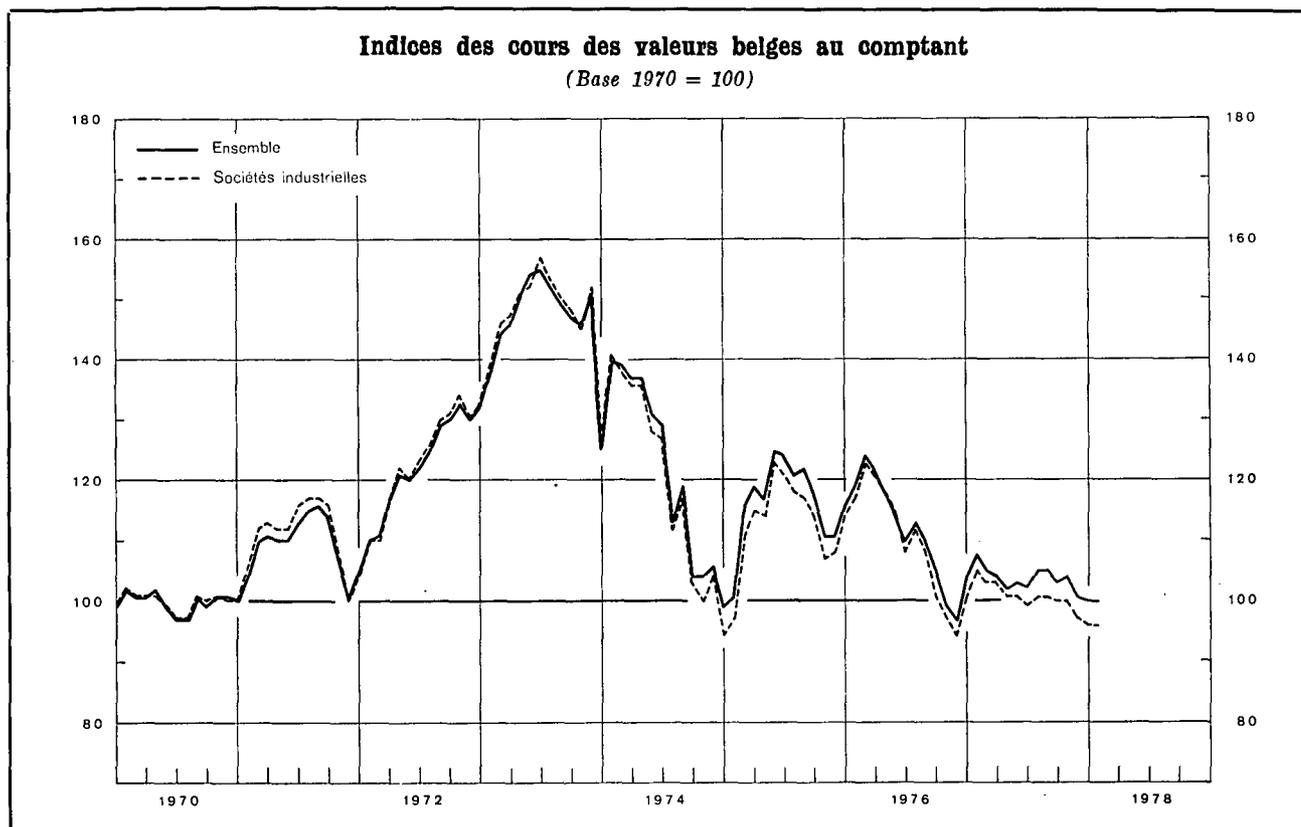
⁴ Y compris les titres du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion.

Références bibliographiques : *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Annuaire Statistique de la Belgique.* — *Bulletin de Documentation du Ministère des Finances.* — *Bulletin d'Information et de Documentation :* XXXVI^e année, vol. I, no 3, mars 1961 : « L'inventaire et le classement des fonds publics belges ». XXXVIII^e année, vol. I, no 4, avril 1963 : « L'inventaire et le classement des fonds publics ». XL^e année, vol. I.

no 3, mars 1966 : « L'inventaire et le classement des titres à revenu fixe à moyen et long terme du secteur public ». XLIII^e année, vol. I, no 3, mars 1968 : « L'inventaire et le classement des titres à revenu fixe à moyen et long terme du secteur public ». XLV^e année, vol. I, no 3, mars 1970 : « L'inventaire et le classement des titres à revenu fixe à moyen et long terme du secteur public ». — *Statistiques Economiques belges 1960-1970.*

XVII. — VALEURS MOBILIERES DU SECTEUR PRIVE ET CREDITS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS

1. — EVOLUTION DE L'ACTIVITE, DU NIVEAU DES COURS ET DU TAUX DE RENDEMENT DES VALEURS BOURSIERES



Moyennes mensuelles ou mois	Capitaux traités		Valeurs belges									
	moyennes par séance (millions de francs) 1	Indices des cours 2						Taux de rendement 3				
		Au comptant				A terme	Ensemble	Sociétés industrielles				
		Ensemble		Sociétés industrielles								
(Base 1970 = 100)						en p.c.						
1970	112	100	100	100	100	100	4,9	5,2				
1971	169	110	111	103	103	5,2	5,9					
1972	199	123	124	118	118	4,1	3,9					
1973	276	147	148	144	144	3,8	3,7					
1974	185	121	119	125	125	5,3	5,4					
1975	205	117	113	123	123	5,8 ⁴	5,8 ⁴					
1976	230	111	110	116	116	5,5	4,9					
1977	166	103	100	99	99	5,9	5,4					
		1977	1978	1977	1978	1977	1978	1977	1978	1977	1978	
Janvier	197	127	108	99	105	96	110	89	5,4	6,3	4,7	6,1
Février	179		105		103		105		5,5		4,7	
Mars	168		104		103		103		5,5		4,9	
Avril	213		102		101		101		5,5		4,9	
Mai	189		103		101		102		5,8		4,9	
Juin	153		102		99		101		6,0		5,5	
Juillet	151		105		101		103		6,0		5,6	
Août	131		105		101		101		6,1		5,7	
Septembre	150		103		100		96		6,1		5,7	
Octobre	154		104		100		95		6,1		5,8	
Novembre	168		101		97		92		6,3		6,0	
Décembre	138		99		96		90		6,3		6,1	

¹ Source : Commission de la Bourse de Bruxelles : ces chiffres portent sur les transactions en obligations de sociétés et en actions (terme et comptant) à la Bourse de Bruxelles.

² Source : I.N.S. : Pour les chiffres annuels : moyenne des indices aux 10 et 25 de chaque mois ; pour les chiffres mensuels : indices au 10 de chaque mois seulement (Bourses de Bruxelles et d'Anvers).

³ Source : Kredietbank : Rapport au cours à la fin du mois du dernier dividende net annoncé ou payé (Bourse de Bruxelles).

⁴ Nouvelle série.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹

(Chiffres annuels)

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dettes obligataires en vie au 31-12	Montant brut des coupons payés ³
				(milliards de francs)					
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

Banques ⁴

1966	54	9,4	5,9	1,8	...	1,0	0,1	11,6	0,5
1967	50	10,1	7,2	1,9	...	1,1	0,1	13,1	0,6
1968	50	10,4	8,1	2,1	...	1,1	0,1	16,0	0,7
1969	52	14,5	8,8	2,4	...	1,4	0,1	20,3	0,9
1970	53	16,5	10,5	2,8	0,3	1,6	0,1	25,1	1,2
1971	47	16,5	12,3	3,3	...	2,0	0,1	29,7	1,6
1972	48	18,0	13,6	3,6	...	2,1	0,1	34,9	2,0
1973	45	18,5	14,9	3,7	...	2,3	0,1	40,4	2,2

Sociétés financières et immobilières ⁵

1966	1.819	39,0	23,0	4,4	0,3	2,5	0,2	19,8	1,0
1967	1.865	44,4	26,2	4,4	0,4	2,8	0,2	23,7	1,1
1968	1.892	48,1	27,3	4,9	0,5	2,9	0,2	28,1	1,4
1969	1.940	53,5	28,8	5,6	0,6	3,2	0,2	33,7	1,8
1970	1.981	57,0	32,0	6,3	0,7	3,7	0,2	39,6	2,2
1971	2.077	59,4	34,2	6,6	0,6	4,1	0,2	46,4	2,8
1972	2.121	61,7	38,4	6,8	0,8	4,5	0,2	55,0	3,3
1973	2.141	63,9	41,5	8,6	0,4	5,2	0,3	64,1	3,8

Industries des fabrications métalliques

1966	1.396	21,5	17,3	4,8	0,9	1,3	0,2	2,1	0,1
1967	1.391	22,9	19,3	4,0	1,4	1,3	0,2	2,4	0,1
1968	1.361	23,9	21,3	4,0	1,3	1,5	0,1	2,3	0,1
1969	1.352	28,5	20,5	4,8	1,3	1,5	0,1	2,1	0,2
1970	1.336	32,3	22,2	6,1	1,8	1,8	0,1	2,5	0,1
1971	1.356	37,7	23,3	7,1	1,2	1,7	0,1	2,3	0,2
1972	1.391	42,3	28,4	7,8	1,5	2,0	0,1	5,5	0,2
1973	1.425	45,7	31,2	9,1	1,6	2,9	0,1	5,4	0,3

Métallurgie du fer

1966	96	21,3	18,2	0,6	0,2	0,3	...	6,6	0,4
1967	93	23,9	18,5	0,8	0,4	0,2	...	5,6	0,4
1968	90	26,2	19,3	0,5	0,1	0,3	...	5,1	0,3
1969	87	26,9	20,1	0,9	0,1	0,4	...	4,4	0,3
1970	90	25,9	18,1	3,1	0,1	1,5	0,1	3,6	0,3
1971	88	23,3	18,9	3,2	0,1	1,8	0,1	2,8	0,2
1972	87	28,4	20,2	1,4	0,3	0,6	...	2,3	0,2
1973	86	28,6	20,5	1,4	0,5	1,0	0,1	2,0	0,2

Industrie textile

1966	986	12,8	11,1	1,3	0,8	0,4	0,1	0,3	...
1967	976	13,1	11,4	1,3	0,7	0,3	0,1	0,3	...
1968	957	13,2	12,0	1,1	0,7	0,3	0,1	0,3	...
1969	929	13,8	11,3	1,5	0,5	0,4	0,1	0,3	...
1970	919	14,6	11,8	1,7	0,4	0,4	0,1	0,3	...
1971	901	14,4	12,4	1,3	1,0	0,4	0,1	0,3	...
1972	898	15,1	13,0	1,9	0,7	0,4	0,1	0,3	...
1973	915	15,0	13,3	2,1	0,6	0,4	0,1	0,3	...

Notes : voir fin du tableau XVII-2.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ (suite)

(Chiffres annuels)

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31-12	Montant brut des coupons payés ³
				(milliards de francs)					
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
Industrie alimentaire									
1966	725	12,1	9,5	1,7	0,2	0,7	0,1	0,9	0,1
1967	729	12,9	10,8	2,1	0,3	0,8	0,1	0,9	0,1
1968	717	14,7	10,2	2,5	0,4	0,9	0,1	0,8	0,1
1969	703	16,1	9,9	2,2	0,5	0,8	0,1	0,8	0,1
1970	713	18,3	10,7	2,7	0,5	0,9	0,1	0,8	0,1
1971	699	17,1	10,6	1,8	0,5	0,7	0,1	0,8	0,1
1972	693	19,5	12,8	2,9	0,5	1,1	0,1	0,8	0,1
1973	696	20,6	14,5	3,1	0,5	1,4	0,1	0,8	0,1
Industrie chimique									
1966	606	20,2	9,8	2,8	0,4	1,5	0,1	0,6	...
1967	607	22,3	10,7	2,7	0,6	1,5	0,1	0,5	...
1968	627	35,1	25,8	4,1	0,9	2,2	0,1	0,4	...
1969	643	40,4	26,0	5,3	0,8	2,7	0,1	0,4	...
1970	631	43,7	27,4	5,5	0,6	2,8	0,1	1,0	...
1971	635	48,1	29,8	6,7	1,2	3,3	0,1	4,0	0,1
1972	644	49,9	35,9	6,7	1,3	4,0	0,1	4,4	0,3
1973	653	52,3	35,9	7,5	0,9	4,4	0,1	5,4	0,4
Electricité									
1966	24	23,5	4,3	2,3	...	1,9	0,1	13,3	0,8
1967	16	14,6	2,2	1,3	...	1,2	...	14,2	0,9
1968	17	28,0	5,8	2,6	...	2,3	0,1	14,2	0,9
1969	17	27,2	5,3	2,6	...	2,4	0,1	14,6	0,9
1970	18	30,1	6,1	3,0	...	2,6	0,1	15,9	1,0
1971	18	31,8	7,1	3,4	...	3,0	0,1	20,3	1,1
1972	17	34,3	7,5	3,7	...	3,3	0,1	29,0	1,5
1973	17	36,6	8,4	3,8	...	3,6	0,1	34,2	2,1
Industrie du charbon									
1966	30	7,0	2,0	0,2	0,6	0,1	...	0,3	...
1967	30	7,0	1,8	0,1	0,8	0,1	...	...	...
1968	26	4,9	1,7	0,1	0,5	0,1	...	...	...
1969	25	4,7	1,3	0,1	0,3	...	...	...	...
1970	24	4,8	1,1	0,2	0,3	0,2	...	...	...
1971	24	4,8	0,9	0,2	0,2	0,1	...	...	...
1972	22	4,6	0,7	0,1	0,3	...	...	...	...
1973	21	4,6	0,6	...	0,4	...	...	...	...
Total des sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ⁶									
1966	14.913	231,7	145,6	30,4	5,1	13,5	1,5	61,1	3,4
1967	14.986	240,3	156,4	28,7	7,4	13,1	1,4	66,9	3,6
1968	15.037	279,0	183,1	33,0	7,9	15,9	1,4	73,3	4,1
1969	15.286	310,9	181,0	39,3	7,0	17,9	1,5	89,8	4,6
1970	15.567	343,9	191,4	47,4	9,1	21,2	1,7	104,1	5,3
1971	15.938	371,8	210,8	53,5	9,7	23,8	1,9	122,3	7,0
1972	16.640	395,4	239,8	53,9	12,6	24,2	1,8	151,0	8,5
1973	17.155	419,2	257,5	62,5	10,6	28,9	2,0	173,2	10,4

Notes : voir fin du tableau XVII-2, page suivante.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ (suite)
(Chiffres annuels)

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31-12	Montant brut des coupons payés ³
				(milliards de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

B. — Total des sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger ⁷

1966	299	41,4	32,7	3,5	0,9	2,1	0,1	1,8	...
1967	277	40,8	32,7	2,7	5,2	2,3	0,1	1,8	0,1
1968	264	40,2	28,6	4,4	0,6	2,7	0,2	3,8	0,1
1969	252	41,2	27,7	5,1	0,1	3,0	0,2	4,2	0,2
1970	240	41,3	29,7	6,4	2,6	3,6	0,2	3,7	0,3
1971	234	43,0	29,0	7,1	0,3	3,9	0,2	2,3	0,2
1972	229	46,8	31,9	5,3	0,2	3,8	0,2	4,9	0,2
1973	211	43,9	32,0	5,5	0,4	3,7	0,2	4,8	0,3

C. — Total général ^{6 7}

1966	15.212	273,1	178,3	33,9	6,0	15,6	1,6	62,9	3,4
1967	15.263	280,6	189,1	31,4	12,6	15,4	1,5	68,7	3,7
1968	15.301	319,2	211,7	37,4	8,5	18,6	1,6	77,1	4,2
1969	15.538	352,1	208,7	44,4	7,1	20,9	1,7	93,9	4,8
1970	15.807	385,2	221,1	53,8	11,7	24,8	1,9	107,8	5,6
1971	16.172	414,8	239,8	60,6	10,0	27,7	2,1	124,6	7,2
1972	16.869	442,2	271,7	59,2	12,8	28,0	2,0	155,9	8,7
1973	17.366	463,1	289,5	68,0	11,0	32,6	2,2	178,0	10,7

¹ Sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

² Il s'agit de l'année de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (7).

³ Il s'agit du montant des intérêts échus pendant l'année sous rubrique; ce montant est en relation avec la dette obligataire en vie à la fin de l'année précédente.

⁴ Non compris la B.N.B.

⁵ Non compris la S.N.C.I.

⁶ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la SABENA.

⁷ Après déduction des doubles emplois.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹
(Chiffres cumulés)

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ⁴

1970 12 mois	15.589	344,5	191,6	47,5	9,2	21,1	4,9
1971 12 mois	15.989	372,3	210,9	53,5	9,7	23,8	5,1
1972 3 premiers mois	1.963	41,2	33,1	7,2	1,5	3,0	1,9
6 premiers mois	13.738	351,3	205,2	46,4	11,0	21,4	3,6
9 premiers mois	15.262	369,6	219,4	49,4	11,7	22,3	5,1
12 mois	16.693	395,7	240,0	53,9	12,6	24,2	7,7
1973 1 ^{er} mois	193	3,8	2,6	0,6	0,2	0,2	0,6
2 premiers mois	441	16,7	14,4	3,8	0,4	1,6	1,3
3 premiers mois	1.987	45,1	35,5	8,7	0,9	4,1	2,1
4 premiers mois	5.340	119,7	76,1	20,2	3,0	8,7	2,8
5 premiers mois	10.743	267,0	145,5	39,0	7,1	17,5	3,6
6 premiers mois	14.214	365,4	210,1	54,5	9,0	25,5	4,3
7 premiers mois	15.031	380,2	217,5	56,2	9,6	26,2	5,2
8 premiers mois	15.307	391,1	232,3	57,2	9,7	26,7	5,7
9 premiers mois	15.782	395,3	236,7	58,0	10,0	26,9	6,4
10 premiers mois	16.328	405,0	245,8	59,6	10,3	27,6	7,0
11 premiers mois	16.701	410,2	250,7	60,7	10,4	27,9	7,7
12 mois	17.205	419,5	257,7	62,5	10,6	28,9	9,7

Notes : voir page suivante.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ (suite)
(Chiffres cumulés)

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

1970 12 mois	241	41,4	29,7	6,4	2,6	3,6	0,2
1971 12 mois	235	43,0	29,1	7,1	0,3	3,9	0,2
1972 3 premiers mois	14	0,3	0,2	...	...	...	0,1
6 premiers mois	163	39,4	26,9	4,8	0,1	3,4	0,2
9 premiers mois	194	42,5	28,9	5,0	0,2	3,5	0,2
12 mois	229	46,8	31,9	5,3	0,2	3,8	0,2
1973 1 ^{er} mois	6	1,4	0,3	0,1	...	0,1	...
2 premiers mois	8	1,4	0,3	0,1	...	0,1	0,2
3 premiers mois	19	1,7	0,5	0,2	...	0,1	0,2
4 premiers mois	35	2,2	1,0	0,2	0,1	0,1	0,2
5 premiers mois	79	21,9	12,2	2,9	0,1	2,0	0,3
6 premiers mois	152	37,0	27,3	4,9	0,2	3,4	0,3
7 premiers mois	176	39,6	29,3	5,0	0,3	3,5	0,3
8 premiers mois	179	40,1	29,6	5,0	0,3	3,5	0,3
9 premiers mois	182	40,2	29,7	5,0	0,3	3,5	0,3
10 premiers mois	195	41,5	30,3	5,1	0,3	3,6	0,4
11 premiers mois	200	41,8	30,9	5,1	0,4	3,6	0,4
12 mois	212	44,7	32,1	5,6	0,4	3,8	0,4

C. — Total général ⁴

1970 12 mois	15.830	385,9	221,3	53,9	11,8	24,7	5,1
1971 12 mois	16.224	415,3	240,0	60,6	10,0	27,7	5,3
1972 3 premiers mois	1.977	41,5	33,3	7,2	1,5	3,0	2,0
6 premiers mois	13.901	390,7	232,1	51,2	11,1	24,8	3,8
9 premiers mois	15.456	412,1	248,3	54,4	11,9	25,8	5,3
12 mois	16.922	442,5	271,9	59,2	12,8	28,0	7,9
1973 1 ^{er} mois	199	5,2	2,9	0,7	0,2	0,3	0,6
2 premiers mois	449	18,1	14,7	3,9	0,4	1,7	1,5
3 premiers mois	2.006	46,8	36,0	8,9	0,9	4,2	2,3
4 premiers mois	5.375	121,9	77,1	20,4	3,1	8,8	3,0
5 premiers mois	10.822	288,9	157,7	41,9	7,2	19,5	3,9
6 premiers mois	14.366	402,4	237,4	59,4	9,2	28,9	4,6
7 premiers mois	15.207	419,8	246,8	61,2	9,9	29,7	5,5
8 premiers mois	15.486	431,2	261,9	62,2	10,0	30,2	6,0
9 premiers mois	15.964	435,5	266,4	63,0	10,3	30,4	6,7
10 premiers mois	16.523	446,5	276,1	64,7	10,6	31,2	7,4
11 premiers mois	16.901	452,0	281,6	65,8	10,8	31,5	8,1
12 mois	17.417	464,2	289,8	68,1	11,0	32,7	10,1

¹ Sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

² Il s'agit du mois de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (6).

³ Les coupons d'obligations sont, comme les dividendes, recensés pendant le mois où ils sont payés. Le paiement des coupons d'obligations peut être effectué à une autre date que celui des dividendes. De ce fait, les

obligations dont les coupons sont recensés à la colonne (7) ne représentent pas nécessairement toutes des emprunts des sociétés faisant l'objet des colonnes précédentes.

⁴ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la SABENA.

XVII - 4. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS ¹

(Chiffres annuels)

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B. ²).

Périodes	Actions		Obligations (montant nominal)				Actions et obligations	Actions et obligations Total des émissions nettes (I.N.S.)
	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues			émissions continues nettes	Total des émissions nettes	
			émissions	amortisse- ments	émissions nettes			
	(1)	(2)	(8)	(4)	(5) = (8) - (4)	(6)	(7) = (5) + (6)		(8) = (2) + (7)	(9)

Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

1967	33,5	14,8	3,1	2,8	0,3	3,7	4,0	18,8	24,0
1968	51,4	20,4	1,7	2,5	- 0,8	4,3	3,5	23,9	35,0
1969	46,6	20,3	4,3	3,1	1,2	4,5	5,7	26,0	29,8
1970	44,0	18,9	5,3	3,3	2,0	5,4	7,4	26,3	42,3
1971	26,8	15,1	11,9	4,0	7,9	5,9	13,8	28,9	43,2
1972	40,8	p 20,8	21,6	3,7	17,9	4,6	22,5	p 43,3	45,5
1973	39,1	p 19,7	13,9	3,3	10,6	6,3	16,9	p 36,6	39,1
1974	49,5	p 22,3	p 13,3	p 3,9	p 9,4	p 9,6	p 19,0	p 41,3	p 45,0

B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

1967	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...
1968	1,6	...	2,0	...	2,0	...	2,0	2,0	2,0
1969	0,8	...	0,5	0,1	0,4	...	0,4	0,4	0,4
1970	1,7	...	...	0,4	-0,4	...	-0,4	-0,4	-0,4
1971	4,4	2,6	0,2	1,6	-1,4	...	-1,4	1,2	1,2
1972	0,5	p 0,1	2,9	0,1	2,8	...	2,8	p 2,9	2,9
1973	9,4	p 0,3	...	0,1	-0,1	...	-0,1	p 0,2	0,2
1974	0,6	p 0,2	p ...	p 0,1	p -0,1	p ...	p -0,1	p 0,1	p 0,1

Total général

1967	33,6	14,8	3,1	2,8	0,3	3,7	4,0	18,8	24,0
1968	53,0	20,4	3,7	2,5	1,2	4,3	5,5	25,9	37,0
1969	47,4	20,3	4,8	3,2	1,6	4,5	6,1	26,4	30,2
1970	45,7	18,9	5,3	3,7	1,6	5,4	7,0	25,9	41,9
1971	31,2	17,7	12,1	5,6	6,5	5,9	12,4	30,1	44,4
1972	41,3	p 20,9	24,5	3,8	20,7	4,6	25,3	p 46,2	48,4
1973	48,5	p 20,0	13,9	3,4	10,5	6,3	16,8	p 36,8	39,3
1974	50,1	p 22,5	p 13,3	p 4,0	p 9,3	p 9,6	p 18,9	p 41,4	p 45,1

¹ Sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge.

² Ces modifications consistent d'une part à inclure les appels de fonds, d'autre part à éliminer les émissions continues et non continues d'obligations du secteur public (S.N.C.I., SABENA) et les émissions d'obligations et de bons de caisse des banques belges.

N. B. — Col. (1) et (9) : montants repris sans modifications des statistiques de l'I.N.S. — col. (2) à (8) : montants modifiés par la B.N.B. comme indiqué à la note ² ci-contre.

— Col. (1) : constitutions de sociétés et augmentations de capital — col. (2) : montants libérés sur souscriptions d'actions (déduction faite des libérations autres qu'en espèces), primes d'émission et appels de fonds — col. (8) : nouvelles émissions (partie effectivement émise au cours de l'année) plus reliquats d'émissions antérieures, moins emprunts de conversion et d'émissions contre paiement en nature.

XVII - 5. — EMISSIONS DES SOCIETES ¹

(Chiffres mensuels ²)

(milliards de francs)

Sources : Chiffres définitifs : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B. ³).
Chiffres provisoires : Commission bancaire et B.N.B.

Périodes	A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique				B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger			
	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations
	émissions nominales (1)	émissions nettes (2)	émissions non continues brutes (3)	Total (4) = (2) + (3)	émissions nominales (5)	émissions nettes (6)	émissions non continues brutes (7)	Total (8) = (6) + (7)
1974	49,5	19,5	p 9,3	p 28,8	0,6	0,2	p ...	p 0,2
1975 6 premiers mois	18,1	6,6	p 14,6	p 20,8	...	...	...	...
9 premiers mois	25,6	10,6	p 17,6	p 27,9	...	...	...	...
12 mois	39,6	17,7	p 24,7	p 42,1	...	...	...	...
1976 3 premiers mois .. p	9,9	4,7	0,4	5,1	...	...	...	...
6 premiers mois .. p	20,9	9,6	2,4	12,0	1,2	...	...	...
9 premiers mois .. p	29,6	13,6	4,5	18,1	1,2	...	...	...
12 mois p	50,1	21,2	11,8	33,0	1,2	...	...	...
1977 3 premiers mois .. p	14,7	6,5	1,2	7,7	...	...	...	...
6 premiers mois .. p	35,8	18,2	1,3	19,5	...	...	...	...
1976 Juin p	4,8	2,3	0,1	2,4	...	...	...	...
Juillet p	2,8	0,9	1,8	2,7	...	...	...	...
Août p	2,9	1,4	...	1,4	...	...	...	...
Septembre p	3,0	1,7	0,3	2,0	...	...	...	...
Octobre p	7,8	1,7	3,5	5,2	...	...	...	...
Novembre p	2,8	1,2	...	1,2	...	...	...	...
Décembre p	9,9	4,7	3,8	8,5	...	...	...	...
1977 Janvier p	4,5	1,6	0,1	1,7	...	...	...	...
Février p	3,0	1,8	...	1,8	...	...	...	...
Mars p	7,2	3,1	1,1	4,2	...	...	...	...
Avril p	2,6	1,0	...	1,0	...	...	...	...
Mai p	12,3	7,2	0,1	7,3	...	...	...	...
Juin p	6,2	3,5	...	3,5	...	...	...	...

¹ Sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge.

² Les chiffres de ce tableau diffèrent des données reprises au tableau XVII-4 sur les points suivants : a) les émissions nettes d'actions ne comprennent pas les appels de fonds; b) les émissions d'obligations sont brutes (amortissements non déduits) et ne comprennent pas les émissions continues.

³ Les modifications consistent à éliminer les émissions d'obligations du secteur public (S.N.C.I., SABENA) et des banques belges.

N. B. — 3, 6 et 9 premiers mois = addition des chiffres mensuels. Le chiffre définitif des 12 mois comprend des données supplémentaires qui ne peuvent être ventilées mensuellement (pour les colonnes (1), (3), (5) et (7) voir le tableau XVII-4).

XVII - 6. — ENGAGEMENTS DES ENTREPRISES ¹ ET PARTICULIERS

ENVERS LES INTERMEDIAIRES FINANCIERS BELGES

Ventilation d'après les organismes auprès desquels ces engagements ont été contractés à leur origine ²

(milliards de francs)

Fin de période	Organismes principalement monétaires				Autres intermédiaires financiers						Total général (11) = (4) + (10)	dont emprunts obligataires émis par les organismes publics d'exploitation ⁴ (12)
	B.N.B.	Organismes publics	Banques	Total 3 (4) = (1) à (3)	Intermédiaires financiers publics de crédit spécialisés dans		CGER	Caisses d'épargne privées	Divers	Total (10) = (5) à (9)		
					les crédits professionnels (5)	le crédit à l'habitation (6)						
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)		
1969	2,8	...	214,5	217,3	149,3	57,0	107,3	80,4	0,9	394,9	612,2	24,0
1970	2,8	...	243,6	246,4	170,7	62,6	112,4	90,9	0,7	437,3	683,7	29,1
1971	3,7	...	279,4	283,1	184,4	71,0	120,8	100,6	1,0	477,8	760,9	38,1
1972 ⁵	3,9	0,4	338,5	342,8	194,2	79,0	138,8	116,2	1,8	530,0	872,8	47,1
1973	4,1	0,4	395,6	400,1	219,9	88,4	161,5	136,2	1,9	607,9	1.008,0	52,6
1974	3,5	0,4	448,6	452,5	248,5	98,0	180,1	158,1	1,6	686,3	1.138,8	58,4
1975	2,1	0,4	524,4	526,9	278,0	110,3	201,0	183,9	1,8	775,0	1.301,9	73,1
1976	1,7	0,4	614,4	616,5	313,3	129,0	233,3	220,0	1,8	897,4	1.513,9	69,6
1975 Juin	1,9	0,4	475,0	477,3	259,6	104,9	187,2	167,8	1,0	720,5	1.197,8	67,3
Septembre .	1,0	0,4	487,0	488,4	266,8	107,7	192,2	173,6	1,3	741,6	1.230,0	68,2
Décembre .	2,1	0,4	524,4	526,9	278,0	110,3	201,0	183,9	1,8	775,0	1.301,9	73,1
1976 Mars	1,7	0,4	544,7	546,8	288,7	114,7	207,3	190,8	1,8	803,3	1.350,1	73,7
Juin	1,2	0,4	569,0	570,6	295,4	120,3	215,5	200,4	1,8	833,4	1.404,0	69,1
Septembre .	1,2	0,4	591,7	593,3	301,3	124,8	223,4	207,5	1,8	858,3	1.452,1	68,9
Décembre ..	1,7	0,4	614,4	616,5	313,3	129,0	233,3	220,0	1,8	897,4	1.513,9	69,6
1977 Mars ... p	1,3	0,4	623,8	625,5	318,3	135,1	240,9	225,3	1,3	920,9	1.546,4	70,3
Juin ... p	1,3	0,4	656,2	657,9	326,3	142,5	249,6	233,6	1,1	953,1	1.611,0	75,2
Septembre p	0,6	0,4	673,1	674,1	332,0	149,1	255,8	241,3	1,2	979,4	1.653,5	82,1

¹ Les entreprises comprennent les organismes publics d'exploitation, mais non les intermédiaires financiers. Les chiffres englobent les emprunts obligataires émis par les entreprises, y compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

² Les emprunts obligataires émis par les entreprises sont supposés contractés à l'origine auprès de l'organisme détenteur.

³ Cf. tableau XIII-1, colonne (10) + colonne (11).

⁴ Non compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

⁵ Y compris les effets venus à échéance le dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

N. B. — Les données publiées dans ce tableau forment une nouvelle série non comparable à celle publiée avant janvier 1976 (cf. *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*. LIIe année, tome I, n° 1, janvier 1976).

XVII - 7. — INSCRIPTIONS

HYPOTHECAIRES

Source : *Moniteur belge*.

Moyennes mensuelles	Milliards de francs ¹
1970	4,9
1971	5,6
1972	7,4
1973	10,1
1974	10,4
1975	9,7
1976	14,7
1977	16,2
1975 4 ^e trimestre ..	13,0
1976 1 ^{er} trimestre ..	13,8
2 ^e trimestre ..	15,8
3 ^e trimestre ..	14,7
4 ^e trimestre ..	14,3
1977 1 ^{er} trimestre ..	14,3
2 ^e trimestre ..	15,7
3 ^e trimestre ..	16,5
4 ^e trimestre ..	18,3

¹ Montants estimés d'après les droits d'inscription perçus. Y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1 ½ p.c. du total mais non compris les hypothèques légales.

Références bibliographiques : *Annuaire Statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques économiques belges 1960-1970*. — *Indices et Statistiques* (Commission de la Bourse de Bruxelles).

— *Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank*. — *Moniteur belge* : Ministère des Finances : Situation des opérations en matière d'impôts. Droits d'hypothèque.

XVIII. — MARCHÉ MONÉTAIRE

1. — MARCHÉ DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR *

(milliards de francs)

Moyennes journalières ¹	Capitaux prêtés par			Capitaux empruntés par				Total (8) = (1)+(2)+(3) ou (4)+(5) +(6)+(7)
	Banques de dépôts (1)	Fonds des Rentes (2)	Autres organismes ² (3)	Banques de dépôts (4)	Fonds des Rentes (5)	I.R.G. (6)	Autres organismes ³ (7)	
1970	3,8	1,6	3,2	1,4	0,1	6,7	0,4	8,6
1971	4,4	1,2	3,2	1,9	0,3	6,1	0,5	8,8
1972	5,2	0,8	3,5	2,2	1,2	5,4	0,7	9,5
1973	6,4	0,9	4,2	2,9	3,1	4,8	0,7	11,5
1974	6,2	1,4	4,2	3,1	3,9	4,2	0,6	11,8
1975	6,5	5,7	3,4	4,1	0,1	10,4	1,0	15,6
1976	6,8	0,8	3,6	4,4	1,2	4,6	1,0	11,2
1977	7,0	1,0	3,6	4,8	1,1	4,4	1,3	11,6
1975 4 ^e trimestre	6,5	7,5	3,2	4,0	...	12,1	1,1	17,2
1976 1 ^{er} trimestre	6,2	1,5	3,7	4,1	0,4	5,9	1,0	11,4
2 ^e trimestre	7,7	0,3	3,9	4,5	0,2	6,5	0,7	11,9
3 ^e trimestre	6,9	0,1	3,2	4,1	3,6	1,8	0,7	10,2
4 ^e trimestre	6,3	1,3	3,6	4,9	0,6	4,2	1,5	11,2
1977 1 ^{er} trimestre	7,3	0,8	3,5	4,5	0,2	5,5	1,4	11,6
2 ^e trimestre	6,8	0,2	3,6	4,4	3,3	1,8	1,1	10,6
3 ^e trimestre	6,6	0,4	3,4	4,9	0,1	4,0	1,4	10,4
4 ^e trimestre	7,4	2,5	4,0	5,2	1,0	6,3	1,4	13,9
1977 Janvier	8,8	0,1	3,5	3,9	0,1	7,7	0,7	12,4
Février	4,2	2,3	4,2	6,2	0,1	3,4	1,0	10,7
Mars	8,4	0,2	2,9	3,7	0,4	5,1	2,3	11,5
Avril	5,5	0,4	2,9	4,7	0,5	2,5	1,1	8,8
Mai	7,3	...	4,2	3,9	5,1	1,7	0,8	11,5
Juin	7,5	...	3,9	4,5	4,1	1,2	1,6	11,4
Juillet	7,4	0,2	3,5	4,8	...	5,1	1,2	11,1
Août	5,9	...	3,6	4,8	0,2	3,2	1,3	9,5
Septembre	6,6	0,9	3,2	5,3	0,1	3,6	1,7	10,7
Octobre	4,8	4,3	2,9	6,0	...	4,3	1,7	12,0
Novembre	11,4	3,3	3,3	3,9	...	12,5	1,6	18,0
Décembre	6,3	...	5,6	5,8	2,8	2,5	0,8	11,9
1978 Janvier	5,6	0,1	3,7	5,9	...	1,9	1,6	9,4

* La plus grande partie des capitaux traités au jour le jour est régie par le « Protocole régissant le marché du call money garanti », intervenu entre le Fonds des Rentes, l'I.R.G. et les organismes financiers du secteur public et du secteur privé recevant des dépôts de fonds à vue, en carnets de dépôt ou d'épargne ou à des termes n'excédant pas 3 mois. Le présent tableau tient compte, en outre, de capitaux traités en dehors de ces protocoles.

¹ Les moyennes sont calculés sur la base du nombre total de jours de la période; cette méthode de calcul correspond à celle que l'I.R.G. adopte dans la présentation de ses données.

² Cette colonne comprend notamment la CGER, la S.N.C.I., le Crédit Communal de Belgique et divers prêteurs « hors Protocole ».

³ Cette colonne comprend notamment l'O.N.D., la C.N.C.P., la S.N.C.I. et le Crédit Communal de Belgique.

**XVIII - 2. — LOCALISATION DES EFFETS COMMERCIAUX
ESCOMPTE PAR LES BANQUES DE DEPOTS
ET DES ACCEPTATIONS BANCAIRES ¹**

(milliards de francs)

Moyennes des encours à fin de mois ²	Portefeuille logé				Total (5) = (1) à (4)
	dans les banques de dépôts (1)	à l'I.R.G. ³ (2)	dans les autres organismes du marché hors banque et à l'étranger (3)	à la B.N.B. ⁴ (4)	
1969	89,9	2,2	19,5	26,0	137,6
1970	110,4	5,8	20,8	7,6	144,6
1971	124,1	4,6	23,5	4,1	156,3
1972	130,6	3,4	24,9	12,7	171,6
1973	140,3	3,2	24,1	20,7	188,3
1974	158,2	4,5	27,8	27,2	217,7
1975	167,1	8,8	38,0	10,5	224,4
1976	184,9	4,3	33,8	35,8	258,8
1975 3 ^e trimestre	175,4	9,2	30,1	7,9	222,6
4 ^e trimestre	170,8	12,8	31,8	12,8	228,2
1976 1 ^{er} trimestre	179,9	7,7	39,3	22,7	249,6
2 ^e trimestre	178,1	5,7	37,0	33,4	254,2
3 ^e trimestre	188,8	1,5	29,5	43,6	263,4
4 ^e trimestre	192,8	2,4	29,5	43,3	268,0
1977 1 ^{er} trimestre	196,2	7,2	35,1	28,3	266,8
2 ^e trimestre	210,4	2,5	37,6	25,7	276,2
3 ^e trimestre	203,0	3,7	38,0	32,3	277,0

¹ Encours utilisés des crédits d'escompte et d'acceptations en francs belges accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers (autres que les intermédiaires financiers, mais y compris les paraétatiques d'exploitation), au Fonds des Routes et à l'étranger.

² Ces moyennes ont été calculées en prenant une fois les encours du début et de la fin de la période et deux fois les encours des fins de mois intercalaires.

³ Encours du portefeuille, à l'exclusion de la partie financée par recours au réescompte de la B.N.B.

⁴ Comme le tableau porte uniquement sur les crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts, les chiffres de cette colonne ne comprennent pas les crédits directs de la B.N.B.

XIX. — TAUX D'ESCOMPTE, D'INTERET ET DE RENDEMENT

(Pour cent par an)

1a. — BAREME OFFICIEL DES TAUX D'ESCOMPTE ET D'AVANCES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Dates des changements	Escompte		Avances en compte courant et prêts sur		
	Traites acceptées domiciliées en banque, warrants et acceptations visées 1 ou certifiées 2 représentatives d'opérations de commerce extérieur	Autres traites et promesses	Certificats de trésorerie et certificats du Fonds des Rentes émis à maximum 180 jours 3	Certificats de trésorerie émis à plus de 180 jours et à maximum 374 jours 3	autres effets publics 4
Taux en vigueur au 31-12-1969 ...	7,50	9,50	9,00	9,25	9,50
1970 22 octobre	7,00	9,00	8,50	8,75	9,00
10 décembre	6,50	8,50	8,00	8,25	8,50
1971 25 mars	6,00	7,50	7,00	7,25	7,50
23 septembre	5,50	7,00	6,50	6,75	7,00
1972 6 janvier	5,00	6,50	6,00	6,25	6,50
3 février	4,50	6,00	5,50	5,75	6,00
2 mars	4,00	5,00		5,00	
23 novembre	4,50	5,50		5,50	
21 décembre	5,00	6,00		6,00	
1973 10 mai	5,50	7,00		7,00	
5 juillet	6,00	7,50		7,50	
2 août	6,50	8,00		8,00	
4 octobre	7,00	8,50		8,50	
29 novembre	7,75	8,50		8,50	
1974 1 ^{er} février	8,75	9,50		9,50	
8 juillet	8,75	9,50		9,50	
1975 30 janvier	8,25	9,00		9,00	
13 mars	7,50	8,00		8,00	
24 avril	7,00	7,50		7,50	
29 mai		6,50		6,50	
21 août		6,00		6,00	
1976 18 mars		7,00		7,00	
23 juillet		8,00		8,00	
13 août		9,00		9,00	
1 ^{er} octobre		9,00		12,50	
20 octobre		9,00		12,00	
18 novembre		9,00		11,00	
9 décembre		9,00		10,00	
1977 6 janvier		8,00		8,00	
17 février		7,00		7,00	
5 mai		6,50		6,50	
23 juin		6,00		6,00	
2 décembre		7,00		7,00	
14 décembre		9,00		9,00	
1978 5 janvier		8,50		8,50	
19 janvier		7,50		7,50	
2 février		6,50		6,50	

1 Le visa a été supprimé le 1^{er} avril 1974.

2 La procédure de certification a débuté le 1^{er} juin 1970.

3 Quotité maximum : 95 p.c.

4 Sont seuls acceptés en nantissement les titres et effets publics « au porteur » libellés en francs belges.

Quotité maximum : 80 p.c.

5 Du 8 juillet 1974 au 31 mars 1975, du 12 février au 16 juin 1976, et

du 23 juillet au 19 décembre 1976, pour les banques, les caisses d'épargne privées et les institutions publiques de crédit : taux pour les effets imputés sur le sous-plafond de réescompte A (cf. tableau XVIII-3).

6 Pour les banques, les caisses d'épargne privées et les institutions publiques de crédit : taux pour les avances à l'intérieur du quota mensuel que la B.N.B. leur a attribué.

**XIX - 1b. — TAUX SPECIAUX DE LA BANQUE
NATIONALE DE BELGIQUE**

**XIX - 1c. — TAUX MOYEN PONDERE
DE LA BANQUE NATIONALE
DE BELGIQUE ¹**

Dates des changements	Escompte d'effets imputés sur le sous-plafond de réescompte B	Avances au-delà du quota mensuel attribué aux banques, aux caisses d'épargne privées et aux institutions publiques de crédit	Fin de période	Taux
Taux en vigueur au 31-12-1974 ...	9,50	10,25	1974 Juillet	9,05
1975 10 janvier	9,50	10,00	Août	9,11
13 janvier	9,50	9,75	Septembre	9,14
30 janvier	9,00	9,25	Octobre	9,07
27 février	8,25	9,25	Novembre	9,12
13 mars	7,50	8,25	Décembre	9,18
1 ^{er} avril	—	8,25	1975 Janvier	8,66
15 avril	—	8,00	Février	8,26
25 avril	—	7,75	Mars	7,54
16 mai	—	7,50	Avril	7,01
29 mai	—	7,00	Mai	6,51
17 juin	—	6,75	Juin	6,50
9 juillet	—	7,00	Juillet	6,50
21 août	—	6,50	Août	6,00
1976 30 janvier	—	7,50	Septembre	5,64
11 février	—	8,00	Octobre	6,00
12 février	8,00	8,00	Novembre	6,00
19 février	7,50	8,00	Décembre	5,73
24 février	7,00	7,50	1976 Janvier	6,01
15 mars	8,00	8,00	Février	6,05
17 mars	9,00	9,00	Mars	7,80
19 mars	9,00	10,00	Avril	7,67
21 avril	9,00	9,00	Mai	7,19
19 mai	8,00	8,00	Juin	7,09
14 juin	7,00	8,00	Juillet	7,77
17 juin	—	8,00	Août	10,16
23 juillet	9,50	9,50	Septembre	10,42
30 juillet	10,00	10,00	Octobre	11,02
13 août	11,00	11,50	Novembre	9,77
27 août	11,00	13,00	Décembre	9,06
6 septembre	11,50	13,50	1977 Janvier	8,00
1 ^{er} octobre	11,50	15,00	Février	7,00
20 octobre	12,00	14,00	Mars	7,00
26 octobre	12,00	13,00	Avril	7,03
2 novembre	11,00	12,00	Mai	6,51
18 novembre	10,50	12,00	Juin	6,03
9 décembre	10,00	11,00	Juillet	6,00
17 décembre	10,00	10,50	Août	6,01
20 décembre	—	10,50	Septembre	6,01
1977 6 janvier	—	8,50	Octobre	5,75
17 février	—	7,25	Novembre	6,00
5 mai	—	6,75	Décembre	7,73
23 juin	—	6,25	1978 Janvier	7,27
2 décembre	—	7,25		
14 décembre	—	9,25		
1978 5 janvier	—	8,75		
19 janvier	—	7,75		
2 février	—	6,75		

¹ Coût moyen du recours à la Banque Nationale de Belgique pour les intermédiaires financiers qui financent directement ou indirectement les crédits aux entreprises et particuliers; ce coût est calculé en fai-

sant la moyenne des différents taux pondérés par l'encours des financements obtenus par ces intermédiaires à ces taux.

XIX - 2. — TAUX DE L'INSTITUT DE REESCOMPTE ET DE GARANTIE

Source : I.R.G.

Périodes 1	Taux pratiqués à l'achat de papier bancable 2			Périodes 1	Taux de négociation d'effets non bancables 3 à environ		
	Effets n'ayant plus que 120 jours à courir à imputer sur le		Effets « Crédit-export » ayant un maximum de 1 an à courir		30 jours	60 jours	90 jours
	Sous-plafond A	Sous-plafond B					
1969	7,40	—	—	1969	8,50	8,75	8,75
1970	6,00 ⁴	—	—	1970	6,50	6,75	7,00
1971 Septembre 24	4,30 ⁴	—	—	1971 Septembre 24	4,10	4,50	4,70
1971	4,45 ⁴	—	—	1971	5,65	5,65	5,65
1972 Mars 14	3,20 ⁴	—	—	1972 Mars 27	2,95	3,20	3,40
1972	4,90 ⁴	—	—	1972	5,10	5,40	5,40
1973 Mars 6	4,70 ⁴	—	—	1973 Janvier 15	5,90	5,90	5,90
1973	7,65	—	—	Avril 9	4,90	5,20	5,40
1974	8,65	10,00	—	1973	9,50	9,50	9,50
1975 Mars	6,75	6,75	6,75	1974 Juillet 8	13,75	13,75	13,75
Juin	5,75	—	5,75	1974	10,00	10,50	10,90
Septembre	5,25	—	5,75	1975 Mars	6,90	7,10	7,35 ⁵
Décembre	5,25	—	5,75	Juin	5,55	5,75	5,85
1976 Février 13	5,90	8,10	8,75	Septembre	5,35 ⁵	5,35	5,60
Mars 5	6,90	9,10	6,70	Décembre	*	5,70	5,80
Mars	6,90	6,90	6,70	1976 Février 12	*	8,10	8,10
Juin	8,90	11,10	8,75	Mars 4	7,00	7,00	7,00
Août	8,90	11,75	8,75	Mars	*	11,25	*
Septembre	8,90	13,50	8,75	Juin	8,25	8,60	8,80
Octobre 4	8,90	12,50	8,75	Août	14,00	*	13,50
Octobre	8,90	10,50	8,75	Septembre	13,40	13,40	13,10
Novembre	8,90	—	8,75	Octobre 15	15,55	*	15,00
Décembre	8,90	—	8,75	Octobre	14,30 ⁵	14,10 ⁵	14,00 ⁵
1977 Janvier	7,75	—	7,75	Novembre	10,50	10,60	10,75
Février	6,75	—	6,75	Décembre	9,60	9,65	9,65
Mars	6,75	—	6,75	1977 Janvier	7,90	8,00	8,00
Avril	6,75	—	6,75	Février	6,70	6,80	6,90
Mai	6,25	—	6,25	Mars	6,50	6,80	7,00
Juin	5,75	—	5,75	Avril	6,50	6,60	6,80
Juillet	5,75	—	5,75	Mai	6,40	6,60	6,70
Août	5,75	—	5,75	Juin	6,00	6,25	6,35
Septembre	5,75	—	5,75	Juillet	6,00	6,25	6,35
Octobre	5,55	—	5,55	Août	5,65	5,80	5,85
Novembre	5,55	—	5,55	Septembre	5,70	5,80	5,90
Décembre	8,75	—	8,75	Octobre	5,60	5,70	5,80
1978 Janvier	7,25	—	7,25	Novembre 15	6,50	6,75	6,75
				Novembre	5,40	5,70	5,90
				Décembre	9,50	9,50	9,50
				1978 Janvier	7,30	7,30	7,50

¹ Lorsqu'aucune date précise n'accompagne la mention de la période, il s'agit du dernier taux de la période; lorsqu'une date précise accompagne la mention de la période, il s'agit de la date à laquelle le taux atteint un maximum ou un minimum au cours de cette période.

² Ce papier répond aux critères d'éligibilité à l'escompte de la B.N.B. et est imputé sur les plafonds de réescompte alloués par celle-ci aux intermédiaires financiers (cf. tableau XVIII-8).

³ Les négociations par l'I.R.G. comprennent tant les effets virtuellement bancables mais non imputés sur les plafonds de réescompte, que d'autres effets commerciaux.

⁴ Taux pour les opérations de 61 à 120 jours.

⁵ Taux indicatif.

* Pas d'opérations.

**XIX - 3. — TAUX DE L'ARGENT
AU JOUR LE JOUR**

Période	Moyennes ¹
1970	6,25
1971	3,70
1972	2,48
1973	4,81
1974	9,25
1975	4,63
1976	8,38
1977	5,58
1975 4 ^e trimestre	4,11
1976 1 ^{er} trimestre	5,48
2 ^e trimestre	7,10
3 ^e trimestre	10,41
4 ^e trimestre	10,15
1977 1 ^{er} trimestre	6,07
2 ^e trimestre	5,97
3 ^e trimestre	4,75
4 ^e trimestre	5,04
1977 Janvier	6,14
Février	6,69
Mars	5,46
Avril	6,18
Mai	5,93
Juin	5,87
Juillet	4,49
Août	4,91
Septembre	4,88
Octobre	4,75
Novembre	3,42
Décembre	7,16
1978 Janvier	7,56

**XIX - 4. — TAUX DES CERTIFICATS DE TRESORERIE
ET DES CERTIFICATS DU FONDS DES RENTES**

	Certificats de trésorerie à très court terme ²			Certificats du Fonds des Rentes ³ (4 mois)		Dates	Certificats de trésorerie émis par adjudication ⁶		
	1 mois	2 mois	3 mois	4	5		6 mois	9 mois	12 mois
	(fin de période)			6	6				
1969	7,50	8,00	8,50	8,75	7,14				
1970	6,15	6,55	6,95	7,25	8,13	1969 9 déc.	8,80	8,80	8,80
1971	4,10	4,45	4,80	5,15	5,46	1970 8 déc.	7,45	*	7,75
1972	3,90	4,20	4,50	4,85	4,12	1971 14 déc.	5,35	5,65	6,15
1973	7,05	7,35	7,65	7,95	6,36	1972 12 déc.	4,85	5,25	5,85
1974	10,00	10,25	10,50	11,00	10,85	1973 11 déc.	*	*	8,10
1975	5,55	5,80	6,05	6,20	7,14	1974 10 déc.	*	*	*
1976	10,00	10,00	10,00	10,50	9,96	1975 9 déc.	6,75	*	*
1977	8,75	9,00	9,25	9,50	7,55	1976 9 mars	7,10	*	*
1975 4 ^e trim.	5,55	5,80	6,05	6,20	6,20	8 juin	10,00	*	*
1976 1 ^{er} trim.	9,00	9,00	9,00	9,25	6,87	14 sept.	*	*	*
2 ^e trim.	8,50	8,75	9,00	9,50	9,80	14 déc.	10,75	*	10,50
3 ^e trim.	13,00	13,00	13,00	13,25	10,91	1977 8 févr.	8,75	9,00	9,25
4 ^e trim.	10,00	10,00	10,00	10,50	12,69	8 mars	8,00	8,25	8,50
1977 1 ^{er} trim.	6,75	7,00	7,25	7,75	8,35	12 avril	8,00	8,25	8,50
2 ^e trim.	6,25	6,50	6,75	7,00	7,51	10 mai	7,75	*	8,25
3 ^e trim.	5,75	6,00	6,25	6,25	6,62	14 juin	7,65	7,75	8,00
4 ^e trim.	8,75	9,00	9,25	9,50	7,06	12 juill.	7,50	7,65	7,75
1977 Janv. ...	8,00	8,00	8,25	9,00	9,36	9 août	7,00	7,25	7,50
Févr. ...	7,00	7,25	7,50	7,75	8,28	13 sept.	6,75	7,00	7,25
Mars ...	6,75	7,00	7,25	7,75	7,75	11 oct.	6,75	*	*
Avril ...	6,75	7,00	7,25	7,50	7,72	8 nov.	6,75	*	*
Mai ...	6,50	6,75	7,00	7,50	7,50	13 déc.	7,75	*	*
Juin ...	6,25	6,50	6,75	7,00	7,35	1978 10 janv.	9,00	*	*
Juillet ...	6,15	6,40	6,65	6,90	6,99	14 févr.	7,25	*	7,75
Août ...	5,75	6,00	6,25	6,25	6,42				
Sept. ...	5,75	6,00	6,25	6,25	6,25				
Oct. ...	5,75	6,00	6,25	6,25	6,25				
Nov. ...	5,50	5,75	6,00	6,25	6,25				
Déc. ...	8,75	9,00	9,25	9,50	8,80				
1978 Janv. ...	7,60	7,65	7,75	8,00	8,32				

¹ Il s'agit de moyennes pondérées des taux journaliers moyens. (La pondération tient compte, non seulement des capitaux empruntés chaque jour dans le cadre des protocoles dressés en vue de la participation au marché du call-money, mais encore de capitaux empruntés en dehors de ces protocoles).

² Cf. arrêté ministériel du 9 novembre 1957 (*Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8028), modifié par l'arrêté ministériel du 25 mars 1964 (*Moniteur belge* du 28 mars 1964, p. 9233).

³ Les certificats du Fonds des Rentes, créés lors de la réforme du marché monétaire de novembre 1957, peuvent être détenus par les banques belges et luxembourgeoises, les caisses d'épargne privées, les institutions finan-

cières du secteur public et certains parastatiques d'exploitaton. Les taux indiqués étaient également valables pour les certificats de trésorerie B, qui ont été créés lors de la même réforme et remboursés définitivement le 18 juillet 1977.

⁴ Taux de la dernière adjudication hebdomadaire de l'année, du trimestre ou du mois.

⁵ Moyenne pondérée des taux des adjudications hebdomadaires de l'année, du trimestre ou du mois.

⁶ Taux uniques valables pour tous les certificats adjugés (taux les plus élevés retenus).

* Pas d'adjudication.

XIX - 5. — TAUX DE DEPOTS EN FRANCS BELGES DANS LES BANQUES ¹

Dates des changements	Comptes de dépôts à					
	vue	15 jours de préavis ²	terme ²			
			1 mois	3 mois	6 mois	12 mois
Taux en vigueur au 31-12-1972	0,50	1,00	2,00	3,00	4,00	5,00
1973 15 janvier	0,50	1,35	2,40	3,50	4,50	5,25
4 juin	0,50	1,75	2,90	4,00	5,00	5,50
16 août	0,50	2,75	3,90	5,00	5,75	6,25
15 décembre	0,50	3,50	4,65	5,75	6,40	6,75
1974 6 février	0,50	4,00	5,15	6,25	6,90	7,25
8 avril	0,50	4,50	5,65	6,75	7,15	7,25
20 mai	0,50	4,50	5,65	6,75	7,40	8,00
1 ^{er} juillet	0,50	5,00	6,00	7,00	7,50	8,00
15 septembre	0,50	5,25	6,25	7,25	7,75	8,25
12 novembre	0,50	4,75	5,75	7,00	7,50	8,25
1975 10 février	0,50	4,25	5,25	6,50	7,00	8,25
16 février	0,50	4,25	5,25	6,50	7,00	8,00
10 mars	0,50	3,50	4,75	6,00	6,50	7,75
1 ^{er} avril	0,50	3,50	4,75	6,00	6,50	7,25
20 mai	0,50	3,50	4,50	5,50	6,00	7,25
9 juin	0,50	3,00	4,00	5,00	5,50	6,75
10 octobre	0,50	2,50	3,50	4,65	5,25	6,75
1976 12 janvier	0,50	2,50	3,50	4,65	5,25	7,00
15 avril	0,50	3,00	4,00	5,15	5,75	7,25
23 août	0,50	3,75	4,75	5,90	6,25	7,25
20 septembre	0,50	4,75	5,75	6,75	7,00	7,25
1977 17 janvier	0,50	4,25	5,25	6,50	6,75	7,25
1 ^{er} mars	0,50	3,25	4,25	5,50	6,25	7,25
22 juin	0,50	3,25	4,25	5,50	6,25	7,00
5 juillet	0,50	3,00	4,00	5,25	6,00	7,00
19 septembre	0,50	2,75	3,75	5,00	5,75	6,75

¹ Tarif appliqué par 25 banques environ, dont les principales. D'autres banques, surtout régionales, appliquent en général un tarif supérieur.
² Les variations des taux des dépôts à préavis et à terme sont décidées en fonction des conditions du marché, de l'état de la balance des paiements

et de l'évolution de la conjoncture et font l'objet d'un accord précédé de consultations entre la B.N.B. et l'Association Belge des Banques.

**XIX - 6. — TAUX D'INTERET APPLIQUES SUR LIVRETS ORDINAIRES
A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE**

Dates des changements	1 ^{re} tranche 1		2 ^e tranche 2	
	Taux d'intérêt	Prime de fidélité ³	Taux d'intérêt	Prime de fidélité ³
Taux en vigueur au 31-12-1972	3,25	0,75	2,25	0,75
1973 1 ^{er} juin	3,50	0,75	2,50	0,75
1 ^{er} septembre	4,00	0,75	3,00	0,75
1974 1 ^{er} janvier	4,25	0,75	3,25	0,75
16 février	4,50	0,75	3,50	0,75
1 ^{er} juin	4,75	1,00	3,75	1,00
16 septembre ⁴	4,75	1,50	3,75	1,50
1975 1 ^{er} janvier	5,00	1,25	4,00	1,25
16 mars	4,75	1,25	3,75	1,25
1 ^{er} mai	4,50	1,25	3,50	1,25
16 juin	4,25	1,25	3,25	1,25
1977 16 septembre	4,00	1,50	3,00	1,50
1978 1 ^{er} janvier	4,00	1,25	3,00	1,25

¹ Taux alloués sur les dépôts (ou la fraction des dépôts) jusqu'à 500.000 F.
² Taux alloués sur la fraction des dépôts dépassant 500.000 F.
³ La prime de fidélité est accordée sur tout dépôt ou partie de dépôt qui est resté inscrit au livret entre le 16 janvier et le 31 décembre d'une même année.

⁴ Une « prime d'encouragement 1974 » au taux de 1 p.c. l'an est attribuée, prorata temporis pour la période du 16 septembre au 31 décembre 1974, sur l'accroissement moyen pondéré de l'avoir en compte par rapport au solde existant à la date du 15 septembre 1974.

**XIX - 7. — TAUX DE RENDEMENT DE TITRES A REVENU FIXE,
COTES A LA BOURSE DE BRUXELLES ¹**

Emprunts émis après le 1^{er} décembre 1962

Début de période	Echéance de 2 à 5 ans		Echéance à plus de 5 ans			Taux moyen pondéré
	Etat	Paraétatiques et villes	Etat	Paraétatiques et villes	Sociétés privées	
1970	7,37	7,96	7,80	8,20	9,26	7,93
1971	6,92	7,37	7,79	7,97	9,32	7,78
1972	6,87	6,83	7,17	7,11	7,69	7,14
1973	6,76	6,81	7,21	7,11	7,74	7,14
1974	7,72	7,61	7,92	7,95	8,56	7,90
1975	8,76	9,18	9,03	9,41	10,90	9,13
1976	8,33	8,41	8,72	8,90	10,29	8,69
1977	9,32	9,30	9,22	9,62	11,70	9,35
1975 Octobre	8,28	8,39	8,50	8,61	10,38	8,53
1976 Janvier	8,33	8,41	8,72	8,90	10,29	8,69
Avril	8,34	8,89	9,00	9,01	11,21	8,94
Juillet	8,97	9,16	8,94	9,41	11,65	9,10
Octobre	9,31	9,25	9,11	9,36	11,99	9,24
1977 Janvier	9,32	9,30	9,22	9,62	11,70	9,35
Février	9,12	9,19	9,24	9,50	11,14	9,29
Mars	9,07	9,04	9,08	9,29	10,73	9,13
Avril	9,14	9,04	9,06	9,21	10,82	9,11
Mai	8,93	8,85	8,94	9,20	10,47	9,00
Juin	9,17	8,87	8,93	9,29	10,42	9,05
Juillet	8,77	8,52	8,61	8,98	10,13	8,72
Août	8,68	8,29	8,62	8,73	10,04	8,63
Septembre	8,88	8,59	8,68	8,89	10,08	8,75
Octobre	8,65	8,42	8,42	8,75	9,56	8,53
Novembre	8,59	8,42	8,39	8,80	9,63	8,52
Décembre	8,66	8,43	8,42	8,79	9,97	8,54
1978 Janvier	9,01	8,73	8,76	9,04	9,85	8,86
Février	8,79	8,63	8,71	8,90	9,69	8,75

¹ Taux de rendement moyen calculé avant retenues fiscales à la source. Le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursement,

intérêts, lots et primes éventuels) encore à recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix d'achat du capital en vie, évalué au cours du jour, majoré des courtages et éventuellement des intérêts courus.

**XIX - 8. — TAUX DES BONS DE CAISSE ET OBLIGATIONS
EMIS PAR LES INSTITUTIONS PUBLIQUES DE CREDIT**

Dates des changements	1 an			5 ans			10 ans			20 ans		
	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹
Taux en vigueur au 31-12-1968	5,00	100,00	5,00	6,50	100,00	6,50	6,75	100,00	6,75	6,75	98,50	6,89
1969 15 avril	5,50	100,00	5,50	6,75	100,00	6,75	6,75	98,50	6,96	6,75	97,50	6,99
16 juin	6,00	100,00	6,00	7,00	99,75	7,06	7,25	100,00	7,25	7,50	100,00	7,50
1 ^{er} novembre ..	7,00	100,00	7,00	8,00	100,00	8,00	8,25	99,50	8,33	8,25	98,00	8,46
1971 25 janvier ...	6,50	100,00	6,50	7,50	100,00	7,50	8,00	100,00	8,00	8,00	99,00	8,10
18 février ...	6,00	100,00	6,00	7,00	100,00	7,00	7,50	100,00	7,50	7,50	99,00	7,60
16 septembre ..	6,00	100,00	6,00	6,75	100,00	6,75	7,25	100,00	7,25	7,40	100,00	7,40
18 octobre ...	5,75	100,00	5,75	6,75	100,00	6,75	7,25	100,00	7,25	7,40	100,00	7,40
20 décembre ..	5,75	100,00	5,75	6,75	100,00	6,75	7,00	100,00	7,00	7,25	100,00	7,25
1972 17 janvier ...	5,65	100,00	5,65	6,75	100,00	6,75	7,00	100,00	7,00	7,00	100,00	7,00
13 mars	5,25	100,00	5,25	6,25	100,00	6,25	6,75	100,00	6,75	7,00	100,00	7,00
1973 15 janvier ...	5,50	100,00	5,50	6,75	100,00	6,75	7,00	100,00	7,00	7,25	100,00	7,25
4 juin	5,75	100,00	5,75	7,00	100,00	7,00	7,25	100,00	7,25	7,25	98,50	7,40
1 ^{er} septembre ..	6,50	100,00	6,50	7,50	100,00	7,50	7,75	100,00	7,75	7,75	98,00	7,95
15 décembre ..	6,75	100,00	6,75	7,50	100,00	7,50	7,75	100,00	7,75	7,75	98,00	7,95
1974 6 février ...	7,25	100,00	7,25	8,00	100,00	8,00	8,00	98,75	8,18	8,25	98,75	8,38
20 mai	8,00	100,00	8,00	8,75	100,00	8,75	9,00	100,00	9,00	9,00	98,75	9,14
9 septembre ..	8,25	100,00	8,25	9,75	100,00	9,75	10,00	100,00	10,00	10,00	100,00	10,00
1975 16 février ...	8,00	100,00	8,00	9,75	100,00	9,75	10,00	100,00	10,00	10,00	100,00	10,00
10 mars	7,75	100,00	7,75	9,00	100,00	9,00	9,25	100,00	9,25	9,25	100,00	9,25
24 avril	7,25	100,00	7,25	8,50	100,00	8,50	8,75	100,00	8,75	8,75	100,00	8,75
9 juin	6,75	100,00	6,75	8,00	100,00	8,00	8,25	100,00	8,25	8,25	100,00	8,25
1976 12 janvier ...	7,00	100,00	7,00	8,75	100,00	8,75	9,00	100,00	9,00	9,00	99,00	9,11
20 avril	7,25	100,00	7,25	9,50	100,00	9,50	10,00	100,00	10,00	10,00	100,00	10,00
1977 22 juin	7,00	100,00	7,00	9,25	100,00	9,25	9,75	100,00	9,75	9,75	100,00	9,75
12 août	7,00	100,00	7,00	9,00	100,00	9,00	9,50	100,00	9,50	9,50	100,00	9,50
19 septembre ..	6,75	100,00	6,75	8,50	100,00	8,50	9,00	100,00	9,00	9,00	100,00	9,00

¹ Taux de rendement réel brut à l'émission pour les souscripteurs autres que les placeurs institutionnels. Tous les bons de caisse et obligations sont remboursables au pair.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : situations hebdomadaires de la B.N.B. — *Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.)* : XXVI^e année, vol. I, n° 6, juin 1951 : « Le marché de l'argent au jour le jour depuis septembre 1950 » ; XXVIII^e année, vol. I, n° 5, mai 1958 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) » ; XXXI^e année, vol. I, n° 2, février 1956 : « Statistique des

rendements des principaux types d'obligations » ; XXXII^e année, vol. II, n° 5, novembre 1957 : « La réforme du marché monétaire » ; XXXV^e année, vol. I, n° 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique » ; XXXVII^e année, vol. I, nos 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge ».

XX. — BANQUES D'EMISSION ETRANGERES

1. — TAUX D'ESCOMPTE *

(pour cent par an)

Mois des changements	Allemagne 1		Etats-Unis 2		France		Royaume-Uni 3		Italie 4		Pays-Bas 5		Canada		Suisse	
	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux
Taux en vigueur au 31-12-1974		6,00		7,75		13,00		11,50		11,00		7,00		8,75		5,50
1975 Janvier ...			10	7,25	9	12,00	17	11,25					13	8,25		
Janvier ...							24	11,00								
Février ...	7	5,50	5	6,75	27	11,00	7	10,75								
Février ...							14	10,50								
Mars	7	5,00	10	6,25			7	10,25			7	6,00			3	5,00
Mars							21	10,00								
Avril					10	10,00	18	9,75								
Mai	23	4,50	16	6,00			2	10,00	28	10,00					20	4,50
Juin					5	9,50										
Juillet ...							25	11,00								
Août	15	4,00									15	5,50			25	4,00
Septembre .	12	3,50			4	8,00			15	9,00	15	4,50	3	9,00	29	3,50
Octobre ..							3	12,00							29	3,00
Novembre .							14	11,75								
Novembre .							28	11,50								
Décembre ..							24	11,25								
1976 Janvier ...			19	5,50			2	11,00							13	2,50
Janvier ...							16	10,75								
Janvier ...							23	10,50								
Janvier ...							30	10,00								
Février ...							6	9,50	2	10,00	2	4,00				
Février ...							27	9,25	25	11,00						
Mars							5	9,00	18	15,00			8	9,50		
Avril							23	10,50								
Mai							21	11,50							8	2,00
Juin											1	4,50				
Juin											18	5,00				
Juillet ...					22	9,50										
Août											2	5,50				
Août											16	6,50				
Août											20	7,00				
Septembre .					23	10,50	10	13,00								
Octobre ...							7	15,00	4	18,00						
Novembre ..			22	5,25			19	14,75			29	6,00	22	9,00		
Décembre ..							17	14,50					22	8,50		
Décembre ..							24	14,25								
1977 Janvier ...							7	14,00			7	5,00				
Janvier ...							21	13,25								
Janvier ...							28	12,25								
Février ...							3	12,00					1	8,00		
Mars							10	11,00								
Mars							18	10,50								
Mars							31	9,50								
Avril							7	9,25								
Avril							15	9,00			18	4,50				
Avril							22	8,75								
Avril							29	8,25								
Mai							13	8,00	13	16,00	6	3,50	9	7,50		
Juin															15	1,50
Juillet ...																
Août							5	7,50								
Août			31	5,75	31	9,50	12	7,00	29	14,50						
Septembre .							9	6,50								
Septembre .							16	6,00								
Octobre .							7	5,50								
Octobre .			26	6,00			14	5,00								
Novembre .							25	7,00			11	4,50 ⁶				
Décembre ..	16	3,00														
1978 Janvier ...			9	6,50			6	6,50								

* Définitions des taux d'escompte officiels : voir « International Financial Statistics » (F.M.I.).

1 Taux d'application pour le papier mobilisé à l'intérieur des limites imposées par la Bundesbank. En plus, pendant certaines périodes, la Bundesbank met à la disposition des banques de la « monnaie banque centrale » sous forme d'achat avec obligation de rachat par les banques après 10 jours, d'effets commerciaux éligibles au réescompte à des taux variables, mais supérieurs au taux d'escompte officiel.

2 Federal Reserve Bank of New York.

3 Jusqu'au 2 février 1977, il s'agit d'un taux minimum de prêt, basé directement sur le taux moyen des bons du Trésor.

4 Taux applicable aux établissements de crédit qui ont eu recours au réescompte pour un montant supérieur à 5 p.c. de leurs réserves obligatoires pendant le semestre du calendrier précédant celui de l'opération.

5 La Nederlandsche Bank applique une commission spéciale pour les banques dont le recours moyen à la banque centrale, pendant une période déterminée, excède une limite imposée.

6 Le taux des avances qui est plus représentatif, s'élève à 5,00 p.c.

XX - 2. — BANQUE DE FRANCE

(millions de francs français)

	1974 31 décembre	1975 31 décembre	1976 31 décembre	1976 9 décembre	1977 8 décembre	1977 6 janvier	1978 5 janvier
ACTIF							
Or et créances sur l'étranger	42.896	100.098	92.854	88.890	104.556	92.626	110.125
Or	} 35.230	63.168	63.661	60.328	73.357	63.661	78.842
Disponibilités à vue à l'étranger		31.898	20.176	18.877	21.203	19.980	20.465
Avances au Fonds de Stabilisation des Changes ^{1 2}		7.324	4.856	8.973	9.643	9.996	8.941	10.818
Annuités de prêt de la B.I.R.D.	342	176	44	42	—	44	—
Créances sur le Trésor	6.944	10.697	13.382	21.843	19.219	18.475	15.614
Monnaies divisionnaires	110	71	171	211	81	277	317
Comptes courants postaux	134	43	487	176	212	203	182
Concours au Trésor Public ^{3 4}	6.700	9.650	11.495	20.281	17.418	16.738	13.457
Avance à l'Institut d'Emission des D.O.M. ⁵	—	933	1.229	1.175	1.508	1.257	1.658
Créances provenant d'opérations de refinancement	111.710	68.745	80.872	65.343	68.000	69.146	75.301
Effets escomptés ⁶	14.032	18.262	26.059	25.282	32.664	26.176	36.302
Effets achetés sur le marché monétaire et obligations ⁶	81.785	38.035	36.926	32.365	25.633	28.443	20.452
Avances sur titres	58	40	46	42	47	47	54
Effets en cours de recouvrement	15.835	12.408	17.841	7.654	9.656	14.480	18.493
Divers	2.600	3.304	4.165	2.964	3.203	2.932	3.131
Total ...	164.150	182.844	191.273	179.040	194.978	183.179	204.171

PASSIF

Billets en circulation	96.955	106.742	115.405	112.994	118.487	115.419	120.427
Comptes créditeurs extérieurs	5.270	6.814	7.522	7.497	5.080	7.531	4.967
Comptes des banques, institutions et personnes étrangères	1.195	922	513	832	685	522	670
Compte spécial du Fonds de Stabilisation des Changes - Contrepartie des allocations de droits de tirage spéciaux	2.694	2.540	2.794	2.634	2.780	2.794	2.772
Dépôts en devises des banques et institutions étrangères	1.381	3.352	4.215	4.031	1.615	4.215	1.525
Compte courant du Trésor public	3.022	4.719	1	1	...	1	1
Comptes créditeurs des agents économiques et financiers	47.720	12.767	15.435	11.566	11.080	8.391	10.309
Compte courant des établissements astreints à la constitution de réserves	44.801	10.175	12.783	9.374	8.965	6.520	8.255
Autres comptes; dispositions et autres engagements à vue	2.919	2.592	2.652	2.192	2.115	1.871	2.054
Réserve de réévaluation des avoirs publics en or	—	43.553	43.997	40.664	53.566	43.997	59.053
Capital et fonds de réserve	1.021	1.243	1.368	1.368	1.444	1.368	1.444
Divers	10.162	7.006	7.545	4.950	5.321	6.472	7.970
Total ...	164.150	182.844	191.273	179.040	194.978	183.179	204.171

¹ Convention du 27 juin 1949 approuvée par la loi du 22 juillet 1949.

² Concours au Fonds Monétaire 2.487 3.348 4.945 4.721 4.357 4.939 4.294
Acquisition de droits de tirage spéciaux 1.123 1.280 1.306 1.241 1.398 1.306 1.335
Autres opérations 3.714 228 2.722 3.681 4.301 2.696 5.189

³ Convention du 17 septembre 1978 approuvée par la loi du 21 décembre 1978.

⁴ Montant maximum des concours au Trésor public : 20,05 milliards de F, dont 10,05 milliards de F non rémunérés.

⁵ Loi du 27 décembre 1974.

⁶ Décomposition du total des postes « Effets escomptés » et « Effets achetés sur le marché monétaire et obligations » :

Effets publics	2.682	20.328	26.812	25.765	18.944	21.649	16.017
Obligations	21	15	14	14	9	14	9
Bons à moyen terme	5.037	699	1.203	1.392	2.118	1.049	1.741
Crédits à moyen terme	24.957	22.208	29.284	29.421	33.973	29.390	37.167
— Prêts spéciaux à la construction	90	26	68	69	68	68	68
— Crédits à l'exportation	14.033	18.262	26.059	25.282	32.664	26.176	36.302
— Autres crédits	10.834	3.920	3.156	4.070	1.241	3.146	797
Crédits à court terme	63.120	13.047	5.673	1.055	3.253	2.517	1.820
— Crédits à l'exportation	11.401	4.005	1.542	959	1.520	1.488	819
— Autres crédits	51.719	9.042	4.131	96	1.724	1.079	1.001

XX - 3. — BANK OF ENGLAND

(millions of £)

	1974 February 28	1975 February 28	1976 February 29	1977 February 28	1976 December 8	1977 December 7	1977 January 5	1978 January 4
--	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	--------------------	--------------------	-------------------	-------------------

ISSUE DEPARTMENT

Government Debt	11	11	11	11	11	11	11	11
Other Government Securities	3.513	4.625	5.234	5.540	5.941	7.028	5.646	7.075
Other Securities	1.076	739	805	1.224	923	836	1.368	914
Total ...	4.600	5.375	6.050	6.775	6.875	7.875	7.025	8.000

Notes Issued :								
In Circulation	4.573	5.355	6.042	6.758	6.858	7.847	7.020	7.974
In Banking Department	27	20	8	17	17	28	5	26
Total ...	4.600	5.375	6.050	6.775	6.875	7.875	7.025	8.000

BANKING DEPARTMENT

Government Securities	1.645	1.017	1.243	833	1.905	1.679	2.012	1.588
Advances and Other Accounts	155	452	274	641	640	238	454	452
Premises, Equipment and Other Securities	188	132	157	257	85	153	85	153
Notes	27	20	8	17	17	28	5	26
Coin .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Total ...	2.015	1.621	1.682	1.748	2.647	2.098	2.556	2.219

Capital	15	15	15	15	15	15	15	15
Public Deposits	82	64	85	112	17	28	21	27
(including Exchequer, National Loans Fund, National Debt Commissioners and Dividend Accounts)								
Special Deposits	1.368	936	980	712	1.806	1.171	1.837	1.185
Bankers Deposits	250	217	228	372	325	287	308	313
Reserves and Other Accounts	300	389	374	537	484	597	375	679
Total ...	2.015	1.621	1.682	1.748	2.647	2.098	2.556	2.219

XX - 4. — FEDERAL RESERVE BANKS ¹

(millions of \$)

	1978 December 31	1974 December 31	1975 December 31	1976 December 31	1976 December 8	1977 December 7	1977 January 5	1978 January 4
ASSETS								
Gold certificate account	11.460	11.652	11.599	11.598	11.598	11.658	11.598	11.719
Special Drawing Rights certificate account	400	400	500	1.200	1.200	1.200	1.200	1.250
Coin	271	240	347	364	356	291	351	276
Discounts and advances	1.258	298	229	25	24	588	30	1.096
Acceptances :								
Bought outright	68	579	741	196	189	...	196	...
Held under repurchase agreement .....	...	430	385	795	...	294	562	624
Federal agency obligations :								
Bought outright	1.937	4.702	6.072	6.794	6.833	7.329	6.794	8.004
Held under repurchase agreement	42	511	118	278	...	50	235	226
U.S. Government securities :								
Bought outright :								
Bills	36.897	36.765	37.207	38.571	37.944	39.428	38.437	41.485
Certificates .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Notes	38.412	40.009	43.989	47.972	47.089	49.616	47.972	50.509
Bonds	3.149	3.284	5.521	6.725	6.579	8.741	6.725	8.848
Total bought outright ...	78.458	80.058	86.717	93.268	91.612	97.785	93.134	100.842
Held under repurchase agreement	58	443	1.217	3.753	...	629	2.375	1.010
Total U.S. Government securities ...	78.516	80.501	87.934	97.021	91.612	98.414	95.509	101.852
Total loans and securities	81.821	87.011	95.479	105.109	98.658	106.675	103.326	111.802
Cash items in process of collection	7.954	8.312	9.210	7.835	8.670	11.400	10.606	12.426
Bank premises	223	263	319	363	366	380	292	377
Operating equipment	—	—	13	25	27	—	—	—
Other assets	929	2.932	2.980	2.790	2.930	1.834	2.679	2.011
Total assets ...	103.058	110.810	120.447	129.284	123.805	133.438	130.052	139.861
LIABILITIES								
Federal Reserve notes	64.262	70.916	77.159	83.727	83.615	91.812	83.759	93.233
Deposits :								
Member bank reserves	27.060	25.825	26.097	25.158	27.787	26.826	30.474	27.204
U.S. Treasurer - general account	2.542	3.113	7.285	10.393	3.011	4.276	5.400	6.790
Foreign	251	418	353	352	292	244	269	376
Other	1.419	1.275	1.090	1.357	970	690	690	737
Total deposits :	31.272	30.631	34.825	37.260	32.060	32.036	36.833	35.107
Deferred availability cash items	4.855	6.328	5.495	5.234	5.107	6.266	6.407	8.215
Other liabilities and accrued dividends ...	981	1.141	1.110	1.097	942	1.150	1.003	1.168
Total liabilities ...	101.370	109.016	118.589	127.318	121.722	131.264	128.002	137.723
CAPITAL ACCOUNTS								
Capital paid in	844	897	929	983	974	1.025	983	1.030
Surplus	844	897	929	983	929	983	983	1.029
Other capital accounts .....	...	...	...	...	180	166	84	79
Total liabilities and capital accounts ...	103.058	110.810	120.447	129.284	123.805	133.438	130.052	139.861
Contingent liability on acceptances purchased for foreign correspondents	581	981	...	...	...	...	...	...

¹ Consolidated statement of condition of the twelve Federal Reserve Banks.

XX - 5. — NEDERLANDSCHE BANK
(miljoenen gulden)

	1973 31 december	1974 31 december	1975 31 december	1976 31 december	1976 6 december	1977 5 december	1977 10 januari	1978 9 januari
ACTIVA								
Goud	6.849	6.849	6.849	6.849	6.849	6.868	6.868	6.887
Vorderingen en geldswaardige papieren luidende in goud of in buitenlandse geldsoorten	9.339	8.782	9.160	8.671	8.302	10.362	7.890	8.404
Buitenlandse betaalmiddelen .....	...	...	...	1	1	...	1	...
Vorderingen op het buitenland luidende in guldens .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Bijzondere trekkingsrechten in het I.M.F.	1.595	1.630	1.638	1.517	1.529	1.595	1.531	1.566
Reservepositie in het I.M.F.	1.038	1.482	2.350	2.570	2.612	2.724	2.686	2.647
Wissels, promessen, schatkistpapier en schuldbrieven in disconto	134	62	456	60	62	28	10	28
Wissels, schatkistpapier en schuldbrieven door de Bank gekocht (art. 15, onder 4 ^o van de Bankwet 1948) .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Voorschotten in rekening-courant en bele- ningen	1.256	1.258	1.812	1.663	1.877	883	1.595	2.983
Voorschotten aan de Staat (art. 20 van de Bankwet 1948) .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Nederlandse munten	19	13	12	16	14	14	17	14
Belegging van kapitaal en reserves	424	462	515	599	599	679	599	680
Gebouwen en inventaris	195	235	235	260	260	282	260	282
Diverse rekeningen	140	870	82	995	827	1.366	848	1.690
Totaal ...	20.989	21.643	23.109	23.201	22.932	24.801	22.305	25.181
PASSIVA								
Bankbiljetten in omloop	11.873	12.827	14.560	15.905	15.627	17.104	15.647	17.085
Rekening-courantsaldo's in guldens van ingezetenen	3.757	4.971	3.964	3.620	3.677	4.001	2.974	3.903
's Rijks schatkist	3.694	4.890	3.828	3.508	3.612	3.949	2.918	3.851
Banken in Nederland	26	34	99	45	19	21	9	6
Andere ingezetenen	37	47	37	67	46	31	47	46
Rekening-courantsaldo's in guldens van niet-ingezetenen	388	159	184	115	92	102	73	385
Buitenlandse circulatiebanken en daar- mede gelijk te stellen instellingen ...	282	84	93	44	33	40	27	68
Andere niet-ingezetenen	106	75	91	71	59	62	46	317
's Rijks schatkist, bijzondere rekening u.h.v. overdracht I.M.F.-positie	1.400	1.400	1.400	1.400	1.400	1.400	1.400	1.400
Krediet aan het I.M.F. ....	...	...	...	...	...	...	...	...
Saldo's luidende in buitenlandse geld- soorten	1.574	1	5	5	29	5	25	202
Tegenwaarde toegewezen bijzondere trek- kingsrechten in het I.M.F.	793	793	744	675	680	669	681	656
Kapitaal	20	20	20	20	20	20	20	20
Reserves	404	442	495	579	579	660	579	660
Diverse rekeningen	780	1.030	1.737	882	828	840	906	870
Totaal ...	20.989	21.643	23.109	23.201	22.932	24.801	22.305	25.181
N. B. — Circulatie der door de Bank namens de Staat in het verkeer gebrachte munt- biljetten	14	13	13	13	13	13	13	13

XX - 7. — DEUTSCHE BUNDESBANK

(Millionen DM)

	1973 31. Dez.	1974 31. Dez.	1975 31. Dez.	1976 31. Dez.	1976 7. Dez.	1977 7. Dez.	1977 7. Jan.	1978 7. Jan.
AKTIVA								
Währungsreserven	88.179	71.805	74.614	76.656	82.308	83.921	77.246	81.630
Gold	14.001	14.002	14.002	14.002	14.002	14.034	14.002	14.066
Reserveposition im Internationalen Währungsfonds und Sonderziehungs- rechte	8.354	8.055	9.309	10.650	11.822	9.329	10.637	8.552
Devisen und Sorten	65.824	49.748	51.303	52.004	56.484	60.558	52.607	59.012
Kredite und sonstige Forderungen an das Ausland	4.279	11.636	11.804	11.848	13.467	10.589	11.848	9.256
Kredite an inländische Kreditinstitute ... Inlandswechsel	11.216	15.516	8.521	19.517	21.644	15.686	18.424	16.161
Im Offenmarktgeschäft angekaufte In- landswechsel mit Rücknahmeverein- barung	10.435	12.305	5.910	12.185	13.067	13.620	14.061	14.309
Auslandswechsel	460	877	903	1.223	1.131	1.682	1.240	1.602
Lombardforderungen	321	2.334	1.703	6.109	7.446	384	3.115	250
Kredite und forderungen an öffentliche Haushalte	11.535	9.915	9.044	10.479	8.701	13.669	9.219	9.099
Kassenkredite (Buchkredite)	2.852	1.232	361	1.796	18	4.986	536	416
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatzanweisungen .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Ausgleichsforderungen und unverzins- liche Schulderschreibung	8.683	8.683	8.683	8.683	8.683	8.683	8.683	8.683
Kredite an Bundesbahn und Bundespost Kassenkredite (Buchkredite)	300	...	...	...	...	...	...	...
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatzanweisungen	300	...	...	...	...	...	...	...
Wertpapiere	25	469	7.953	1.419	1.353	676	1.303	691
Deutsche Scheidemünzen	584	423	946	720	705	790	733	834
Postcheckguthaben	466	647	358	271	253	234	206	197
Sonstige Aktiva	4.882	7.115	8.139	4.546	5.253	5.385	3.938	3.918
Ausgleichsposten wegen Neubewertung der Fremdwährungsforderungen und ver- bindlichkeiten — Bilanzverlust	10.279	14.004	8.931	7.489	—	3.045	7.489	10.925
Ingesamt ...	131.745	131.530	130.310	132.945	133.684	133.995	130.407	132.711

PASSIVA

Banknotenumlauf	46.247	50.273	55.143	59.038	60.511	66.756	58.859	65.371
Einlagen von Kreditinstituten	51.913	46.504	44.591	51.298	51.624	47.532	49.929	48.086
auf Girokonten	51.892	46.483	44.563	51.270	51.589	47.501	49.902	48.060
sonstige	21	21	28	28	35	31	27	26
Einlagen von öffentlichen Haushalten ... Bund	11.298	11.742	8.256	2.939	3.696	2.750	3.269	2.522
Lastenausgleichsfonds und E.R.P. Sondervermögen	204	139	2.291	272	480	257	202	62
Länder	174	163	358	304	275	285	582	474
Andere öffentliche Einleger	2.403	643	2.106	2.094	2.698	2.178	2.333	1.963
Sondereinlagen	51	44	46	59	33	30	35	23
Sondereinlagen	8.466	10.753	3.455	210	210	—	117	—
Einlagen von anderen inländischen Einle- gern	2.932	2.739	2.502	2.588	2.931	2.410	2.143	2.337
Bundesbahn	16	5	5	4	3	4	4	5
Bundespost (einschl. Postscheck- und Postsparkassenämter)	2.455	2.227	1.962	2.070	2.370	1.840	1.675	1.849
Sonstige Einleger	461	507	535	514	558	566	464	483
Guthaben auf Sonderkonten Bardepot ...	244	127	256	58	155	—	72	—
Verbindlichkeiten aus dem Auslands- geschäft	918	1.284	840	1.097	903	684	976	626
Einlagen ausländischer Einleger	735	1.268	828	779	735	673	615	607
Verbindlichkeiten gegenüber dem Euro- päischen Fonds für währungspoli- tische Zusammenarbeit .....	...	...	...	306	43	...	306	...
Sonstige	183	16	12	12	125	11	55	19
Ausgleichsposten für zugewiesene Sonder- ziehungsrechte	1.747	1.600	1.665	1.489	1.665	1.489	1.489	1.387
Verbindlichkeiten aus abgegebenen Mobi- lisierungs- und Liquiditätspapieren ...	9.860	8.867	4.173	6.476	5.870	5.894	6.711	5.469
Rückstellungen	1.296	1.485	1.670	1.835	1.835	1.885	1.835	1.885
Grundkapital	290	290	290	290	290	290	290	290
Rücklagen	929	929	929	1.099	1.100	1.099	1.099	1.099
Sonstige Passiva	4.071	5.690	9.995	4.738	3.104	3.206	3.735	3.639
Ingesamt ...	131.745	131.530	130.310	132.945	133.684	133.995	130.407	132.711

XX - 8. — BANQUE NATIONALE SUISSE

(millions de francs suisses)

	1973 31 décembre	1974 31 décembre	1975 31 décembre	1976 31 décembre	1976 7 décembre	1977 7 décembre	1977 7 janvier	1978 6 janvier
ACTIF								
Encaisse or	11.893	11.893	11.893	11.904	11.904	11.904	11.904	11.904
Devises	12.520	11.571	14.706	20.426	15.743	16.032	16.962	18.725
Bons du Trésor étrangers en fr. s.	4.613	5.403	5.403	5.222	5.313	4.054	5.200	3.914
Portefeuille effets sur la Suisse :								
Effets de change	898	2.210	1.712	926	303	376	312	347
Bons du Trésor de la Confédération ...	200	484	227	375	...	...	...	...
Avances sur nantissement	558	700	200	157	35	22	27	19
Titres :								
pouvant servir de couverture .....	—	...	...	...	...	...	...	...
autres	—	92	3	64	62	567	64	542
Correspondants en Suisse	282	167	136	160	44	56	16	31
Reconnaissance de dette de la Confédération selon l'arrêté fédéral du 15-12-1971	1.243	622	622	—	622	—	—	—
Autres postes de l'actif	66	94	64	65	94	92	69	76
Total ...	32.273	33.236	34.966	39.299	34.120	33.103	34.554	35.558

PASSIF

Fonds propres	65	66	67	68	68	69	68	69
Billets en circulation	18.296	19.436	19.128	19.731	18.813	19.452	19.036	19.670
Engagements à vue :								
Comptes de virements des banques, du commerce et de l'industrie	8.235	9.505	11.479	12.644	7.159	6.999	8.749	10.370
Autres engagements à vue	801	862	1.817	4.005	3.673	2.472	3.194	2.222
Avoirs minimaux des banques sur :								
les engagements en Suisse	1.600	...	...	...	...	...	...	...
les engagements envers l'étranger	1.272	348	165	246	226	...	246	...
Engagements à terme :								
Rescriptions de stérilisation	121	247	380	955	1.580	1.889	1.580	1.839
Comptes spéciaux	83	986	...	...	...	...	...	...
Comptes de stérilisation de l'adminis- tration fédérale	26	—	—	—	—	—	—	—
Autres postes du passif	1.774	1.786	1.930	1.650	2.601	2.222	1.681	1.338
Total ...	32.273	33.236	34.966	39.299	34.120	33.103	34.554	35.558

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX

Situation en millions de francs or

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 4 des statuts)]

Actif

	1976 31 décembre	1977 31 décembre	1976 30 novembre	1977 30 novembre	1977 31 janvier	1978 31 janvier
I. Or	3.876	5.045	3.885	5.072	3.890	4.999
II. Espèces en caisse et avoirs bancaires à vue ...	72	98	48	34	115	46
III. Bons du Trésor	105	280	97	277	105	280
IV. Dépôts à terme et avances	39.252	50.625	35.119	49.199	38.343	50.550
1. Or :						
a) à 3 mois au maximum	45	...	45	...	76	...
b) à plus de 3 mois	35	...	35	...	...	...
2. Monnaies :						
a) à 3 mois au maximum	30.940	35.667	26.662	32.620	28.959	34.765
b) à plus de 3 mois	8.232	14.958	8.377	16.579	9.308	15.785
V. Titres à terme	5.044	2.481	4.806	2.452	3.876	2.515
a) à 3 mois au maximum	4.664	2.130	4.327	2.029	3.492	2.214
b) à plus de 3 mois	380	351	479	423	384	301
VI. Divers	32	946	59	924	31	975
<i>Total de l'actif</i> ...	48.381	59.475	44.014	57.958	46.360	59.365

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX

Situation en millions de francs or

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 4 des statuts)]

Passif

	1976 31 décembre	1977 31 décembre	1976 30 novembre	1977 30 novembre	1977 31 janvier	1978 31 janvier
I. Capital :						
Actions libérées de 25 %	301	301	301	301	301	301
II. Réserves	952	1.072	952	1.072	952	1.072
1. Fonds de Réserve Légale	30	30	30	30	30	30
2. Fonds de Réserve Générale	424	472	424	472	424	472
3. Fonds Spécial de Réserve de Dividendes	75	75	75	75	75	75
4. Fonds de Réserve Libre	423	495	423	495	423	495
III. Dépôts (or)	3.466	3.824	3.419	3.917	3.487	3.793
1. Banques centrales :						
a) à vue	3.134	3.464	3.068	3.245	2.520	3.433
b) à 3 mois au maximum	273	241	292	468	892	241
c) à plus de 3 mois	26	86	26	171	42	86
2. Autres déposants :						
a) à vue	33	33	33	7	33	33
b) à plus de 3 mois	—	—	—	26	—	—
IV. Dépôts (monnaies)	43.037	53.541	38.772	51.977	40.986	53.429
1. Banques centrales :						
a) à vue	584	508	452	620	495	651
b) à 3 mois au maximum	37.571	41.601	32.344	39.229	34.949	39.984
c) à plus de 3 mois	3.498	10.731	4.164	11.352	4.459	11.766
2. Autres déposants :						
a) à vue	35	60	64	48	103	38
b) à 3 mois au maximum	1.158	615	1.448	679	847	898
c) à plus de 3 mois	191	26	300	49	133	92
Y. Divers	582	721	521	675	594	754
VI. Provisions	43	16	49	16	40	16
Total du passif ...	48.381	59.475	44.014	57.958	46.360	59.365

LEGISLATION ECONOMIQUE

Ces informations rappellent les lois et arrêtés ainsi que les avis officiels qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui ont fait l'objet d'une publication au Moniteur belge au cours du mois précédant celui de la parution du Bulletin.

Seuls les lois et arrêtés les plus importants sont repris in extenso. Une simple mention, accompagnée éventuellement d'une notice explicative, est faite des autres textes législatifs.

Par ailleurs, la législation économique mentionne les décisions, directives et règlements les plus importants figurant dans le Journal officiel des Communautés Européennes.

Afin de faciliter la consultation de ces informations, les textes ont été groupés sous les rubriques suivantes :

1. Economie générale; 2. Monnaie, crédit et banque; 3. Finances publiques; 4. Agriculture; 5. Industrie; 6. Travail; 7. Commerce intérieur; 8. Commerce extérieur; 9. Transports; 10. Prix et salaires; 11. Pensions, assurances sociales et avantages sociaux divers; 12. Communauté Economique Européenne.

1. — ECONOMIE GENERALE

Arrêté royal du 28 novembre 1977

déterminant les montants à prélever sur le produit de la taxe sur la valeur ajoutée de l'année 1977 (Moniteur du 21 janvier 1978, p. 701). (Voir aussi rubrique 3.)

Article 1^{er}. — Les montants à prélever sur le produit de la taxe sur la valeur ajoutée de l'année 1977 sont fixés comme suit pour le troisième trimestre :

a) un milliard cent millions de francs au profit du Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale;

b) un milliard cinquante millions de francs au profit du Fonds des routes.

.....

Arrêté royal du 27 décembre 1977

prorogeant jusqu'au 30 juin 1978 l'aide régionale complémentaire prévue par l'article 2, b, de la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique (Moniteur du 13 janvier 1978, p. 329).

2. — MONNAIE, CREDIT ET BANQUE

Arrêté royal du 7 décembre 1977

portant à un maximum de deux cents milliards de francs le total des garanties accordées par l'Office national du Ducroire (Moniteur du 5 janvier 1978, p. 51). (Voir aussi rubrique 8.)

Arrêté ministériel du 13 janvier 1978

portant fixation du taux des intérêts à bonifier en 1978 aux consignations, dépôts volontaires et cautionnements confiés à la Caisse des Dépôts et Consignations (Moniteur du 24 janvier 1978, p. 773).

Article 1^{er}. — Le taux des intérêts à bonifier en 1978 aux consignations, aux dépôts volontaires et aux cautionnements de toutes catégories confiés à la Caisse des Dépôts et Consignations est fixé à 5 p.c.

Les sommes reçues en vertu de l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 14 décembre 1935, relatif à l'organisation et au contrôle de la comptabilité des notaires, modifié par l'arrêté royal du 8 novembre 1968, bénéficient d'un taux d'intérêt fixé à 4 p.c.

Les sommes, qui sont ou restent consignées du fait de la minorité de l'interdiction ou de l'aliénation mentale des ayants droit ou en raison de l'existence d'un usufruit et les cautionnements fournis en numéraire par les conservateurs des hypothèques pour garantir leurs obligations vis-à-vis des tiers (loi du 21 Ventôse, an VII, modifiée par la loi du 24 décembre 1906), bénéficient d'un taux d'intérêt fixé à 6,75 p.c.

.....

3. — FINANCES PUBLIQUES

Arrêté royal du 28 novembre 1977

déterminant les montants à prélever sur le produit de la taxe sur la valeur ajoutée de l'année 1977 (Moniteur du 21 janvier 1978, p. 701). (Voir texte rubrique 1.)

Loi du 14 décembre 1977

autorisant la Société nationale des Chemins de fer belges à contracter, sous la garantie de l'Etat, des emprunts à concurrence d'un montant maximum de 5,5 milliards de francs afin de lui permettre de constituer un fonds de roulement (Moniteur du 5 janvier 1978, p. 42). (Voir aussi rubrique 9.)

Loi du 19 décembre 1977

ajustant le budget du Ministère de la Santé publique et de la Famille de l'année budgétaire 1977 (Moniteur du 13 janvier 1978, p. 256).

Loi du 19 décembre 1977

contenant le budget du Ministère de la Santé publique et de la Famille de l'année budgétaire 1978 (Moniteur du 13 janvier 1978, p. 276).

Article 1^{er}. — Il est ouvert, pour les dépenses du Ministère de la Santé publique et de la Famille afférentes à l'année budgétaire 1978, des crédits s'élevant aux montants ci-après :

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnancement
Dépenses courantes (Titre I)	31.803,8	—	—
Dépenses de capital (Titre II)	4.108,5	291,0	829,3
Total ...	35.912,3	291,0	829,3

Loi du 22 décembre 1977

contenant le budget des Affaires régionales bruxelloises de l'année budgétaire 1977 (Moniteur du 21 janvier 1978, p. 637).

Article 1^{er}. — Il est ouvert, pour les dépenses du budget des Affaires régionales bruxelloises afférentes à l'année budgétaire 1977, des crédits s'élevant aux montants ci-après :

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnancement
Dépenses courantes (Titre I)	1.258,2	10,0	10,0
Dépenses de capital (Titre II)	1.039,7	939,3	234,4
Total ...	2.297,9	949,3	244,4

Loi du 10 janvier 1978

autorisant la Régie des Télégraphes et des Téléphones à émettre, sous la garantie de l'Etat, d'une part, des emprunts à concurrence d'un montant nominal total de 20 milliards de francs pour couvrir de nouvelles dépenses de premier établissement et, d'autre part, des emprunts en renouvellement des émissions effectuées ou à effectuer pour couvrir les dépenses d'investissement (Moniteur du 28 janvier 1978, p. 986).

Arrêtés royal et ministériel du 20 janvier 1978

relatifs à l'émission de l'emprunt 9,50 p.c. 1978-1986 (Moniteur du 21 janvier 1978, pp. 701 et 703).

Article 1^{er}. — Notre Ministre des Finances est autorisé à émettre aux conditions qu'il déterminera, un emprunt intérieur dénommé « Emprunt 9,50 p.c. 1978-1986 ».

.....
Ces obligations portent intérêt au taux de 9,50 p.c. l'an à partir du 15 février 1978.
Les intérêts sont payables le 15 février des années 1979 à 1986.

.....
Art. 4. — L'emprunt est amortissable suivant les modalités ci-après.

Une dotation annuelle de 5 p.c. du capital nominal émis, augmentée chaque année des intérêts des capitaux amortis est selon un étalement annuel normal si nécessaire adapté à l'état du marché, affectée au rachat des obligations à des cours ne dépassant pas le pair de la valeur nominale.

Si le cours dépasse le pair, Notre Ministre des Finances peut déterminer sous quelles conditions l'amortissement par rachat peut éventuellement être poursuivi.

.....
La partie non utilisée des dotations d'amortissement n'est pas reportée.

Les obligations restant en circulation le 15 février 1986 sont remboursables à cette date au pair de leur valeur nominale.

Les dotations d'amortissement de cet emprunt pourront être confondues avec celles d'autres emprunts portant même taux d'intérêt, amortissables selon les mêmes modalités et remboursables au pair à la même échéance.

.....
*
**

Article 1^{er}. — La souscription publique aux obligations de l'emprunt 9,50 p.c. 1978-1986 sera ouverte le 30 janvier 1978; elle sera close le 14 février 1978. Il pourra toutefois être mis fin à la souscription avant cette dernière date.

.....
Art. 7 — Il est alloué une commission de 1,25 p.c. du capital nominal souscrit à leur intervention aux banques, agents de change et caisses d'épargne privées visés à l'article 1^{er}, ainsi qu'aux établissements financiers du secteur public.

Une commission de 1 p.c. peut être allouée aux investisseurs institutionnels.

Arrêté ministériel du 23 janvier 1978

fixant à 101,25 p.c. de la valeur nominale le prix d'émission de l'emprunt 9,50 p.c. 1978-1986 (Moniteur du 25 janvier 1978, p. 857).

6. — TRAVAIL

Loi du 30 décembre 1977

prorogeant la loi du 24 janvier 1977 portant diminution temporaire des cotisations patronales de sécurité sociale en vue de la promotion de l'emploi (Moniteur du 27 janvier 1978, p. 929). (Voir aussi rubrique 11.)

Arrêté royal du 5 janvier 1978

rendant obligatoire la convention collective de travail du 29 avril 1977, conclue au sein de la Commission paritaire nationale auxiliaire pour employés, fixant les conditions de travail et de rémunération (Moniteur du 31 janvier 1978, p. 1126). (Voir aussi rubrique 10.)

8. — COMMERCE EXTERIEUR

Arrêté royal du 7 décembre 1977

portant à un maximum de deux cents milliards de francs le total des garanties accordées par l'Office national du Ducroire (Moniteur du 5 janvier 1978, p. 51). (Voir aussi rubrique 2.)

9. — TRANSPORTS

Loi du 14 décembre 1977

autorisant la Société nationale des Chemins de fer belges à contracter, sous la garantie de l'Etat, des emprunts à concurrence d'un montant maximum de 5,5 milliards de francs afin de lui permettre de constituer un fonds de roulement (Moniteur du 5 janvier 1978, p. 42). (Voir aussi rubrique 3.)

10. — PRIX ET SALAIRES

Arrêté royal du 5 janvier 1978

rendant obligatoire la convention collective de travail du 29 avril 1977, conclue au sein de la Commission paritaire nationale auxiliaire pour employés, fixant les conditions de travail et de rémunération (Moniteur du 31 janvier 1978, p. 1126). (Voir aussi rubrique 6.)

Arrêté ministériel du 6 janvier 1978

réglementant les prix des viandes bovines et porcines (Moniteur du 11 janvier 1978, p. 179).

11. — PENSIONS, ASSURANCES SOCIALES ET AVANTAGES SOCIAUX DIVERS

Loi du 30 décembre 1977

prorogeant la loi du 24 janvier 1977 portant diminution temporaire des cotisations patronales de sécurité sociale en vue de la promotion de l'emploi (Moniteur du 27 janvier 1978, p. 929). (Voir aussi rubrique 6.)

12. — COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

Règlement (CEE, Euratom, CECA) du Conseil du 19 décembre 1977 (2891/77)

portant application de la décision du 21 avril 1970 relative au remplacement des contributions financières des Etats membres par des ressources propres aux Communautés (Journal officiel du 27 décembre 1977, n° L 336, p. 1).

Règlement (CEE, Euratom, CECA) du Conseil du 19 décembre 1977 (2892/77)

portant application, pour les ressources propres provenant de la taxe sur la valeur ajoutée, de la décision du 21 avril 1970 relative au remplacement des contributions financières des Etats membres par des ressources propres aux Communautés (Journal officiel du 27 décembre 1977, n° L 336, p. 8).

Directive du Conseil du 19 décembre 1977 (77/799/CEE)

concernant l'assistance mutuelle des autorités compétentes des Etats membres dans le domaine des impôts directs (Journal officiel du 27 décembre 1977, n° L 336, p. 15).

Décision du Conseil du 19 décembre 1977 (78/49/CEE)

modifiant la décision 71/143/CEE portant mise en place du mécanisme de concours financier à moyen terme (Journal officiel du 18 janvier 1978, n° L 14, p. 14).

Décision du Conseil du 20 décembre 1977 (77/806/CEE)

relative à la conclusion du protocole portant prorogation de l'arrangement concernant le commerce international des textiles (Journal officiel du 30 décembre 1977, n° L 348, p. 59).

Décisions et recommandations de la Commission des Communautés Européennes, des 23 et 28 décembre 1977 (77/3000 à 3004/CECA et 77/808/CECA)

concernant le secteur sidérurgique (Journal officiel du 31 décembre 1977, n° L 352, pp. 1, 4, 8, 11, 13 et 15).

BIBLIOGRAPHIE
RELATIVE AUX PROBLEMES
ECONOMIQUES ET FINANCIERS
INTERESSANT LA BELGIQUE

Le lecteur trouvera ci-dessous une bibliographie qui fait suite à celle qui a été publiée dans le Bulletin de janvier 1978. Les ouvrages et articles retenus sont classés par sujets selon le plan de classification décimale en usage à la Banque Nationale. Une version abrégée de ce plan a été publiée dans le numéro de janvier 1974.

L'abonné qui le désire peut obtenir cette version sur simple demande au Service de la Documentation de la Banque Nationale de Belgique, boulevard de Berlaimont, 5, 1000 Bruxelles. La version complète du plan peut être consultée à la Bibliothèque scientifique de la Banque.

Il est rappelé que cette bibliographie ne reprend pas les rapports des différentes institutions ni les sources statistiques.

*
**

BANQUE BRUXELLES LAMBERT.

Louis Camu, 1905-1976.

Bruxelles, Banque Bruxelles Lambert, 1977, 111 p.

DE GRAUWE, P.

Korporatisme en werkloosheid.

(In : Leuvense Economische Standpunten, Leuven, n° 4, 1977, 21 blz.)

BELG. 92

306.111.

330.52 - 321.2

COMMUNAUTES EUROPEENNES.

Indices des prix à la consommation dans les pays des Communautés Européennes; comparaison des indices et proposition pour leur harmonisation.

Luxembourg, Office statistique des C.E., 1976, 111 p.

SHONFIELD, A.

L'avenir de l'économie de marché dans le monde occidental.

(In : Futuribles - Analyse - Prévision - Prospective, Paris, n° 12, septembre 1977, pp. 413-428.)

FR. 10 C

308. - 343.45 - 343.534.

330.581.

COMMUNAUTES EUROPEENNES.

Le secret et les statistiques d'entreprises dans la Communauté Européenne.

Luxembourg, Office Statistique des C.E., 1977, div. pp.

DONCKELS, R.

Het Plan 1976-1980 : doelstellingen en beleidsopties. 2. Specifiek beleid op nationaal vlak.

(In : Economisch en Sociaal Tijdschrift, Antwerpen, n° 6, december 1977, blz. 759-779.)

BELG. 64 B

311.80 - 307.10

331.01 - 331.062.

Le mouvement de la population en 1976.

(In : Bulletin de Statistique, Bruxelles, n° 9, septembre 1977, pp. 677-688.)

BELG. 44

POOS, J.F.

Crise économique et petites nations. Le modèle luxembourgeois.

(In : Bulletin de Documentation - Ministère d'Etat du Grand-Duché de Luxembourg, Luxembourg, n° 8, 1977, pp. 7-14.)

LUX. 1

VAN ROMPUY P.

Enkele structurele aspecten van de crisis.

(In : Lewense Economische Standpunten, Leuven, n° 5, 1977, 15 blz.)

BELG. 92

PRADES, F.G. e.a.

Analyse de la conjoncture belge et internationale.

(In : Institut de Recherches Economiques - Service de Conjoncture, Louvain, décembre 1977, pp. 1-68.)

BELG. 87

331.061.

332.23

PLASSARD, J.

Perspectives 1978 pour l'économie occidentale. Le risque d'une rechute dans la crise.

(In : Chroniques d'Actualité de la S.E.D.E.I.S., Paris, n° 21-22, 15 décembre 1977, pp. 840-845.)

FR. 10 B

STUYCK, J.

Problemen omtrent de girale uitbetaling van het loon.

(In : Tijdschrift voor sociaal recht, Brussel, n° 6, 1977, blz. 343-349.)

331.30

332.620. - 332.630.

AHNEFELD, A. u.a.

Weltkonjunktur : Abschwächung bei deutlicher Differenzierung.

(In : Die Weltwirtschaft, Kiel, Nr 2, 1977, S. 1-26.)

DEUTSCHL. 50

DESWARTE, W.

Le chômage : plaie sociale ou prémice de progrès ?

(In : Socialisme, Bruxelles, n° 143, octobre 1977, pp. 413-415.)

BELG. 155 C

331.30 - 331.061.

332.622.0 - 332.71

HUET, P.

Les perspectives économiques des pays de l'O.C.D.E.

(In : Politique étrangère, Paris, n° 5, 1977, pp. 437-475.)

FR. 50 A

BABILAS, L.

Le chômage des femmes en Belgique.

(In : Revue du Travail, Bruxelles, n° 6-7, juin-juillet 1977, pp. 443-476.)

BELG. 153

L'emploi des jeunes.

(In : *Bulletin des Communautés Européennes, Luxembourg, Supplément 4, 1977, 35 p.*)

C.E. 1

L'emploi et le chômage des femmes en Belgique..

(In : *Revue du Travail, Bruxelles, n° 6-7, juin-juillet 1977, pp. 419-441.*)

BELG. 153

332.630.

332.87 - 334.154.31

Een andere, volledige tewerkstelling. Bijdrage voor een 5-jarenplan.

(In : *De Gids op Maatschappelijk Gebied, Brussel, n° 12, december 1977, blz. 899-906.*)

BELG. 71

SILON, P.

De houding van de Europese vakbeweging tegenover de hervorming van het vennootschapsrecht.

(In : *De Gids op Maatschappelijk Gebied, Brussel, n° 12, december 1977, blz. 927-939.*)

BELG. 71

332.691.

333.100. - 333.139.2

CAYMAX, L.

De relatieve omvang van ploegenarbeid in België en de verdeling ervan over sectoren en gewesten.

(In : *De Gids op Maatschappelijk Gebied, Brussel, n° 12, december 1977, blz. 907-925.*)

BELG. 71

MAJERI, S.M.

Vers un code de conduite du système bancaire international ?

(In : *Revue économique et sociale, Lausanne, n° 4, novembre 1977, pp. 205-217.*)

SUISSE 10 B

332.691.

333.100.

Evolution du chômage en Belgique de 1965 à 1975.

(In : *Revue belge de Sécurité Sociale, Bruxelles, n° 10, octobre 1977, pp. 909-937.*)

BELG. 141

PARRILO, F.

La Banque aujourd'hui.

(In : *Revue de la Banque, Bruxelles, n° 7, 1977, pp. 523-528.*)

BELG. 134

JANSSENS, W.

Die Bankautonomie.

(In : Zeitschrift für das gesamte Kreditwesen, Frankfurt/Main, Nr 23, 1 Dezember 1977, S. 1161-1162.)

DEUTSCHL. 35

NAESSENS, W.

Die Parastatalen in der Kreditwirtschaft.

(In : Zeitschrift für das gesamte Kreditwesen, Frankfurt/Main, Nr 23, 1 Dezember 1977, S. 1162-1163.)

DEUTSCHL. 35

333.106.

333.12 - 333.715.

LIERMAN, F.

Solvabiliteit en rendabiliteit van het Belgisch bankwezen, 1970-1976.

(In : Tijdschrift voor het Bankwezen, Brussel, n^o 7, 1977, blz. 473-502.)

BELG. 134

CREDIT COMMUNAL DE BELGIQUE.

Crédit aux communes.

Bruxelles, Crédit Communal de Belgique, 1977, 55 p.

333.110. - 333.78 - 333.846.0

333.130. - 333.17

de STRYCKER, C.

Die belgische Geld- und Währungspolitik.

(In : Zeitschrift für das gesamte Kreditwesen, Frankfurt/Main, Nr 23, 1 Dezember 1977, S. 1157-1161.)

DEUTSCHL. 35

JANSSENS, W.

Financiële crisissen der dertiger jaren.

Brussel, Studiecentrum voor het financiewezen, Reeks studiën en voordrachten, n^o 281, november 1977, 27 blz.

333.110. - 333.70 - 347.734.

333.130.2 - 333.634. - 333.111.6
333.823. - 336.33

LE BRUN, J.

Le cadre juridique de la politique monétaire et du crédit.

(In : Annales de Droit, Bruxelles, n^o 3-4, 1977, pp. 373-404.)

VUCHELEN, J.

De beleggingsverplichtingen van de banken en de overheidsschuld.

(In : Tijdschrift voor Economie en Management, Leuven, n^o 3, september 1977, blz. 283-306.)

BELG. 171

333.138.2

333.403. - 333.820. - 333.841.
333.432.8

Les groupes financiers privés dans l'économie belge.
(In : *L'Entreprise et l'Homme, Bruxelles, n° 8, octobre 1977, pp. 313-322.*)
BELG. 39

GROU, P.

Monnaie, crise économique ; éléments d'interprétation.
Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, 1977, 123 p.

333.20 - 333.108.

333.403.

INSTITUT INTERNATIONAL DES CAISSES
D'EPARGNE.

VAUBEL, R.

Les caisses d'épargne et les tendances du marketing
bancaire.
(11^e Conférence Internationale de Marketing et de Pu-
blicité des Caisses d'Epargne, Budapest, 18-21 avril
1977.)
Genève, Institut International des Caisses d'Epargne, 1977, 207 p.

Free Currency Competition.

(In : *Weltwirtschaftliches Archiv, Kiel, Nr 3, 1977, S. 435-461.*)

DEUTSCHL. 29

333.23

333.405. - 330.3

BOELENS, L.

BERCKMANS, A. et THYS-CLEMENT, Fr.

Die privatrechtlichen Sparkassen.
(In : *Zeitschrift für das gesamte Kreditwesen, Frank-
furt/Main, Nr 23, 1 Dezember 1977, S. 1164-1168.*)
DEUTSCHL. 35

Breughel II : Modèle belge à moyen terme de politi-
que économique.

(In : *Cahiers économiques de Bruxelles, Bruxelles, n° 76, 1977, pp. 475-535.*)

BELG. 44 E

333.401. - 333.841.

333.451.1 - 382.51

BURGHARDT, A.

KREININ, M.E.

Soziologie des Geldes und der Inflation.
Wien, Hermann Böhlau Nachf., 1977, 142 S.

The Effect of Exchange Rate Changes on the Prices
and Volume of Foreign Trade.

(In : *Staff Papers, Washington, No. 2, July 1977, pp. 297-329.*)

FMI. 4

SCHADLER, S.

Sources of Exchange Rate Variability : Theory and Empirical Evidence.

(In : Staff Papers, Washington, No. 2, July 1977, pp. 253-296.)

FMI. 4

SEVERIENS, J.T.

De dollar-eurobondmarkt is een Europese aangelegenheid geworden.

(In : Bank- en Effectenbedrijf, Den Haag, n^r 207, november 1977, blz. 377-382.)

NED. 3 A

333.451.6

333.711.

DAY, W.H.L.

Flexible Exchange Rates : A Case for Official Intervention.

(In : Staff Papers, Washington, No. 2, July 1977, pp. 330-343.)

FMI. 4

VERDONCKT, D.

Die belgische Raiffeisenorganisation.

(In : Zeitschrift für das gesamte Kreditwesen, Frankfurt/Main, Nr 23, 1 Dezember 1977, S. 1173-1174.)

DEUTSCHL. 35

333.451.6 - 333.453.

333.712.3

HUYBRECHTS, M. et DI CALOGERO, R.

Les taux flottants ont incité les pays à créer des unités de compte internationales.

(In : Bulletin du FMI, Washington, n^o 28, 28 novembre 1977, pp. 361-363.)

FMI. 2

Les banques et la promotion des exportations en Belgique. (II)

(In : Bulletin de la Société Générale de Banque, Bruxelles, n^o 172, décembre 1977, pp. 2-6.)

BELG. 27 C

333.600.

333.714.

MOSSIN, J.

The Economic Efficiency of Financial Markets.

Lexington (Mass.), Lexington Books, 1977, XII+158 p.

PONLOT, D.

Die gewerblichen Genossenschaften.

(In : Zeitschrift für das gesamte Kreditwesen, Frankfurt/Main, Nr 23, 1 Dezember 1977, S. 1168-1171.)

DEUTSCHL. 35

333.736.

333.841. - 347.446.1

EPSCHTEIN, S. et BONTOUX, Chr.

D'un point controversé en matière de crédit documentaire. (Rôle de la banque notificatrice.)

(In : *Revue de la Banque, Bruxelles, n° 7, 1977, pp. 505-520.*)

BELG. 134

DAVID-CONSTANT, S.

Erosion monétaire et droit privé.

(In : *Annales de Droit, Bruxelles, n° 3-4, 1977, pp. 443-457.*)

333.820. - 333.823. - 333.428.

333.841.

FRIEDMAN, B.M.

The Inefficiency of Short-Run Monetary Targets for Monetary Policy.

(In : *Brookings Papers on Economic Activity, Washington, No. 2, 1977, pp. 293-335.*)

USA. 7

GORDON, R.J.

World Inflation and Monetary Accomodation in Eight Countries.

(In : *Brookings Papers on Economic Activity, Washington, No. 2, 1977, pp. 409-468.*)

USA. 7

333.841.

333.841.

COPPE, A.

Inflation : problème économique ou problème de société.

(In : *Annales de Droit, Bruxelles, n° 3-4, 1977, pp. 339-343.*)

Les instruments juridiques de la lutte contre l'inflation. Journées d'études organisées à Charleroi les 1 et 2 avril 1977.

(In : *Annales de Droit, Bruxelles, n° 3-4, 1977, pp. 335-471.*)

333.841.

333.841. - 330.3

CROUHY, M. et MELITZ, J.

Faut-il rejeter les thèses traditionnelles de l'inflation ?

(In : *Revue Economique, Paris, n° 6, novembre 1977, pp. 865-891.*)

FR. 57

MECHELMANS, A.

The Scandinavian Model of Inflation and the Belgian Economy : a Comment.

(In : *Tijdschrift voor Economie en Management, Leuven, n° 3, september 1977, blz. 275-281.*)

BELG. 171

REY, J.

Les réactions de l'Europe devant le problème de l'inflation.

(In : *Annales de Droit, Bruxelles, n° 3-4, 1977, pp. 345-349.*)

Le Parlement Européen.

(In : *Pouvoirs - Revue d'études constitutionnelles et politiques, n° 2, Paris, Presses Universitaires de France, 1977, 192 p.*)

333.841. - 331.01

334.150.7 - 334.151.20 - 334.150.0

WEILLER, J. et DESROUSSILLES, G.D.

Note sur la mondialisation des crises et les stratégies de l'inflation.

(In : *Economies et Sociétés, Paris, n° 4, avril 1977, pp. 804-813.*)

FR. 14

SCHNEIDER, H. und WESSELS, W.

Auf dem Weg zum Europäischen Union ?
Diskussions-beiträge zum Tindemans-Bericht.

(Europäische Schriften des Instituts für Europäische Politik, 46/47.)

Bonn, Europa Union Verlag, 1977, 288 S.

334.150.0

334.151.20

BERNARD, S.

Matériaux pour une théorie de l'intégration européenne.

(In : *Revue d'Intégration Européenne, Montréal, n° 1, septembre 1977, pp. 7-30.*)

CAN. 7

WERNER, P.

L'Europe monétaire reconsidérée.

Lausanne, Centre de Recherches Européennes, 1977, 74 p.

334.150.0 - 341.242.

334.151.25 - 334.151.6

LOUIS, J.V.

L'exécutif et le législatif belges et l'intégration européenne.

(In : *Revue belge de Droit international, Bruxelles, n° 2, 1976, pp. 555-642.*)

LETELLIER, J.G. et SMITH, P.

Problématique de l'application éventuelle de l'unité de compte européenne à la politique agricole commune.

(In : *Revue du Marché Commun, Paris, n° 211, novembre 1977, pp. 456-467.*)

FR. 58

EASSON, A.

Tax Policy in the European Economic Community.
(In : *Journal of European Integration*, Montreal, No. 1, September 1977, pp. 31-46.)

CAN. 7

BRAUN, A. e.a.

Droit des ententes de la Communauté Economique Européenne. 2^e édit.
Bruxelles, Larcier, 1977, 647 p.

334.151.7

336.00 - 336.400. - 336.200.
336.50

VAN DER MEULEN, J.

Réflexions sur une politique européenne de l'énergie.
(In : *A.E. Revue du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement*, Bruxelles, n° 10, 1977, pp. 12-23.)

BELG. 2

MOESEN, W. en VAN ROMPUY, V.

Inleiding tot de openbare financiën.
Leuven, Acco, 1977, XVIII+270 blz.

334.153.0

336.020. - 336.60 - 336.161.0

L'élargissement de la Communauté Economique Européenne.

(In : *A.E. Revue du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement*, Bruxelles, n° 10, 1977, pp. 5-11.)

BELG. 2

VANDENDRIESSCHE, S.

Evolutie van de Belgische centrale overheidsuitgaven sinds 1919. Onderzoek naar de determinerende factoren (deel I, afdeling I, hoofdstukken II, III en IV).
(In : *Bulletin de Documentation - Ministère des Finances*, Bruxelles, n° 12, décembre 1977, pp. 145-233.)

BELG. 99

334.153.0

336.111. - 332.221.

Der Europäischen Gemeinschaften und die Mittelmeerlande.

Baden-Baden, Nomos Verlagsgesellschaft, 1977, 279 S.

VON KUNITZKI, N.

L'indice du coût de la vie dans le mécanisme économique; théorie et pratique; revue et prospective.
Luxembourg, Edit. d'Letzeburger Land, 1977, 100 p.

Simulatiemodellen van de Belgische fiscaliteit. (Centrum voor Economische Studiën, K.U. Leuven.)

Gent, Story-Scientia, 1977, 156 blz.

ENGELS, Ch.

Analyse de quelques effets de la loi du 14 juillet 1976 sur les droits de succession.

(In : Revue générale de Fiscalité, Bruxelles, n° 9, novembre 1977, pp. 272-285.)

BELG. 158 F bis

336.208.

336.225.

SCAILTEUR, C.

Une forme de participation des contribuables à l'établissement de l'impôt : le forfait.

(In : Revue générale de Fiscalité, Bruxelles, n° 9, novembre 1977, pp. 263-271.)

BELG. 158 F bis

DEROUIN, Ph.

La taxe sur la valeur ajoutée dans la Communauté Economique Européenne.

Paris, Edit. Jupiter, 1977, 642 p.

336.214. - 658.44

336.225. - 306.111.

BASTOGNE, J.

Perspectives fiscales de l'amortissement.

(In : Annales de sciences économiques appliquées, Louvain, n° 5, 1976-1977, pp. 91-126.)

BELG. 10

VERHE, W.

De BTW en het nieuwe indexcijfer.

(In : Cahiers économiques de Bruxelles, Bruxelles, n° 76, 1977, pp. 557-575.)

BELG. 44 E

336.221.

336.401. - 336.451. - 336.61

WARDENIER, H.G.M.

Benelux : Excise Tax Convention.

(In : Intertax, Deventer, No. 9, 1977, pp. 351-356.)

GEN. 6 A

Le budget belge en temps de crise.

(In : Bulletin hebdomadaire - Kredietbank, Bruxelles, n° 44, 25 novembre 1977, pp. 1-7.)

BELG. 33

FRANK, M.

Fiscalité et emploi.

(In : *Bulletin de Documentation - Ministère des Finances, Bruxelles, n° 12, décembre 1977, pp. 81-89.*)

BELG. 99

GEENS, G.

Onze openbare financiën in de crisis. Toespraak van de heer G. Geens, Minister van Financiën, voor de Raad van Beheer van het Verbond van Christelijke Werkgevers en Kaderleden Oost-Vlaanderen op 13 september 1977.

(In : *Bulletin de Documentation - Ministère des Finances, Bruxelles, n° 12, décembre 1977, pp. 13-25.*)

BELG. 99

336.451. - 336.401. - 336.61

336.60 - 336.61

DELHAYE, R.

Le budget de l'Etat 1978.

(In : *Bulletin de Documentation - Ministère des Finances, Bruxelles, n° 12, décembre 1977, pp. 27-78.*)

BELG. 99

NORRENBURG, D.

Pour une nouvelle approche des finances publiques.

(In : *Socialisme, Bruxelles, n° 143, octobre 1977, pp. 409-412.*)

BELG. 155 C

336.453.

336.834.

QUERTAINMONT, Ph.

La Cour des Comptes et sa mission juridictionnelle; précis de la responsabilité des comptables publics et des ordonnateurs.

Bruxelles, Bruylant, 1977, 402 p.

DE FALLEUR, R.

Modalités d'aide aux investissements privés et emploi.

(In : *Bulletin de Documentation - Ministère des Finances, Bruxelles, n° 12, décembre 1977, pp. 101-128.*)

BELG. 99

336.52 - 307.354.

337.553.

BEYENS, E.

Les budgets communaux 1972-1975.

(In : *Bulletin de Statistique, Bruxelles, n° 9, septembre 1977, pp. 689-721.*)

BELG. 44

VAULONT, N.

Abbau der Zoll- und Steuergrenzen im Warenverkehr innerhalb der Benelux-Union.

(In : *Recht der Internationalen Wirtschaft, Heidelberg, Nr 11, November 1977, S. 687-695.*)

DEUTSCHL. 21

338.013.

338.041.

MELS, R.

Matières premières : de l'économie mondiale à la politique belge.

(In : Documents-CEPESS, Bruxelles, n° 4, 1977, 111 p.)

BELG. 149 B

TKINT, F.

Le projet de loi sur la gestion assistée.

(In : Annales de sciences économiques appliquées, Louvain, n° 5, 1976-1977, pp. 63-89.)

BELG. 10

338.013.

338.43

SANDRETTO, R.

Les prix des produits de base : instabilité et concentration.

(In : Economie et Humanisme, Caluire, n° 238, novembre-décembre 1977, pp. 41-51.)

FR. 25

Le Brabant. Une province belge au rayonnement international.

(In : Agence Economique et Financière - Supplément, Bruxelles, décembre 1977, 163 p.)

BELG. 3

338.040.

338.78

SMETS, P.-F.

L'entreprise en question.

Bruxelles, Goemaere, 1977, 308 p.

GIARINI, O.

L'Europe devant l'âge post-industriel.

(In : Futuribles - Analyse - Prévision - Prospective, Paris, n° 12, septembre 1977, pp. 387-411.)

FR. 10 C

338.041.

338.8

MICHAUX, B.

Prévenir ou organiser les disparitions d'entreprises. Problématique économique générale. Solutions juridiques actuelles.

(In : Annales de sciences économiques appliquées, Louvain, n° 5, 1976-1977, pp. 9-61.)

BELG. 10

BAECK, L.

Naar een nieuwe groeicyclus met een ander groeipatroon.

(In : Leuvense Economische Standpunten, Leuven, n° 6, 1977, 50 blz.)

BELG. 92

LEMAITRE, J.-P. et SPAEY, D.

Elaboration de comptes sectoriels annuels pour l'industrie belge.

Louvain-la-Neuve, Institut des Sciences Economiques de l'Université Catholique de Louvain, 1977, 99 p.

Enquête sur les budgets des ménages 1973-1974. Résultats d'après le degré d'urbanisation de la commune de résidence. Résultats complémentaires d'après le nombre de gagne-pain et le nombre d'enfants à charge.

(In : Bulletin de Statistique, Bruxelles, n° 10, octobre 1977, pp. 805-883.)

339.21

342.4 - 342.55 - 342.520.
352.

DELAHAUT, P.J.

Observations à propos des aspects juridiques de la politique des revenus.

(In : Annales de Droit, Bruxelles, n° 3-4, 1977, pp. 405-427.)

VINCENT, W.

Het post-unitaire België; nieuwe beleids- en bestuursstructuren.

Lier, Van In, 1977, 244 blz.

339.21

347.720.1 - 341.10

KESENNE, J.

De ontwikkeling van de primaire inkomensverdeling in België.

(In : De Gids op Maatschappelijk Gebied, Brussel, n° 12, december 1977, blz. 941-954.)

BELG. 71

L'avenir des associations transnationales dans les perspectives du nouvel ordre mondial.

(In : Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement - Textes et Documents (Collection « Idées et Etudes »), Bruxelles, n° spécial, 1977, 214 p.)

BELG. 2 A

339.21 - 330.52 - 342.50
323.5

348.50 - 343.35 - 336.208.

VAN HAEGENDOREN, M. en DE JONGHE, E.

Roergangers in de mist; sociale ongelijkheid en malaise van de besluitvorming in België.

Antwerpen, Standaard Wetenschappelijke Uitgeverij, 1977, 189 blz.

DELAHAYE, Th.

Le choix de la voie la moins imposée; étude de droit fiscal comparé (Belgique, France, Pays-Bas, Royaume-Uni).

Bruxelles, Bruylant, 1977, 230 p.

BLANPAIN, R.

Le maintien des droits des travailleurs en cas de transferts d'entreprises.

(In : *Revue du Travail, Bruxelles, n° 8, août 1977, pp. 477-501.*)

BELG. 153

DENEFF, W.

Faut-il réformer l'assurance maladie-invalidité ?

(In : *Socialisme, Bruxelles, n° 143, octobre 1977, pp. 383-393.*)

BELG. 155 C

350.1 - 342.51

368.42

DERSIN, A.

Le contrôle de gestion des politiques et des ressources dans les administrations publiques.

(In : *Administration publique — Revue du droit public et des Sciences administratives, Bruxelles, n° 1, octobre 1977, pp. 44-67.*)

PANNIER, R.

Commentaires concernant le Rapport de Monsieur le Commissaire royal Petit et d'autres études connexes.

(In : *Revue belge de Sécurité sociale, Bruxelles, n° 10, octobre 1977, pp. 849-878.*)

BELG. 141

350.1 - 342.51

380.23 - 380.30

TAPIE, P.

Pouvoir discrétionnaire et opportunité des décisions administratives.

(In : *Administration publique — Revue du Droit public et des Sciences administratives, Bruxelles, n° 1, octobre 1977, pp. 24-35.*)

FAUT, Th. et STEKKE, A.

Emploi et position externe de l'économie belge : Quelques commentaires.

(In : *Reflets et Perspectives de la Vie économique, Bruxelles, n° 5, novembre 1977, pp. 339-351.*)

BELG. 131 A

368.40

380.23 - 338.750.

DELEECK, H.

Een mogelijke andere financieringswijze van de sociale zekerheid : bijdragen berekend op de toegevoegde waarde.

(In : *Bulletin de Documentation — Ministère des Finances, Bruxelles, n° 12, décembre 1977, pp. 91-99.*)

BELG. 99

GHYMERS, Chr.

La compétitivité de l'industrie manufacturière des trois régions belges.

(In : *Reflets et Perspectives de la Vie économique, Bruxelles, n° 5, novembre 1977, pp. 329-337.*)

BELG. 131 A

HOUARD, J.

La compétitivité sectorielle de l'industrie manufacturière belge.

(In : *Reflets et Perspectives de la Vie économique, Bruxelles, n° 5, novembre 1977, pp. 321-328.*)

BELG. 131 A

ANDERSEN, R.

Les instruments juridiques de la politique des prix.

(In : *Annales de Droit, Bruxelles, n° 3-4, 1977, pp. 351-371.*)

380.23 - 338.042. - 382.30

382.240. - 380.23

PRADES, F.G.

Disparités de coûts, compétitivité et changes.

(In : *Reflets et Perspectives de la Vie économique, Bruxelles, n° 5, novembre 1977, pp. 307-319.*)

BELG. 131 A

Evolution récente de la balance des paiements de l'U.E.B.L. et compétitivité de l'économie belge.

(In : *Bulletin Financier - Banque Bruxelles Lambert, Bruxelles, n° 42, 2 décembre 1977, pp. 1-5.*)

BELG. 34 A

380.23

382.242.4

TORDEURS, L.

Crise et compétitivité. Un faux débat économique pour fuir le vrai débat politique.

(In : *Reflets et Perspectives de la Vie économique, Bruxelles, n° 5, novembre 1977, pp. 353-368.*)

BELG. 131 A

EINZIG, P. and QUINN, B.S.

The Euro-dollar System. Practice and Theory of International Interest Rates.

London, Macmillan, 1977, 6th edit., VIII+124 p.

380.27 - 339.235.

382.242.4

VUCHELEN, J. and VAN DEN EEDE, M.

Price and Income Expectations in Belgium — Results of a 1974 Survey.

(In : *Cahiers économiques de Bruxelles, Bruxelles, n° 76, 1977, pp. 537-556.*)

BELG. 44 E

FREEDMAN, C.

The Euro-Dollar Market. A Review of Five Recent Studies.

(In : *Journal of Monetary Economics, Amsterdam, No. 4, October 1977, pp. 467-478.*)

GEN. 10 C

JAANS, P.

Some Considerations about the Impact of Euro-currency Markets on Domestic Monetary and Exchange Policies.

(In : *Cahiers économiques, Banque Internationale à Luxembourg, Luxembourg, n° 4, 1977, pp. 1-10.*)

LUX. 5

PUYLAERT-MEYLEMANS, L.

Aspekten van de Vlaamse economie. 14. Buitenlandse handel.

Antwerpen, Vlaams Economisch Verbond, 1977, 107 blz.

382.242.4

657.33

VAN ROIJ, G.P.L.

De eurovalutamarkt.

Amsterdam, Nederlands Instituut voor het Bank- en Effectenbedrijf, 1977, 80 blz.

Comptabilité d'inflation.

(In : *Banque de Paris et des Pays-Bas - Parisbas Belgique présente, Bruxelles, n° 3, 1977, 22 p.*)

BELG. 64 E

382.254.

657.43 - 657.2 - 347.728.1

VAN HECKE, G.

Crédits bancaires internationaux et conflits de lois.

(In : *Droit et pratique du commerce international, Paris, n° 4, octobre 1977, pp. 497-505.*)

MUSIN, H.

Adaptation du cours de comptabilité industrielle relative à la législation comptable.

Bruxelles, Société Royale Chambre Belge des Comptables Bruxelles, 1977, 71 p.

382.40

93

Vade-mecum des exportateurs.

(In : *Office belge du Commerce extérieur - Informations du Commerce extérieur, Bruxelles, supplément novembre 1977, 2° édit., pp. 3-103.*)

BELG. 27

Principaux faits économiques dans le domaine international.

(In : *Ministère des Affaires Economiques - Aperçu de l'évolution économique, Bruxelles, annexe au n° 12, décembre 1977, 65 p.*)

BELG. 98 C